

Ayuntamiento de Madrid

**R**  
869





Vöyer brunet, tome 6 p. 551  
ex catal. de maccarthy n° 4688

Seq 29-3

LA  
V E R I T É  
DEFENDUE

DES  
SOFISMES DE LA FRANCE

ET  
RESPONSE

A  
L'AUTEUR

*Des Pretensions du Roy Tres-Chrestien  
sur les Estats du Roy  
Catholique.*

I. P A R T I E.

*Traduit de l'Italien.*



2 7020

---

M D C L X V I I I .





L A  
V E R I T É  
D E F E N D U E.

I N T R O D U C T I O N.

**L**E Brabant , objet des artifices & des forces de la France, n'estant pas moins attaqué par de faulſes raisons qu'avec d'injuſtes armes, pendant que ſur la bonne foy de la Paix & des ſerments , il ſe croyoit à couvert , non ſeulement du peril ; mais auſſi de la crainte d'un guerre imprevue ; ſe trouve obligé de s'eſcrier en la preſence de la Juſtice Divine, \* *Exurge Veritas, & quaſi de patientia erumpe.*

Il n'y avoit point d'apparence de ſe pouvoir perſuader , que la Pieté du Roy Tres-Chreſtien vouluſt fouler aux pieds la raiſon & la Juſtice. Mais auſſi le Conſeil de S. M. & l'Auth eur des Pretenſions Françoises, ne peuvent pas éviter la censure des deux ſupremes Tribunaux de Dieu & du Monde , qui ſont infaillibles & qui ne ſouffrent point d'appel.

Il ne ſembloit pas que ce bonheur , que la France n'eũſt pũ acquerir par un ſiecle de guerre , & qui luy avoit procuré huit années de Paix , deũſt luy fournir des moyens pour la détruire ; puis que c'eſtoit par elle , qu'elle

\* *Tertullian.*

A 2

avoit

avoit obtenu une si grande satisfaction , un si profond repos , & tant de places , que si elles estoient jointes ensemble , elles formeroient presque un Royaume.

Comment est il possible , que la Serenissime Infante Terefe , que l'on consideroit comme le pretieux gage d'un constante amitié , serve aujourd'huy de pretexte à la rupture ?

Que vous a fait, O Conseil de France, l'innocence d'un Roy pupille & d'un Regente vefve , pour vous faire si tost oublier les Pirenées , ou le souvenir des serments que vous y avez faits sur les Evangiles , pour la conservation de la Paix publique est encore tout recent ? Combien de mescontentemens avons nous dissimulés , pour ne vous pas donner le moindre pretexte de nous quereller & de rompre les Traittés ? Cependant avec quelle conscience les avez vous observés. Le Portugal en sera tesmoin lequel vous avez secouru & assisté , contre la foy donnée.

Aux mesmes Pirenées , vous vous obligastes par un Article solennel , \* de n'en venir jamais à une rupture & aux armes , pour quelque occasion que ce fust , sans en avertir l'Espagne six mois auparavant ; afin que ses sujets eussent le loisir de se mettre à couvert ,  
&

\* Qu'arrivant cy après quelque rupture entre les deux Couronnes, ce qu'à Dieu ne plaise, il sera toujours donné six mois de temps aux sujets de part & d'autre, pour retirer leurs effets & personnes, &c. Art. 24.

& nonobstant cela , faisant presentement mettre tout à coup feu à la Mine de vos desseins premedités , vous attaquez d'abord nos places , par de laches surprises , & puis vous inondez ouvertement nos innocentes Provinces d'un torrent de gens armés ; & cela après les declarations , si souvent reiterées par l'Archevesque d'Ambrun , à la Cour Catholique , & par le Roy Tres-Chrestien au Marquis de la Fuente , de vouloir maintenir religieusement la Paix , & avec une sincerité inviolable.

Souvenez vous de l'acte formel , par lequel les serments de vostre Maistre , en confirmant le Contract de Mariage, approuverent pour bon & legitime l'Article suivant qui y est inseré.

*\* Si nous pretendions en quelque temps que ce soit , en Justice ou autrement , les Royaumes, Estats & Seigneuries , auxquelles nous avons renoncés , nous voulons que nuls remedes nous servent , de quelque nom , caractere , importance & qualité qu'ils soyent , & que si nous les intentons , ou taschons de les deduire en voye de Justice & contestation , l'on nous denie & ferme toute sorte d'audiance , & si de fait , ou sous quelque couleur mal pretendue , desfant de la Justice , nous les voulussions occuper par force d'armes , faisant , ou mouvant guerre Offensive , que dès*

A 3

*main-*

*\* Au Traitté de l'exclusion de l'Infante , qui se rapporte au 6. Art. du Contract de Mariage.*



*maintenant comme pour lors , on la tienne, juge & declare pour illicite, injuste & mal attentée, & pour violence, invasion, & usurpation tyrannique & faite contre raison & conscience.*

Quand mesme vos Pretentions seroient plus que legitimes , il semble pourtant que l'Espagne ne soit pas obligée de vous en faire offre , sans avoir ouy & examiné exactement la qualité & la force de vos raisons : mais bien que la France , que l'on ne peut pas seulement soupçonner d'avoir esté offensée, ou des-obligée par la Reyne Regente d'Espagne , ny d'un Roy parent ; amy , pupille & Enfant , auroit pû poursuivre son affaire, par un accommodement amiable , & dans les formes ordinaires en matieres civiles, mesme parmy les Souverains , si elle la croyoit aussi bonne en effect , qu'elle veut faire accroire. Au lieu qu'en mettant la main a l'espée , d'en porter la pointe a la gorge du Brabant , au mesme temps que l'on publie les Pretentions au son & bruit de l'Artillerie, est un procedé qui ne trouvera pas grande approbation. C'est commencer par l'exécution , & introduire de tres mauvais exemples en la Communauté des Chrestiens.

L'Authéur François dit dans le proème.  
*Que la Reyne Mere du Roy Tres Chrestien , après la mort du Roy Catholique , declara au Marquis de la Fuente , que la France pretendait quelques Principautés dans les Païs-bas , le Marquis devoit prier la Reyne Catholique de luy*  
*don-*



donner cette juste satisfaction , pour la conservation de la Paix.

Après la mort du Roy Catholique ? Mais que direz vous , s'il vivoit encore en ce temps là ? Cét excès d'imprudence ( j'ay honte de l'appeller une production de vostre jugement ) est un mensonge trop Manifeste & plein de contradictions trop grossieres. Et toutesfois c'est l'unique base , sur lequel on fonde toute cette Justice imaginaire , dont les violences de France veulent colorer leur invasion.

\* Ce fut le 17. d'Aoust que la Reyne Mere tint ce discours au Marquis de la Fuente , & alors le Roy Philippe IV. qui est decedé depuis , vivoit encore , n'estant mort que le 17. du mois de Septembre suivant. D'où toute personne intelligente pourra facilement conjecturer , que le Manifeste de France commençant par le deguisement & la fausseté, ne peut finir que par une horrible confusion.

A 4

Cet-

\* Cela se verifie par la relation & par les lettres , que le Marquis de la Fuente envoya à Madrid en l'an 1665. & mit entre les mains des Ministres de France au mois de May dernier 1667. avec toutes les réponses, & tout ce qui s'estoit passé dans l'affaire. Parce que M. de Lionne luy ayant fait donner le Manifeste & connoistre qu'il feroit bien de le faire tenir au Marquis de Castel-Rodrigo par le moyen du Secrétaire Iturietta , le Marquis luy escrivoit la lettre suivante, sur laquelle il ne recut point de réponse pourtant , parce qu'il envainquoit les Pretensions de France d'une tromperie trop Manifeste, veu qu'ils chargent la prudente sincerité du Ministre d'Espagne d'une trop vilaine calomnie , pour fonder de leur tres-injuste guerre.

## L E T T R E

## D V

MARQUIS de la FUENTE

A

MONSIEUR de LIONNE

du 12. May 1667. à Paris.

MONSIEUR,

**B**ien que le papier, que V. Excell. n'a envoyé cette semaine, me trouve avec une medecine dans le corps, je n'ay pas voulu differe la responce pour cela, ne me souciant point de m'incommoder un peu la teste, pour satisfaire à ce qu'il contient. Ainsi je diray qu'il ne sera pas necessaire de mettre le livre entre les mains du Secretaire Iturista, afin qu'il le donne au Marquis de Castel-Rodrigo, parce que je sçay qu'il y a quatre ou cinq jours qu'il l'a; outre qu'en luy donnant advis, que l'Archevesque d'Amburn en fera entendre le contenu à la Reyne, il ne pourroit servir qu'à contenter sa curiosité. En attendant que sa Majesté me mande sur ce sujet, je diray qu'ayant ouvert le livre ce matin, & me voyant allegué au frontispice, je manquerois à mon devoir en toutes les façons, si je ne disois à V. Excell. afin qu'elle en puisse advertir l'Authent, qu'il le corrige devant que de le publier, que la feuë Reyne Mere me parla le 17. d'Aoust 1667. que le 23. du mesme mois j'escrivis au Roy, mon Maistre, qui mourut le 17. de Septembre. Et afin que sa Majesté puisse mieux reconnoistre le temps, auquel j'escrivis, la maniere de

Defendue.

9

laquelle la Reyne Mere me parla, & de la façon, de laquelle je luy en rendis compte, affectant particulièrement de rapporter les mesmes paroles, je renvoye à V. E. la copye cy jointe sous la lettre. F. comme aussi celle de la lettre B. laquelle contient ce que je respondis à sa Majesté de l'ordre de la Reine: le Roy n'ayant pas pû faire response, parce qu'il ne receut ma despesche que huit jours devant que Dieu chastia ses sujets par sa mort. Dieu garde V. E. comme je le desire.

E X T R A I T

De la Lettre du

MARQUIS de la FUENTE

A V

MARQUIS de MALAGON  
du 20. May.

J E ne doute point que V. E. ne reconnoisse la contrariété en ces lettres, veu que dans la preface du petit livre, & en la lettre à la Reyne ils pretendent donner la qualité de commission du Roy l'office que la Reyne Mere fit avec moy, par un mouvement de sa volonté & de tendresse. C'est pourquoy j'ay jugé à propos de faire remarquer la bevue à ces Messieurs, qui m'ont envoyé le petit livre. Afin qu'ils ne puissent pas dire un jour, que par mon silence j'aye acquiescé à une chose si contraire au fait, principalement puis qu'ils fondent sur cela la justification d'une guerre, commencée devant que de l'avoir declarée.

Cette prudente Reyne representa au Marquis comme en confidence, que voyant le Roy

A S

son



son Fils, dans la chaleur d'un âge, qui ne demande que de l'occupation, & qu'il estoit porté par les suggestions de quelque mauvais Conseil à declarer certaines vaines Pretensions qu'il avoit sur la Flandre; Elle, qui souhaittoit la conservation de la Paix, laquelle estoit son ouvrage, & qui craignoit, que le Roy, emporté par l'inquietude François, ne se portast à quelque violence, pria le Marquis d'en avertir le Roy Catholique, afin qu'il considerast, si après avoir tant cédé de choses pour l'amour de la Paix, il ne seroit pas a propos d'en relacher encore quelqu'une pour la conserver.

Le Marquis en avertit le Roy son Maistre, par forme de simple avis, afin d'avoir des ordres precis, touchant ce qu'il auroit a dire ou à faire sur ce sujet, en cas que l'on vint à luy en faire des instances formelles. Le mauvais Estat de la santé du Roy Catholique, ne luy permettant pas de faire reflexion sur les demandes du Marquis, fut cause que depuis, la Reyne, estant demeurée vefve & Regente, répondit au mesme Marquis, qu'il eu à représenter a la Reyne Mere, lors qu'elle luy en reparleroit, les raisons & les Droits du Roy Catholique, & l'impuissance où estoit la Regente de disposer des Estats de son Fils. Si les François ont entendu, qu'en faisant ce refus on acceptoit la guerre, & se sont disposés à la faire, pourquoy donc abuser de la bonne foy d'Espagne par des propositions deliqués, & par des declarations de Paix, jusques au

dés.



dernier jour , que l'on presenta le Cartel de  
 defy ? Qui n'eust crû après des mois & des  
 années , que ce feu , que la Reyne Mere  
 craignoit qui se couvast à Paris, ne fust tout  
 a fait esteint , pendant que l'on voyoit la  
 confiance s'augmenter tous les jours , & que  
 l'on croyoit l'amitié si bien establie , que tou-  
 tes sortes de soupçons paroissoient vains & in-  
 utiles, Et ainsy la France ne replicant pas un  
 mot la dessus , quoy que l'Archevesque  
 d'Ambrun fust a Madrid, & qu'elle y envoyast  
 Bellefons ; Elle a trouvé bon en suite d'un  
 long & profond silence, & après de fortes pro-  
 testations d'amitié & de concorde , de faire  
 parler en mesme temps les Plumes , les  
 Trompettes & les Canons ; pretendant que  
 la conference de la Reyne Mere avec le Mar-  
 quis a esté une legitime declaration de guer-  
 re ; & la responce de la Reyne Regente d'Es-  
 pagne une sentence injuste , contre les Droits  
 de la Reyne Tres-Chrestienne.

Quel ingenieux strategeme ! Une conver-  
 sation d'une Reyne mourante , hors de la Re-  
 gence & éloignée des affaires , non pas au nom  
 du Roy , ny par forme de proposition d'es-  
 tat , mais par un simple mouvement de zele,  
 & pour faire quelque ouverture de negotia-  
 tion , doit elle passer pour une denonciation  
 formelle de guerre ?

La France devoit par le moyen de ses Am-  
 bassadeurs & par un ordre autorisé de la Sou-  
 veraineté Royale, faire connoistre distincte-

ment les Droits qu'elle pretend avoir sur les Pays-bas ; & après avoir eu une réponse precise & publique la dessus resoudre la guerre, si elle le trouvoit à propos ; Elle l'auroit fait de meilleure grace & avec moins d'injustice, puis que le Droit des gens la condamne tous-jours , quand elle n'est pas precedée d'une declaration solennelle par un decret public, legitiment intimé à la partie. Cette condition estant essentiellement necessaire, du consentement universel des politiques , & par la constante Coustume des bons Princes ; lesquels sçachant qu'ils ne peuvent pas se servir du Droit de leur Souveraineté pour proceder dans des causes , qui sont de leur nature sujettes aux Loix Civiles , ont recours , avec les personnes privées , aux Tribunaux , qui ont Droit de decider l'affaire, comme l'enseignent \* Balthasar & Grotius , qui ont escrit du Droit de la guerre.

De plus , le Roy Tres-Chrestien , n'ayant pas à poursuivre les interets de la Souveraineté de la Couronne , mais le Droit Civil, que sa Femme pretend avoir sur les Pays-bas, compris dans le Cercle de Bourgogne, & considerés comme Membre & Fief de l'Empire Romain ; n'a pas dû se servir de la force des armes ; mais remettre la Decision de sa cause à l'Empereur , comme ont accoustumé de faire les Ducs & Princes de ces Provinces , en  
 tou.

\* Balthasar Hail de *Jure Belli* lib. 3.

Grot. lib. 2, de *Jure Belli*.

toutes les affaires importantes de leurs Estats. Ainsi c'est faire une injure Manifeste à l'Empire, à la Justice & à Dieu, de vouloir dépouiller par la force des bons Princes, Vassaux de l'Empire, de leur ancien & legitime Domaine, dont ils sont en paisible possession depuis deux cens ans; & cela sur des Pretensions imaginaires & Pretensions Civiles.

Au lieu que s'il eut resté quelque estincelle de Pieté & de bonne foy dans le Conseil de France, & que l'on eu fait connoistre les Pretensions du Roy, dans les formes, que l'on est accoustumé de pratiquer entre les Chrestiens, & non pas à la pointe de l'espée, la prudence & la bonté de la Regente d'Espagne n'eussent laissé à desirer au Roy Tres-Chrestien aucune satisfaction, juste & raisonnable; se remettant au jugement & à l'accommodement, que des Princes, choisis pour cela, auroient pû faire, d'un consentement commun, comme elle l'a offert, aux premieres instances de la France. \*

Par

\* R E S P O N S E

De la

REYNE CATHOLIQUE

A la lettre du 8. May, par laquelle  
le Roy Tres-Chrestien luy  
demande les Pays-bas.

**L'**Archevesque d'Ambrun, Ambassadeur de V.  
Majesté en ma Cour, m'a rendu la lettre de V.

Ma



Majesté du 8. du courant, accompagnée d'un livre, & d'un memoire, par lequel il represente amplement les raisons, que V. Majesté a de prendre les armes, pour les Droits, qu'elle dit avoir sur les Pays-bas. A quoy l'on satisfera à loisir, & cependant je n'ay pas voulu differer de respondre à ladite lettre, bien surprise de la nouveauté de cette entreprise. Et bien que V. Majesté dise, que la feuë Reyne Tres-Chrestienne, ma Sœur, l'a fait connoistre au Marquis de la Fuente, je me souviens qu'alors il m'escrivit sur ce sujet. J'ay tousjours cru que ce fust un discours familier & confident; parce qu'il ne se fit point avec les formalités d'Ambassadeur, ny par un Ministre de V. Majesté, ou en son nom. Et je me confirmay d'autant plus en cette opinion, qu'ayant respondu à une petite partie de la lettre du Marquis, je n'en entendis plus parler, & pris le silence pour une justification des Droits du Roy mon Fils, & pour une marque de la bonne foy de V. M. Outre que cette insinuation ne fut accompagné de la formalité requise par le Traitté de Paix, pour justifier la rupture. Outre quel' Art. 90. dit bien expressement, que cette sorte de Pretensions, quand on n'y a pas renoncé, doit estre poursuivie par voye amiable, ou en Justice, & non par les armes. Et après cela V. M. dit encore, qu'elle est preste d'entendre à un accommodement amiable, je le veux de bon cœur, estant disposée comme je suis, à faire regler ces Pretensions, & que l'on en examine la Justice, & les moyens, pour nommer le lieu & les personnes. Pour cet effect il est necessaire que de part & d'autre l'on fasse cesser les voyes de fait & les hostilités. Ce que j'espere que V. M. agréera, parce que si elle ne le fai-

soit



*soit pas, je serois obligée par le devoir de ma Regence  
& de la tutele, de defendre le Droit du Roy mon Fils  
par les mêmes moiens. De Madrid le 27. May 1667.*

Par la suite de cette affaire tout le Monde voit assez, que le Conseil de France n'y a pas agy de bonne foy; mais il voudroit bien par l'eloquence de ces Manifestes déguiser la force en raison. D'où nous passerons à en examiner le merite, selon les raisons que nous produit l'Autheur de ce Manifeste. Et comme il proteste d'abord.

*Que le Roy Tres-Chrestien, sousmettant à la Justice qu'il adore la Couronne qu'il possède, ne pretend que ce qui est licite, estant entierement persuadé qu'il n'y a rien d'utile que ce qui est juste.*

On doit supposer que sa Majesté ne trouvera pas mauvais, si en respectant comme l'on doit sa personne Royale, dont l'eminente dignité sera tousjours reverée, le Brabant, respondant à l'Autheur, qui est une personne privée, fait connoistre, par la verité de ses raisons la Justice de sa propre cause.

Quel qui soit l'Autheur François, les justes estimateurs des choses ne croyront jamais, qu'il ait exposé aux yeux trop occupés du Roy son Maistre, qui est amy de la verité, & à qui l'honneur est cher, les indignes discours qu'il a publiés, non moins en faveur, qu'à la honte de la dignité Royale, & particulièrement que la Reyne Tres-Chrestienne en ait eu connoissance, puis qu'ils sont remplis de mesdisances  
indi.

indicibles, de faulsetés palpables, de contes ridicules, d'injustice manifeste, de contradictions notoires; & (ce qui est pis, & le plus insupportable) de blasphemes calomnieux, contre la pureté de l'innocence, & la haute vertu de ce glorieux Monarque, le Roy son Pere, représenté dans les escrits impies de cét homme avec des charbons d'Enfer, comme un Barbare, un Trompeur & un Tiran.

Cependant, nostre dessein, bien fondé sur les premieres Loix de la Nature, est de refuter cét Adversaire fanfaron, nous servant pourtant plustost d'armes defensives, qu'offensives, ne pretendant combattre que la Plume & le papier de cét impertinent causeur.

Puis qu'il a pour but de déguiser l'incroyable en probabilité, & l'impossible en veritable, il sera obligé de souffrir nos exceptions, par lesquelles nous enerverons la pointe de ses discours & la mettrons au jour.

Comme il ne parle qu'avec des artifices captieux, & selon la portée des plus simples, il ne se sert que de sentences embrouillées, & il ne cite que des autorités, qui ne viennent pas à propos. Quand il produit des Loix, & des interpretes, il taist le principal, obscurcit le sens des paroles, & ne distingue point les Princes des personnes du commun. Il pervertit la force des arguments; falsifie les Histoires connues: assure des mengeries grossieres, nie les verités Manifestes. Foule aux pieds la Justice des bons; calomnie la sacrée Majesté des Monarques: ar-

gu-

gumente sans raison, ou contre la raison. Suppose ou induit faussement ; & le tout mal appliqué , & au prejudice de la verité , contre le bien des peuples & des Princes , & contre l'honneur de Dieu mesme , duquel il s'agit, quand on traite de la verité.

Et bien qu'il se vante, que les plus celebres Docteurs des Universités de l'Europe, ont avec un merveilleux concert de tous les Jurisconsultes & Sçavans , prononcé en faveur de la France; il ne s'est pourtant pas hasardé d'y inferer les advis, extorqués par adresse (comme nous le sçavons fort bien ) de plusieurs Docteurs , qui n'estant pas informés de l'affaire, ont escrit au hazard, & non sur le cas proposé.

D'où il est arrivé , que pensant tromper les autres, vous l'avez esté le premier; parce que ces gens là ignorant les circonstances necessaires à sçavoir , & ainsi ne pouvant respondre *in terminis*, ont condamné la fourberie de la proposition, mesmes en l'approuvant. Les Jurisconsultes n'estant pas obligés de devenir fous avec les Astrologues , pour deviner les desirs cachés de la France.

Mais par quelle extravagante proceduré vos Docteurs condamnent ils *inaudita parte* ? je ne desespere pas mesme que les Universités de France ne chantent la Palinodie , au son de nostre cloche , & qu'elles ne renoncent à leurs injustes sentimens, lors qu'ils auront bien considéré les fondemens de la verité que je defens.



LA VERITÉ  
D E F E N D U E

*Examen de l'exposition Historique  
que l'Auteur François met  
à la teste de son discours.*

**L**A France estant resoluë de colorer, de quelque specieux pretexte la difformité de l'usurpation qu'il avoit long-temps premeditée des Provinces voisines, trouve d'abord, comme une retraite imprenable, le fort de *la renonciation*. C'est pourquoy il commence d'abord, avec les forces de toutes ses raisons, à former le siege par la ligne d'une grande circonvallation.

Doncques les periodes preliminaires de l'attaque ne regardent qu'à establir l'Histoire de la Paix, comme destachée des considerations du Mariage, dont il ne parle que comme d'une petite dependance du gros de l'affaire, afin d'abattre, avec moins d'embaras, de peine & de difficulté, l'instrument de la renonciation, après l'avoir séparé de celui de la Paix.

C'est pourquoy vous, Escrivain François, faisant voir, avec un artifice familier aux Poëtes, cette assurance, que la parfaite connoissance du fait inspire ordinairement au discours, vous assurez, & posés comme une pierre fondamentale, que *trois ans après les premieres ouvertures de la Paix*, le Roy Catholique  
s'avi-

s'ávisa d'envoyer Pimentel en France, pour renouër les Traittés avec le Cardinal Mazarin. Que dès les premieres entreveuës Pimentel ouvrit la proposition du Mariage de l'Infante avec le Roy Tres-Chrestien, & sa Majesté y fit respondre à la satisfaction d'Espagne. Que le Cardinal ayant ajusté les principaux points avec Pimentel, le Roy fit expédier ses pouvoirs au Cardinal, premierement pour la Paix, & ensuite pour le Mariage, sans parler de la renonciation.

Que le Cardinal s'estant abouché avec D. Loüis de Haron l'on chargea D. Pedro Coloma & M. de Lionne de dresser un projet des Articles du Mariage. Que Lionne infiniment surpris d'oüir les propositions extravagantes de la renonciation, luy résista & protesta qu'elles estoient injustes, s'en remettant à la Decision des Plenipotentiaires.

Que Mazarin aussi fit de puissantes objections contre cette clau'e inique; mais qu'estant enfin convaincu par les protestations de D. Loüis, qui demeura d'accord de l'invalidité & nullité de cette renonciation, l'accepta: concluant les Traittés de Mariage & de Paix, qui furent signés premierement du Roy Tres-Chrestien, & après du Roy Catholique.

L'on diroit d'abord que ce recit est le plus sincere du Monde, mais si l'on veut prendre la peine de l'examiner, on le trouvera plus plein d'artifice & de malice, que les Hieroglifques d'Egipte ne sont remplis de misteres. Ce qui sera evident, si on le confronte avec la verité suivante.

Aprés

Après que l'on eust jugé à propos pour les interets de l'une & de l'autre Couronne, d'arrester par la Paix le sang, que la guerre faisoit sortir des veines des Chrestiens depuis tant d'années, il fut jugé aussi que le repos ne seroit ny ferme ny stable, sans une parfaite union des cœurs, dont le sacrement de Mariage du Roy Tres-Chrestien avec l'Infante d'Espagne pouvoit estre l'Unique Architecte. La France ne tesmoigna jamais une passion plus forte que cella lá. Mais l'Espagne, bien que ce fust avec sincerité qu'elle souhaittoit le repos, y trouvoit de grandes difficultés. C'est pourquoy M. de Lionne, qui fit un Voyage à Madrid, pour tascher de faciliter l'affaire, & demeura quelque temps caché au Palais de Buenretiro, appliquant tous ses soins à persuader le Mariage, comme le seul moyen de rendre la Paix ferme & eternelle, remporta en partant, des responses, qui firent bien connoistre, qu'il n'avoit pas beaucoup avancé en sa negotiation.

Depuis le Roy Catholique se voyant Pere de deux Princes (ce sont les paroles d'un \* Illustre Cavalier, qui estant Ambassadeur d'une teste Couronnée, & tout François d'inclination, qui ayant esté present a tout, en envoya l'information à son Prince) la Reyne Mere, poussée par des considerations tresfortes, obligés le Mazarin à employer toute

\* Relation de Baptiste Nani, Ambassadeur de la Rep. de Venise en l'an 1661.



té son industrie , à introduire sa Niepce dans sa Maison , en qualité de Bru, apportant avec elle la Paix en Dot , s'engageant à le maintenir dans le Ministère , & en la direction des affaires en temps de Paix , avec la mesme autorité qu'il avoit en temps de guerre. C'est pourquoy le Cardinal , usant d'une dernière finesse , suscitant de tous costés des troubles à l'Espagne , & faisant semblant de vouloir Marier le Roy à la Princesse de Savoye , & faisant cependant faire des secretes & favorables propositions d'amitié, avec les conditions du Mariage par l'entremise de Fuenfaldagne, fit en sorte qu'enfin Pimentel projetta à Paris, avec le Cardinal & avec Lionne , la conclusion du Mariage , comme une condition nécessaire , bien que jusqu'alors on l'eust refusée , & après cela il ajusta les principaux differents touchant la Paix : à condition que l'on mettroit tout dans l'Estat d'un Traitté formel , dans l'assemblée des Pirenées , dont l'on estoit demeuré d'accord.

Et il faut remarquer icy , qu'un des principaux obstacles du Mariage fut la contrariété des Loix & des Coustumes des Couronnes, veu qu'en Espagne les Femmes succedent faute de masles , au lieu qu'en France elles en demeurent excluses pour à jamais.

L'autre estoit l'injuste Droit , ou plustost le crüel abus , que la Conronne de France s'atribüe , convertissant en biens propres de son Domaine & non alienables , toutes les

ac-

acquisitions , qui tombent entre les mains du Roy , par quelque voye que ce soit ; les confondant aussi tost , comme l'ente avec l'arbre , ou comme les gouttes de pluye qui tombent dans une Fontaine , avec le Royaume mesme , & les sousmettant à la mesme sujection , loy & gouvernement. De sorte que si la Monarchie d'Espagne , pour comble de malheurs , tomboit un jour entre les mains de la France , elle seroit aussi tost transformée en une de ses Provinces esclaves , faisant partie de son Domaine , sans aucune sorte d'esperance de s'en pouvoir detacher. Coustume canonisée par les preceptes de l'Alcoran , qui convertit en Membres de la Monarchie Ottomane toutes les Terres , ou l'on a erigé une Mosquée Mahomettane .

Pour éviter donc , non seulement le peril , mais aussi la crainte d'un si grand malheur , la Cour d'Espagne , ne voulut jamais prester l'oreille au Mariage de France , jusqu'à ce que la Reyne Mere & le Cardinal fussent demeurés d'accord d'un temperamment à cette incompatibilité ; en consentant , que l'Infante feroit une renonciation pleine & absolue , qui pourveust à la conservation de la Monarchie , & la mist en seureté de toutes les consequences d'un tel Mariage , & le tout sur l'exemple encor recent de la mesme Reyne Mere. Le Roy Tres Chrestien tesmoignant , que c'estoit son intention , & ne laissant rien à desirer la dessus , le Roy Catholique y consentit aussi. De

De sorte qu'il ne fut pas difficile à Pimentel, qui estoit à Paris, de convenir des autres differents, celui du Mariage estant ajusté, qui estoit la cause & le fondement de tout le reste.

Depuis les Plenipotentiaires estant assemblés dans l'Isle des Faisans le 13. d'Aoust 1659, chargerent les Secretaires d'Estat, Coloma & Lionne, de dresser le Contract de Mariage, ( comme une chose de la derniere importance ) selon la forme dont on estoit convenu, à l'égard de la Dot & de la renonciation absolüe : le Mazarin envoyant cependant, le 28. Decembre, le Mareschal de Grammont a Madrid, demander au Roy Catholique l'Infante en Mariage pour le Roy Tres-Chrestien, avec les solemnités accoustumées, & les Traittés ne furent point conclus, que Grammont ne fust revenu, avec les asseurances du Mariage. Les Traittés estant achevés le 7. de Decembre, ils furent leus publiquement, & signés du Cardinal & de Don Louis; puis approuvés & confirmés par le Roy Tres-Chrestien à Toulouse le 24. du mesme mois, & le premier du suivant par le Roy Catholique à Madrid.

Le Roy Catholique estant venu a Fontarabie l'année suivante 1660, le 2. de Juin, l'Infante, en la presence du Roy son Pere & des Grands d'Espagne, solemnisa publiquement la stipulation de ce Contract de renonciation & d'exclusion, qui avoit esté conclu  
par



par le Cardinal & D. Louïs, & confirmé par les Roys Catholique & Tres-Chrestien. Le tout selon l'Article accordé, qui portoit expressement que cette renonciation devoit estre effectuée devant le Mariage ; \* après laquelle D. Louïs de Haro Espousa, le jour suivant l'Infante, au nom du Roy Tres-Chrestien, dans l'Eglise en la presence de S. M. Catholique, l'Evesque de Pampelene faisant la ceremonie, après laquelle l'Infante receut une benediction fort tendre & meslée de larmes, du Roy son Pere ; qui commençant à la traiter en Reyne, luy voulut donner le premier rang, la mettant à sa droite, dans l'Eglise & dans la carosse, luy donnant le tiltre de Majesté, & luy faisant toute sorte d'honneur.

Le 6. du mesme mois leurs Majestés Catholique & Tres-Chrestienne, s'estant abbouchées dans l'Isle des Faisans, après toutes les ceremonies qui ont accoustumé de se pratiquer entre des personnes Royales, D. Fernando de Fonseca & le Comte de Brienne, Secretaires d'Estat, leurent tout haut les Traittés de Paix & de Mariage.

Après quoy chacun des deux Roys, s'approchant de la petite table qui estoit devant eux, baisant le Crucifix, & posant la main droite sur les Evangiles, jura l'observation in-

viola-

\* La Serenissime Infante, devant que de celebrer & contracter le Mariage, passera un acte de renonciation, &c. Art. 6. del' exclusion.

violable de tous & chacun des Articles exprimés & expliqués dans les actes, qui composoient un seul Traitté d'Alliance & de Paix. La forme du serment estoit telle.

Nous Loüis, par la grace de Dieu, Roy Tres-Chrestien de France & de Navarre, promettons sur nostre honneur, en foy & parole de Roy, jurons sur la Croix, les saints Evangiles & Canons de la Messe; que nous avons touchés, que nous observerons & accomplirons entierement, de bonne foy, tous & chacun des points & Articles contenus au Traitté de Paix, renonciation, & amitié, comme aussi les Articles secrets du mesme Traitté, fait & conclu en nostre nom par nostre tres-cher & bien aimé Cousin, le Cardinal Mazarin, de nostre tres-cher & tres-aimé Cousin D. Loüis Mendez de Haro & Gusman, Duc d'Olivares, au nom du tres-haut, tres-excellent & tres-puissant Prince, Philippe, aussi par la grace de Dieu, Roy Catholique d'Espagne, nostre tres-cher & bien aimé, bon Frere, Oncle & Beau-pere, le 7. jour de Novembre 1659. dans l'Isle des Faisans, & par nous ratifié le 24. du mesme mois, &c. nous ferons tout observer, tenir & garder inviolablement de nostre part, sans venir au contraire, ny souffrir qu'il y soit contrevenu en quelque sorte ou maniere que ce soit. En foy dequoy nous avons signé la presente de nostre propre main, & y avons fait apposer nostre sceau, en ladite Isle. Le 6. jour de Juin 1660. & de nostre regne le 18. (t) *Locus sigilli.*

LOUIS.

I. Partie.

B

LO-

## L O M E N I E.

*A cette fonction furent presents la Reyne Mere, Monsieur Frere du Roy, le Prince de Conty, les quatre Secretaires d'Estat, les principaux du Conseil, & presque tous les Ducs, Pairs, Mareschaux & autres grands personnages de France. Et tesmoin dequoy, & par commandement de sa Majesté nous avons signé la presente de nostre main aux dits lieu & temps.*

*Philippeaux, de Guennegaud, le Tellier, Lomenie.*

Un semblable serment & un escrit de pareille teneur fut aussi confirmé par le Roy Catholique, en mesme temps & au mesme lieu, en la presence de tous les Grands de ses Royaumes.

Il y a icy une circonstance digne de remarque, qui est, qu'incontinent après que la lecture du serment fut achevée, le Roy Tres-Chrestien, posant sa main sur le Missel, qui luy fut présenté par le Mazarin, jura si viste, par une promptitude Françoisé, que le Roy Catholique ne s'en aperceut pas; s'imaginant qu'une action si importante meritoit bien, que l'on y donnast plus de temps; de sorte que levant lentement la main droite, & ayant fait doucement un signe de Croix, il la posa sur les Evangiles & les Canons, que le Patriarche des Indes luy présentá, comme son grand Chapelain; jurant non seulement tous les Articles,



tics, selon la teneur des Contrac̃ts; mais aussi de vouloir toute sa vie entretenir une ferme amitié avec le Roy Louis. Puis se tournant vers luy, & voyant qu'il ne juroit pas, il dit: Et comment le Roy de France ne jure point? A ce mot le Roy s'avançant aussi-tost, reit ra de nouveau le serment, & y adjousta cette clause, qu'il vouloit estre eternellement amy de son Beau-pere.

De là passant aux embrassements, ils se donnerent des tesmoignages d'une tendresse qui ne se peut pas exprimer.

Ce n'est donc pas une, mais deux fois que le Roy Tres-Chrestien a juré l'observation ponctuelle des Traittés,   laquelle, selon toutes les Loix de la Nature; des gens, & de la religion, il ne peut pas ne se point connoistre obligé:   moins que l'on voulust dire, qu'en vertu des contraires, desquels *eadem est ratio*, que comme deux negatifs font un affirmatif, ainsi deux affirmatifs valent un negatif.

Le jour suivant le Roy Catholique remit l'Infante entre les mains du Roy Tres-Chrestien, & ayant mis   part l'un & l'autre la gravité de leur rang, ils se tesmoignerent une grande confiance, & traiterent ensemble de Pere   Fils. En mesme temps la Reyne future, pleurant & estant   genoux se mit   embrasser ceux de son Pere, pendant que le Roy, la Reyne Mere & tous ceux qui estoient presents, fondonient en larmes, confondant les Adieux avec les embrassements reit r s;

qui estoient des marques d'une tres-sincere cordialité, & de leur consolation commune.

Le contenu de ce recit est si fort connu de tout le Monde, qu'il est inutile d'alleguer les Ministres des Princes estrangers, qui y estoient presents: comme aussi pour l'essentiel des choses, deux Cavalliers fort attachés aux interets de France en font foy, qui ayant la qualité d'Historiens en escrivirent, l'un en 1661. & l'autre en 1663. c'est à dire en un temps, où ces questions n'estoient pas encore en estre: \* au lieu que vos affirmations Historiques ne portent point d'autre autorité sur le front, que le *Dixit* de Pitagore. Le

\* Relation du mesme Ambassadeur  
en l'an 1661.

**L**E *Traitté de Paix* imprimé à Breme en l'an 1663. par le Comite Gualdo, qui fut present aux Pirenées à l'abouchement des Roys, & informé par le Cardinal mesme de la verité qu'il raconte, approuvé outre cela du Roy Tres-Chrestien & de Lionne, par des lettres particulieres escrites au Comite Gualdo au sujet de ce *Traitté*, lequel il composa du temps qu'il estoit Historien du Cardinal Mazarin & de la France, ainsi qu'il se voit en ses Histoires. C'est pourquoy il n'y a point de François qui puisse condamner ce recit, à moins d'affoiblir l'autorité d'un Ministre comme Lionne, & d'un Roy comme le Tres-Chrestien, approuvé par des lettres de leur main, que l'on garde avec celles de l'Abbé de Bourzay, controlleur & approbateur des livres à Paris, les-

*lesquels en autorisant la verité escrite par ledit Historien, le remercient, & luy applaudissent pour le service de la France.*

Le Mariage n'estoit donc pas un epicicle casuel dans le Ciel de cette Paix, comme nous le prouverons tres-evidemment, quand il sera à propos; mais bien assurement son veritable fondement, & sa cause efficiente.

Pourquoy vous donnez vous tant de peine en suite, pour nous persuader, que le mot de renonciation & ses circonstances, sont des choses nouvelles, & qui parurent comme venuës des Antipodes, aux yeux de Lionne, & du Cardinal Mazarin mesme; & pour l'esmouvoir davantage, vous faites sortir de la bouche de D. Louïs des paroles, non seulement indignes d'un homme tel que luy; mais qu'il ne seroit presque pas vray-semblable que le plus temeraire selon du Monde eust voulu proferer. Je voudrois bien sçavoir de quel alambic vous avez tiré cette infame alchimie, que vous debitez comme de l'or de la derniere espreuve?

Dites moy de grace; est-il possible qu'un Ministre comme M. de Lionne, qui avoit esté secretement à Madrid, pour demander l'Infante, & qui avoit part à toutes les affaires, qui se negotioient entre la Reyne Mere & le Cardinal; & entre le Cardinal & Pimentel; n'ait pas eu la moindre connoissance de la fermeté du Conseil d'Espagne, à n'avoir jamais voulu promettre l'Infante au Roy Tres-Chrestien,



sans la plus solennelle renonciation du Mon-  
de? Peut estre n'en parla il jamais avec les Mi-  
nistres d'Espagne? ou qu'il n'avoit point con-  
couru à vouloir la renonciation? Peut estre que  
le Cardinal, qui s'estoit opposé pendant si long-  
temps à ces nœces que l'on ne pouvoit pas es-  
perer, à cause de l'incompatibilité des Cou-  
ronnes, si non après le temperamment de la  
renonciation, à quoy il avoit travaillé luy mes-  
me avec la Reyne Mere & les Ministres du  
Roy Catholique; le tout en la presence & au  
sceu de Lionne; pouvoit feindre avec D. Loüis  
ds Haro de ne s'en souvenir pas, ou de n'a-  
voir point oüy parler de cession ou de renon-  
ciation? peut-estre avoit il assez mauvaise opi-  
nion du Conseil d'Espagne, pour le croire  
capable de mettre aveuglement par ce Maria-  
ge la subsistance de la Monarchie Castillane,  
entre les mains de la fortune?

Comment donc Lionne auroit-il esté si fort  
surpris, lors que Colonne parla du formulai-  
re de la renonciation? Comment le Cardinal  
l'auroit il rejettée comme une Pretension  
inoüie? Et comment un D. Loüis, Ministre  
de telle prudence, que les François mesmes  
l'ont reconnüe, & l'ont publiée, eust il pû lais-  
ser eschaper de sa bouche des paroles si estran-  
ges; en donnant les noms d'injuste, d'inique &  
d'absurde à cette renonciation; si necessaire au  
salut de son Maistre, & aux Royaumes dont  
il avoit la direction.

Quoy que les paroles que vous faites sor-  
tir

tir de la sage bouche de D. Iouïs , pour le représenter pire qu'un Monstre , viennent de vostre Boutique , je ne les croys pourtant pas de vostre façon. Mais elles ressembloit aux Bastards , qui n'estans en nulle consideration taschent d'en acquerir , en feignant d'estre venus de peres considerables.

Mais vous excusés le consentement du Cardinal d'une maniere fort agreable ! disant, *que le Cardinal jugea comme une chose tres-indigne de sa prudence , & de sa fidelité de passer par-dessus cette difficulté, & d'accorder une renonciation , qui n'estoit pas soustenable , & ne pouvoit point faire de prejudice au Roy son Maistre.*

Vous confessez donc, sans que l'on vous mette à la question, que dans un Traitté de bonne foy, on me diroit désja du costé de la France de fouler aux pieds les Evangiles & les serments; puis que le Cardinal avoit resolu de ne point observer ce qu'il accordoit de plus important.

Mais vous m'excuserez , si je refuse de vous croire , pour ne point faire d'injure à l'honneur du Cardinal , de la France & du Roy mesme , qui devoit punir vostre temeraire impertinence , qui les veut faire passer pour des Trompeurs, & d'iniques contractans, dans des negotiations sinceres , & consacrées par la religion des serments. Le Roy Tres-Chrestien est incapable de cette duplicité , dont vous le voulez charger. Il voulut la renonciation , comme cause du Mariage , & il

voulut le Mariage, comme la cause de la Paix; il approuva tout, & le confirma de bon cœur, selon sa Magnanimité Royale, & non point avec une restriction mentale, qui est une tromperie basse, honteuse mesme parmy des Marchands; & dans l'affaire dont il s'agit, non moins indigne qu'inutile.

Passant cependant à vostre discours, qui se divise de soy mesme en deux parties, debatant dans le premier la renonciation, & establisant dans le second le Droit de la Reyne Tres-Chrestienne; je me prepareray sous les auspices de la verité à rompre l'enchantement de vos mensonges.

Et parce que de la narration du fait, vous passez incontinent au Droit, vous jettant d'abord sur la renonciation; suivant les traces de vostre plume, je tascheray de démasquer la fausseté de ses arguments, comme faits sans raison, n'ayant nulle Verité, mal expliqués & mal appliqués. Et quoy que les plus intelligens trouveront sans doute inutile, qu'après avoir osté l'espée à nostre adversaire, on s'abaisse jusques à le dépoüiller d'un foible baston: neantmoins ce ne sera pas un spectacle desagréable pour les esprits mediocres, qui font peut estre le plus grand nombre, de voir l'Autheur François battu avec les mesmes armes, dont il nous avoit défiés. Il est vray qu'en evoquant le different au supreme Tribunal du Droit des Princes, on pouvoit par un coup de Politique, couper le fil de  
tous



tous ses foibles arguments , mais il n'y a que de la peine , & point de dommage à *Vnum facere , & alterum non pratermittere*; voulant esperer cependant , que comme les fausses pierreries perdent tout leur esclat auprès des fines, ainsi les personnes clair voyantes, pourront facilement connoistre les mensonges de nostre aduersaire, ainsi exposés à la lumiere de la verité que nous soustenons ; s'il leur plaist d'y faire quelque reflexion.

## I. P A R T I E.

### CHAPITRE I.

*Si les Renonciations des Filles sont permises.*

**L**A Loy de la Nature , empeschant donc les Filles de se despoiiiller de leurs Patrimoines , & ainsi la renonciation aux successions n'estant point procedée ny du Droit Naturel, ny de celuy des gens , ny des Loix Civiles , les Legislateurs Romains en ont sagement defendu l'usage , comme estant un monstre d'iniquité insupportable.

C'est là vostre premier coup d'estocade ; mais devant que de passer outre ; je voudrois bien sçavoir , en quel livre est enregistrée la prohibition des renonciations , publiée sur le Tribunal de la Nature.

Si cela estoit , comment pourroit-on accommoder avec la Nature la Loy Salique , qui

B 5

force

force les Filles, par une estrange fatalité, aussi tost qu'elles sont nées, à renoncer à tout les Estats Paternels.

Quel est cette lumiere de Nature, qui nous est si contraire, & qui dispose à sa fantasie des biens, que l'ordre des choses dispense en nostre faveur.

Si c'est un precepte de la Nature, qui estant escrit dans tous les cœurs, commande aux Filles de ne ceder jamais leurs Droits sur les biens Paternels; pourquoy estoit-il donc ordonné aux Lacedemoniens, par une Loy establie de prendre leurs Femmes, sans Dot? 1. pourquoy les Egiptiens avoient-ils en horreur ceux qui acceptoient la Dot? Pourquoy les Indiens 2. les Atheniens 3. & les Etrusques le defendoient ils tout à fait; 4. & 5. comment auprès des Gots 6. & encore aujourd'huy parmy les Mahomettans, ce sont les Marys, qui sont chargés de doter leurs Femmes. 7.

Comme vostre belle affirmation n'entraîna jamais dans l'esprit, aussi ne peut-elle pas for-

1. *Lycurgus Spartani vetuit dari dotem. Ælian. lib. 4.*

2. *Indiani fere ubique dotis Lenocinium abigunt. Cal. Rodrig. l. 18. c. 13.*

3. *Solon conjugij dotes vetuit. Plut. in Solon.*

4. & 5. *Alex. ab Alexand. lib. 2. & 4.*

6. *Apud Gotos non mulier viro, sed vir mulieri dotem assignat. Jo. Mag. l. 7. cap. 9.*

7. *Pecuniam Sponsus numerat patri filia, pro qua postulatur in Turcico imperio, Menavius de Morib. Turc. lib. 2. cap. 13.*

sortir de la bouche d'aucun homme ; que la Nature ait doué d'un seul grain de bon sens.

Il est vray que les Loix Romaines ont osté aux Filles la liberté de renoncer aux biens Paternels ; mais la condition de ces siecles là en avoit besoin : & presentement les choses sont dans un autre Estat. Les Romains corrigerent les premieres Loix , qui depouilloient tout à fait les Filles ; & les nostres temperent celles des Romains , qui ruinoient les familles. Pour nous , nous n'escluons pas tout à fait les Femmes à l'avantage des hommes ; mais aussi , si on ferme la porte aux renonciations des unes , on met en peril le bienestre des autres. Les Loix qui furent utiles en certains temps , & à certains peuples , presentement & en l'Estat où nous sommes , seroyent des regles de confusion dans la vie Civile.

Les Docteurs François nous enseignent clairement , que les premiers hommes en escluant les Filles de la succession , pour conserver les familles , ne favorisoient que les Masles. Le Droit Romain vint en suite , qui non seulement abrogea cette rigoureuse Coustume , en admettant aux successions les hommes & les Femmes ; mais defendit les renonciations , ne permettant pas aux Peres de contracter en quelque façon que ce fust avec leurs Enfants , Fils ou Filles , pendant qu'ils dependroient d'eux.

Neantmoins , parce que le cercle des cho-



les retourne facilement à son Principe , une nouvelle Loy survenant a permis les renonciations , moyennant lesquelles les Filles se contentant d'une Dot honneste , les Mafles seuls viennent à Succeder aux biens Paternels , pour le bien des familles , comme l'on faisoit au commencement.

L'usage enseigne ce qui convient , ou ne convient pas à la condition humaine. A combien de Loix anciennes n'ont point derogé les siecles suivants ? quand l'utilité de la Loy cesse , la Loy cesse aussi. Ce n'est pas une chose nouvelle ; cela est connu de tout le Monde.

Les vieilles Loix neantmoins ne permettent pas aux Filles de renoncer à de grands biens , pour une petite Dot ; parce qu'elles ne peuvent pas s'attribuer la puissance de lier la volonté de leurs descendants ; d'où il est arrivé qu'avec l'appuy du Decret des Souverains Pontifes , on a aujourd'huy introduit la liberté de temperer , & de rompre la dureté de l'ancien Droit , selon les nouvelles occurrences des temps , le besoin des familles Illustres & la police publique. Et ainsi selon les Coustumes des Provinces , au sceu des Tribunaux , & du consentement des Jurisconsultes , on a passé quatre cens ans dans une pratique contraire ; laquelle estant approuvée de l'usage , & receüe des peuples , a esté confirmée par la constante autorité des jugemens des proces. Si on vouloit rapporter sur

ce sujet les sentences de 200. Juris-consultes, cela ne donneroit pas beaucoup de peine, si ce n'est celle de les coupier, puis que tous les Canonistes, dans le Decret au Chapitre, *Quamvis de pactis*, & tous les Docteurs de l'Europe approuvent cette verité que je propose. En Espagne Montaluo, Vasques, Covarruvias & tous les Modernes; En France, du Moulin, Brodeau, Louët, & l'Argentré, Chefs des Barreaux. En Flandre Christineus Everard, Groenüegue, Quinscot, le President Everard, & le tres-docte Stockmans, avec un grand nombre d'autres Sçavans, sont des tesmoins irreprochables, auxquels vous ne pouvez opposer le moindre petit legiste, quelques peines & diligences que vous osés faire pour cela; puis que c'est perdre le temps inutilement, de vouloir admettre, dans l'affaire dont il s'agit, des Loix abrogées, & des Juris-consultes des premiers siecles, qui n'ont pas vescu depuis la nouvelle constitution.

L'evidence du fait ne se pouvant donc pas deguiser, portant les dents sur la cime du santuaire, comme si vous ne pouviés pas entrer dans le chœur, sans passer par la sacristie,

vous

*Renunciationes constat apud nos, & usu nostro admittas, ac plerisque Senatui Judicij comprobatas fuisse.*  
An. Rob. Rer. Judicat. lib. 2.

*Renunciationes istæ Juris nostri doctorum Sententia valide ac legitime assernatur.* Gnd. Pap. 4. 109. Aufstr. 452. Boër. Décis. 204.

vous déchirez le Decret du Pape Boniface, presque comme Philippe, Roy de France, outragea son autorité & sa personne par ses violences; veu que non content de l'avoir fait injustement emprisonner par les coupejarrests, il voulut que sa memoire fust condamnée au Concile de Clement V. (celuy qui transféra le Siege Apostolique à Avignon) & son corps brulé. Il proteste donc.

*Que bien que le Pape puisse dispenser de l'ancienne Loy, à l'égard du peuple, cela ne se peut pas appliquer sur des Royaumes & des Souverainetés, puis que la Decretale ne s'est mesmes autorisée entre les particuliers, non comme une Loy approuvée, mais comme une chose tolérée, comme Marchandise defendue.*

Le Pape donc, avec toute l'estendue de sa puissance, ne peut pas establir un Canon, qui impose une Loy aux Princes en matiere de serment; & l'Auteur François, pourra faire la Loy au Roy d'Espagne, sous l'autorité de quatre ou cinq Legistes, non entendus & mal appliqués?

Quand il n'y auroit eu en toute l'Europe qu'une seule Fille chaque année, qui eust renoncé à ses biens, je pourrois vous faire voir quatre cens Femmes, tant de qualité que du commun; puis que vous voulez discourir avec les simples, & non pas raisonner avec les sçavants. Le Monde ne fait autre chose. Tous les Peres songeant à la conservation de leurs familles, ne marient point leurs Filles  
sans



fans renonciation , tacite ou expresse , selon la Coustume des lieux. Mais cela ne se pratique peut-estre pas parmy les Princes ? Au contraire , avec bien plus de vigueur & de raison , que dans le commerce des particuliers. Les Archives ne sont remplis d'autres chose. Et en celles de Paris mesmes vous trouverez les Contrac̃ts de Mariage de François premier avec Eleonor d'Austriche : d'Elisabeth de France avec Philippe Second : de Marguerite de France avec Emanüel de Savoye , de Marie de Medicis avec Henry quatre : d'Anne d'Austriche avec Louïs Treize. Vous trouverez dis-je , comment on a stipulé de la part des Femmes , ( contentes d'une Dot ordinaire ) de tres amples renonciations , de tous les biens Paternels & Maternels , avec l'approbation Jurée par leurs Marys : desquelles vous verrez en un autre lieu la copie des Actes mesmes ; & aussi aucun de ces Princes n'a fait ce tort à sa reputation , de contester la validité de ces renonciations.

Vous estes le premier , & peut estre serez vous le dernier à introduire parmy les honnestes gens un si pernicieux langage , & à vous opposer au courant de quatre siecles ; puis que vous vous opposez inutilement à de qui est juste & honneste , & que vous choppez mesmes contre la pierre des Conseils de Christ. Par ce que si la Loy , qui defend les renonciations est indispensable , tous ceux qui se dédient à Christ , par le vœu de pau-  
yreté

vreté sont condamnés; & par conséquent toutes les Religieuses de l'ordre des Mendians.

Les renonciations ayant esté instituées par les Législateurs, pour la conservation des familles considerables, autorisées par l'usage de tant de siècles, pratiquées des Princes dans leurs personnes, & approuvées de tous les Tribunaux de l'Europe, sans exception; leur validité indubitable, bien loin de pouvoir estre annullée, ne se peut pas mettre en dispute: s'estant rendus si utiles & si nécessaires, que communement en Italie les Loix Municipales prescrivent, que les Filles Dotées, se tiennent pour excluës *ab intestato*, de la succession Paternelle, en faveur des Freres vivants; mesme sans renonciation. Escoutez là-dessus le Fachineo, lecteur de Pise, qui estant bien informé de ces Coustumes en rend un tesmoignage digne de foy. \*

Que la France établisse tant qu'il luy plaira, comme un axiome consacré, que, *Jus successionis institutum à Deo, nulli vicissitudini sit obnoxium*. Mais si la succession aux biens Paternels est de Droit Divin, par quelle raison la France, en excluant toutes les Filles de l'hérédité Paternelle, combat elle les ordonnances du Ciel, comme de nouveaux Titans?

#### CHAP.

\* *Ad conservandas familias plerisque in Italia locis, Statuto caretur Municipali, ut existentibus filiis masculis, feminae ab intestato non succedans. An. Fachin. centrov. l. 3. c. 66.*

## C H A P. II.

*Si la Renonciation de l'Infante est valide ; & si elle a esté Dotée des biens Paternels.*

**L**Es renonciations pouvant subsister de leur Nature , il faut voir si celle de l'Infante le peut aussi. Vous pretendez que non : y apportant plusieurs exceptions importantes ; & en premier lieu.

*Que la Fille doit estre dotée des biens du Pere qui stipule la renonciation , & non de ceux d'autrui. Que le Roy n'a Doté l'Infante que de ses biens Maternels , dont elle estoit heritiere unique.*

Et icy vous estendant en textes & en Sentences , vous pretendez nous convaincre , de n'avoir pas mesme effectué les conditions, qui sont requises par le Decret Pontifical , pour soustenir nostre renonciation.

Premierement il faut sçavoir , qu'encores que Boniface ait le premier alteré l'ancien Droit, qui defendoit les renonciations; neantmoins les Tribunaux des Princes , & les statuts des Provinces , par la force de la Coutume , ont effacé l'ancienne prohibition , sans s'arrester à la nouvelle constitution Papale ; mais ils ont amplifié les conditions des renonciations , selon la necessité & l'utilité des Pays & des temps. D'où vient qu'en Italie les Filles demeurent exclues de la succession Paternelle , comme j'ay dit cy-devant ;  
biena



bien que cela ne soit pas conforme au Decret de Boniface. Si bien que pour examiner la substance de la renonciation, il ne faut pas aujourd'hui s'attacher aux Canons; mais à la Coustume locale des Villes & des Cours. Ainsi devons nous dépendre des Coustumes de la Cour d'Espagne, pour la renonciation de l'Infante, & dans la constitution de sa Dot.

De plus si nous voulons nous en tenir à la commune opinion des Juris-couultes, les renonciations accompagnées de serment, subsistent, quoy que les Filles mariées n'aient pas reçu leur Dot. 1.

La Dot estant donc tout ce qu'elles peuvent prétendre, soit des aquets ou des conquets; qui leur viennent, du Pere, de la Mere, des Parents, ou des amis; cela suffit pour rendre les Filles contentes de leur Dot, & à rendre valides les Droits de la renonciation, dont le principal but est le bien de la famille. 2.

En-

1. *Semper illa ratio constitutionis Viget: servandum esse Juramentum, quod absque dispendio salutis aeternae servari potest. Etenim in proposita specie, in qua filia nullam dotem accipit, negari nequit, quin hec ratio ex Juramenti religione petita locum habeat. Et licet verba constitutionis speciem istam non comprehendant, ratio tamen, quæ ut dicitur, est anima legis, eam comprehendit, & hoc sufficit, Fachin. cont. lib. 3. c. 4.*

*Hanc esse communioem Sententiam docet Imola in l. qui subest ff. de acquir. hered. Ruinus cons. 204. lib. 1. Seraphin Privil. 20. n. 24.*

2. *Sufficit patrem dotasse filiam, computato eo, quod ha-*

Enfin lors que la cession est spécifiée , dans la renonciation , non seulement des biens Paternels ; mais aussi des Maternels , il ne reste aucun lieu de Pretension aux Filles. \* Tous les jours les Filles de Flandre renoncent aux biens Maternels , qui leur sont devolus par le benifice des Masles ; & personne ne s'y oppose. Et vous avec des allegations de Droit, & des sentences de Balde , de Fernand , de de Covarruvias , & de Montaluc , vous pretendez contester contre l'autorité universelle du Monde & de la raison. Si vous le voulez considerer avec moins de passion , vous vous condamnez vous mesme ; & connoistrez que vostre science n'est pas infallible ; pourveu qu'ils ne parlent point au hasard , mais de ceux qui renoncent mesme aux biens Maternels. Et s'ils sont pour vous , j'avoüe que vous aurez vaincu. Les Filles ont Droit de repeter les biens Maternels, ou le suplement de leur Dot, & rien davantage.

La Loy , *Raynutius duas habens Filias* qui affirme. *Si de proprijs bonis Filia fuerit dotata non est exclusa.* Infere clairement , que la Fille n'est pas exclüe de pouvoir pretendre ses biens , parce que ce qu'elle a reçu en Dot,

*habere debet ex bonis Maternis ut renunciatio valida sit, nec contra leges. Fachin. contr. lib. 10. c. 39. Neque ad id obstat lex Ult. Cod. de Dot. promiss. quia sublata fuit Novella 21. Leonis imp.*

\* *Filia a Matris Successione non repellitur, nisi nominatim renunciavit bonis Maternis. Accurs. Paul. à Cassr. Bald. Corneus in leg. 1. de leg. hged.*

Dot, se confidere, comme deu par le Pere. Je ne voy pourtant pas une parole dans vos Auteurs qui porte coup, sinon coup perdu.

Mais si nous en venons au fait, je ne sçay pas où nous trouverons ces pretendus biens Maternels; parce que la Coustume d'Espagne constituë le Roy Philippe legitime heritier du feu Prince Balthasar, son Fils. Les cinq cens mille escus de la Reyne Isabelle n'appartiennent donc pas à l'Infante sa Fille. Vous m'opposez la Loy, qui oste aux Marys le bien de leurs premieres Femmes, quand ils passent à de secondes Noces; comme si on ne sçavoit pas que les Papes l'ont abrogée, comme trop rigide; outre qu'elle n'estoit pas faite pour les Princes, qui ne passent à de seconds Mariages que par necessité d'Estat, & pour l'avantage du public.

Si enfin il en faut venir à traiter comme de petits Marchands, & que l'Espagne soit redevable à l'Infante de ses biens Maternels; souvenez vous que le Pere n'est point obligé de nourrir sa Fille, qui a son propre bien; \* ainsi si on vient à conter par le menu, ce qu'il a cousté à l'entretenir Royalement pendant tant d'années, on trouvera qu'il resteroit fort peu du Capital Maternel, que vous attribuez à l'Infante. Et je ne parle point icy des Provinces imaginaires, le remettant à un autre lieu.

Cependant nous trouvant icy, non dans une  
place

\* Bartol. ad l. libertis 1. n. 3. ff. de aliment.



place publique parmy le peuple , mais dans le Cabinet des Monarques , il faut que la solidité des Traittés soit establie sur d'autres fondemens.

La Dot , comme tous les Juris-consultes en demeurent d'accord , estant instituée , pour soutenir les charges du Mariage , & pour le soulagement du Mary. La legitime , pour tirer les Enfants des mains de la necessité , afin que le Pere estant mort , ils ne manquassent pas des choses necessaires auxquelles le Pere estoit obligé de pourvoir , & de leur subministrer pendant sa vie. Or la condition Souveraine des Monarques , faisant cesser ces causes avec leurs fins , on doit par consequent retrancher tous ces termes , qui donnent quelque idée d'une basse indigence. Mais les Coustumes des Cours Royales l'accordant , à ce que l'on conviène d'un Dot honneste , qui comprend la Legitime , les biens Paternels & Maternels , & autres Droits des Filles , elles se Marient à des Princes , estant exclusés tacitement ou expressement de toute Pretension.

C'est là le stile ordinaire des Souverains , avec une infinité d'exemples de tous aâges , & particulièrement de nostre siecle , dans tous les Royaumes de l'Europe ; sans qu'il vous reste un seul mot à dire , pour contester cette verité avec fondement.

La renonciation est donc tres valide à l'égard de la Dot , payée ou non , des biens Paternels ou Maternels , auxquels en tout cas ,

ou

ou pourroit seulement avoir recours ; par ce qu'entre les Princes le fondement de la renonciation n'est jamais la somme , ou la qualité de la Dot ; mais l'interest Public , & l'importance des Estats ; comme il est arrivé dans nostre affaire ; ainsi que nous le prouverons clairement en lieu plus convenable.

Cependant c'est un mensonge Manifeste , d'asseurer , que l'Infante n'a pas esté Dotée des biens Paternels : puis que le Roy Catholique, en consideration du Mariage, cause efficiente de la Paix, a cédé au Roy Tres-Chrestien tant de places & de Provinces , en se privant du Droit qu'il y avoit. Et si l'Infante renonça à ses esperances futures , son Pere renonça en sa consideration à toutes les Pretensions qu'il avoit eües jusques là sur l'Alsace ; outre la grande quantité de pierreries, d'or & d'argent , dont il luy fit present ; & les 500000 escus , destinés , du consentement du Roy , son Mary , pour l'entier payement de son Mariage. Le Roy Catholique estant heritier de son Fils ( comme j'ay dit ) & par ce moyen Maistre dela Dot de la Reyne Isabelle , que vous faites sonner si haut dans toutes vos plaintes. Mais on se trompe grossierement , si on s'attend de pouvoir introduire dans le Cabinet de Castille, les vaines imaginations de la cupidité Francoise , comme des Canons indispensables,

## C H A P. III.

*Si dans la Renonciation de l'Infante il y  
a Lésion.*

**Q**ue n'ayant esté assigné à l'Infante qu'une bien petite portion des facultés immenses, qui luy sont deuës, la validité de la renonciation demeure annullée, à cause de la lésion enorme.

L'Infante respond à la vanité de vostre presupposition, lors qu'elle dit, dans l'Acte de renonciation.

*Et reconnois & ay reconnu, que de la future succession du Roy Monseigneur, & de l'hoirie de la Serenissime Reyne ma Mere il ne me pourroit competter, ny appartenir en rigueur, pour heritage & legitime, ladite somme de cinq cens mille escus d'or au Soleil, & que c'est un Dot fort competent, & le plus grand, que l'on ait donné jusqu'à present à aucune Infante d'Espagne.*

Qui voudra bien considerer les biens inalienables des Monarques, & rabattre ce que l'on despense pour l'entretien des Filles, l'on trouvera en verité, que leur legitime, tout bien conté, revient à fort peu de chose. Et si dans les Maisons Royales on vouloit conter jusques où peut aller la legitime, la Reyne Isabelle ne se pourroit pas contenter de 500000. escus, pour sa portion Paternelle & Maternelle; & ainsi la France luy en devoit le suplement.

Mais de semblables bassesses ne doivent pas



pas approcher des Cours. Les Mariages des personnes Royales ne se font pas en consideration de la Dot ; mais par interest d'Estat, & pour l'utilité publique , & ne sont point assujettis aux Loix Civiles , mais aux Coustumes des Cours. Une somme ordinaire d'argent satisfait à la Dot , à la legitime , & à tout ce qui peut appartenir à la Fille de la Maison Paternelle. Il ne seroit pas seulement peu convenable ; mais aussi comme impossible de determiner au juste à combien peut monter la valeur precise de la Legitime des Filles des Roys. D'où vient , que la Coustume des Testes Couronnées , mesprisant de semblables bagatelles , a estably , que l'on se contenteroit de la Dot , sans jamais mouvoir des procès , & produire des *Lessions*. Terme, inusité jusques à cette heure , & indigne d'estre prononcé par des bouches Royales contre la Maison Paternelle.

Je vous accorde de plus , par un excès de civilité , que l'Infante avoit de grandes richesses , qui luy appartenoient ; & par quelle raison ne pouvoit elle pas y renoncer , & les donner à son Pere , à son Frere , à sa Maison , au benefice de sa famille , & pour l'utilité des Royaumes & des peuples ? Qui peut lier la volonté humaine , en sorte qu'elle ne puisse pas disposer de ce qui est absolument à elle ? sortez des limires de la Nature ; toutes les Loix Civiles disent là-dessus ; qu'il est permis à chacun de disposer librement de la

la propriété de ses biens, de ses Droits, & de ses avantages; les cedant, les donnant, & y renonçant, selon qu'il le trouve bon, mesme jusques à les dissiper. 1.

Une Verité si connue ne requiert point d'explication plus particuliere. Mais on doit faire quelque réflexion sur ce que les autres graves establisent, sçavoir que dans les renonciations des biens à venir, nonobstant quelque Lésion que se soit, ils n'admettent point de nullité de Contract; soustenant par de fortes raisons, que la Lésion altere seulement les renonciations des biens désja acquis; & c'est ainsi que l'on doit interpreter les Jurisconsultes, qui protegent la nullité, en cas de Lésion enorme. 2.

Vostre Charles du Moulin confesse, 3. que la Parlemént de Paris juge en toutes occurences, que les Filles Mineures, dotées dans les

I. Partie.

C

for-

1. *Unusquisque, cujus gratia aliqua res est instituta, potest de ea liberrime disponere, eique si velit, renuntiare, ac pretermittere; quinimo etiam prodigere.* l. Pen. Cod. de Pact. Jason. ibid. *Vasq.* contro. l. 1. c. 42.

2. *Lesio etiam enormis non rescindit contractum; nam in renuntiatione non agitur de Jure questio, sed querendo, quod ex incerto futuro eventu pender* (ex Bart. in l. 1. nuntiatio. 34.) & *Filia nullum jus competit in bona Patris viventis* (l. 1. §. si impub. ff. de collat. bon.) tempore autem mortis Patris, quid & quantum de bonis ejus futurum sit incertum Paul. Castr. Conf. 174. Cravetta Conf. 144. Anchay. quest. 50. Parisien. lib. 3. conf. 26. cum Imola, Alexand. & alijs, quos citat & sequitur Gabriellus lib. 3. conclus. tit. de jure Not.

3. Car. Molin. in Alexand. Conf. 29. lib. 1. Nicol. Boer. Decis. 62.

formes, bien qu'avec une extreme Lésion, n'ont neantmoins aucun recours aux biens de la Maison Paternelle. L'Evesque Covarruvias, chez qui vous prenez des armes pour nous combattre, conclud; que si les Filles mineurs de 25. ans renoncent aux biens Paternels, tant à venir que presents, par une double renonciation, c'est à dire par une confirmation autentique du Contract auparavant stipulé, quand bien il y auroit une Lésion tres-enorme, elles ne peuvent point se faire relever de l'accord; \* Parce qu'en vertu de la renonciation reiterée, on a pleinement renoncé, mesmes au Privilege de pouvoir annuler le Contract.

Et encore qu'au lieu que vous avez allegué il affirme: *si Læsio gravissima contigerit, Renunciatio nulla est.* Il en rend aussi raison, disant, *quod non videatur jurans in tantam Læsionem consensisse.* Mais vous, qui sçavez fort bien, que l'Infante a solennellement renoncé à tous les Privileges, qui annullent les Contrats, & particulièrement à celui de Lésion, pourquoy donc donner, avec tant de foiblesse, du front contre la pierre de scandale?

On

\* *Renuntiatio Paterna hereditatis delatæ vel deservendæ, facta à filia, etiam minori 25. annorum, si fuerit geminata & juramento præstito, non poterit rescindi adhuc ratione gravissimæ Læsionis, cui per actionem geminatam renunciatum esse præsumitur. Et hoc arguitur ex l. Cod. ad Vellejanum, idque probatur in Specul. à Decio Conf. 181. Covarr. 3. §. 3.*



On doit donc sçavoir , que toutes les fois que les Juris-consultes nient la validité des renonciations , ou par ce qu'il n'a esté renoncé aussi aux biens Paternels , ou pour cause de Lésion , ou de minorité : ou pour le peu de Dot , & semblables exceptions , ils entendent toujours , quand on n'a point renoncé spécialement à toutes ces choses , par une derogation Manifeste. Et que cela soit vray ; toutes les fois que les Filles Mineurs jurent de ne vouloir , par aucune sorte de subterfuges , revenir à pretendre la nullité de la renonciation , soit en consideration de Legitime , de Dot non payée , faute d'âge ou de Lésion , la subsistance du Contract demeure incontestable , comme aussi les Loix d'Espagne le prouvent , & le sçavant Covarruvias le fortifie de plusieurs bonnes raisons , & de grand nombre d'autres Docteurs , \*

Que dans le Contract de l'Infante toutes les derogations à ces petites choses , qui servent object à vos Sofismes , y soyent insérées , elle vous le dit elle mesme , lors qu'elle proteste dans le Contract . Moyennant ladite Dot de cinq cens mille escus , qui m'a esté promise,

C 2

mise,

\* Si minor expresse promiserit , juramento præstito , se non acturum contra Contractum , nec ratione minoris ætatis , nec alia quacumque ( quæ gloss in specie explicant in d. l. Cod. de rescind. Vend. ) non potest agere auxilio ad rescindendum Contractum : quod quidem acquisitum est , & deducitur ex interpretatione Regiæ Legis. 55. tit. 5. part. 5. Covar. Par 3. §. 3.

mise, je me tiens satisfait de tout ce qui m'appartient, ou pourroit appartenir à l'avenir, par quelconque Droit, sçeu ou ignoré, de la succession & hoirie de leurs Majestés Catholiques mes Parents, & à cause de la legitime Paternelle & Maternelle, & autres actions & Droits, &c.

Et y adjouste en suite.

Nonobstant que l'Hoirie, que laissera la Majesté de mon Pere, soit tres-opulente, & de si grande valeur & importance, que d'icelle; & comme à un de ses Enfants, qui nous sont nais à present, ou seront à l'avenir, il me pourroit appartenir une somme plus grande, & plus haute que celle desdits cinq cens mille escus, pour grand & extraordinaire que soit l'excès, & encor que le cas arriveroit (ce qu'à Dieu ne plaise) qu'au temps de sa mort je demeurerois, & viendrois à estre sa Fille unique, à cause de mes Freres, afin qu'en nul cas, ny pour aucun evenement l'on ne puisse pretendre ny demander pour moy, ou en mon nom, ny sur ce Droit de ma personne, aucune portion plus grande de legitime de biens & hoirie du Roy Monseigneur, je promets qu'en nul temps, ny pour aucune raison, pour quelque pretexte que ce soit, je ne consentiray, ny ne permettray, que l'on agisse contre cette mienne renonciation, & la desistance que je fais de mesdits Droits, actions ou Pretensions, & je desiste conjointement & renonce à tous & quelconques remedes ordinaires &c.

Et extraordinaires, qui m'appartiennent, ou pourroient m'appartenir par Droit commun Et Loix de ces Royaumes, ou par special Privilege, Et particulièrement à celui de la restitution in integrum, fondée sur le manquement de mon âge, ou sur Lésion enorme, ou tres-enorme, ou sur dire que le Dot auroit esté cause de ce Contract, ou sur l'incertitude, de ce que je renonce, afin que nul desdits remedes, Et recours sus mentionnés me serve, ou puissent servir en voye de Justice, &c.

Une simple Fille parmy le vulgaire, qui auroit fait une renonciation aussi solennelle, avec toutes ces derogations, ne trouveroit point d'audience devant un juste Tribunal, si elle vouloit contester la validité du Contract. Et vous voulez qu'il n'y ait point de certitude dans les Contracts des personnes Royales, qui se reglant par de Loix fort eslevées au dessus de celles du peuple, ont pour fondement de leurs actions l'interest de l'Estat, & l'utilité du bien public; n'estant nullement sujets aux exceptions des Tribunaux particuliers; les affaires qui les touchent ayant tousjours esté exemptes du stile de la chicane.

Mais pour quoy marcher par des Sentiers detournée, si nous pouvons suivre le grand chemin? le Mariage, (comme on le prouvera clairement) a esté la cause fondamentale de la Paix, & ainsi relatif à toutes ces conditions, comme en faisant la principale & plus confi-



derable partie. Ce fut donc en veüe du Mariage , que le Roy Catholique condescendit à accorder des places & des Estats à la France; afin que tout cela revinst au profit de sa Fille , que l'on considere comme jointe par une union inseparable à la personne du Roy Tres-Chrestien son Mary. Ainsi une cession si importante , estant beaucoup plus considerable qu'aucune Dot, que l'Infante eust pû pretendre. Il n'y a donc point de Lesion.

Si vous dites , que la France possedoit déjà, par le Droit de la force, plusieurs des villes relaschées par l'accord. On respond que c'estoit une usurpation , & qu'il eust pû arriver un jour , que l'on auroit esté obligé d'en rendre un compte fort exact , avec la reparation des dommages & interets. Et aussi qu'en vertu du Mariage , qui produisit la Paix , & qui porta la Magnanimité du Roy Catholique à ceder les Droits qu'il y avoit , la France s'en est acquis la legitime Domination ; tout le Monde sçait assez que cela se doit compter pour beaucoup ; n'y ayant point de Paix capable de payer la Souveraineté , & le Droit de la domination.

Ainsi quand je considere le fondement de la Lesion , je m'estonne de la hardiesse , avec laquelle vous produisez vos froides raisons. Pour prouver qu'il y a Lesion , il ne suffit pas de monstrier , qu'une Fille renonceant à de grandes richesses , qui luy appartiennent en quelque façon , n'a receu de son Pere , qu'une  
fort

fort petite somme , ou la dixiesme partie , & peut estre encore beaucoup moins de ce qui luy devoit appartenir ; parce que quand les Filles changent leur condition en une autre , considerablement meilleure , par un Mariage avantageux , que l'industrie des Peres leur procure ; quand mesmes elles ne toucheroient point de Dot , ny de legitime , elles demeurent exclües , par toutes les Loix , de pouvoir renoncer au Contract , pour cause de Lesion , leur revenant bien plus de benefice que de perte , d'estre destituées par leurs Peres d'un costé ; estant considerablement avantagées de l'autre , & cela en vertu du Contract de Mariage , par lequel renonceant à un bien , elles en acquierent des biens plus considerables. Ainsi qui vondra bien considerer la condition de l'Infante , reconnoistra evidemment , que par ce Contract de Mariage , dans lequel elle a renoncé à une petite Dot , & à plusieurs esperances incertaines & esloignées , elle a acquis un bien certain & present , & à l'egard de la dignité de la fortune & de la gloire , sans comparaison plus grand , que celui qu'elle a esté obligée de ceder , par l'impossibilité qu'il y avoit d'obtenir l'un & l'autre , comme nous ferons voir quand il sera à propos. La renonciation n'est donc point coupable de Lesion ; puis que c'est plustost permutation , que cession : l'Infante n'ayant donné que pour avoir.

On peut recueillir cependant des raisons que nous avons produites.

Que le renonciation des Filles, non seulement ne repugnent point aux Loix de la Nature, ou à celles des Princes, mais qu'elles ne sont pas moins utiles que nécessaires au bien public; & qu'ainsi elles sont conformes aux Loix naturelles & positives.

Que la renonciation de l'Infante, à l'égard des biens Paternels & Maternels, est légitime & valide, sa Dot luy ayant esté constituée des biens Paternels, chose qui n'est pourtant pas nécessaire, pour n'y avoir eu aucune sorte de Lésion. Et qu'en Vertu des derogations particulieres, inserées dans le Contrat de Mariage, selon les formes de la pratique ordinaire, & l'approbation des meilleurs Juris-consultes, les cavillations mal tournées de l'Auteur François demeurent sans force.

Que les Coustumes Royales, passant par dessus les formalités ordinaires, ont des Loix qui n'ont rien de commun avec celles des peuples; les renonciations & les Mariages des Filles des Roys, n'ont point d'autres regles, que ce qui convient à l'Estat; ny d'autre validité que le consentement des Souverains, qui contractent.



C H A P. IV.

Si la condition du payement de la Dot n'estant pas accomplie, rend la Renonciation nulle.

L'Advocat General François, armé de plus de traits qu'un Porc espic passe en suite à combattre la renonciation, par le défaut du payement de la Dot, auquel on devoit satisfaire en trois termes, dans le temps de dix huit mois, conformément aux conditions dont on estoit convenu.

Il proteste donc de toute sa force :

Que l'Espagne est coupable du retardement : Que le retardement merite chastiment, & que ce chastiment doit consister en ce qu'elle soit restablie en ses premiers Droits. Qu'elle ne peut pas demeurer sans Dot. Qu'elle n'a renoncé qu'en consideration du payement effectif de la Dot. Que la Dot promise n'est pas Dot. Que la faute, de ne l'avoir pas payée dans le terme promis, ne peut pas estre effacée par l'offre du payement effectif. Ainsi que la Reyne Tres-Chrestienne doit estre restituée en l'estat de pouvoir succeder à l'hoirie, à laquelle la nature l'appelle.

Et icy ce temeraire Auteur, sans aucune lumiere de prudence, & tout à fait aveuglé par l'ambition, esleve des montagnes, d'entitesmes & d'autorités. Et faisant servir son esprit d'Advocat à sa passion, il fait grande provision de Sosismes, assaisonnés d'une bile tres-amere, pour déduire sa cause, dénuée

C 5

de

de raisons , mais non pas de pretextes.

La condition du payement de la Dot n'a pas esté accomplie par le Roy d'Espagne , & ainsi il doit estre condamné , comme décheu du Contract. La condition de la Ratification, du Contract de Mariage , n'a pas esté effectuée par le Roy de France , ny par son Parlement , & il en doit estre remercié. Pourquoi cela ?

Parce que celuy qui ne peut estre chastié, n'est pas criminel, mais Maistre.

C'est donc ainsi que l'on parle en France, nous sommes obligés d'effectuer , & vous ne l'estes pas , mais la raison ?

*Fus est in armis.* Vos assertions sont appuyées de la pointe de quarante mille espées. Si cela est ainsi , il n'est pas necessaire de publier des Manifestes. Et moy je responds aux arguments de vostre plume dans l'esperance que des Princes , & Dieu mesme s'opposeront aux violences Manifestes. Mais suivons nostre route.

La France devoit incontinent après la consommation du Mariage , confirmer le Contract , & puis en suite le faire approuver & enregistrer au Parlement , si elle vouloit que l'Espagne entrast en payement d'une partie de la Dot. Or s'il est encore temps de ratifier, pour la France , il est encore temps de payer pour l'Espagne.

C'est pourquoy le Roy Catholique , confirmant par son Testament le Contract de la

renonciation, exaggere fort le desgagement où il estoit de payer cette Dot, par le manquement de la confirmation, que le Roy Tres-Chrestien & son Parlement devoient à l'instrument des Traittés, \* dans lequel il en est parlé en ces termes :

*Et en inserant la susdite Obligation & Ratification, que son Altesse aura donnée & faite à la presente capitulation, elle en fera une autre pareille & semblable, conjointement avec le Roy Tres-Chrestien, si tost qu'elle sera espousée & mariée, laquelle sera enregistrée au Parlement de Paris, selon la forme accoustumée, avec les autres clauses necessaires. Comme aussi de la part de sa Majesté Catholique, elle fera approuver & ratifier la renonciation, & la fera aussi enregistrer en son Conseil d'Estat, &c.*

Nonobstant cela sa Majesté, par un excés de sa bonté ordinaire, en ordonne le payement; pourveu que du costé de la France l'on executa ce dont on estoit convenu. Cette bonne ame n'ayant pas le moindre soupçon, que le retardement du payement püst esbranler la fermeté de la renonciation.

Et s'il est porté dans le Contract, que quand mesmes la Ratification manqueroit, on la tiendra neantmoins pour faite; cela sert à nostre defense, & non pas à vostre déga-

C 6

oge-

\* La clause de la Ratification n'a pas esté accomplie de la part du Roy Tres-Chrestien, & de P'Infante ma Fille: de sorte que j'ay esté & suis dispensé de payer la Dot, que j'ay prmise, tant que le Roy Tres-Chrestien & ma Fille n'ayent point satisfait à cette obligation, &c.



gement. Toute la faute en doit donc estre attribuée à la negligence volontaire du Parlement de Paris, & non pas à la sage lenteur du Conseil de Madrid. Si vous eussiez envoyé la Ratification au Roy Phillippe, comme cela se devoit, l'argent auroit esté payé au Roy Louïs, comme on en estoit convenu.

Mais demeurons d'accord, quoy que cela ne soit pas, que les longs delays d'Espagne soyent seuls cause de ce que la condition du payement n'a pas esté accomplie; cela doit-il annuller la renonciation? vous dites qu'oüy. Et il s'en faut peu, que vous ne disiez le Mariage aussi.

Venons donc à examiner cecy de plus près, parceque vostre stile ordinaire est de toucher au cinquiesme ou au neufiesme, & de demeurer tousjours esgalement esloigné du septiesme.

L'Article de la Dot parle ainsi mot à mot. *Que moyennant le payement affectif fait à sa Majesté Tres-Chrestienne dans le terme cy dessus mentionné, &c. La Serenissime Infante a à se contenter, & se contente de ladite Dot.*

Mais quand il dit, moyennant le payement affectif l'Infante se contente de ladite Dot, il ne veut rien inferer davantage; sinon que l'Infante, lors qu'elle sera payée, ne demandera point d'autre Dot; la satisfaction ne consistant pas dans la Dot promise, mais dans la Dot payée en son temps, de la quelle à cette heure comme pour lors elle se tient contente.

Pre-

Preuant neantmoins en main ce fragile roseau , comme si c'estoit la Massue d'Hercule, & vous servant de toute cette hardiesse qui vous est naturelle, vous remplissez l'air de menaces, qui font quelque bruit ; mais qui ne font en effets , que du vent. *Vox vox, prateresa nihil.*

Or pour parler des choses avec ordre commençons par la Dot. Selon la Coustume , elle paroît fort propre à rendre les renonciations vallables, quoy qu'elle n'y soit pas necessaire; ainsi qu'il n'est pas besoin qu'elle soit presente & consignée, puis qu'il suffit qu'elle soit constituée & exprimée , dans le Contract de Mariage.

C'est une chose communement pratiquée en Italie , en Espagne , en Flandres , & mesmes en vostre France, (quoy que vous feigniez de l'ignorer ) que les Filles Dotées , par une Dot promise, sont privées , ou par la Coustume ou par accord , de toutes sortes de successions de leurs Peres & Meres. D'où vient que pour qu'une Fille se repute Dotée , la Dot effective n'est pas requise , mais l'assignation de cette Dot ; comme le prouve sagement le Benedetti , après Balde , & tous les interpretes du Decret de Boniface sur les paroles , *Dotē contenta*. expliquent que cela se doit également entendre de la Dot consignée, & de la Dot promise. Et enfin tous les Docteurs sans exception , ont estably , que la Dot promise, est reputée ; & est effectivement Dot.

Il semble , que comme les hiboux , vous vouliez fermer les yeux à la lumiere la plus esclatante , lors que vous pretendez soutenir, que l'Infante n'est pas Dotée , parce que la Dot promise n'est pas Dot.

Il n'y a pas plus de poids , mais bien plus de scandale , dans cette autre affirmative ; que l'Infante a renoncé en veüe de la Dot , cause & fondement de la renonciation , & que la cession parle d'argent en termes precis , en cette sorte : *L'Infante se contentera de renoncer, pourveu qu'on luy paye effectivement les cinq cens mille escus dans les termes promis.*

Enseignez moy , de grace , quelque remede , qui tempere ma bile , afin que je ne vous fasse pas connoistre pour un insigne faussaire. Quoy ! vous semble il que de renverser le sens de la Clause dotale , avec une effronterie Manifeste , ne soit qu'un petit peché veniel ?

Je vous responds , que les paroles du Contract sont telles : *Moyennant le payement effectif des cinq cens mille escus l'Infante se contente de la dite Dot.*

Et je ne pretens pas que vous veniez icy pointiller sur les mots ; ny pervertir la clarté du sens : parce que la Fille ne dit pas : *Je renonce, pourveu que l'on me paye la Dot.*

Mais seulement : *Je me contente du payement pour toute la Dot qui m'appartient.* C'est là la veritable intention , & qui se rapporte à toutes les autres Clauses du mesme Contract , & à l'intention des Contractans , qui avoient  
désja



désja estably la renonciation , en propres termes , absolue & indépendante de toutes conditions imaginables.

Enfin tout le Contract fait voir, que la Dot a esté constituée en faveur du Mariage ; ainsi que la renonciation en faveur du bien commun des deux Couronnes : avec cette différence, que la Dot vient de l'obligation Paternelle , & la renonciation de la nécessité des Estats ; l'une a pour object l'amour filiale, l'autre le bien public : l'une se constitue du consentement particulier du Pere , l'autre s'establit par la loy , & pragmatique sanction, de la supreme puissance de la Majesté Royale. L'une peut estre alterée par plusieurs accidens , & l'autre ne le peut estre par quelque consideration que ce soit. L'une est une action , que l'on est libre de faire , ou ne faire pas : L'autre est une prevoyance necessaire. Cette là enfin regarde le bien d'une Femme, & celle-cy celui d'un Monarchie.

Qui a-t'il davantage? Vous assurez, que la Dot a esté cause de la renonciation. Pensez y mieux , je vous prie. Vous dites qu'il ne peut y avoir autre chose ; & que cela est ainsi. Je demande qui vous en assure ? Vous dites que c'est le Contract. Cela n'est pas vray. L'Acte parlant par la bouche de l'Infante profere ces paroles, en gros caracteres de la longueur d'un demy pied. **QUE LA DOT N'A PAS ESTE' CAUSE DE CE CONTRACT.** Mais ce Contract contient il quelque chose

se d'important ? La renonciation & l'exclusion. Mais quelle fut la véritable cause de la renonciation & de l'exclusion ? Écoutez le : *La consideration importante d'Estat & du Public, & la conservation des Couronnes, laquelle estant si grande, afin qu'elles ne soient point unies.*

La renonciation a donc esté faite en consideration du bien commun des Royaumes, & à cause de l'impossibilité qu'il y a de les joindre, sans les détruire. Après cela ne seroit-ce pas une chose ridicule de dire, que pour 500000. écus on expose en vente les Royaumes ? On sçait assez, que dans les Mariages entre des Personnes Royales, la Dot est la moindre des circonstances que l'on y considère. Elle peut servir à exciter la cupidité des particuliers ; mais cela n'entre point en consideration devant le Trône des Grands Monarques.

Toutes choses suivroient leur cours Naturel, si vous ne veniez point à la traverse, mais avalant la tromperie, comme une liqueur agreable, & faisant vos delices de l'imposture, vous vous estes mis en teste de soutenir, que l'Infante, declarant qu'elle ne veut point renoncer, qu'après le payement accordé, & celui-cy n'estant point faite, la renonciation n'a point de lieu non-plus, & mesme qu'elle n'a jamais existé, que dans le ventre du mot MOYENNANT.

Estant presentement las de vous suivre, je m'apperçois que vostre Manifeste est fondé  
comme

comme la Religion de Mahomet , sur l'opiniastreté de ceux qui la defendent , & sur l'ignorance de ses devots. Ces paroles , *Moyennant le payement* , sont des termes anciens & ordinaires dans les Actes des Notaires , comme l'on voit dans le Contract de Mariage de Marguerite de France avec Emanuel de Savoye ; de Marie de Medicis avec Henry , & dans nostre Traité de la Paix des Pirenées, où on relasche la Province d'Alsace à la France, *moyennant* , trois millions de livres : Mais à l'égard de nostre affaire ; la renonciation estant suffisamment mise à couvert par les formes absolues , aussi bien que par la sincere intention des contractans & de leurs Ministres , pour la subsistance des Traittés ; il n'y auroit plus rien à dire , sans la detestable malice de vostre interpretation ; de laquelle aucun Dictionnaire ne se peut defendre ; à moins que d'inventer de nouvelles paroles, incapables d'ambiguité & d'equivoque. Quand on a à faire à un estourdy fieffé , on ne peut jamais prendre de mesures justes.

A qui voudra prendre les choses comme il faut , le sens est clair ; il n'y est point parlé de l'interest public des Royaumes ; mais de l'affaire particuliere de la Dot , que le Roy constitue comme Pere ; qui desire que sa Fille s'en contente , & qu'elle soit satisfaite de la somme qui luy est destinée : ce qui n'a point de relation ailleurs ; si non au Patrimoine. Ainsi toute la periode ne parlant que d'affai-



res privées, ne laisse pas la liberté d'y rien soupçonner qui touche l'intérêt public; les grand égards, ny la raison d'Estat, qui sont toutes choses fort visibles & tres-remarquables, dans les Chapitres cinq & six. C'est donc une malice evidente, & une impertinence insupportable, de vouloir tirer argument de la succession des Estats; pour inferer, que la Dot n'estant pas payée, rend nulle la renonciation; dans laquelle l'Infante declare:

*Qu'en consideration du Mariage, & afin que j'emporte ma Dot, & mes propres biens, il m'a promis cinq cens mille escus.*

On ne peut pas parler avec moins d'équivoque que cela. Il m'assigne ma Dot; non point à l'occasion ny en vertu de la renonciation, mais en faveur du Mariage, qui ordinairement ne se fait point sans Dot. Ainsi donc, comme elle a dit cy-dessus, que la Dot n'est pas cause de la renonciation, ainsi en ce lieu elle dit, que les considerations du Mariage furent cause de la Dot. Et ailleurs aussi on affirme. Que la cause de la renonciation est le bien public des Royaumes, & la conservation de la gloire de leurs Majestés, & le contentement des peuples, avec toutes les autres considerations publiques.

Mais quand mesme ceux, qui vont cherchant des difficultés dans les paroles qui touchent la Dot, fermant volontairement les yeux, y trouveroient quelque ombre d'ob-

scu.

securité ou d'ambiguité, il faut avoir recours aux Loix de l'equité, & voir avec quelle intention, & à quelle fin la renonciation fut accordée; sçavoir si ce fut à la seule occasion de la Dot, ou en consideration des Royaumes, & pour l'interest de l'Estat, tant de fois allegué cy dessus; & puis selon ce sens, expliquer les clauses douteuses & mal conceües; afin que l'on n'en puisse tirer aucune consequence prejudiciable à la fin principale du Contract, comme les Loix nous l'enseignent. \*

Puis après, que les Traitez de Mariage & de Paix entre ces deux grands Roys, ne soyent pas des Contrac̃ts de bonne foy, mais sujets à toute sorte de chicane, cela ne peut estre avancé, que par ceux qui font profession de contredire la verité, & mesme la vray semblance. Et si toute autre raison manquoit, le terme de *Bonne foy*, qui est expressement inseré dans les Contrac̃ts mesmes, l'explique assez. Et qui est ce qui voudroit depouiller les Roys contractans de l'Equité, qui est l'ame des Traittés, & la force des loix, pour imposer un joug de fer à leur volonté, & leur lier les mains, par une sillabe un peu obscure, que le stile du Palais auroit introduite dans les clauses de leurs Contrac̃ts.

Me voicy donc reduit à debatre avec vous; si faute de payement, quand mesme elle ne procederoit pas de la France, ( comme j'ay prouvé

\* L. 1, de *Legatis*,

prouvé que c'est sa faute ) les longs retardements d'Espagne demeurent condamnables. Condamnables sans doute. Tous les textes & tous les Docteurs punissent le retardement coupable, & la peine ne se réduit pas à moins, qu'à la nullité du Contract. Voyons qui prend des escrevilles, des vers luisans pour des estoiles volantes.

Le Droit commun, & la force de l'Equité, jugeant des contraventions en matiere de retardement, ont déterminé, qu'il se peut réparer, en donnant promptement la satisfaction portée par le Contract; comme la loy le declare nettement. 1. Ainsi la plus rude peine que puisse encourir celuy qui tarde à payer, ne le peut réduire, qu'à estre obligé aux interets, depuis que le terme est escheu; 2. les Textes & les interpretes le determinent ainsi. 3.

Au contraire toutes les autorités que vous produisez, ne combattent nostre cause, que comme les Parthes, en fuyant tousjours; & vous n'avez aucun Texte, ny aucun Docteur qui soit entierement pour la vostre; si bien que par-

1. *Debitor post moram offerendo purgat moram l. 73. ff. de verb. oblig.*

2. *Post moram quis tenetur ad usuram à tempore moræ l. in bon. fid. C. de Usur. l. Moram. §. in Contract.*

3. *Datur locus purgationi moræ, etiamsi dies & pœna appositæ fuerit contractui. Ex Decretal. in Can. potuit Admittenda est purgatio moræ ubi adsit dies & pœna in contractibus bonæ fidei. Bald. in l. Cum allegas in fest. pp. C. de usurp. Gomez. in act. de actionib.*



parlant mesme selon l'usage du Palais, aucun d'eux ne decide, que par le retardement du payement accordé le Contract soit rompu, & qu'il soit permis à une Fille d'occuper les Estats Paternels, avec des armées qui les destruisent, & par la fureur d'une horrible violence.

Enfin, on ne peut argumenter autre chose de toutes vos allegations, sinon que la faute du retardement est sujette à quelque peine; ainsi le seul refuge qui reste à une Fille non satisfaite, c'est de proceder par les voyes Civiles, pour obtenir sa Dot, & de pretendre la reparation du dommage, moyennant les interets; qui est tout ce que les loix accordent en de semblable cas. 1.

Et si le creancier ne peut pas rompre le Contract, quoy qu'il ne reçoive pas l'argent qui a esté promis, 2. dans le temps dont on estoit convenu, la Femme ne le peut pas aussi. Le Texte ne peut pas estre plus clair, ny l'application plus juste.

La Coustume de l'Europe a rendu la repetition des biens, auxquels on a renoncé, impracticable; quoy que faute de payement, les conditions inserées dans le Contract demeurent sans effect; & bien loin de le casser,

1. *§. Fuerat. instit. de action. l. ult. §. præterea Cod. de Jure dotis.*

2. *Venditor quanti interest experiri potest. Non ergo ex eo quod emptor non satis conventioni fecit contractus irritus constituitur l. 14. Cod. de rescind. vend.*

fer. tout le reste en demeure plus ferme. Outre la Coustume ordinaire, nous ne manquons pas aussi de Docteurs François, & de ceux du premier rang, qui determinent cette verité en termes precis, comme Groenewegue, avec tous ceux qu'il suit, & qu'il cite, Loüet, Brodeau, & vostre du Moulin mesme; c'est à dire le plus sçavant homme de France en ces matieres, & que comme tel, vous nous avez opposé? 1.

Brodeau & Loüet assurent, que la promesse de la Dot est suffisante, sans le payement effectif; quoy que la Coustume requiere, que le Pere donne quelque chose. Et qu'il y a quelque chose de donné, toutes les fois que la Dot est constituée; soit qu'elle soit assignée en argent, en Droits, ou en quelque chose d'équivalent; les Juris-consultes ne faisant point de difference entre l'argent compté, & l'argent promis. 2.

Brodeau concluant par là, qu'il est inutile à une Fille de dire, que son Pere ne luy a jamais payé la Dot qu'il luy a promise; parce qu'il ne tient qu'à elle d'en demander le payement. 3.

1. *Hodie non habet locum restitutio in integrum nec repetitio, ob causam & solutionem non secutam, si ab una parte aliquid datum fuerit C. de cond. caus. Groenew. ibid. Ant. Gomez Tom. 2. resol. cap. 8.*

2. *Pro equipollentibus habentur in Jure, pecuniam esse numeratam, & fidem de ea habitam. § vendita insti. de acquir. rer. domin.*

3. *Loüet in Arrestis ad Litteram R. n. 18. & Brodeau in annot. ad Loüet.*

ment. 3. Et Balde le decide ainsi en propres termes, 1.

Mais puis que vous vous estes fortifié d'une consultation mal entendue de du Moulin, vous ferez bien de l'examiner de plus près : par ce qu'il soustient clairement luy mesme, que les Filles qui sont privées de la succession par la renonciation, & par la constitution de la Dot, ne peuvent jamais avoir Droit aux biens Paternels ; attendu, que ce n'est pas en consideration de la Dot consignée, mais de la Dot promise, que les Filles sont privées. 2.

Que le retardement du payement ne vous abuse pas puis que ce n'est pas l'argent comptant, qui fait la Dot, ny qui établit les renonciations Contractées. Et puis dans l'affaire dont il s'agit, la Dot n'a rien à des-mesler avec la renonciation ; l'Infante ayant fait cette solennelle cession, en la seule consideration, non pas de la Dot mais du bien public, & de l'intérêt de l'Estat. D'où vient que l'on doit rapporter à cette premiere cause efficiente de la renonciation toutes les clauses du Contract ; dans lequel l'Infante mesme l'explique en la forme precise qui suit. *J'abandonne & cede toutes mes Pretensions, de quelque condition qu'elles soient,*

II

1. Bald, in l. Artemidor. n. 12. C. ut in poss. legat.

2. Molinæus in art. 37. consuetud. Arvern. *semel filia exclusa per renuntiationem, certa dote promissa, non potest amplius reverti. Cum non per dotis numerationem, sed per dotis conventionem filia excludatur.*



Il vous semble peut-estre qu'elle dise , je renonceray , seulement lors que l'argent de ma Dot sera payé dans le terme prescrit , & les transporte au Roy , Monseigneur , & à ses heritiers , afin qu'il en dispense , comme il le jugera à propos.

Et dans l'Article sixième.

Leurs Majestés ont consenty , &c. & en contemplation des justes & legitimes causes , qui monstrent & persuadent l'egalité & convenance du dit Mariage , par le moyen duquel , & moyennant la faveur & grace de Dieu , chacun en peut esperer de tres-heureux succes , au grand bien & augmentation de la foy & religion Chrestienne , au bien & benefice commun des Royaumes , sujets & vassaux des deux Couronnes : comme aussi pour ce qui touche & importe au bien de la chose publique , & conservation desdites Couronnes , qu'estant si grandes & puissantes , elles ne puissent estre reünies en une seule , & que dès à present on previenne les occasions d'une pareille jonction.

Comme nous avons donc monstré cy dessus , que par accord fait entre leurs Majestés , ou plutost par une loy & pragmatique sanction ; ( ainsi qu'il se voit dans le mesme Article sixiesme ) on establit pour la fin , pour le fondement & pour la cause de la renonciation , le bien public des Couronnes ; afin qu'elles se conservent dans le rang , qu'elles possèdent presentement , & qu'elles ne s'unissent jamais ; ce qui ne se pourroit faire sans un grand

grand bouleversement, & sans la destruction de la Monarchie d'Espagne.

La mesme chose se voit plus clairement ailleurs. C'est une affaire accordé par le Roy Monseigneur, lequel procure mon contentement & mon bien, prenant conjointement égard au bien public & commun des Royaumes que Dieu luy a enchargés, lesquels & ceux de la Couronne de France sont esgallement interessés à ce que la grandeur & Majesté qu'ils soustiennent, & conservent en eux d puis tant d'années avec tant de bon-heur, & de gloire du nom de leurs Roys Tres-Chrestiens & Catholiques, ne soit diminuée, & ne dechée point, comme necessairement elle se diminueroit & descheroit, si par le moyen, & à cause de ce Mariage, ils se viendroient à unir, & conjoindre en quelqu'un des Enfants, & descendants, dont le succes causeroit aux sujets & vassaux le mescontentement & affliction qui se peut considerer, &c.

Et partant il a convenu prevenir les remedes à ce qu'ils n'arriveroient pas, & que ce Mariage ne soit cause d'effets contraires à ceux que l'on se promet & que l'on doit esperer, que l'on obtiendra par iceluy, &c.

Ce qui estant le bien public & commun, se doit par bonne raison preferer au mien particulier, & à celuy de mes Enfants & descendants, &c.

Peut-on souhaitter plus de lumiere que cela, pour desconvrir le foible & l'obscur de vos fautes? N'estes vous point encore dé-

I. Partie.

D

trom-

trompé de l'opinion, que la Dot a quelque chose de commun avec la renonciation. Toutes les Loix des Monarques sont renversées, si elles ne sont pas à l'espreuve d'une chicane faite mal à propos. Leurs Majestés déterminent avec toute la force de leur Souveraineté, que l'on pourvoye à la conservation des Royaumes par la renonciation. Et vous prétendez, au mépris de la puissance Royale, traîner la subsistance de la cession, à la suite de la nécessité d'un paiement de Dot.

Que le bien public & la conservation des Royaumes ait esté l'unique motif des contractants; le retour de l'Infante aux Droits Paternels, lors qu'elle ne sera point en Estat de pouvoir prejudicier au salut de la Patrie, vous le confirme assez.

Le mesme Article fixiesme s'en explique ainsi : *Qu'en cas que la Serenissime Infante demeurant vefve, sans Enfants de ce Mariage, elle demeurera libre & franche de ladite exclusion, retournant en Espagne, ou si par raison d'Estat pour le bien public, & pour justes considerations elle se remariait, par la volonté du Roy Catholique son Pere, ou Prince son Frere, elle demeurera capable & habile à pouvoir succeder & heriter.*

Qu'en dites vous? Les assurances Royales des Traittés Jurés & confirmés, ne touchent peut-estre pas l'essentiel de nostre question? Un Fil de cotton n'est pas suffisant, pour retenir l'impetuosité d'un canon.

Vous



Vous direz peut-estre que la subsistance d'un acte depend du concours de toutes les causes. Mais que fait cela ? Quand mesmes le payement , ou la Dot , seroit une des causes secondes , ( ce qui n'est point du tout raisonnable ) neantmoins pendant que la principale cause de l'importance de l'Estat & du bien public est visible & palpable dans nostre Contract , elle est plus que suffisante , pour soutenir la validité sans le ministere de la Dot : comme le decide Tiraqueau , du consentement des Sçavants , en faveur de la cause principale , dans les Contrac̃ts des hommes. \*

Vous devez donc vous apercevoir , au moins une fois , comme ce n'est que dans la liqueur de l'ancre François, que le Droit d'Espagne paroist courbé. Mais autre chose est de paroistre ; autre d'estre en effect.

Nostre renonciation ayant des causes tres puissantes , & toutes de leur nature immuables , de necessité absolue , qui ne se peuvent pas reduire à un fait particulier & contingent , ( comme l'affaire de la Dot , qui peut estre suspendue ou empeschée & puis restablie ) ne pouvoit pas estre soumise à aucune condition , estant incapable de succomber à l'incertitude des evenements ; & que l'on ne pouvoit jamais esperer qu'elle fust com-

D 2

pen-

\* *Ejus quod principale est ratio habetur , neglecto eo quod secundarium est. Tiraq. ad reg. cessante causa, Lib. 22.*

pensée , si par la cession le Domaine de la Souveraineté Royale avoit esté distrait contre l'intention veritable & absolue des Roys contractants.

Et si les familles particulieres dans les renonciations des Filles , ont principalement esgard , & pour principal objet la conservation de la Race , sans jamais la destruire , en veüe de la consideration peu importante de la Dot; dans les Mariages entre personnes Royales , les grandes causes de l'interest de l'Estat & de la conservation des Royaumes , doivent prevaloir sans comparaison davantage, sur toutes les considerations ou d'argent , ou de Dot.

Je consens de vous Sacrifier des hecatombes, si vous pouvez me faire voir des Princesses, ou des Reynes , qui ayent contesté la validité d'une renonciation jurée, par le manquement de l'argent qui leur avoit esté promis en Dot.

Il demeure donc constant & arresté , que la Serenissime Infante a esté veritablement Dotée , qu'elle a renoncé pour des causes tres importantes , qui regardent le gouvernement , & non pas l'argent. Que le retardement du payement a esté causé par la France. Que quand mesmes il procederoit de la negligence Castillane , on ne seroit obligé , pour reparer cette faute , qu'à payer en effect l'argent au plus avec les interests. Et que la renonciation estant fondée sur des causes inalterables & necessaires , elle demeure necessairement stable & valide ; comme les Roys

Ca-

Catholique & Tres-Chrestien , l'ont voulu & ordonné de leur puissance Souveraine.

Ainsi la condition non accomplie , ne servira que d'un piedestal de verre au Colosse François , l'impertinence de vostre plume merite cependant plus de compassion que de colere , lors que comme un dard empoisonné , elle ne scauroit toucher au Conseil d'Espagne , sans le charger d'injures atroces ; & mesmes elle a l'insolence d'insulter aux actions illustres , justes & glorieuses , d'un Roy mort. Mais le fruit de ses vertus est comme cette herbe qui naissant des cendres des morts , conserve son nom , contre les atteintes de l'envieuse mesdisance.

C H A P. V.

*Si l'Infante avoit des biens acquis ; & si on peut y renoncer.*

**D** Autant que parmy les biens futurs , auxquels l'Infante a universellement renoncé , il s'en trouve aussi de ceux qu'elle avoit déjà acquis , auxquels elle ne pouvoit pas renoncer , à cause de sa minorité ( *jure enim acquisitio nemo renunciare potest , futuro nihil vetat* ) il s'ensuit qu'une partie de la renunciation ayant esté condamnée comme illicite , infecte aussi la partie saine , & ruine la subsistance du Contract.

Vostre argument est beau ; mais un Serpent s'est glissé parmy les Anguilles. Et quels



sont les biens acquis ? La Dot de la Reyné Isabelle. En voicy un autre : Les Pays-bas, oh ! cecy est un trait de faulcon, qui feignant des l'eslogner par de grands tours, tient pourtant tousjours l'œil attaché sur la proye.

Je vous assure icy par provision seulement parole de galant homme, que la Flandre n'a point appartenu, & n'appartient point du tout à l'Infante. Et je pretens que l'on me croye ; & parce que je dis la Verité, & parce qu'en temps & lieu je vous en produiray des demonstrations d'une certitude evidente. Et si la France se fust contentée d'examiner le Droit, sans faire parler quarante mille bouches de feu en sa faveur, persuadée par la force de la Verité, elle se seroit facilement convaincüe elle mesme. Mais le bandeau de l'amour propre, qui couvre les yeux, & la rouë de la fortune, qui en montant sur des lieux eslevés cause des estourdissements, sont coupables de l'Injustice, qui se trouve dans le procedé des Pretensions de la France, qui passent de l'intimation Civile à des insultes Criminels ; parce que quand la raison manque, on se sert de la force.

Je veux bien pourtant vous advertir en passant, que vous vous trompez extremement : car posé, ( comme vous le dites ) que la Flandre eust esté devolüe à l'Infante par la mort du Prince Balthasar son Frere ; neantmoins pendant que le Roy son Pere vivoit, ces biens devolus n'estoient pas des biens acquis :

acquis : l'usufruit hereditaire , la libre administration, & mesme le Domaine & la propriété ; quoy imparfaite, de tous les biens devolus aux Enfants , demeurant entre les mains du Pere, après la mort de sa Femme. La dévolution, qui n'est pas succession , mais une certitude conditionnée de succeder , ne donne aucun Droit aux Enfants , sinon en cas qu'ils survivent au Pere ; ainsi la propriété réelle demeure au Pere , & une simple & civile aux Enfants , qui ne jouissent d'aucun Droit , quel qu'il puisse estre, sur les biens devolus ; seulement ils sont assurés , qu'ils ne peuvent pas estre alienés , à peu près comme les biens sujets à substitution.

Demeurant donc dans les termes des Coutumes du Palais ; Toute Fille , quoy que Mineure, peut renoncer aux biens devolus, quand mesmes elle ne pourroit pas renoncer aux biens acquis. Neantmoins nostre Infante ne pouvoit pas estre mise au rang des Filles , que leur âge rend incapables de pouvoir renoncer aux biens acquis ; parce qu'elle passoit sa vingtiesme année , & que par les Loix d'Espagne, les Filles du commun sont Majeures devant vingt ans, & peuvent aliener leurs fiefs & leur bien sans qu'elles ayent besoin de Curateurs.

De plus par une Coustume reçüe entre les Princes , les Princesses , aussi bien que les Princes , au sortir de l'adolescence ; obtiennent la liberté d'administrer leurs Estats , sans l'ayde de Tuteurs ou de Regents.

De sorte que quand mesme les biens pretendus, que vous attribuez à l'Infante, eussent esté des biens acquis, je ne doute point, que selon les Loix ordinaires elle ne püst y renoncer. Mais il luy appartenoit peu de chose (pour ne pas dire rien) de la Dot Maternelle; pour les raisons que nous avons dites cy devant; & elle n'avoit aucune sorte de Droit sur les Pays-bas, comme biens devolus, & par consequent la renonciation subsiste puis qu'elle ne regarde que des simples esperances, incertaines & esloignées de la succession future, à la succession Paternelle, pour laquelle la providence Divine ne manquera pas de conserver les Princes naturels à l'exclusion des esperances estrangeres.

#### C H A P. V I.

*Si dans la Renonciation de l'Infante, la minorité, les menaces, la peur, le respect ou la violence ont pû introduire la nullité.*

**Q**ue l'Infante n'a pas pû, à cause de sa minorité, renoncer à la succession de tant de Principautés & Royaumes, contre les Loix, & d'autant moins qu'elle dependoit d'un Pere, portant Couronne, au commandement formidable duquel ne pouvant point resister, elle a donné un consentement qui n'estoit pas volontaire.

L'âge, la fragilité du sexe, la condition de l'Estat, l'education severe, & le respect, qu'elle avoit pour la Majesté de son Pere, ont fait

cos-



couler dans la liberté de l'Infante une crainte efficace.

*Judas Apostolus non ausus judicium inferre Blasphemia : imperet tibi Deus :* dit Michel au Diable. Vostre plume s'imagine que, comme la verge de Circé, elle transforme en bestes tous les Princes qu'elle touche. Et cela fait que je n'ay pas la hardiesse de vous répondre. Mais que vostre Reyne le fasse, & je suis bien assuré, qu'elle condamnera de calomnie vos affirmations indecentes; qui dans le dessein de faire du mal, ne font point de difficulté de mentir. Que cette Princesse, qui le sçait mieux que Personne, dit elle mesme, si son Pere a jamais discontinué de tesmoigner la tendresse envers elle, en luy ostant de force & par menaces la liberté de sa volonté. Un Roy Philippe, qui en plusieurs occasions n'a eu que trop de douceur pour ceux qui luy estoient rebelles, est-il possible, qu'il eust voulu renoncer à son excellent Naturel par des violences envers sa Fille aisnée, qui seroient mesmes malfeantes à des Tirans.

La renonciation, qui a tousjours esté considérée, comme estant l'ame & une condition, essentiellement inseparable du Contract de Mariage, n'a pas deu estre mise en doute, parce que sans elle les projects n'auroient point eu de suite, & le Mariage n'auroit point esté conclu, ny la Paix, par consequent. \*

D 5

Ceux

\* Sans la condition de la renonciation le Mariage n'estoit

Ceux là se trompent , qui attribuent la cession d'Infante à l'amour trop partial du Roy pour ses Enfants du second liét , ou pour la Reyne Marianne leur Mere.

La necessité , qui obligea de faire renoncer l'Infante , ne fut pas absoluë , mais conditionnelle , c'est à dire , si elle vouloit le Mariage avec le Roy Tres-Chrestien. Elle pouvoit ne le vouloir pas ; Elle estoit libre en cela ; mais le voulant , elle devoit aussi necessairement vouloir la renonciation par l'incompatibilité que ces deux actions avoient entr'elles. En sorte qu'il n'estoit pas au pouvoir du Roy Catholique d'en dispenser l'Infante , en quelque façon que ce fust. La necessité du bien public , & de la conservation de la Monarchie Paternelle , faisoit bien connoistre , que l'on ne pouvoit point trouver de temperamment à la Loy de France , ( qui convertit en membres de cette Couronne tous les Estats , qui tombent sous le pouvoir de son Roy ) que par l'unique moyen de la renonciation , par laquelle on sauvoit & conservoit la Patrie. Ce qui fit , que le Roy Catholique , devant que de resoudre aucune formalité , sur les projets du Mariage si souvent rejettés , representa à sa Fille avec une grande tranquillité d'esprit , & une punctualité tres-sincere l'Estat de l'affaire ; luy laissant la liberté toute entiere d'esslire le party pour lequel elle auroit

*n'aurpit jamais esté conduit au point où il se trouve, Au  
Contrait de Mariage del' Infante,*

roit le plus d'inclination ; sçavoir la personne du Roy de France , ou l'esperance incertaine & esloignée de succeder aux Royaumes de ses Peres. N'estant pas possible de conserver cette esperance , & d'obtenir le rang de Reyne de France ; à cause de la contrariété incompatible des Loix fondamentales de ces deux Royaumes.

Je ne puis vous citer un plus fidelle témoin de cette verité , qui est connuë de plusieurs , que la Reyne Tres-Chrestienne mesme ; qui le diroit asseurement , si elle pouvoit. Mais, ( à parler raisonnablement ) quel besoin avoit le Roy Catholique de violenter, par des indignes artifices , une Princesse de vingt ans , qui par la force de son Genie avoit assez de penchant pour la personne du Roy Louis , pour l'obliger de renoncer à une ombre d'esperances, vaines & esloignées, pour obtenir la gloire effective de partager la Couronne de France par son Mariage, avec un Roy , orné d'importantes prerogatives , & que Dieu avoit formé selon son cœur ? l'Infante ayant donc en aversion toutes ces considerations, qui retardoient l'accomplissement de ses desirs , non seulement embrassa volontairement le party du Mariage de France ; mais aussi se desgagea avec bien de la joye de ces liens , qui s'opposoient au comble de son bonheur.

Qui est-ce qui seroit assez simple , ou plusost assez insensé , pour ne pas choisir , sans



beaucoup deliberer , un bien present , certain , glorieux , selon son inclination , & tout remply de precieux avantages , pour abandonner un bien imaginaire , qui peut estre & n'estre pas , & qui peut estre ne sera jamais ?

Que toute personne bien sensée me die , s'il est vray semblable , que cette sage Princesse ne fut pas capable de connoistre , qu'à cause de l'importance de la conservation des Royaumes , de l'interest public de l'Estat , & de la glorieuse continuation de son Heroïque famille , toute sorte de Justice vouloit qu'elle ne fust pas cause de la subversion de la Monarchie , en portant ses Droits en France ; mais que par la renonciation à ses Droits , on mist sa Patrie & sa Race en seureté ; ce qu'elle avoit demandé avec une affection fort tendre ? Elle sçavoit , que les Infantes d'Espagne ne se marient point en France sans renonciation. Elle sçavoit , que cedant un rien en peinture , ou bien quelque chose de conditionné , elle acqueroit quelque chose de considerable , de precieux & d'effectif : & que ce peu qu'elle cedit ; revenoit au benefice de ses proches de son Frere , de sa Sœur , de la Couronne & de sa Patrie ; toutes choses cheres entre celles qui le sont le plus.

L'Infante , parlant de la renonciation , dans le Contrat de Mariage , s'explique en cette maniere. *Partant de ma certaine science & sçavoir , & d'agréable & spontanée volonté , j'approuve & veux , &c.*

Où

Où sont les violences, les rigueurs, & les menaces? c'estoit à vous, qui supposez, sans raison, à les prouver; puis que la presence des Peres oste tout soupçon de tromperie dans les Contrac̃ts de Mariage, on n'en tirera jamais cette consequence, qu'elle inspire une juste crainte aux Filles qui Contractent. 1. Au contraire la Loy soutẽnant, que l'on ne doit pas presupposer, que le Pere donne de la crainte, oblige l'accusateur à prouver le fait, avec toute l'evidence des qualitez & circonstances necessaires; comme aussi les principaux deciseurs des Tribunaux de Rome l'alleurent sagement. 2.

Sur quoy avez vous basti les fondemens des violences, que vous presupposez avoir esté faites aux volontés de l'Infante? Elle auroit donné, non pas un peu d'esperance, mais un Monde, pour obtenir la gloire si fort desirée du Mariage avec le Roy Tres-Chre-

1. *Proximorum & parentum presentia fraudis suspicionem tollunt L. transactionem 35. C. de transact. L. 1. C. de iis que per metum.*

*Metum Justum Filie renuncianti non infert presentia Patris, quia hic metus Paternus vim non habet, & ideo non subicitur edicto. L. 1. C. quod met. causa. metus Justus intelligitur, qui periculum visæ, aut corporis cruciatum continet. L. interpositas C. de trans. l. 3. §. de eo quod met. caus.*

2. *Non solum presumitur metus à Patre illatus, sed cum illi resistat presumtio Juris ad hoc probandum requiruntur clariores probationes, cum qualitatibus & circumstantiis. Caput. decis. 223. Mantica decis. 112. Rea R. decis. 643. Carol. Bossius de matrim. cap. 12.*

Chrestien, & pour le salut de sa Patrie & de sa famille : Quel besoin estoit-il donc d'user d'adresse, & de luy faire violence ?

Quelle raison avons nous de croire, que l'Infante n'ait pas agy sincerement, lors qu'elle s'est resoluë de consentir à la renonciation ? Peut-estre que se mariant à un Roy de France, elle pouvoit craindre de ne vivre pas en Reyne, si elle renonçoit à l'Hoirie, qu'elle pouvoit esperer ; ou de mettre des Enfants au Monde moins considerables, ou sujets à la condition des necessiteux ?

Il n'estoit pas peut-estre une chose connuë de tout le Monde, que les Filles de France ne portant jamais de Pretensions sur aucuns Estats hors de leur Maison, les Filles d'Espagne pouvoient encore emporter des Diademes à Paris, pour y estre servilement assujettis ? On ne se souvenoit peut-estre plus de la Reyne Anne d'Autriche, sur l'exemple de laquelle on se regloit, pour la renonciation de l'Infante, puis qu'il falloit se servir de moyens violents, pour porter la volonté à un consentement si necessaire ?

Les protestations suivantes de l'Infante mesme vous ferment la bouche.

*Je jure sur les saints Evangiles, contenus au Missel, sur lequel je mets la main droite, &c. & j'affirme & certifie, que pour oütroyer cët acte, je n'ay esté induite, attirée ny persuadée par le respect & veneration, que je dois, & ay pour le Roy Monseigneur, comme à Prince si puissant.*



Et comme à Pere qui m'aime tant, Et que j'aime,  
Et qui me tient, Et m'a tenuë sous sa puissance  
Paternelle, &c.

Et en suite.

Parce que j'ay en toute la liberté, que je pouvois  
souhaitter, pour dire Et declarer ma volonté, sans  
que de sa part, ou d'aucune autre personne, l'on  
m'ait fait aucune peur ny menace, pour m'induire.

Je ne sçay donc pas, sur quel fondement  
vous traitez le Roy Catholique de Tiran &  
de cruel. Peut-estre parce qu'il ne partage pas  
ses Estats avec sa Fille! Mais je veux bien  
vous accorder qu'il y ait des Provinces & des  
Royaumes, qui la regardent; avec tout cela  
ce n'auroit pas esté cruauté au Pere, de l'en  
despoüiller pour le salut de ses sujets; parce  
qu'ils sont les premiers Enfants des Roys: &  
quand il s'agit de leur bien, celui d'une Fille  
ne doit estre mis en aucune consideration; ainsi  
que l'interest particulier ne merite aucune re-  
flexion en comparaison du public. Ainsi un  
Prince seroit cruel, si pour l'amour de sa Fille  
il prejudicioit à ses Vassaux, qui sont ses chers  
Enfants.

Voyant que vous avez si mauvaise opinion  
d'un tres bon & tres-pieux Monarque, &  
que vous ne fortifiez d'aucune preuve vos af-  
firmations, qui ne sont ny vrayes ny vray-  
semblables, je me persuade aisement, que  
vous avez fait un accord fort particulier avec  
la calomnie, qui est l'esprit familier de vostre  
plume.

Mais

Mais pour defendre le fort de nostre renonciation, du costé que vous l'attaquez avec le plus de bruit, je m'en vais vous en soustenir la validité, non pas par des discours bas & impertinens, mais par des raisons invincibles, & avec une clarté evidente.

Et premierement, pour le premier chef de nostre raisonnement, demeurant hors de doute, & ne le niant pas vous mesme, que les Filles Mineures peuvent renoncer en certaine façon, par la Loy de Boniface VIII. approuvée de toute l'Europe pendant quatre siècles entiers, je ne comprens pas comment vous le voulez presentement revoquer en doute, & cela à la barbe de tant de Tribunaux & de Docteurs, qui vous condamnent, & contre les vieilles Coustumes, qui vous le crient de tous costés.

Pour cette fois je ne veux que deux François, mais qui sont de grand poids, pour mortifier vostre temeraire hardiesse. Loüet, collecteur des Arrests des Parlements, & Brodeau son illustre Comentateur. \* C'est une chose certaine, & réglée par les Parlements, que dans les renonciations des Filles Mineures aux successions futures, tant directes que collaterales, faites par le Contract de Mariage, les clauses accessoires des mesmes renonciations, prennent par connexité la mesme Nature, force, subsistance & autorité du Contract de Mariage, & sont tres-valides, tant par les Coustumes du Pays.

\* Brodeau in notis ad Arrest. Loüet litt. R.

Pays, comme par le Droit escrit : c'est pourquoy les Filles ne peuvent pas estre relevées pour quelque cause que ce soit, de Minorité, de peur, ou de Lésion enorme.

Si cela vous semble peu de chose, escoutez en un autre de vostre Pays, le Docteur du Moulin : voyez de quelle façon il vous fouette.\*

Les renunciations des Filles Mineures sont principalement fondées sur une raison politique de l'intérêt, que le public & les Estats ont en la conservation des familles, les biens desquels doivent estre plutôt conservés aux masles, & partagés entre eux, qui soustiennent la splendeur & la dignité de la Maison, dont ils prennent le nom & les armes, qu'aux Filles, qui portent les biens entre des mains & familles estrangeres. Et les Peres ayant Doté les Filles, qui ont renoncé, ont satisfait à tout ce qui est du devoir de piété, de charité du sang, de la Nature, & de l'affection Paternelle. Et mesmement les Filles, qui ont renoncé, ne peuvent plus demander le supplément de leur legitime ; parce que la Dot tient lieu de Legitime.

Observez cependant, que les François, non plus que les Flamands, n'ont pas accoustumé de faire mention de serment dans les renunciations des Filles Mineures, parce que l'on est persuadé, par la raison & par l'usage, (comme l'asseur du Moulin, au mesme lieu que j'ay cité) que la Fille capable de contracter

\* Du Moulin sur les Coust, de Blois art, 161.



ter Mariage, est aussi habile à stipuler les autres Contrac̃ts necessaires & accoustumés, sans lesquels les Mariages ne se font point. Mais vous estes peu religieux à suivre les preceptes des menteurs, qui doivent avoir soin sur toutes choses de se souvenir exactement des mensonges, qu'ils ont avancés. Puis que m'ayant cy devant accordé, que les renonciations des Filles Mineures sont vallables, en vertu du serment qu'elles font, citant sur cela contre l'Espagne les Docteurs Espagnols Covarruvias & Montalue, qui approuvant & defendant les renonciations Jurées, devoient condamner, comme vous croyez en cette rencontre, celle de l'Infante pour quelque circonstance : aujourd'huy estant contraire à vous mesme, vous tournez la Medaille, en niant la validité des renonciations de toutes les Filles Mineures. Et ainsi par un peché de contradiction, vous ressuscitez l'autorité désja ensevelie du Droit ancien, & vous vous attribuez celui d'enchaîner la liberté du Monde d'aujourd'huy ; le Droit des Tribunaux, la force de la Coustume, la Souveraineté des Monarques, & la Puissance des Papes.

L'Infante pouvoit donc renoncer legitiment ; mesme dans un âge, beaucoup moins avancé : ainsi vous ne pouvez pas en nulle maniere destruire ce Contract de Mariage, où elle proteste elle mesme.

*Je renonce à tout, & particulièrement à ce-  
luy*

*luy de la restitution in integrum, fondée sur l'ignorance ou inadvertance de ma Minorité.*

Je me souviens de vous avoir fait entendre, par la bouche de Covarruvias ; que bien que quelquefois on puisse annuler les renonciations , en consideration du defaut d'âge ; neantmoins quand les Filles ont nommement renoncé au Privilege de se pouvoir faire relever pour cause de Minorité , en tel cas elles en doivent plus estre escoutées en Justice , quand elle s'y auroient recours en vertu du Privilege , auquel elles ont renoncé . Or l'Infante ayant renoncé au Privilege de la Minorité , ne peut jamais pretendre par ce moyen , de rendre invalide la renonciation establee.

La Cession de l'Infante demeure donc immoblie dans sa validité ; par les raisons suivantes.

Premierement parce que la nouvelle Loy , la vieille estant abolie , establit , dans le Decret , dont nous avons parlé , au Chap. *Quamvis* , du consentement unanime des Juris-consultes & Canonistes , que la renonciation des Filles Mineures , avec l'apposition du serment , est valide . Constitution utile , raisonnable & receüe communement par le Monde .

Mais de plus , l'Infante a fortifié la renonciation , avec un serment tres solemnel sur les Evangiles de Christ , elle est donc valide .

Secondement ; les Coustumes ont introduit en Flandres , en Italie & en France , que  
les

les Filles Mineures , par Loy Municipale , ou par Accord , sans autre serment , demeurent frustrées des biens Paternels , lors qu'il y a des Mafles , si elles y renoncent lors qu'elles se marient , sans aucun esgard du defaut d'âge ; celle qui est capable de contracter Mariage , l'estant aussi de renoncer.

Tiercement , parce que les Loix communement dispenser de la Minorité à dixhuit ans , rendant les Filles capables de faire des Contracts , & d'aliener les biens sans Tuteurs. \*

Quatriesmement , parce que dans le Contract de Mariage le Roy Tres-Chrestien est nommé , comme principal intervenant , & partie ; & en cette qualité , il promet & approuva , pour luy & pour l'Infante , la validite de la renonciation.

En Cinquiesme lieu , parce que par la conformation du Mariage , & la Publication de la Paix , l'acte de la renonciation du Roy Tres-Chrestien & de l'Infante se tient pour ratifié.

En fixiesme lieu , parce que les Cours des Souverains ont accoustumé de mettre les Fils & les Filles des Roys hors de Minorité , dans leur seiziesme année , ou environ.

En septiesme lieu , parceque la Coustume de Flandres , & encore plus celle d'Espagne , tire toutes les Filles de la contrainte de

\* L. 2. C. de ijs qui Veniam ut. impetr. juxt. l. Pen. ibid.



de la Minorité devant leur vingtiesme année, leur attribuant tout pouvoir d'administrer leurs biens, & d'aliener mesme les fiefs, sans Curateur & sans permission du Roy.

Huictiesmement, parce qu'il est déclaré dans le Contrat, que l'Infante avoit desja atteint l'âge de Fille Majeure. & ainsi sans la dispense de la Loy, elle estoit tres capable de ce Contrat; Ce qui fait qu'elle dit elle mesme.

*Et comme, par la grace de Dieu, je me trouve en âge, Majeure de vingt ans.*

Si donc elle declare elle mesme dans le Contrat public, qu'elle est en âge, & qu'elle a passé vingt ans; c'est à dire qu'elle est absolument hors de Minorité, comment osez vous la faire passer pour un Enfant?

La Reyne Anne n'estoit presque qu'un Enfant, car elle n'avoit qu'onze ans, quand elle solemnisa son Contrat de Mariage avec Loüis X I I I, & la renonciation des heredités Paternelles, le Mariage s'estant consommé à x v. ans. Et personne ne s'est advisé de combattre la renonciation comme nulle, pour cause de Minorité, ou par quelque autre consideration.

Que vostre Minerve aille donc chanter à d'autres, & qu'elle se vante à des grues, que telles renonciations sont condamnées par le Droit Civil, par les Coustumes d'Espagne, & par le consentement des peuples.

## C H A P. VII.

*Si les Droits , auxquels l'Infante a renoncé , luy  
estoyent inconnus , & si estant tels , elle  
pouvoit y renoncer.*

**N**E pouvant le consentement de la volonté humaine se porter aux choses qui sont au-dessus de la Sphère de l'entendement , c'est à dire entièrement inconnues : & les biens , la succession & les Pretensions , que la renonciation comprend dans le Contrat de Mariage , estant inconnus à l'Infante , tout l'acte en devient invalide , injuste & nul.

Je vous assure , Monsieur , que vostre argument est plus léger , que ce filite de Coos , qui estoit obligé de mettre des soulliers de plomb , pour que le vent ne l'emportast pas.

Premierement , vous traitez les differents entre les Roys , comme des bagatelles de neant ; vous figurant en tout vostre procedé , que c'est entre Sempronius & Titus qu'il y a quelque chose à demesler , & non pas entre des Testes Couronnées ; faisant tous vos efforts , pour obliger des Roys , qui sont sur le Trône , à disposer des affaires importantes de leurs Estats , selon les Coustumes des personnes du commun , & d'un Juge de Village.

Comment falloit-il faire , ( dites le moy de grace ) pour que l'Infante s'informast des biens , qui pouvoient estre compris dans la renonciation ? Elle devoit peut-estre aller ,

un

un Ptolomée à la main , mesurer les Provinces du vieil & du nouveau Monde : en suite calculer la hauteur du Pole , le nombre des Meridiens & des Paralleles , & determiner par là la longueur & la largeur des Pays: Examiner les villes & les places ; compter les revenus , & balancer les forces. En fin courrir de l'Orient à l'Occident , faisant une exacte perquisition des Provinces & des Royaumes, qui obeissent à la Monarchie Castillane; parce que les Droits conditionnés de la Serenissime Infante se pouvoient estendre sur chacun d'eux. Il falloit donc selon vostre sentiment dresser un Catalogue de tous les biens , qui luy pouvoient escheoir , & le mettre devant les yeux dans le temps de la renonciation ; afin que la plume à la main elle pust marquer celles de ces Provinces , qu'elle ne vouloit pas comprendre dans la renonciation.

Mais je mésgare , quand je vous suis trop long temps. Les biens , auxquels l'Infante renonça , ne consistoient pas en des matieres inconnües , comme la Terre Australe , mais dans la simple esperance de succeder , faute de Masles , aux Royaumes de son Pere. Et voila l'Histoire terminée.

De plus l'Infante sçavoit fort bien , quels & combien estoient les Royaumes Paternels. Vous dites que non : Et elle dit dit que si. Escoutez le de sa bouche , dans le même Contract.

*Me trouvant en âge Majestre de vingt ans , &  
qu'en*



qu'en icelle il a plu à nostre Seigneur de me donner capacité & discretion , pour entendre & comprendre la substance & l'effect desdits Articles , dont je suis certaine & advertie , d'autant que je m'en suis souvent informée , & de leur convenance , pendant le temps de six mois , qu'il y a qu'on les a arrestés & resolus &c.

Et auparavant elle avoit dit.

Je renonce à tous biens , Pretensions & Droits Paternels & Maternels , sceus & ignorés.

Les Clauses ne sont pas esloignées de vostre connoissance ; mais vous les regardez d'un œil seulement , comme les Arquebusiers , non pas pour les considerer , mais pour les condamner. Cependant toute vostre rage ne scauroit destruire cette Coutume , qui pretend avec la force de deux mots , briser les colonnes de la justice , les sceaux des Contrasts , les barrières du courant du Monde , parce que les biens doivent estre specialement exprimés , quand on y renonce , & non en faisant mine de les sçavoir & connoître , les comprendre dans l'amas des paroles : Tous & chacun , connus & ignorés.

Ainsi vous avez fort bien sçeu ce que vous allez décriant ; comme les Ministres , qui ont dressé le Contrat , le sçavoient aussi bien que les Roys , qui l'ont approuvé & confirmé. Ce seroit donc se donner de la peine inutilement , de vouloir combattre vos chimeres.

En un Contrat de bonne foy , dans lequel  
les

les Roys estoient d'accord , pour l'essence de la renonciation , à tous les biens universellement . Comme ils sçavoient bien , qu'ils n'estoient point assujettis aux formulaires des Bourgeois , qu'ils vouloient , de toute leur puissance , obvier à toutes les obmissions ou exceptions , qui eussent pû faire tort au Traité , il n'estoit pas necessaire de particulariser par la menu selon la pratique ordinaire , tous les biens qui estoient compris dans la renonciation . Et vous , qui estes si fort versé dans les Histoires , vous ne sçauriez m'apporter un exemple d'aucune Princesse Royale , qui se soit amusée à de semblables bassesses d'inventaires dans la renonciation : mais je vous puis bien faire voir , dans le peu d'actes que j'ay entre les mains , par celuy de cinq renonciations de Reynes , bien connües en France ; que l'Article de la Cession ne s'exprime pas en autre forme que celle-cy . \*

*Je renonce à tous les biens Paternels , & Maternels ; sans en pouvoir jamais pretendre aucune chose.*

Ainsi vous ne pouvez condamner une telle Coustume entre les Princes , & moins encore parmy le Peuple ; les Loix & les interpretes determinant positivement , que dans les renonciations des Filles il n'est pas necessaire d'expliquer nommement les biens

I. Partie. E qu'el-

\* Cela se voit dans les Contrats de Mariage d'Eleonor & d'Anne d'Autriche, d'Isabelle & de Marguerite de France, & de Marie de Medicis.

qu'elles cedent ; parce que les termes de la renonciation , *je renonce aux biens Paternels & Maternels, presents & à venir* ; expliquent suffisamment la matiere ; comme le prouvent, Guy Pape & Gregoire de Tholouse avec plusieurs autres Docteurs & autorités. \*

Enfin s'il restoit à l'Infante , par les Loix comme vous le pretendez , quelque Droit ou Privilege d'annuller la renonciation , en consideration de ce qu'elle n'auroit pas connu la condition des biens , qu'elle a cedés : voicy , comme elle renonce dans nostre Contract à ce Privilege aussi. *Je renonce à tous les remedes & Privileges , & particulierement à celui de la restitution in integrum, fondée sur le manquement de mon âge, &c.*

Et afin que vous ne vous persuadiez pas qu'entre les Droits inconnus à la renonçante, ceux des Pays-bas y fussent compris , voicy un autre Article , qui leve toute sorte de soupçon.

*Que Madame l'Infante , & ses descendants demeurent excluse & exclus de pouvoir succeder en aucun temps ny cas , aux États & Païs-bas*

\* *Valere renunciationem alioquin legitime factam, etiamsi express non fuerit explicata res Filia. Quia verba formulae renunciationis, Renunciat bonis Paternis, Maternis, presentibus, futuris, satis manifeste rem explicant, & Filia praesumitur scire vires patrimonij P. t. ii. ut certa certior reddi non debeat l. 1. in f. de action. ad rem, C. ad Villejan. l. 1. eleganter de pos. ff. facit, l. fin. quare mal. off. tut. C. in auth. ut liceat Matri & avia. Guid. Pap. q. 227. Greg. Tholos, lib. 41. c. 12.*



de Flandre, Comté de Bourgogne & Charolois, avec toutes leurs dependances.

Mais quand mesme quelque clause de Chancellerie auroit esté oubliée, la Majesté, sa presence Royale 1. & la grande estendue de sa puissance, suppléent, par la Coustume des Cours, & selon le sentiment des Docteurs, à toutes les solemnités & circonstances des Loix, qui pourroient avoir esté obmises dans les formalités du Contract; d'où vient que l'on dit dans le nostre :

2. Que comme Roy & Seigneur, qui ne reconnoit point de supérieur au temporel, elle suppleoit, & vouloit qu'on tint pour supplées, par sa Royale autorité, quelconques défauts, ou omissions de fait, ou de Droit, de substance, ou de qualité, de stile ou de Coustume, qu'il y pourroit avoir en cet acte de renonciation faite par l'Infante à la legitime, & à la succession future : l'approuvant & voulant qu'elle eut force & vigueur de Loy & de pragmatique sanction, sans avoir esgard aux Loix, ordonnances, usages & Coustumes, auxquelles elle déroge

E 2

en

1. Princeps sua presentia supplet omnia solemnia Juris L. Omnium. C. de Testam. L. penult. de don inter vir. & uxor. C. L. Sancimus. junct. auth. seq. Cod. de Donat.

2. Notez que le Roy Tres-Chrestien fait une protestation semblable au Contract de Mariage, quand il dit Que leurs Majestés Tres-Christienne & Catholique approuveront & ratifieront la presente Capitulation, avec les derogations de quelconques Loix, Justices & Coustumes, qui seroient à ce contraires,

*en sorte qu'elles ne puissent pas empêcher l'effect des presentes.*

Ne vous persuadez vous pas encore , que quand mesme Perugia , & Saxoferratus avec tous leurs Paragraftes & Digestes , combatroient en faveur de vos mensonges ; ils ne pourroient faire aucune exception en ces Decrets de pleine puissance Royale.

# CHAP. VIII.

*Si la Renonciation de l'Infante a esté volontaire.*

**Q**ue dans mesme temps , & avec les mesmes formalités , l'on a stipulé de la validité de la renonciation , l'on a destruit & renversé la subsistance du Contract , comme ayant esté extorqué , & expliqué avec la volonté non libre de l'Infante.

Il ne manquoit plus à l'injustice de vostre mauvais procedé , que cette impertinence grossiere , pour faire connoistre à tout le Monde , que vostre livre est un Arcenal de scandale , & une suite continuelle de mensonges.

Quoy que je pûsse bien me dispenser icy , d'employer le temps & mon esprit à refuter vos impostures , en vous renvoyant au sixiesme Chapitre , qui fait voir manifestement , que l'Infante s'est portée d'elle mesme , par une volonté libre & absolüe , à cette renonciation , qui luy pouvoit faciliter les moyens d'obtenir un plus grand bien ; neantmoins pour ne pas abandonner l'entreprise que j'ay  
com-

commencée , de nettoyer le chemin de toutes sortes d'embaras , à mesure que je les rencontre sous mes pieds , je veux bien vous prester encore la main.

Vous dites en termes precis, *que les Ambassadeurs ont estably , que si l'Infante ne vouloit pas renoncer & ratifier , la renonciation & ratification ne laisseroient pas d'avoir leur force , & estre tenues pour faites*

Premierement vous pervertissez le sens & la force de l'Article , en ne le rapportant pas nettement comme il est conçu. En suite vous vous condamnez vous mesme de mauvaise foy , en destournant l'explication à un sens pervers ; puis que c'est la façon d'agir ordinaire des esprits bas & malicieux, de donner un mauvais sens à ce qui en peut recevoir un bon , dans les regles de la bienséance. En troisieme lieu , l'Article que vous produisez, n'a aucune affinité avec la renonciation aux Estats, establie désja auparavant dans l'Article sixiesme , auquel l'Infante & le Roy Tres-Chrestien , comme principaux contractans , avoient donné un entier consentement.

Enfin l'Infante declare hautement , en plusieurs endroits , de n'avoir rien fait par respect , menaces , craintes ou violence , mais avec pleine science , liberté , volonté & choix , s'estant portée de son propre mouvement à la renonciation.

Les paroles qui sont en conteste, sont celles qui suivent.



*Sa Majesté Tres-Chrestienne & son Altesse soyent obligés dès à present, qu'en cas que les dites renonciation & ratification ne se fissent point, s'entendent estre faites & expediées dès à present comme lors, en vertu de ce Contract.*

Qu'est-ce qui vous desplait dans cette Clause ? La renonciation avoit esté accordée, dressée & conclüe en mesme temps que le Mariage, l'Infante n'avoit donc autre chose à faire, qu'à la renouveler, & en suite la confirmer, conjointement avec son Mary ; mais le Roy Tres-Chrestien, qui ne renonçoit, qu'en vertu de la convention des Ambassadeurs, & du present Contract, dans lequel il entroit comme partie principale, & par lequel il devoit estre obligé à l'acte positif de la ratification future ; comme déjà agréé & embrassée, par le pouvoir qui en avoit esté donné au Cardinal son Plenipotentiaire, & par l'accord de bonne foy institué, & en suite conclu avec le Roy Catholique, estoit celuy, que regardoit directement le sens du present Article, pour plus grande seureté.

Et de plus, on doit sçavoir que devant cela, ( comme nous l'avons monsté au sixiesme Chapitre ) la France ne pouvant esperer de parvenir à ce Mariage, qu'elle desiroit, que moyennant le temperamment projecté par la Reyne Mere, que l'on consentiroit à une renonciation tres-ample de l'Infante, pourveu que l'on püst obtenir sa Personne ;  
l'Es-

l'Ehagne , appuyée sur l'Ancre sacrée de la renonciation, commença à prester l'oreille au Traité.

Donc vient que les Ministres , bien informés du dessein de leurs Ministres , aussi bien que de l'importance de la renonciation , sans laquelle on ne pouvoit pas , & l'on n'avoit jamais pû esperer le Mariage , se prevalant de leurs pouvoirs, accorderent ce qui estoit déjà sans aucune doute approuvé ; non pas pour lier la volonté du Roy Tres-Chrestien & de l'Infante ; mais pour asseurer la stabilité du Mariage : effect inseparable de la renonciation , qui estoit le fondement de tout ce grand bastiment des Traittés de Mariage & de Paix. Les Contractans ayant donc déjà consenty une fois, en pleine liberté, à l'acte de la renonciation , il estoit necessaire , par necessité de presupposition , que leur volonté demeurast immobile dans les Contracts, comme l'enseigne la Loy Naturelle.

Je ne sçauois donc m'imaginer , que par cette precaution les Ambassadeurs ayent voulu astreindre la volonté du Roy Tres-Chrestien & de l'Infante à autre chose, qu'à maintenir inviolablement ce qu'ils avoient si librement promis. On s'est servy du mesme formulaire , dans la renonciation de la Reyne Mere. \*

E 4

Qu'en

\* Le Contrat de Mariage de la Reyne Mere , Anne d'Autriche dit. En cas que ladite Infante Anne, & leurs Ma-

Qu'en suite la renonciation ait esté volontaire & libre, l'Infante l'exagere en des termes si forts, dans le Contract, que Momus mesme n'y pourroit asseurement rien trouver à dire.

Voicy les paroles precis, & jurées par l'Infante.

J'affirme & certifie, que pour octroyer cè acte, je n'ay esté induite, attirée ny persuadée par le respect & veneration, que je doy & ay pour le Roy Monseigneur, comme à Prince si puissant, & comme à Pere qui m'aime tant, & qui me tient, & m'a tenuë sous sa puissance Paternelle, parce que veritablement en tout ce qui se passe, & s'est passé au regard de la conclusion & effect de ce Mariage, touchant ledit accord & Article de mon exclusion, & de mes descendants, j'ay eu toute la liberté, que j'ay pû souhaitter, pour dire & declarer ma volonté, sans que de sa part, ou d'aucune autre personne, l'on m'ait fait aucune peur ou menace, pour m'y induire, ou à faire aucune chose contre elle, & que pour plus grande validité & assurance de ce qui est dit, & promis de ma part, je jure sollemnellement par les Evangiles, contenus en ce Missal, que je garderay, observeray, maintiendray, &c.

Or allez vous reposer à cette heure entre les bras de Covarruvias, dans l'imagination, que les Contrac̃ts conclus avec Lésion, par  
craïn-

Majesté ne fassent pas ladite renonciation & ratification, en vertu du present Contract, il s'entend qu'elles l'auront faite, passée & autorisée.



crainte ou respect du Pere, sont nuls, ou sur les Loix d'Espagne, qui invalident les Contrac̃ts des Femmes, sans l'autorité du Mary.

Que l'acte de la renonciation ait esté fait sans Lésion, nous l'avons prouvé dans le Chapitre troisiésme; sans violence ou crainte, au Chapitre sixiésme: Qu'il n'a pas esté involontaire, mais libre, cela se comprend par le present Discours.

Nous voicy cependant à la fin de vos six Propositions, distinguées en huit chefs; dans les Sosismes desquelles, comme le herisson d'épines, vous avez pris plaisir à couvrir vostre cause de subtilités; parce qu'elle estoit nuë & dépouillée du sacré Manteau de la Raison.

Quoy que vous ayez le cimenterre au costé, les pistolets à l'arçon, & la fortune dans la main, le droit vous manquant, Dieu & la Justice vous manquent aussi.

Neantmoins montant sur le Trepied, & erigeant en Oracles toutes les sillabes, qui sont sorties de vostre bouche; vous essayez, avec toute l'impetuosité qui vous est Naturelle, de decerner le Triomphe à vostre plume.

## C H A P. IX.

*Epilogue des Aforismes de nostre Adversaire ab-  
batus par ceux de la Verité Manifestée.*

**L**E Veau d'or de la renonciation estant ainsi réduit en poudre impalpable, quand ce seroit un Phenix, capable de ressusciter, elle ne peut pas avoir recours aux Loix Civiles; parce qu'elles la defendent: non aux Canons, parce qu'on ne les a pas executés: non à celles de Castille, parce qu'elles la rejettent: non à la condition Royale, parce qu'on la violente: non à l'équité & à la nature, parce qu'elles la condamnent.

Vne Fille Mineure demande par la Loy de la nature son patrimoine, par les Loix Civiles le bien de sa Mere: par le Droit de devolution la succession de son Frere: & par consideration du sang, celle des sceptres de son Pere.

O le bel amas de mensonges, travaillés à la mosaïque. La fausseté n'a jamais veu de Catalogue, plus remply d'inventions que celuy-cy. Mais l'aymant de vos trompeuses persuasions, va perdre toute sa force auprès du Diamant de nostre verité dévoilée.

La Loy ancienne a esté abolie par la nouvelle, & les renonciations interdites par le Droit Romain, sont approuvées par les Constitutions Papales; par les Coustumes inveterées, de tous les Docteurs modernes, de tous les Tribunaux & de toutes les Nations, avec le

scf

tesmoignage du Monde pendant quatre cent ans.

La renonciation de l'Infante , qui avoit plus de vingt ans ; c'est à dire estant hors de Minorité , par les Loix des Roys , & par celles d'Espagne , rendue majeure de plus par la dispense du Droit Commun , par la force du serment , & par la complexion du corps & de l'esprit , capable de se Marier , & de toute autre affaire de consequence , qui a esté faite sans Lésion , sans crainte , sans violence , mais de son choix , avec une liberté absolüe , & de prompte volonté. Ayant reçu la Dot en assignation legitime , & les biens Maternels ayant esté reassignés , ou plustost l'apparence d'iceux , comme aussi un autre plus specieux , mais moins apparents de l'heredité Paternelle : sans se depouïller d'aucun acquest de Provinces devoluës ; mais cedant des Droits esloignés , incertains & trompeurs. La Cause , le fondement , & la fin principale de la renonciation ayant esté le bien public , l'interest de l'Estat , la conservation des Royaumes , & le repos des peuples ; avec le consentement des Couronnes , produit & met en estre la subsistance infailible & inalterable de la renonciation , aussi bien que du Mariage mesme.

Le payement de la Dot n'a point esté la Cause, ny premiere, ny seconde de la renonciation. Le manque de payement , dans le terme prefix , n'altere point le Contract. La

E s .

Fran-



France ne le ratifiant point , est cause du retardement , & en pretendant annuller le Contract , elle est coupable d'une enorme injustice.

Mais voyez, je vous prie, comme la passion troublant vostre imagination , luy represente, avec le pinceau de l'interest , les Chimeres, comme des verités constantes ; ou plustost comment la malice vous fait passer les furies pour des saintes ? Tout autre que vous, qui seroit moins ennemy de l'honnesteté , ne voudroit pas mesme escrire en chiffre ce que vostre bouche prononce franchement , sans la moindre hesitation.

Dans la premiere proposition , au nombre dix-sept, vous affirmez :

*Que le Roy Catholique , pour faire subsister la renonciation , a commandé dans son Testament , que bien que la France n'eust pas observé les promesses , on ne laissast pas de payer la Dot au Roy Tres-Chrestien.*

Le Roy Catholique confirme donc le Contract par cette action , & declare selon la conscience d'un homme , qui se meurt , qu'il n'estoit point obligé au payement ; mais que neantmoins il estoit encore temps de le faire ; comme on le voit dans son Testament. \*

Et

*\* Par une autre clausi de ladite capitulation, j'ay promis à ladite Infante ma Fille cinq cens mille escus d'or au soleil de Dot , y compris les legitimes , Paternelle & Maternelle, & tous les autres Droits quelconques, & ce fut à condition d'approuver & ratifier par le Roy Tres-Chre-*

Et icy vous produisez : *que personne n'a plus desapprouvé & tenu pour frivole & nulle la renonciation , que le mesme Roy Catholique. Mais la raison ? Parce qu'il n'a jamais fait de payement , parce qu'il n'a jamais demandé la ratification.*

Nostre Roy estoit donc obligé à vous envoyer l'argent ? Et le vostre ne l'estoit pas de nous envoyer la Confirmation du Parlement.

Le Roy Philippe a donc voulu la renonciation dans le Contract de Mariage : Estant prés d'entrer dans le Tombeau, il la confirme, & la veut tout de nouveau. Après, je ne sçay comment, selon vostre dire, il ne la veut pas. Ainsi vostre livre establit cette belle proposition, *Vouloir & ne vouloir point.*

Et comment voulez vous que l'on s'empesche de rire , & que l'on ne soit point scandalisé de cette nouvelle production, d'arguments , plus esloignés de la possibilité , que vostre teste ne l'est des Antipodes ? mais pour moy , me contentant d'un peché de contradiction , assez ordinaire dans la Logique Françoise , je passeray , les yeux fermés , comme

*Chrestien son Mary , ladite renonciation , incontinent après la celebration du Mariage , avec serment , & avec les clausures nécessaires , & que cela fust enregistré au Parlement , en bonne forme , & en la maniere accoustumée , pour me le renvoyer , ou à mon successeur. Ce qui jusqu'icy n'a pas esté accompli de la part du Roy Tres-Chrestien , & de l'Infante ma Fille , & ainsi je me trouve dispensé de payer la Dot , que j'ay promise ; puis que le Roy Tres-Chrestien & ma Fille ne s'acquittent point de cette obligation.*

me l'on a accoustumé de faire dans les tourbillons, à travers cette fascheuse poussiere.

# CHAP. X.

*Si les fondements, que l'on pose pour l'exclusion de l'Infante, sont valables.*

N Ostre Antagoniste estant persuadé, qu'il a abbatu le Colosse de la renonciation, travaille à arracher les quatre bases de l'exclusion, par la force des machines, qui suivent.

*Que le Mariage n'a pas esté la cause, mais un effect de la Paix. Quel fondement du repos public pourroit-on garder inviolable, si l'Espagne ne l'eust point violé, en ne payant point la Dot.*

*Que l'instrument de Paix est une chose tout à fait separée & diverse de celle du Mariage, duquel à peine est-il parlé. C'est pourquoy le Contract de Mariage n'a point eu de part à la production du Traité de Paix.*

Si vous dites vray, l'on n'ouït jamais parler d'une verité plus scandaleuse; parce qu'elle condamne comme-trompeurs les Plenipotentiaires, l'Infante, le Roy Tres-Chrestien, & le Catholique. L'acte des Traittés, dressé par le Cardinal & par le Comte Duc, de l'ordre de leurs Maistres; souscrit, approuvé, ratifié & publié par leurs Majestés, en parle trop clairement, lors que le Contract de Mariage dit: *Que le Mariage fut cause de la Paix.* &

que



que pour parvenir au Mariage, l'on a voulu la renonciation & l'exclusion.

Et en effect on ne peut pas en parler en d'autres termes, puis que dans l'incompatibilité, qui se trouvoit entre les Loix fondamentales des deux Royaumes, pour ne pas détruire ( ce qui ne se pouvoit faire sans une ruine manifeste, ) ou la subsistance de la Monarchie Castillane, ou la force de la Loy Sallique; l'unique temperament, pour obtenir le Mariage de l'Infante, estoit la renonciation & l'exclusion. Il est certain de plus, que la France ne vouloit point la Paix sans le Mariage: il s'ensuit donc, que la renonciation a esté la cause fondamentale du Mariage, & le Mariage la cause & le fondement de la Paix.

Il resteroit de vous prouver en suite, comment la France ne vouloit point la Paix sans l'Infante. Pour cela aucun François ne le peut nier, sans mentir; ny vous ne pouvez l'escrire, sans vous faire passer pour un monstre de scandale; cette verité estant connue de toutes sortes de personnes, qui ont quelque teinture des choses du Monde. Si bien que sans vous citer les Historiens, qui l'ont escrit, & les Ambassadeurs des Roys, qui l'ont rapporté à leurs Maistres, comme je l'ay montré dans mon Introduction, vous n'avez qu'à interroger là dessus tous les Princes de l'Europe, tous les Ministres, qui residoient alors de leur part à Paris, & toutes les consciences.

ces de France. Le Monde vous respondra tout d'une voix, qu'il est pleinement informé de cette verité Manifeste, que les François ont tousjours refusé la Paix, sans l'Infante; & de mesme, que l'Espagne n'en a jamais voulu entendre parler, sans la renonciation. De sorte que si vous aviez eu tant soit peu de bonne foy, & d'honneur, vous n'auriez pas laissé sortir de vostre plume une inpertinence si puerile.

Il est vray, qu'il y a deux Contrac̃ts, & que celui de la Paix est escrit sur un papier separé de celui du Mariage; ce n'est pourtant qu'un seul Traitté. L'Accord du Mariage fut conclu le premier, & ils demeurèrent en suite inseparablement conjoints, comme un seul corps, qui a deux parties principales. Et si on trouva à propos de les dresser chacun separement, ce fut à cause de la quantité d'Articles, que contient le Traitté du Mariage, comme l'on voit; chose qui ne s'estoit point pratiquée; dans les Traittés de François premier & de Charles Quint: de Henry deuxiesme, & de Philippe second; parce que tout l'ouvrage de leurs Traittés roulant sur les Articles de la Paix, ils conclurent le Mariage & la renonciation en un seul Chapitre, qu'ils insererent, sur une demi-feuille de papier, dans le Traitté de Paix. Ce qui ne se devoit parfaire dans le nostre, pour plusieurs esgards. Mais quel qu'en fust le motif, les Contractans entendirent

tous.

tousjours former un seul Traitté ; & pour cela joignirent les deux Traittés, n'en faisant qu'un par l'Article trente-troisiesme de celuy de la Paix ; de cette sorte.

*Lequel Traitté a part & capitulation de Mariage, sont de la mesme force & vigueur, que le present Traitté de Paix, comme en estant la partie principale & la plus digne. \**

Que veut dire cette *partie principale* ? autre chose que le fondement de la Paix ; puis que sans celuy-cy celle là ne se seroit pas faite, comme le deciare le Contract.

Il est donc necessaire d'observer, que dans le Traitté du Mariage, qui a la mesme force & vigueur que celuy de la Paix, qui rapporte à l'autre entierement, que quand il l'exprime sur ce sujet, on est obligé de luy donner une creance entiere ; parce que le mesme Article de la Paix nous l'ordonne. Dans le Contract de la renonciation & du Mariage, on lit ce qui suit.

*Afin que par le moyen de ce Mariage, l'on obtiendrait les effets mentionnées dans ledit Contract de Mariage, lesquels sont si importants au bien public de la Chrestienté, & au contentement & satisfaction de ces Royaumes, j'approuve & veux, &c.*

Quels sont les effets, dont il est fait mention dans le Traitté de Mariage ? La reconciliation sincere des cœurs, & la durée de la Paix : qui sont des biens fort importants au public,

\* Article 33. du Traitté de Paix.



public, & au contentement & à la felicité des peuples. Mais pourquoy tant Speculer, sur la force de la locution, & sur le sens des paroles? voicy une clarré, qui ne donne lieu à aucun equivoque. Une longue periode dans le Contract de l'exclusion parle ainsi.

Outre les considerations, & causes publiques sus-mentionnées, & celle de conserver & d'asseurer la Paix entre les deux Couronnes, lesquelles concourrurent aussi & s'alleguerent dans ledit Traitté & renonciation, il a concourru dans l'Estat present, & a esté considéré comme cause publique la plus principale & la plus grande, pour la renonciation accordée par mon Contract de Mariage, que l'accord de mon Mariage auroit esté notoirement le moyen, & cause plus principale de la pacification d'une guerre de vingt-cinq ans entre les deux Couronnes Catholique & Tres-Chrestienne, dans laquelle s'estoient interessés, par alliance ou dependance, les plus grands Potentats de la Chrestienté, & son bien universel, & la cause publique, & supreme de la Religion Catholique, le tout ayant paty notablement par la guerre, & ne s'y pouvant remedier que par la Paix, accordée par le moyen, & à cause de ce Mariage, lequel ne s'accorderoit point, & le Roy Monseigneur n'y consentiroit point sans la renonciation accordée, ainsi qu'il a esté considéré dans l'Article premier, & dans le 33. de la Paix des deux Couronnes, lequel en cette consideration se refere au Traitté particulier fait sur les conditions de mon Ma-

Mariage, qui nonobstant qu'il fust separé auroit la mesme force & vigueur, &c.

Le bien public, la satisfaction des peuples, l'interest des Couronnes, le service des Royaumes, l'utilité de tous les Princes de l'Europe, & le dernier avantage de la Religion Catholique, furent donc cause de la renonciation; la renonciation cause du Mariage; & le Mariage cause de la Paix.

Ces deductions procedent necessairement des precedentes assertions du Contract de Paix & d'exclusion; les paroles le font voir encore plus clairement.

L'on ne pouvoit pas remedier à la guerre, que par la Paix accordée par le moyen, & à cause de ce Mariage, lequel ne s'accorderoit point, & le Roy Monseigneur n'y consentiroit point sans la renonciation.

De plus, ce que je viens de dire est exprimé dans le Contract de la cession; sçavoir que les causes ne sont autres, que l'interest de l'Estat, le repos & la felicité des peuples, & le bien commun des Couronnes.

Cet interest, sçavoir celui des Couronnes, estant le bien public & commun, qui avec raison doit estre preferé à mon bien particulier, & à celui de mes Enfants & descendants.

Ainsi il faudroit avoir l'esprit aussi peu clair voyant qu'une Taupe, pour ne point voir une verité si Manifeste, dans les periodes de l'un & de l'autre Contract: & une verité qui conclut, ce que vous contestez estre faux.

Ac-

Acceptant cependant ce que vostre Miner-  
ve m'accorde , c'est à dire , que ce qui a esté  
cause de la Paix , doit estre inviolable ; &  
vous ayant prouvé , que le Mariage , avec la  
renonciation & cession a causé la Paix , la  
Couronne de France demeure donc obligée,  
de maintenir inviolablement la subsistance  
de la renonciation accordée , comme la cau-  
se du bien universel de l'Europe. Pour vous,  
en evitant le coup , & selon vostre Coustume  
ordinaire , remplissant l'air de faussetés , vous  
pretendez que l'Espagne , en n'accomplissant  
pas la condition du payement, a violé la Paix,  
si la Paix & la renonciation ne font qu'un seul  
Traitté.

Premierement c'est plaider de la maniere  
la plus ridicule du Monde. Un Traitté de  
Paix , qui est estably , par le Droit des gens,  
pourra donc estre aneanty par une bagatelle,  
d'intérêt Civil ? Vous estes bien mal infor-  
mé , si vous ne sçavez pas seulement , quel-  
les sont les causes , qui peuvent legitime-  
ment rompre la Paix. Mais quand mesmes il  
seroit vray , que cette condition n'estant pas  
accomplie , fust un orage capable de troubler  
le repos ; nous n'en sommes pas coupables  
pourtant , & vostre orgueilleuse Calomnie,  
sur ce sujet , a esté tout à fait destruite ,  
par les raisons , que nous avons produites  
dans le quatriesme Chapitre. Premierement  
parce que le retardement du payement de la  
Dot n'est procedé que du manquement  
de



de la France , & en suite , parce que cela n'altère point la fermeté , nécessaire & indépendante de la renonciation , qui est fondée sur la pierre angulaire de l'intérêt de l'Estat , & des Loix fondamentales de l'un & de l'autre Royaume. Comme donc il ne reste autre recours aux Droits de la France , que celui de poursuivre le payement de la Dot ; & ( si en cas que l'Espagne soit coupable du retardement ) doit poursuivre aussi ses intérêts ; ainsi il est hors de doute , que l'argent du Mariage , étant un bien domestique & privé , il ne peut invalider la renonciation , ou la Paix : qui est un intérêt public , & qui a pour fondement le salut des Royaumes. Si ce n'est que vous trouvaissiez à propos , que pour une apostume , qui auroit infecté le petit doigt , on découpaît tout le reste du corps , & que l'on réduisist en cendre un homme , qui seroit nécessaire au salut de la République.

Je vous replique enfin , par deux lignes du Contract cy devant allegué , qui serviront d'Epitafe à vostre defunte proposition.

*L'accord de mon Mariage a esté notoirement le moyen & la cause principale de la Paix.*

Qui est-ce qui parle , & avec serment , en cet Article ? l'Infante. Qui l'a accordé & conçu ? Le Cardinal & le Comte-Duc. Qui l'a dressé ? Colonne & Lionne. Qui l'a approuvé & signé deux fois , avec serment ? Le Roy Philippe , & le Roy Louis , en la pre-

presence de tout le Monde. Et qui est l'Esprit  
Contradictoire de cette verité Manifeste ?  
l'Autheur du Manifeste François.

# CHAP. XI.

*Si l'Egalité est un des fondemens de l'exclusion  
de l'Infante.*

**L'**Egalité, qui doit soutenir l'exclusion, ne  
consistant pas en ce que l'on despoille l'Infan-  
te de tous ses biens, & de toutes ses esperances, qui  
est un excès d'injure. On l'auroit donnée, si, ainsi  
que le Roy Tres-Chrestien fait la Reyne sa Fem-  
me participante de son grand Empire, l'Espagne  
faisoit part au Roy Tres-Chrestien, si non de  
la Monarchie, du moins de quelque principauté,  
& si l'on admettoit les Filles à la succession  
d'Espagne.

C'est assurément un Sosisme plausible, si  
ses caresses n'estoient pas semblables à celles  
des Sirenes, lesquelles divertissant d'abord  
par un chant agréable, donnoient enfin la  
mort. Le Roy de France avoit part aux Roy-  
aumes d'Espagne ? sçachez que si les Colom-  
bes avoient à eslire un Roy, elles choisiroient  
plûtost une statuë, que de prendre l'Esper-  
vier.

La force de la Loy Salique, qui par l'am-  
bition effrenée des Interpretes politiques, s'e-  
tend jusques sur tous les Estats, qui par quel-  
que moyen que ce soit, tombent sous le pou-  
voir du Roy Tres-Chrestien, les convertis-  
sant

fant en propre naturel à la Couronne de France , sans l'obstacle de la renonciation , alloit tout droit , *per fas & nefas* , à détruire la Monarchie Castillane , & à la transformer en petites provinces , en membres assujettis au Royaume de France. Voila la belle égalité, qui auroit esté gardée dans le Contract de Mariage.

Apprenez donc , qu'avec la mesme égalité, avec laquelle la Couronne de France a autrefois exclus de tous Droits & partage de ses Royaumes les deux Isabelles , mariées aux deux Philippes , deuxiesme & quatriesme ; ainsi la Couronne de Castille esclud Anne & Therese , mariées aux deux Louïs , treiziesme & quatorziesme.

L'égalité consiste à mettre esgalement a couvert les Loix Fondamentales des deux Royaumes par le moyen de la renonciation , parce qu'il n'y a point de doute , que comme toutes les Loix , qui soustiennent les Royaumes , regardent seulement au bien public , qui consiste a conserver la Monarchie , autant qu'il est possible , dans un estat de Majesté , de felicité & de gloire ; ainsi la France , aussi bien que l'Espagne , sont soumises à ces Loix fondamentales de se conserver elles mesmes , sans permettre leur propre destruction , à laquelle la Nature repugne dans tous les Composés. Et les Princes ne peuvent jamais déroger à ces Loix , qui sont indispensables & du droit des gens , pour quel-



quelque pressante occasion que ce soit ; par ce qu'il implique contradiction ; que l'on puisse vouloir le Bien , qui consiste dans l'Estre ; & que l'on puisse en mesme temps le destruire en quelque rencontre , le reduisant au non Estre.

L'Espagne estant donc sousmise à cette Loy inalterable , de se conserver elle mesme, & de ne concourir point à aucune action , qui soit capable de l'aneantir , ou de la destruire : par consequent elle ne pouvoit consentir , par aucun Traitté , au Mariage de l'Infante Royale ( qui faute de Masles auroit succédé au gouvernement de la Monarchie ) avec le Roy de France ; lequel en vertu de la Loy Salique, que l'on fait accroire estre fondamentale de sa Couronne , pretend non seulement de conserver son Royaume, mais destruire tous ceux qu'il acquiert, les sousmettant, après les avoir rigoureusement depouillés de leur estre , à toutes les Loix & obeissances , aux quelles les Provinces de France sont sujettes.

Si en suite le Roy Tres-Chrestien eust voulu renoncer à la Loy Salique, & ne pas convertir en membres de la Couronne les acquisitions d'Estats , qui luy pouvoient venir à cause de sa femme , la France n'y auroit pas consenty ; pour l'importance qu'il y a , de soutenir cette Loy , qui la soustient. Aussi il n'estoit pas du devoir de l'Espagne qu'elle se portast à marier une Fille en France , qui la pourroit desoler.

Or

Or comme il importoit au bien public, & au salut & contentement des peuples, que les deux Couronnes fissent la Paix, & une véritable amitié; & cela ne se pouvant esperer ny obtenir, sinon par le moyen du Mariage Royal; le Droit de l'un & de l'autre Royaume trouva sa seurété par le temperament de la renonciation, & ainsi vint à s'establir cette esgalité, que vous me contestez, avec autant d'impertinence que de malice.

C H A P. XII.

*Si l'exclusion est avantageuse aux Royaumes pacifiés, & si la jonction des Couronnes sur une seule teste pouvoit estre dangereuse.*

Ve l'on ne voit pas, sur quel fondement l'on peut rendre cette exclusion utile à l'un & l'autre Royaume: & bien moins pourquoy ces deux Couronnes ne puissent pas estre unies sans le dommage reciproque. De toutes les Filles d'Espagne, qui ont esté mariées en France, il n'y a qu'Anne seule qui ait esté excluse, avec quelque raison, mais la Reyne l'a esté avec une injustice Manifeste.

Combien de faussetés en peu de paroles? ( Pour commencer par quelque chose ) vous semble-il qu'il ait esté peu avantageux pour l'utilité commune des Royaumes, de sortir par le moyen de cette exclusion, qui produisit la Paix, d'une tres-rude guerre, pour passer à une tranquillité & à un repos, que

L. Partie.

F

l'on

L'ON croÿoit ne devoir point finir, parce que le Mariage l'asseuroit ? Les peuples ne pouvoient rien souhaiter pour le bien de l'intérêt commun, qui les comblast de plus de graces & de benedictions, que la Reconciliation sincere des Couronnes ; avec l'amortissement de tout ce qui pourroit faire revivre à l'avenir des haines ou des differents : chose qui ne se pouvoit obtenir, que par la renonciation & cession, qui moderant la contrariété incompatible des Coustumes fondamentales des Royaumes divisés, les a reunis par le bien d'une amiable alliance, & d'un commerce de Pere à Fils.

Conterez vous donc pour peu de chose l'utilité qui revient à ces deux Royaumes, de se pouvoir conserver séparés pacifiquement ? & de reſtablir un commerce reciproque, avec une vertueuse emulation d'avantages & de gloires dans le rang, & entre les limites des Mers & des Montagnes, par lesquels Dieu & la Nature les ont distingués ; non moins de situation, que de Coustumes & de Genie.

En ſuite, que ſelon voſtre dire, les Couronnes puiſſent eſtre unies ſous un ſeul Chef, ſans prejudice, l'argument eſt plaufible, & capable d'ébloüir les yeux du vulgaire ; mais les gens eſclairés rient de voſtre foibleſſe ; parce que l'or de cette Pilulle peut tromper la veüe, mais non pas le Palais. Tant & tant de raiſons importantes, que je vous ay rapportées ſur le Chef precedent, & ſur pluſieurs  
au-



autres , vous font foy , que je n'en conte pas , & si vous estes sincere , dites moy , pourquoy la France n'a jamais voulu permettre dans ces derniers siecles , que les Filles de la Maison Royale ayent emporté les Droits de la Couronne , ( en cas que les Masles vinssent à manquer ) en Espagne , en Allemagne , en Angleterre , ou ailleurs ? O ! la Loy Salique ne le permet pas. Dites plutôt , une tres-saine raison d'Estat , & une Coustume politique , qui n'a point d'autre fondement , que le seul interest. Mais s'il convient au bien de la Couronne de France de ne point passer sur la teste des estrangers , qui pourroient neantmoins luy laisser tout son esclat ; pourquoy ne convient-il pas au bien de l'Espagne de ne pas permettre , que sa Monarchie se joigne à la Couronne de France , qui la mettroit aussitost en pieces , la reduisant en servitude , & en Province de Gaules ? Voyez deux lignes du Contract d'Exclusion , au sixiesme Article.

*Leurs Majestés Catholique , & Tres-Chrestienne consentent à ce Mariage , afin de rendre perpetuelle , par ce bien , & assourer davantage la Paix publique de la Chrestienté , & l'amour & fraternité , qui se souhaite entre leurs Majestés , & en consideration des justes causes , qui sont connoistre , & persuadent les convenances dudit Mariage , moyennant lequel , & avec la faveur & grace de Dieu , on peut esperer des heureux succès , au grand bien & accroissement*

de la Foy, & Religion Chrestienne, & au bien commun des deux Royaumes, sujets & vassaux, en égard à ce qu'il importe à l'Estat public, & à leur conservation, qu'estant si grandes elles ne viennent pas à se joindre, & que l'on previenne les occasions, qu'il y pourroit avoir de les joindre, & en considération de l'égalité, & autres justes raisons, on arresta par accord, que leurs Majestés veulent, qu'il ait force & vigueur de Loy establee en faveur de leurs Royaumes, & de l'intérest public d'iceux: que la Sereniss: Infante, & ses Enfants, ne succèdent jamais, &c.

Ne l'avez vous pas encore compris? Icy deux Roys conviennent & establisent l'exclusion, par accord fait entre eux; expliquant les fondemens de leur action, les approuvant, & les fortifiant par des raisons invincibles. Et vous voulez avec une teste de verre abbatre des Montagnes de Diamant.

Je ne sçay aussi, avec quel front vous pouvez vous hasarder de trahir la memoire des siecles, calomniant les Histoires, comme si elles n'avoient jamais parlé d'exclusions, ou de renonciations, pratiquées dans les Mariages des Princes; & vous pretendez maintenir cela si hautement par le Mariage d'Eleonor d'Autriche, que personne n'osera se tenir devant vous. Mais je m'apperçoy, que qui est Maître de son visage, se persuade aisement, qu'il peut imposer à tout le Monde. Neantmoins pour cette fois vous avez mal pris vos mesures. Dans le Contract de Mariage & de Paix,

so-

solemnisé par Charles-Quint & François premier à Madrid, le Traitté qui suit se voit en l'Article 14.

Et aura ladite Dame Reyne en Dot la somme de deux cens mille escus au soleil, qui pour tous Droits, Paternels & avites déjà luy avoient esté constitués, qui luy sera payée, à sçavoir la moitié dans seize mois, & l'autre dans un an après.

Et ne pourra ladite Dame pretendre ny demander autre chose quelconque des biens, Hoiries & successions de l'Empereur Maximilian son ayeul, de Don Philippe, Roy de Castille, son Pere, ny de la Reyne Donna Jeanne sa Mere, & y est de la part de ladite Dame Eleonor expressement renoncé dès maintenant, & encore en baillera ladite Dame le lendemain de la solemnisation ou consommation dudit Mariage, bonne, valable & suffisante quittance, au profit dudit Seigneur Empereur & ses hoirs.

Cette Eleonor, Fille aînée du Roy Philippe premier, & de cette Reyne Jeanne; qui estant Fille unique & heritiere d'Isabelle, Reyne hereditaire de Castille, & de Ferdinand cinq le Catholique, eut en Dot les Espagnes, se contenta de 200000. escus seulement, qui ne furent pas mesme payés, comme l'on voit par le Traitté de Paix de Cambray en 1529. où il est dit au Chapitre 28. Et pour ce que le terme du payement des deux cens mille escus de Dot de ladite Reyne, contenu audit Traitté de Madrid, est expiré, est de



*nouveau convenu , que ledit Dot sera payé, moitié dans six mois , & l'autre moitié six mois après.*

Et par l'exclusion de la renonciation , elle ne porta effectivement rien en France de tous ces grands & vastes Droits de sa Mere & de son Ayeule. Et neantmoins François premier, son genereux & vaillant Mary, ne s'en plaignit point , & ne pretendit point de nullité , pour cause de Lesion ; quoy qu'elle parust enorme. Cette grande ame ( je dis grande avec excès, pour avoir attiré le Turc dans la Chrestienié, où il fit cinq cens mille esclaves ) ne voulut jamais avoir recours à des Pretensions , où il avoit renoncé par le Traitté , & par serment ; bien qu'il ne manquast pas de plusieurs pre-textes, moins deraisonnables , que ceux qui se dispensent presentement des sermens par vostre vaine eloquence.

Mais peut-estre qu'il n'y a que les Espagnols , qui font renoncer leurs Filles ? dans le Traitté de Paix, qui se fit à Chast. Cambresis en 1558. le Mariage entre Elisabeth Fille du Roy de France , Henry second , & Philippe second Roy d'Espagne , fut accordé en cette sorte , en l'Article 28. *Et aura ladite Dame en Dot quatre cens mille escus soleil, pour tous Droits , Paternels & Maternels, laquelle somme sera payée dans dix-huit mois dans la ville d'Anvers. Et ne pourra ladite Dame Elisabeth pretendre , avoir , quereller , ny demander autre chose quelconque , des biens , Hoirie*

En

Et succession dudit Seigneur Roy Tres-Chrestien son Pere, ny de la Reyne sa Mere : à quoy dès maintenant elle renonce presentement, Et si en baillera le lendemain de la solemnisation bonne Et valable renonciation Et quittance au profit dudit Seigneur Roy Tres-Chrestien Et de siens. Et pour ce fait elle sera suffisamment autorisée par ledit Seigneur Roy Catholique, son futur espoux Et Mary.

En suite l'Article trente-quatriesme, où l'on convient du Mariage de Marguerite, Fille du mesme Roy Tres-Chrestien, avec le Duc de Savoye Emanuel Philibert, s'exprime ainsi.

Sa Majesté Tres-Chrestienne laissera à ladite Dame Marguerite, la jouissance sa vie durant de la Duché de Berry, Et luy baillera en Dot, pour tous ses Droits, Paternels, Maternels Et autres, qui luy peuvent appartenir, auxquels moyennant ce elle renoncera, la somme de trois cens mille escus.

La Loy Salique ne suffit donc pas, pour les seuretés de la France. Mais passons outre.

Dans le Contract de Mariage, entre Marie de Medicis & Henry quatre, Roy de France, solemnisé à Florence en 1600. on parle de cette sorte :

Le Seigneur Grand Duc a promis Et promet six cens mille escus d'or, sçavoir deux cens cinquante mille comptant, Et les autres payables à Lion, après la consommation du Mariage. Dont la Serenissime Princeesse Marie, moyennant ladite Dot

*se tient liberalement satisfaite de tout ce qui luy pourroit appartenir de la succession de ses Pere & Mère, & de bonne libre & resoluë volonté y a renoncé, & renonce au profit dudit Seig. Grand Duc & de ses descendants.*

Enfin cette renonciation de la Reyne Mere, ô quelle vous fait de peine ; Il est impossible de la dissimuler : si on la rejette c'est encore pis. Ne pouvant donc la souffrir dans la bouche, ny la jeter dehors, vous vous hâtez de l'avalier, comme une Pilule d'Aloës, facheuse & amere, mais dorée par l'exemple de l'affaire de la Reyne Isabelle, & qui se peut digerer ; parce que l'Infante Anne, dans sa renonciation, ne s'est dépouillée d'aucune heredité déjà obtenüe, ny d'une succession certaine, à cause du grand nombre de Freres & de Neveux qu'elle avoit. Toutes choses qui ne paroissent point dans l'exclusion de l'Infante Therese, à laquelle les Pays-bas estoient déjà devolus, & de qui la succession n'estoit pas fort esloignée. Et que celui de la Reyne Mere : *une exemple unique à la memoire du Monde ne doit pas establir une Coutume.*

Si le mot d'excuse n'estoit pas en usage dans le Monde, il seroit necessaire de l'y mettre en faveur de vostre ignorance passionné, si je ne la connoissois pas pour une malice intolérable.

*Exemple unique à la memoire du Monde ? Et bien: vous m'avez esclairey. Je suis l'Inventeur*  
 &



& l'oracle de Delphe. *Vn seul fait ne peut pas estre tiré à consequence, & un seul exemple ne peut pas establir une Coustume : n'est il pas vray ?*

Mais combien voit on de renonciations tous les jours chez vous ; je parle des Filles de la Maison Royale. Les trois de celle d'Orléans, mariées en Toscane, en Savoye & dans la Maison de Guise, me sçaurez vous bien dire, si contentes d'une Dot ordinaire, elles n'ont pas fait une renonciation ample & formelle dans leurs Contracts de Mariage ? je suis asseuré, qu'ouï. Et si cette dernière Princesse, dépouillée de sa legitime, avoit aussi renoncé aux biens Paternels & Maternels, de grace, que me respondriez, vous ? Mais pour ne me pas perdre dans un peu d'eau trouble, retournons sur le haut. Quand il n'y auroit point d'autre exemple de renonciations dans le Monde, que celui de Marie de Medicis avec Henry quatre en 1600. & l'autre en suite de la Reyne Mere avec Louis, Fils de Henry, que jusques au troisieme de nostre Infante, contiennent une espace de temps de soixante années, la Coustume seroit déjà commencée à s'establir, puis que trente ans suffisent pour cela selon les decisions du Droit.

Pour ce qui est de l'Esgalité, que vous dites qui ne se trouve pas entre les Personnes Royales, d'Anne & de Therese, je vous vais faire voir, comme elle y est toute entiere.

Anne est Fille aînée du Roy d'Espagne. Et Therese Fille aînée du Roy d'Espagne. Anne a son Pere vivant , & des Freres encore Enfants. Et Therese a son Pere vivant & des Freres encore Enfants. Anne n'a point de Mere. Et Therese n'a point de Mere. Anne n'a qu'une Sœur. Et Therese n'a qu'une Sœur. Anne se Marie au Roy de France , âgé de quinze ans. Et Therese se Marie au Roy de France qui en a vingt. Et cette derniere inégalité ne nous peut pas estre des avantageuse.

On donne à Anne , sans Mary & sans Enfants , le retour entier à la succession d'Espagne : & à Therese , vefve & sans Enfants, on donne le retour entier à la succession d'Espagne.

On promet en Dot à Anne 500000. escus. Et on promet à Therese 500000. escus. Anne renonce à tous les biens , & s'exclut de tous les Estats. Therese renonce à tous les biens, & s'exclut de tous les Estats.

Semblables en toutes choses , seulement dissemblables en une fort petite bagatelle. La renonciation d'Anne est valide. La renonciation de Therese est nulle.

Mais pourquoy cela? parce que la justice Moderne de France le veut ainsi.

Les Desparités , dont vous pretendiez faire monstre , sont donc des peintures faites en détrempe par vostre imagination , qui ne resistent pas à l'humidité du temps. S'il y avoit dans le Contract de nostre Infante une

con-

condition , que nous n'avons pas accomplie; il y en avoit aussi une autre , que vous n'avez pas effectuée.

Et puis , le bien accidentel n'alterant point l'essence du Contract , n'empesche pas aussi l'esgalité de la ressemblance.

Vous assermez pareillement, qu' Anne n'a voit point de biens acquis , & que l' Infante en a; mais vous serez bien-tost obligé de dire que non ; ainsi qu'il faut croire , que l' Infante Anne ne pouvoit pas avoir de moindres esperances de succeder à son Pere , dans le temps de son Mariage , que celle que l' Infante Therese pouvoit avoir conceües , puis qu'elles se voyoient toutes deux environnées de Peres & de Freres vivants. Ainsi les renonciations & les personnes de ses Princesses sont si semblables , qu' il en est comme de l' uniformité des Enfants de Leda , que la Mere mesme ne pouvoit pas destinguer. Mais nous parlerons encore de cela au Chapitre neufiesme de la Seconde partie.

Et si vous estes esmeu d'envie , à cause des heureuses acquisitions des Royaumes , que la Maison d'Autriche a faites , par le moyen des Femmes , il faut sçavoir que par la justice de ses Religieuses Coustumes , elle n'a jamais destruit les Royaumes, qu'elle a acquis, en les dépouillant de leurs Loix , & les convertissant en Provinces assujetties ; comme la France a fait de la Provence , de la Gascogne , de l'Aquitaine & de la Bretagne , qui de Princi-



pautez Souveraines , sont devenuës des membres sujets aux rigoureuses Loix de la Couronne de France , aussi-tost que par le Droit des Femmes elles sont tombées entre les mains de ses Roys, qui erigent le nom Salique en quelque chose de Divin.

De plus , les Princesses Marie de Bourgogne, & Jeanne de Castille, qui accrurent d'Estats & de Couronnes la Grandeur Austrichienne, désja glorieuse d'avoir donné six Monarques à l'Empire Romain , n'avoient pas renoncé, comme nostre Infante ; elles n'avoient ny Freres ny Sœurs , ny Cousins ny Nepveux, ne craignoient la ruïne de leurs Principautez, en se Mariant avec Maximilian , & avec Philippe ; comme il estoit à craindre , si l'Infante s'en fust allée en France sans renonciation; mais estant les dernieres de leur Maison, elles estoient par consequent legitimes heritieres de Couronnes de leurs Peres , lesquelles comme si elles n'estoient point passées en d'autres mains , se maintiennent par leurs propres Loix , & dans leur ancien esclat , par la moderation des Monarques Austrichiens.

C H A P. XIII.

*Si quelque erreur, ávenu dans la forme du  
Contráct, peut annuller la Renonciation  
de l' Infante.*

Pendant que j'allois me flattant de l'espe-  
rance, que vostre discours, qui est l'ou-  
vrage d'une plume, qui ne tient rien de la Lo-  
gique, & tout de la Retorique, se fortifieroit  
de raisons, en devenant plus pompeux, je trou-  
ve que vous ne faites que broncher, en vous  
amusant à de petites bagatelles, mal-seantes  
à la Majesté de la cause, que vous pretendez  
protéger. Vous me fatiguez, en me traînant  
des Cabinets des Roys, aux Greffes des Tri-  
bunaux, & du Decret des Monarques à l'Et ce-  
tera des Notaires; disant :

*Que les Roys, n'ayant point exprimé dans l'a-  
cte des Procurations, que la renonciation & l'ex-  
clusion se feroit aussi avec le Mariage, & la Clause  
d'autorité generale ne s'estendant pas à la permis-  
sion de faire une alienation particuliere, l'in-  
strument, qui peche contre la forme, est nul &  
invalide.*

Mais comment ? La foy des Princes de-  
vient donc le piege de la tromperie ! Leurs  
Majestez veulent la renonciation, avant que  
d'accorder le Mariage : Ils donnent là-dessus  
plein pouvoir, dans les termes accoustumés,  
à leurs Ministres : Ceux-cy forment le Con-  
tráct : Les Roys l'approuvent, le confirment,  
le

le souscrivent , & le jurent , comme valide , stable & conforme en tout à leur volonté. Et vous pedant de Couronnes , vous pretendez par vostre fausse Metafisique , corriger , annuller & destruire la subsistance des actions Royales.

Et avec quels Arguments de Titans combattez vous la Souveraineté du Ciel ? *Par l'irregulaire d'une procuration.* Helas ! On doit donc donner plus de creance à un Notaire qu'à un Monarque ? Mais si le pouvoir contient une autorité universelle ? *Il ne suffit pas. Il nous en faut une particuliere.* Parce que *suivant la maxime des Docteurs , les clauses generales ne s'estendent qu'aux affaires , qui entrent communement dans le commerce , & sont naturellement Vnis à la matiere , dont il s'agit.*

Enfin ce n'est pas de l'ancre , qui coule de vostre plume , mais elle distille du venin ; puis qu'elle attire l'humeur maligne de toutes les parties, outre celle qu'elle influë. Mais je veux faire de la Teriaque de vostre poison , par un coup d'Escrime , qui pare & qui blesse. Vous avez désja veu , par les exemples que j'ay produits cy dessus, au Chapitre precedent, que d'ordinaire entre les Princes les Mariages ne se font point sans renonciation. De plus dans l'oniesme Chapitre , & ailleurs , je vous ay prouvé bien au long , qu'il estoit impossible, que l'Infante se Mariast avec le Roy de France , sans une pleine renonciation.

Ainsi,



Ainsi , marchant tousjours avec vous , il faut enfin arriver à cecy , que les affaires appartenantes à la renonciation , telles qu'elles ont accoustumé d'estre en de semblables Contracts , estoient comprises dans la clause generale de la procuration du Roy Tres-Chrestien.

Mais quel besoin a on d'un soleil , pour dissiper des ombres si foibles , puis que la moindre lumiere suffit.

Dites moy , je vous prie , quel est le fondement formel des Contracts ? Ce n'est autre chose , que le consentement des Contractans. Mais dans nostre affaire tout le consentement des Contractans y estant manifestement intervenu , que voulez vous davantage , pour rendre le Contract valide ? Vous confessez vous mesme , que le Roy Tres-Chrestien a approuvé , ratifié , & souscrit , mesme avec serment , le Contract de la renonciation & de l'exclusion. Aussi *ex ore tuo te iudico* \*

Montrez moy un peu le pouvoir de Sillery , qui accorda le Mariage de Marie de Medicis , au nom de Henry quatre son Maître , pour me faire voir , s'il y avoit quelque clause particuliere , à l'esgard du consentement de la renonciation. Je pourois au contraire

\* *In Contractu primo respiciendum formalis causa circa consensum , nam si consensus absit , nec Contractus nullo modo valebit , quia fundamentum non habet. l. 1. de pact. p. C. cum Paulus Tholos. lib. 50. cap. 5.*

traire vous monstrent les pleins pouvoirs, donnés par Louïs treiziesme, & par la Reyne Marie la Mere, lors Regente, au Duc du Mayne, au Vicomte de Puizieux, & au Baron de Vaucelas, Ministres envoyés de France à Madrid, pour Traitter du Mariage de l'Infante Anne; parce que dans le pouvoir du Roy, en Date du 17 de Juin 1612, & en celuy de la Reyne du 19 du mesme mois, il n'y a pas un seul mot, qui parle d'exclusion, ou de renonciation. Et pour ant nostre Contract est dressé sur le modele de celuy de l'Infante Anne; comme ayant esté ordonné par leurs Majestés, qu'il seroit de la mesme force & teneur. \*

Dans les Contrats de bonne foy tout consiste donc en ce que le Prince y donne son consentement, & l'approuve; quand mesme il auroit esté stipulé par quelqu'un, qui n'auroit pas esté autorisé pour cela, ou dont le pouvoir auroit esté limité, parce que les Legislateurs ont osté la force aux clauses generales des pouvoirs, afin que les Procureurs ne puissent prejudicier à ceux qu'ils representent, en les obligent à quelque Contract particulier, sans leur connoissance, ou contre leur volonté. Mais dans nostre affaire tous ces égards ne sont contés pour rien; parce que

*\* Dans l'acte d'exclusion. En ce Contract jeme cause, & suis entièrement celuy que fit autrefois la Très-haute Princesse, Anne Infante d'Espagne, presentement Reyne Tres-Christienne.*

que quand le Contract auroit esté fait sans aucune procuration, il ne laisseroit pas d'estre valable par l'approbation Royale de leurs Majestés contractantes, qui y est intervenüe.

D'où vient que parmy les Princes c'est une Coustume establie par l'usage, que leurs Contracts de bonne foy, pourveu qu'ils n'ayent pas esté extorqués par la crainte, sont tousjours valides; sans avoir esgard à toutes les formalités des Loix, ny aux ordonnances des Tribunaux; comme le dit sagement Grotius, 1.

Avec tout cela, quand mesmes les formalités ordinaires seroient requises dans les affaires des Princes, vous n'en tireriez neantmoins aucun avantage; parce que la Loy prononce clairement, que quoy qu'en vertu d'un pouvoir general il ne soit pas permis de disposer des biens de celuy qui l'a donné, cela ne se doit neantmoins entendre qu'en cas qu'il n'approuve pas le Contract, estably par son Procureur. 2.

Mais quand toutes ces autorités ne seroient d'aucune consideration: vous ne laissez pas pourtant d'estre defait. La presence du Roy  
Phi-

1. *Qui metum intendit, promissio valida fiet, nec scrutabimur quid aut quantum ejus intersit, quæ Juris Romani sunt subtilitates. Grot. de Jure Belli lib. 3. cap. 19.*

2. *Procurator cum generali mandato res mobiles vel immobiles transigere non potest ex vi mandati generalis, nisi approbante domino. l. Mandato genera' i 60. de procur. D. L. transactio. C. de Transact. Tholos lib. 27. cap. 5.*



Philippe dans la ville de Fontarabie, lors qu'en l'an 1660. on forma nostre Contract solemnel, supplée abondamment à toutes les omissions legales, & en consideration de la Majesté, & à cause de la Loy pragmatique alors establie, de sa supreme puissance, disant :

*Sa Majesté Catholique supplée avec sa Royale autorité, & veut que l'on tienne pour supplées quelconques défauts & omissions, de fait, ou de Droit, de substance, ou de qualité, de stile, ou de Coustume, qu'il y pourroit avoir dans la formation de l'acte de renonciation, que de sa pleine & absolue puissance, comme Roy, qui ne reconnoist point de superieur dans le temporel, il approuve, & confirme, avec derogation, pour cette fois de quelconques Loix, &c.*

Sa Majesté Tres-Chrestienne fait aussi la mesme protestation dans le Traitté d'Exclusion.

Mais vous adjoustez. Vn autre delict enorme contre la forme du Contract, que l'Infante ait renoncé sans l'intervention du Mary, au pouvoir duquel elle estoit entrée en vertu du Mariage, qui estoit conclu. Action defenduë par toutes les Loix, mesme par celles d'Espagne. C'est pourquoy l'approbation du Roy Tres-Chrestien, son sein, & son serment ne sont pas capables de rendre valide un Contract irregulier, illicite & injuste.

Le Roy Tres-Chrestien n'a donc pas le pouvoir de rendre un Contract valable ; mais il en a assez pour destruire les Royaumes, & pour

pour mettre le feu aux quatre coings de l'Europe.

Enfin il ne vous manquoit autre chose, que de passer de la profession, que vous faites de fouler la verité aux pieds à celle de vous moquer de l'observation des serments. Je ne m'en estonne pas pourtant, parce que Ciceron nous avertit, que : *Qui semel à veritate deflexit, hic non majore Religione ad perjurium, quam ad mendacium perduci consuevit.* \*

Et vous affirmez tousjours ce qui est faux, ou vous le supposez, ( mais il n'y a point de remede à cela. ) Ce n'est pas assez de proferer des aphorismes, il faut les prouver, & ne point faire d'equivoques sur les termes : mais citez moy au moins des Auteurs; car sans cela vous ne me prouverez pas, que les Loix d'Espagne, ny de quelque autre Pays que ce soit, tirent les Princesses de dessous la puissance de leurs Peres, dès que l'on est convenu de leur futur Mariage, par un engagement present; en sorte qu'elles ne puissent contracter en quelque façon que ce soit, sans le consentement du Mary.

Et bien que ( selon le sentiment de Boër ) les Coustumes de France fassent passer les Filles fiancées de la dependance du Pere à celle du fiancé; neantmoins en Espagne, Jean Lupo (un des Docteurs, qui eurent le plus de part dans l'assemblée d'Espagne, où fut resoluë la Loy de Tauris qui touche nostre question) as-

\* Cicero 3. de offic.

asseure , que c'est seulement après la consommation du Mariage , qu'il est defendu aux femmes de contracter sans la permission de leurs Marys. Et c'est là la veritable interpretation de cette Loy, comme le declare Covarruvias, tres-bien informé de ces choses. 1.

Mais posé , qu'il ne soit pas permis aux Filles fiancées de stipuler des Contrâcts sans le Mary ; vous ne me pouvez pas nier , que le Roy de France n'ait sçeu la renonciation de Therese sont Accordée , & qu'il ne se soit teu, sans y contredire. Et cela seul suffiroit , pour rendre le Contrâct valable , selon les Loix d'Espagne ; desquelles vous , estes aussi bien informé , que de celles de la Chine. Allez donc vous instruire auprès du Vasquez , Senateur & Ministre des Loix sous Philippe II. qui ne vous en donnera pas une mediocre connoissance. 2.

Mais

1. *Lege Regia Tauri cantum fuit, uxorem absque Mariti licentia contrahere non posse. Hoc in regno Francia usu receptum, quod nos lege sancitum habemus. Idque habere locum in sponsis de presenti nondum cognitam* Vult Nic. Boër in consuet. Bitur.

*Joannes Lupus, qui in concedenda dicta lege Taurina consilium præstitit, vir magnæ autoritatis, contrarium tenet. Reper. rubr. de d. nat. inter vir. & ux. §. 52. Leges Regia locum habent in uxore, nuptijs jam celebratis, vel in sponsis, matrimonio tamen consummato; non autem in sponsis de presenti nondum cognitis, nec ad domum traductis. Covar. de Matrim. par. 2. cap. 7. §. 1.*

2. *Cum lege Tauri prohibeatur uxor sine viri sui licentia Contrahere, si ipsa, se ignaro, contraxisset, etiam post longum tempus mariti licentia non præsumeretur.* Ceterum



Mais à quoy bon s'amuser à des mensonges supposés ? Lors que l'Infante contracta elle estoit sous la puissance Paternelle , comme elle le dit en plusieurs endroits dans le Contrat de Mariage. *S. M. Catholique me tient encore sous sa puissance Paternelle.* Et lors que le Contrat de la renonciation fut conclu , la ceremonie des fiançailles n'estoir pas encore faite : & le Roy Tres-Chrestien , comme principal Acteur , dans l'Article 5. & 6. s'oblige , dans le mesme Contrat , de l'approuver , de la vouloir & de le confirmer , avec l'aneantissement de toutes les contrarietez , qui pourroient empescher l'effet de cét accord. Si donc l'Infante estoit alors sous le pouvoir de son futur Espoux , on ne peut pas dire , qu'elle n'a pas renoncé avec l'approbation du Roy mesme. Davantage , le Contrat de la renonciation estant fait , il le confirma & le signa , (comme vous l'avoüiez) au mois de Novembre 1659. Par cette approbation & ce consentement , il permettoit donc & la renonciation , & la ratification solennelle , que l'Infante devoit faire , & qu'elle fit l'année suivante 1660 , dans la Ville de Fontarabie , devant le Roy son Pere , & les principaux du Royaume. En fin le tout fut entendu & conclu ; en sorte que dans l'acte de la Publication de la Paix , il fut approuvé & rendu

*etum sciente vel patiente marito , licentia presumetur , vel taciturnitas pro licentia haberetur ff. l. Filius fam. ff. l. qui in aliena. Ferd. Vasquius lib. 1. cap. 64.*

rendu authentique , par un consentement universel : comme il fut aussi rendu valide & fermement estably , par la consommation du Mariage. \*

Ainsi le Roy Tres-Chrestien ne pourra attribuer qu'à vostre plume le prejudice que recevra sa reputation , qui se trouve chargée de toutes vos mensonges , qui luy produisent dans le Monde une meschante renommée , qui n'est pas moins à craindre que la revolte des peuples. Cependant, comme il est tres-faux , qu'il n'ait pas presté son consentement au Contract de la renonciation , & devant & après , ainsi il n'est pas vray , qu'il ait jamais eu aucune autorité sur les volontez de l'Infante; sinon depuis que le Roy Catholique la luy eust actuellement remise entre les mains , avec beaucoup de tendresse & de larmes. Depuis ce temps là le Roy Tres-Chrestien n'a pas manqué d'exercer l'autorité , qu'un Mary a sur sa Femme , ( on le voit assez , sans que vous le disiez ) puis qu'il ne luy a pas permis de ratifier l'acte de la renonciation,

*\* L'Acte d'exclusion Art. 6. son Altesse fera son acte semblable conjointement avec le Roy Tres-Chrestien, aussi-tost qu'elle sera mariée avec sa Majesté, lequel devra estre enregistré , & passé par le Parlement à Paris. Et les dites renonciation, ratification & approbation estant faites, ou obmises de faire, dès à present, en vertu de ce Traitté, & du Mariage, qui s'en suivra en vertu d'iceluy, on les tient pour faites & expédiées, & pour passées & enregistrées par le Parlement de Paris, par la Publication de la Paix en ce Royaume là.*

tion, commé elle le devoit faire, & comme l'on en estoit expressement convenu. Mais quelque desordre qui fust arrivé depuis, le Roy Tres-Chrestien, & sa Femme ayant renoncé dans le Contract de Mariage, ( qui estoit un membre essentiel de celuy de la Paix ) à toutes les Loix Civiles, & derogé à tous les remedes, subterfuges & Privileges, auxquels ils eussent pû avoir recours, ne peuvent pas remettre de nouveau leurs Droits en Campagne, & pretendre, qu'encore qu'ils y aient renoncé, cela ne leur prejudicie en rien. Qui est-ce qui pourroit voir sortir de la bouche des Princes Chrestiens des discours si abominables & si contraires à la societé humaine, sans en avoir horreur?

De plus, quand mesmes toutes les Loix Civiles s'opposeroient à une renonciation commune, elles seroient pourtant exclues de cette action de l'Infante, qui regarde le Droit des Gens, comme un Contract necessaire du salut de la Monarchie, à l'interest du Bien Public de l'un & de l'autre Royaume, & à l'affaire importante de la Paix, dont il est le fondement & la cause, & avec laquelle il est uny & conjoint, comme partie essentielle & inseparable. Ainsi il n'y a point de Loy Civile, qui en puisse contredire la subsistance; puis que cette matiere n'est sujette qu'au seul Tribunal de la Souveraineté & de la puissance supreme, en vertu de la quelle il a obtenu l'estre & la subsistance.

Vous



Vous supposez je ne sçay quels Contrac<sup>ts</sup> secrets , stipulez par l'Infante en Espagne , & qui n'ont jamais esté veus en France ; *Qu'au Contract de Mariage il est parlé d'une renonciation qui se doit faire ; mais que l'acte de la renonciation faite n'a pas encore paru au jour.*

Pleust à Dieu , que vous fussiez capable de voir ; puis qu'il n'y manque ny couleur , ny lumiere, ny object visible. Ne vous l'avois je pas bien dit ? Vostre dent est comme la beste de Persée , qui ne s'eguisse pas seulement sur les hommes , mais aussi sur les ombres.

Ces quatre Articles de la renonciation & de l'exclusion , sur lesquels nous avons tousjours discoursu jusques icy , ne sont donc que des chimeres , formées par les vains discours des Ambassadeurs, à l'assemblée des Pirenées, ou ils ont presque mesprisé de conclurre cette chetive affaire du Mariage , & de la renonciation , qui est son fondement & sa cause ? Voyons , par deux mots du Contract de la renonciation , si elle estoit à faire, ou si elle se fit actuellement. *Quelconques autres actions, qui me pourroient competer ou appartenir , Hoirie ou succession, comme à Fille de leurs Majestez, je les cede, renonce & transporte au Roy , Monseigneur , & à ses heritiers & successeurs universels & singuliers, &c.*

Dans l'exclusion pareillement on voit ce que l'Infante dit elle mesme. *Je me declare, & me tiens pour exclusé avec tous mes descendants.*

N'estes

N'estes vous pas encore suffisamment éclaircy, qu'il n'y a pas dans les Contrac̃ts, je renonceray, & me tiendray pour Exclue?

Mettez vous donc un peu en repos, parce que dans le Contract de Mariage, signé du Roy Tres-Chrestien, il estoit parlé, que l'Infante devoit faire la renonciation en ces termes. *L'Infante, devant que de se marier, fera la renonciation en bonne forme, avec toutes les seuretés, fermetés & solemnités requises & nécessaires.*

Puis donc que le Roy Tres-Chrestien a permis à l'Infante de faire la renonciation, pourquoy se plaindre de ce qu'elle a executé ce qui avoit esté accordé? Si la r'rance n'a point eu de copie de cette renonciation, pourquoy n'en a telle point demandée? Et puis que le Contract de renonciation, & d'exclusion, dressé par les Ambassadeurs, & souscrit par le Roy Tres-Chrestien, est le mesme, que l'Infante renouvela l'année suivante à Fontarabie, le jour qui preceda celui de ses fiançailles, duquel vous avez la copie & les Originaux, pourveu qu'il n'y ait rien d'alteré aux Articles 2. 4. 5. & 6. & qu'ils soyent tels, qu'ils furent dressés aux Pirentes, par le Cardinal & par la Comte Duc.

Pardonnez moy cependant, si je ne puis pas demeurer d'accord, que ce Contract de Mariage soit remply de tant d'injustice, & si contraire à la Nature, (comme vous di-

*I. Partie.*

G

*(tes)*

res ) qu'avec l'approbation d'un Roy, fortifié de la Religion du serment, il ne puisse pas subsister, ny estre valable.

Mais vous, Insolent Temeraire, avec quelle autorité, en usurpant le Droit du Pape & le Droit Divin, publiez vous des dispenses, & deschargez vous les consciences des Roys de l'observation des Traittés, & du sacré lien des serments.

#### CH A P. XIV.

*Si on peut abdiquer les Estats & les Royaumes.*

**T**Out glorieux d'avoir, comme vous croyez, entierement aneanty & ensevely la subsistance de la malheureuse renonciation, après vous estre diverty, à vostre aise, sur la forme du Contract, vous attachant presentement à la matiere, comme si vous aviez à disputer des principes de la Philosophie: vous vous amusez à establir, que les Royaumes & Principautés ne peuvent pas estre abdiqués, sans la convocation des Estats, & le consentement des peuples.

( Proposition honneste, mais qui n'est pas absolument vraie: elle peut passer neantmoins, sans prejudice. ) *Que le Prince, soustenant la personne de toute la République, ne peut pas diviser, ou distraire les Droits de la Principauté ou du Royaume, mais qu'il en doit conserver la dignité & la grandeur entière.*

C'est



C'est un Axiome où il y a de la distinction à faire ; parce qu'en plusieurs cas le Prince peut distraire & diviser les Droits de la Principauté, pour la conservation totale, & pour le bien public. Mais s'il estoit absolument vrai ; avec quelle impudence pretendez vous, que le Roy d'Espagne mette en pieces la Bourgogne & le Luxembourg, pour en donner le tiers & le quart aux François ? Dans l'autre partie, qui dit, qu'il faut toujours conserver la dignité de l'Estat, il est vrai ; mais cela est à nostre avantage ; puis qu'il enseigne au Roy d'Espagne à conserver par la renonciation la dignité de sa Monarchie, afin qu'elle ne soit point exposée à la destruction Salique, c'est à dire des François, qui ont toujours esté ses Emulateurs, & presque toujours ses ennemis.

Que pour cela l'on ne peut pas exclurre de la succession des Empires ceux, qui à cause du sang, & dans l'ordre de la Nature, y sont appellés par les Loix fondamentales, & par les Coustumes des Royaumes. Ainsi par une consequence necessaire l'Infante & les descendants ne peuvent pas estre exclus de la succession Paternelle, & particulièrement s'il manque des Masles en la branche qui regne presentement.

Vous esmouvez icy une question importante à la Souveraineté des Monarques, ( que vous devriez respecter, comme un temple, presque semblable à celui d'Hercule, dans lequel les mousches ne voloient point ) qui

m'oblige à quelque application, & à y faire reflexion. Mais devant que d'entrer en matiere, je voudrois bien apprendre quelque chose de la maniere, dont la Couronne de France se gouverne en de semblables rencontres.

Vostre Loy Salique, qui est une fort belle Raison d'Estat, & qui n'avoit jamais eu lieu en matiere de succession, sinon lors que Philippe le Long trouva invention d'estendre cette Loy jusques à exclure les Femmes de la Couronne, pour en dépouiller Jeanne Fille de Louis Hutin, legitime heritiere du Royaume de France, duquel il devint usurpateur, plustost que legitime Maistre; dites, je vous prie, par quel droit, elle n'est point contraire au droit des gens? ny à l'ordre de la Nature.\*

Qui estoient ces Prestres, ou ces Satrapes Saliques, qui ont pû dépouiller les Filles de la Maison Royale de toutes les prerogatives du sang, & des Privileges de la succession, faite de Masses dans la Maison Paternelle? La verité est, que l'enormité de cette Loy n'a esté introduitte, pour ce qui est de l'exclusion des Femmes, que huit cens ans après qu'elle eut esté establie par les Francs Orientaux, entre

\* Girard du Haillan Conseiller de Henry III. en son Histoire lib. 1. Il est evident, que la Loy Salique, pour ce qui est de l'exclusion des Femmes, n'a pas esté faite par Pharamond, mais inventée par Philippe le Long, pour frustrer de la succession du Royaume sa Niepce, Fille de Louis Hutin.

entre la Riviere du Rhin & l'Escaut, du temps de Pharamond, & cela par la malice, & le desir de regner de ce Philippe le Long. D'où vient que dans le temps de Balde, ce fameux Juris-consulte, lors que l'on traite de la Pretension, que le Roy d'Angleterre avoit sur la France, à cause des Femmes, la Loy Salique ne fut jamais alleguée par Balde, mais seulement la Coustume, qui estoit establie depuis peu de dépouiller entierement les Femmes du gouvernement.

Toute l'importance de la Loy Salique, qui estoit locale dans l'estendue du Brabant seulement, qui n'appartenoit qu'aux Francs Orientaux, & n'appartenoit point aux François, regardoit la Justice distributive, ne se meslant jamais des biens Feodaux, ny des Principautés; mais seulement des Allodiaux, & des biens mobiles. Comme l'asseure, entre plusieurs autres, Scipion Duplex, Conseiller & Historiographe de France. \*

Et en effect, par toutes les Provinces de France, nous avons veu les Principautés tomber entre les mains des Femmes, selon les Loix du Pays, jusques à ce qu'ayant esté unies à la Couronne par des Mariages, elles ont esté dépouillées de toutes leurs prerogatives, en devenant des membres assujettis à la Royauté.

G 3

La

\* Scipion Duplex en la preface à l'Histoire de France. La Loy Salique n'appartient point du tout à la succession de la Couronne, en faveur des Masses, & à l'exclusion des Femelles, & qu'elle n'a pas esté faite pour cela.



La Bourgogne, depuis Charle Magne jusques au dernier Duc Charles le Hardy, c'est à dire pendant huit cens ans, a esté possedée, tantost par des hommes, tantost par des femmes, sans connoistre, non pas mesme de nom, les juridictions de la Loy Salique.

Lienarde, ou Eleonor, Fille unique & heritiere des derniers Ducs d'Aquitaine, repudiée par Louïs septiesme Roy de France, & s'estant mariée à Henry Duc de Normandie, & depuis Roy d'Angleterre, joignit à la Couronne de celuy-cy sa succession Paternelle, ce qui depuis a tant cousté de sang à la France.

La Comté de Toulouse, avec le Languedoc & la Gascogne, passa par un semblable moyen, de la Fille unique de Raymond, dernier Prince de ces Provinces, à Alphonse, Frere de S. Loïs Roy de France, & depuis retourna à la Couronne.

La Champagne, le Bigorre & la Brie, furent apportées en Dot, par Jeanne, Fille de Henry de Navarre, à Philippe le Bel.

Et les Comtés de Vermandois & de Valois ne sont elles pas tombées entre les mains de Hugues le Grand, Fils de Henry premier, Roy de France, par le moyen d'Alaide de Valois, sa Femme, & heritiere de ces Seigneuries?

La Provence n'est elle pas venue à Charles d'Anjou, par sa Mere Beatrice Fille & heritiere du dernier Comte Raymond Berenger?

Les

Les Duchés de Nevers, de Montpensier, d'Estouteville, de Guise, du Mayne, d'Alençon & d'Albret, ne sont elles peut estre pas parvenues à ceux qui les possèdent par les Femmes? oüy asseurement. Tous les Historiographes de France anciens & modernes le disent tout d'une voix, & en demeurent tous d'accord. 1.

Après cela que Cassan aille publier de toute sa force, & qu'il voudra, que toute la France, avec tout ce qu'elle contient, est un Fief Salique. 2.

J'ay réservé pour la fin la Duché de Bretagne, qui est sortie quatre fois de la race Masculine par les Femmes.

Cette Principauté neantmoins conserva toujours son esclat & sa dignité, fut toujours considérée parmy tous les Souverains de l'Europe; & elle ne perit, que lors que la Couronne de France luy posa sur le col son sceptre magique, & que la transformant en une Province, elle fit d'elle ce qu'elle s'efforce presentement de faire, non seulement de la Monarchie d'Espagne, mais de tout le reste de l'Europe.

Vous dites, que la Duchesse Anne renonça à

G 4

la

1. Paul. Emile, Froissard, Naucler, Meyer, Palidore, Sabellius, du Haillan, du Plex, Davitt.

2. Que par la Loy Salique, non seulement les Femmes ne peuvent pas posséder tout le Royaume de France, mais non pas mesme des parties de la Couronne, comme Duchés, Comtés & autres Fiefs, parce qu'ils sont de la mesme nature que les foyes d'où procedent ils Cassan. l. 2, cap. 15.

la Duché de son Pere, en faveur de Loüis douzième son Mary. Et cette renonciation ne fut elle point injuste ? Non. Elle se fit pourtant contre les Loix fondamentales, contre la conservation, & contre le bien public de la Bretagne : Cela n'importe : Tout n'est seulement permis, mais saint, quand c'est à l'avantage de la France.

Par cette renonciation, certainement extorquée de la Duchesse, qui ne pouvoit pas faire ce prejudice à ses peuples, elle dépouilla depuis sa Fille Claude, & les Enfants, qui pouvoient provenir d'elle, de tout leur Patrimoine. On détruisoit la dignité, tous les Privileges, toutes les Loix, & toute la juridiction de cette belle Principauté, en l'annexant aux autres membres de la Couronne de France. Et neantmoins, sans avoir esgard à l'honnesteté publique, elle demeura confisquée; ne dites pas en vertu de la renonciation, mais par la violence de la Loy Salique, qui, comme le feu, reduit en cendre toutes les Grandeurs, qu'elle touche. Et on doit faire icy quelque reflexion sur le procedé de François premier, lequel ayant exclus son second Fils de la Duché de Bretagne, mit tout le Monde sans dessus dessous, pour l'investir de la Duché de Milan.

Cependant on peut remarquer par là, que ces sortes d'excès conviennent assez à la France, puis que la Theologie de sa politique ne leur impute pas seulement l'ombre d'un petit



pétit péché. Mais que l'Espagné, poussée par des causes nécessaires & tres importantes, oblige une Fille, ( qui devient une grande Reyne ) de quitter à son Pere, à son Frere ou à sa Sœur, une esperance incertaine, esloignée & imaginaire, pour le salut des peuples & pour la tranquillité de l'Europe, cela est condamné, comme un crime detestable, & qui ne doit estre pardonné, *neque in hoc saculo, neque in futuro.*

La Politique Françoisé, pour l'interest de la conservation & l'avantage de sa Couronne, en toutes les occasions qui se presentent, exclud les Filles du Trosne, afin qu'elles ne portent pas les Droits de la succession hors de la Maison Royale. Et l'Espagne, en mariant ses Filles en France, ou en portant le droit de la succession, elles pourroient causer la destruction irreparable de la Monarchie, ne pourra pas, par l'Exclusion de l'Infante, pourvoir au salut public.

Mais que dis-je exclure l'Infante? On n'exclud que les Princes François. L'Espagne, hors du peril, de se voir en estat de devenir le marchepied de la France, le droit de la succession est réservé tout entier à l'Infante. L'Exclusion est donc conditionnelle, & non pas absolüe. On n'altere point le droit de la Fille; mais on met en seureté celuy de la Monarchie. On desire que l'Infante soit heureuse & Reyne. Elle le sera tant que son Mary vit, & que ses Enfants vivront. En cas qu'ils

qu'ils meurent, & que les Royaumes d'Espagne appartenissent à l'Infante, elle y sera admise, selon le rang que la Nature luy a assigné. Mais d'estre en mesme temps Reyne de France & d'Espagne, il y a de l'impossibilité, selon les raisons, que j'ay produites.

Et la France ne se doit pas scandaliser de ce proceder, qui ne fait tort à personne. Vostre Roy fit projetter le Mariage avec la renonciation. Mais quand mesmes l'Espagne l'auroit seule proposé avec cette condition, on n'a pas pour cela forcé le Roy à y condescendre. Quand mesme il appartiendrait deux Mondes à l'Infante, la renonciation ne prejudicie point à son Mary, qui l'a bien vouluë pour Femme à cette condition.

Il concourrut volontairement, & de tout son desir, au Mariage & à la renonciation. Il peut donc tousjours respondre : *Nunquid non possum, quod volo facere?* Si chacun peut renoncer à son Droit : & si *volenti & consentienti non fit injuria* : Dequoy se plaint donc la France ?

Mais l'Infante ne pouvoit pas prejudicier à ses Enfants. Qui vous a dit cela ? Les Filles de France ne sont elles pas Barbarement dépouillées, par la Loy Salique, de toutes les Grandeurs Paternelles, qui leur appartiennent & à leurs descendants ? Vous respondes, que si le Roy pouvoit bien y consentir, l'Infante ne pouvoit pas resigner tant de Droits. Et pourquoy ne le pouvoit elle pas ? Eleonor d'Au-

striche

strie l'a bien pû avec François premier: Marie de Medicis avec Henry quatre, & Anne d'Autriche avec Louïs XIII. Pourquoi Therese n'en aura elle donc pas le pouvoir?

Quand mesmes il n'y en auroit aucun exemple dans le Monde; neantmoins toutes les fois qu'il se presenteroit une affaire, comme celle cy, il seroit necessaire de prendre la resolution que l'on a prise.

La Paix estoit necessaire pour le bien commun. Et la Paix ne se pouvoit pas faire, ou ne pouvoit pas estre stable sans le Mariage. Le Mariage ne se pouvoit pas faire, sans destruire la Monarchie; ou sans la renonciation: qu'y avoit il donc à faire? La Guerre est contre le bien estre de toute l'Europe. Le Mariage contre l'estre de la Monarchie: & la renonciation, contre quelque petit interest de l'Infante; ou plustost elle favorisoit les interests de l'Infante, puis qu'en la privant de quelques esperances incertaines & esloignées, elle luy donnoit aussi tost, & en effect, la moitié d'une Couronne, & le Mariage d'un Grand Roy. Que cette renonciation fust donc le bien particulier de l'Infante, ou que ce ne le fust pas, comme l'utilité du bien public luy devoit estre preferée, on devoit l'embrasser, comme necessaire au repos du Christianisme.

*Principatus ad subditorum utilitatem inventus est*, dit Platon, avec le sentiment commun. Et quelle est la principale utilité? La



conservation de l'estre & du bien estre de la Republique. Et en suite : Celuy de la race qui tient en main le gouvernement ; parce que la translation de la Principauté de famille en famille cause d'ordinaire un grand renversement, & une notable alteration parmy les sujets.

Le premier soin des Princes est donc de maintenir l'estre de la Republique ; en suite son bien estre, auquel contribue fort la stabilité de la Principauté dans la famille, qui domine, sur laquelle la seureté & la felicité des peuples est appuyée. Ainsi, *salus populi, post Deum immortalem, in Principis prudentia consistit*, dit un grand Politique de France. Et Dieu nous menace par la bouche du Sage, que *propter injustitias, injurias, & diversos dolos Regna transferuntur de Gente in Gentem. Eccles. cap. 10.*

Comme donc l'injustice est un des plus punissables crimes, que commettent les Princes, qui sont tels, parce qu'ils sont Lieutenants de Dieu, & qu'ils administrent la justice dans le Monde ; ainsi la translation des Royaumes estant la punition d'un fort grand crime, doit estre mise au rang des plus rudes chastiments, dont les Estats peuvent estre affligé. Les Roys doivent donc prendre garde, que par leurs negligences les Royaumes en passent *de Gente in Gentem* ; & cela estant, toutes les fois que la nécessité du bien public requiert quelque remede present, & que

que cela soit au pouvoir du Prince, il se peut assurer, qu'en le mettant en œuvre, il ne contrevient point aux Loix fondamentales du Royaume, quoy qu'en apparence elles semblent repugner à ce qu'il veut faire; toutes les Loix fondamentales estans destinées, par l'intention du Legislatteur, pour principal but à la conservation de la Republique; parce que si elle estoit destruite, à quoy serviroient de semblables Loix, quand elles seroient toujours observées?

Quand il s'agit donc de la conservation & du bien public, le Prince peut se dispenser de toutes les Loix positives, & interpreter mesme celles des Gens & de la Nature; estant quelquefois permis de dépouiller le pauvre, quelquefois de faire mourir l'innocent, & assez souvent de desheriter le Prince legitime, & de deposseder l'aisné de la succession.\*

Souffrez donc en patience, que nonobstant toutes vos paraboles, par lesquelles vous vous erigez en Dictateur des Monarques, & en Legat à latere de la verité, il demeure estably, que la renonciation & l'exclusion de l'Infante sont valides, legitimes, permises & honnestes: comme ayans esté mises en pratique pour le bien public, pour la conservation de la

\* *Principem posse propter publicum bonum dispensare contra leges omnes, communissima est sententia Fachin. Comiti. lib. 3. cap. 66. Azorius inst. Moral. p. 2. lib. 10.*

la famille qui regne , pour le salut & le repos des peuples , & pour le maintien de la Monarchie : tout cela sans faire tort à personne , & au benefice & à la gloire de la France , qui , par le moyen de cette Paix , est parvenue jusques à assujettir la fortune mesme : & le tout enfin avec le libre & volontaire consentement des interressés , & à l'exemple de plusieurs Reynes mariées dans la Maison de France.

Pour moy , imitant Anaxandre Rhodien , qui releguoit dans les Boutiques , pour servir d'enveloppe aux drogues , les fables que le peuple desapprouvoit , je vous avoue , que ne voulant pas m'arrester à quelques uns de vos petits contes , j'ay trouvé à propos de les laisser à part. Et que vostre ressentiment ne se prepare point à en faire des plaintes , parce qu'ils estoient , ou tout à fait hors de propos , où ils conclüoient seulement à vostre desavantage. Et si vous en voulez un eschantillon , il n'y a qu'à lire l'Oracle , qui servant d'Epifoneme , à la premiere partie de vostre Poëme , assure que *les Princes & le Droit des successions Royales sont establis dans le Deuteronomie avec tant de fermeté , qu'ils ne peuvent pas estre alterés ny changés en façon quelconque.* \*

Si l'on devoit tirer des Saintes lettres les arguments de nos discours , vous seriez mal dans vos affaires , & vostre cause seroit mise  
entre

\* Car qui est-ce qui ne sçait pas.



entre celles des Jebusiens & Amoreens ; mais ayant à traiter avec des hommes abismés dans les interests du Monde & dans la Politique , j'ay plustost choisi de faire cét ouvrage en detrempe , avec des couleurs de terre.

Je diray donc seulement , pour vous faire voir , que les fleches , que l'on tire contre le Ciel , retombent sur la teste ; que les Femmes estant exclües du gouvernement , par l'Ordonnance du texte Sacré ; vous ne pouvez en façon du Monde alleguer le Droit de succession Royale en la personne de l'Infante. Et de plus l'equivoque , qui est le principal ingredient de vos assertions , a quelque part à cecy ; parce que vous ne rapportez pas fidellement les paroles de l'Ecriture , qui dit precisement :

*Regem constitues , quem Dominus tuus elegerit de numero fratrum suorum. Non poteris alterius gentis hominem Regem facere , qui non sit frater tuus.*

Escoutez ce que dit la parole de Dieu : Je n'altere point le sens ; mais je vous en copie toutes les sillabes. A cette heure que ceux qui ont de bons sentiments se scandalisent de cét Oracle.

*Tu ne pourras pas eslire un Roy de Nation Estrangere , & qui ne soit pas ton Frere.*

Et pourtant les Ismaélites l'estoient , estant descendus du Fils rejetté d'Abraham. Les Amonnites & les Moabites l'estoyent aussi ,  
estant

estant Parents d'Abraham par les Femmes. Les Iduméens estoient des descendants d'E. sau, Frere du Patriarch Jacob, & neantmoins ils demeurèrent exclus par l'Oracle Divin, Parce qu'encore qu'ils fussent du sang d'Abraham, & alliés du peuple d'Israël, ils furent pourtant tousjours ses Emulateurs, ses Persecuteurs, & ses Ennemis: Ainsi s'ils fussent une-fois parvenus à luy commander, ils auroient passé jusques à le destruire.

Si tout cela ne vous contente pas; l'Espagne pourra suivre l'enseignement du Ciel, en n'admettant à la succession de ses Royaumes personne, qui ne soit pas son Frere.

Les Emulateurs, les Envieux, les faux Amis, & ceux qui nourrissent une Antipatie insurmontable, de mœurs, de desseins, & d'interests d'Estat, avec l'Espagne, & qui de plus, ont pour Loy fondamentale de convertir en Provinces serviles les Royaumes, qu'ils obtiennent, par quelque moyen que ce soit, quelques Alliances, ou Mariage, qui les lient avec nous, sont tousjours réputés Estrangers. Et les François estant tels, selon le jugement des plus Sages, ils sont exclus de Dieu, & par le Droit de l'Estat des successions d'Espagne.

*Fin de la premiere Partie.*

T A B L E  
DES  
CH A P I T R E S

DE LA I. PARTIE.

I	Introduction.	Pag. 3
	Examen de l'Exposition Historique, que l'Auteur François met à la teste de son discours.	18
CHAP. I.	Si les Renonciations des Filles sont permises.	33
II.	Si la Renonciation de l'Infante est valide; & si elle a esté Dotée des biens Paternels.	41
III.	Si dans la Renonciation de l'Infante il y a Lésion.	47
IV.	Si la condition du payement de la Dot n'estant pas accomplie, rend la Renonciation nulle.	57
V.	Si l'Infante avoit des biens acquis; & si on peut renoncer.	77
VI.	Si dans la Renonciation de l'Infante, la Minorité, les menaces, la peur, le Respect ou la violence ont pu introduire la nullité.	80
VII.	Si les Droits, auxquels l'Infante a renoncé, luy estoient inconnus, & si estant tels elle pouvoit y renoncer.	94
VIII.	Si la Renonciation de l'Infante a esté volontaire.	100
IX.	Epilogue des Aforismes de nostre Adversaire abbatu par ceux de la Verité Manifestée.	106
	X. Si	



TABLE des CHAPITRES.

- X. Si les fondemens , que l'on pose pour l'exclusion  
de l'Infante , sont valables. 110
- XI. Si l'esgalité est un des fondemens de l'exclusion  
de l'Infante. 118
- XII. Si l'exclusion est avantageuse aux Royaumes  
pacifiés , & si la jonction des Couronnes sur une  
seule teste pouvoit estre dangereuse. 121
- XIII. Si quelque erreur , ávenu dans la forme du  
Contract , peut annuller la Renonciation de l'In-  
fante. 133
- XIV. Si on peut abdiquer les Estats & les Royau-  
mes. 146

F I N.

10  
18  
21  
33  
46





LA  
V E R I T É  
DEFENDUE  
DES  
SOFISMES DE LA FRANCE  
ET  
RESPONSE

A  
L' A U T H E U R  
*Des Pretensions du Roy Tres-Chrestien  
sur les Estats du Roy  
Catholique.*

II. P A R T I E.  
*Traduit de l'Italien.*



---

M D C L X V I I I .

DEFEIN DUE

SORISMES DE LA FRANCE

RESPONSE

A

LES FRANÇAIS DU ROY DES CHANGES  
LES FRANÇAIS DU ROY  
Catholique

II. PARTIE



LA  
V E R I T É  
D E F E N D U E

II. P A R T I E.

*Examen exact des Pretensions de  
la Reyne Tres-Chrestienne.*

C H A P I T R E I.

*Si dans les successions des Estats, les Princes doivent  
nécessairement proceder selon les Cou-  
stumes des Lieux.*

**V**Oicy nostre Antagoniste fanfaron,  
qui empoignoit une vipere, au lieu  
d'une plume, remonte de nouveau  
sur la Tribune, accompagné d'un  
Cerberé à trois testés, pour soutenir, par trois  
arguments envenimés, le Monstre des Preten-  
sions, contre la Justice d'Espagne. Il dit : En  
la premiere question j'entreprends la force des Loix  
Municipales & des Coustumes, en la deuxiesme les  
Pretensions de la Reyne tres-exactement, & en la  
troisiesme la necessité indispensable du Roy Ca-  
tholique de ne violer les Loix receuës de son  
Royaume.

C'est pourquoy, au premier chef, bien que  
A a 2 l'on



*On ne refuse pas aux Princes le pouvoir de publier & d'abroger des Loix, on leur oste pourtant, dans l'importance des successions d'Estat, le pouvoir de sortir des limites de la Coustume, qui n'oblige pas moins les Vassaux que les Souverains.*

En verité, ce sont des Paradoxes, qui passant les bornes ordinaires d'un discours raisonnable, vont à mettre aux fers la Prevoyance Royale. Mais parce que vous meslez la Betoine avec le Napel, dans les attributs confus de la Souveraineté des Roys, vous m'obligez à faire un peu de reflexion sur l'origine de la puissance des Princes.

Dieu ayant créé l'homme à sa semblance; luy donnant l'entendement & la volonté, & le laissant à sa propre conduite, & l'homme, comme Animal sociable, estant incapable de vivre seul, & estant excité par la Nature à la société humaine, pour subvenir aux nécessités de la vie, n'est-il pas raisonnable de croire, que les hommes s'estant assemblés, par l'instinct de la Nature, Dieu leur accorda la puissance d'establir entr'eux un gouvernement Civil pour le bien commun, en deputant quelqu'un d'entr'eux, qui eust particulièrement tout le soin, & le pouvoir de le procurer? n'estant pas possible dans la Communauté des hommes, de pouvoir obtenir le bien public, *Nisi omnia reducantur ad unum, vel per modum unius.* Comme enseigne le Docteur Angelique. Et si la Nature persuade la société, il faut qu'elle y introduise  
aussi

aussi un Regent, qui pourvoye, & qui pre-  
siede à la multitude; puis que selon le senti-  
ment du plus sage : *Vbi non est Gubernator,*  
*corrueit populus.* 1.

Cette sorte de puissance donc, considérée  
en commun, c'est à dire diffusément, en  
tout un peuple rassemblé, il n'y a point de  
doute, qu'elle ne derive immédiatement de  
la source de la toute Puissance de Dieu.

Considérez après en particulier, comme  
dans les especes de gouvernements, Popu-  
laires, Aristocratiques & Monarchiques,  
cette puissance divine du Droit des gens, qui  
est une conclusion des Loix de la Nature, de-  
duite & establie par le discours commun des  
hommes. Et mesme cette puissance procede  
de Dieu, comme Autheur de la Nature, bien  
qu'elle soit conserée par l'Election Mediate  
des peuples.

*Non est enim Potestas nisi à D E O.* 2. La  
puissance humaine n'estant donc qu'une par-  
ticipation de celle de Dieu, conserée par luy  
au peuple immédiatement, & mediatement  
aux Magistrats par les peuples, il est neces-  
saire d'observer, si les Peuples en investissent  
leurs Monarques, avec plein pouvoir, ou  
avec quelque reserve: si en suite cette puis-  
sance vient à estre transferée absolument à  
des Princes Souverains, sans autre condition,  
que l'obligation ordinaire de gouverner le

A a 3

peu-

1. *Proverb. cap. 11.*

2. *Paul. ad Rom.*

peuple avec justice , de le defendre , de le proteger , & de procurer particulièrement le bien public ; Alors le Souverain peut , en un degré plus eminent , tout ce que pouvoient ses peuples auparavant , & ne depend en aucune façon de leur volonté. Ainsi en vertu de sa souveraineté , il peut faire des Loix , abroger des Coustumes , establir des Ordonnances , selon que la raison luy dicte , & à mesure que le public en a besoin ; sa Majesté estant dispensée de toute sorte de Loy positive , on peut dire qu'elle est seulement esclave du peuple en une chose , sçavoir quand il s'agit de sa conservation , comme du bien public , qui est l'unique but des peuples & des Princes.

Il ne peut donc y avoir de Loy humaine dans un Royaume , à laquelle le Monarque soit obligé d'obeir en vertu de sa rigueur ; parceque les Loix n'ont point d'autre force , que celle que le Prince leur concède , lequel ne peut pas commander à luy mesme , hors de soy mesme ; devant estre tousjours libre dans toutes ses actions , estant seulement soumis ( comme tout le reste des hommes ) à l'Empire de la raison , qui l'assujettit à la Nature & à Dieu.

Toutes les Loix donc , qui peuvent estre dans un Royaume de Souveraineté indépendante , ( comme celuy d'Espagne ) estant constituées par les Roys , peuvent estre aussi abrogées par les Roys. Il arrive la mesme chose



chose des Coustumes du peuple , lesquelles n'ont aucune validité , qu'en vertu de l'approbation du Souverain , auquel tout le pouvoir a esté anciennement deféré , sans reserve , par les peuples. Si bien que la supreme puissance du Souverain ne peut estre limitée , par quelque sorte de Statuts que ce soit , ou Coustumes Locales , introduittes par les Vassaux , ou confirmées par les Princes , mais elle doit estre d'une estenduë sans bornes , & libre , aîn de pourvoir selon l'unique regle de la prudence , au bien public , & selon que le requiert la condition des affaires & des temps.

Il est bien vray , que pour l'ordinaire , le Monarque doit estre sujet aux Loix fondamentales du Royaume , qui regardent principalement la conservation de l'Estat & du bien public , & qui establisent en suite l'ordre des successions Royales ; comme si par ces sortes de conventions les peuples avoient anciennement transferé la puissance aux Princes. Ce qui fait , que ces sortes de Loix ne se nomment pas positives , mais du Droit des gens ; à quoy les Princes sont aussi obligez.

Et la premiere , qui est le fondement de toutes les autres , c'est à dire , celle du bien public , est indispensable ; ne pouvant jamais se presenter aucune occasion , où le Prince puisse agir contre ce bien sans la destruction des peuples & du Royaume. On se peut

dispenser des autres Loix fondamentales, en quelques occasions ; sçavoir pour le salut du Royaume, & pour d'autres choses de semblable importance, comme nous le feronsvoir. Au reste il n'est pas convenable à la grandeur des Princes justes, de faire tort non plus aux Loix positives des Romains & du Royaume, en les enfreignant sans cause ; sur quoy nous sommes d'accord avec vous, & de même sentiment que vos Docteurs.

Mais pour cela les Souverains ne sont pas obligez de se conformer, sans cause, ou sans motif particulier, à toutes les Loix Civiles ; Parce que les Docteurs, les Gentils hommes, les Prestres & les Femmes sont exempts en plusieurs rencontres de la Loy Commune. Ne vous semble-il pas raisonnable que la condition des Princes, qui par la splendeur de la Majesté est considérable, au-dessus de celle de tous les autres, soit aussi privilégiée & dispensée de ces Ordonnances, que les Législateurs ont establies pour la commodité du vulgaire ?

Deplus on doit demeurer d'accord, que dans la Majesté des Souverains il y a deux sortes de puissance : ordinaire & extraordinaire ; sans comparaison comme en celle de Dieu.

Combien de choses les Theologiens disent n'estre pas en la puissance ordinaire de Dieu ! c'est à dire quand elle demeure dans les bornes de ses Loix. Et neantmoins ils attribuent tout

tout à la puissance extraordinaire de son Conseil ; pourveu qu'elles n'implique pas contradiction. Les Législateurs & les Politiques en fond de mesme , en l'esgard de la Majesté des Princes , luy attribuant , & une puissance ordinaire , c'est à dire limitée & l'extraordinaire, qui est absolue. Selon celle-là, ils sont en quelque façon sujets à la Loy , & aux Coustumes establies des Royaumes ; selon celle-cy ils sont exempts de toutes les Loix humaines.

Et pourtant quand les Docteurs , que vous alleguez , parlent de l'obligation des Princes , à obeir aux Loix ou Statuts , ils entendent pas enchaîner leur puissance extraordinaire ; mais regler l'ordinaire , & tousjours avec cette exception , *nisi aliud velit , ac exigat Reipublicæ salus & necessitas* ; parce qu'en tel cas *Principibus convenit summa Potestas* ; comme l'asseurent , avec tous les autres Sçavans, Besoldus. 1. & Bornitius. 2.

Toutes les fois donc que la nécessité de l'intérêt public le requiert , aussi-tost les Souverains , à l'imitation de Dieu , font voir les Miracles de leur pleine puissance , sans s'amuser à d'autres Loix , qu'à celles de la raison.

Et je n'entens pas vous dire icy , que les Princes sont des Pasteurs de troupeaux , qui puissent selon leur fantaisie vendre les brebis aux Bouchers ; mais j'establis qu'ils ne peu-

A a 5

vent

1. De Majestate parr. 1.

2. De Jure Majestatis cap. 10.



vent se prevaloir de la puissance Souverainé au prejudice du bien commun ; Que la regle des Princes soit la sacrée regle de la raison , & que la dernière fin du Ministère Politique soit le bien public, dont il a esté parlé si souvent.

Ainsi les paroles de toutes sortes de Loix, de toutes sortes de Coustumes , & de tous les Interpretes, ne doivent pas estre expliquées en un autre sens , lors qu'elles prescrivent des regles à la puissance Royale; sinon excepté tous-jours l'intérêt du bien public, auquel ils n'ont pas le pouvoir de s'opposer, selon les Loix humaines ; non plus que par la toute-puissance extraordinaire de la Souveraineté : parce que cela implique contradiction ; comme il n'est pas possible à la puissance de Dieu de pecher, parce que ce seroit destruire sa propre essence, qui est la Souveraine bonté.

Ainsi il demeure constant , que les Souverains , regardant tousjours à leur principale fin, & à celle de leurs peuples, qui consiste dans la conservation du Royaume & du bien public , qui sont les deux fondements de l'Estat, auxquels tous les autres se doivent rapporter & accomoder, ils peuvent & doivent interpreter , dispenser & abroger , selon les necessités publiques, toutes les Loix & Statuts, qui pourroient repugner , en quelque rencontre , à la dernière fin du Royaume , pour le salut duquel elles ont esté introduites.

Et vous ne trouverez pas , parmy la multitude

tride innombrable des expositeurs, un seul Legiste assez imprudent, pour contredire la vérité Manifeste de ces Assertions bien digerées.

Par le Droit des gens, c'est à dire, du consentement universel de la Nature, par tout le Monde, le Fils aîné est appelé à la succession de la Couronne du Pere. Il n'y a point de Principauté, qui n'ait ce precepte pour Loy fondamentale de son bien; neantmoins ce n'est que le second fondement, c'est pourquoy quand il s'oppose au principal, qui est le bien public, on le doit interpreter & s'en dispenser.

Donnez moy le Fils aîné d'un Roy, qui ait perdu le sens, qui soit Rebelle ou Apostat, sans esperance d'y pouvoir remedier, je vous le feray voir exclus du Royaume Paternel. Qu'il se dispose de se consacrer au Cloistre, pour le service du Culte Divin: voicy le second qui succede aussi-tost à sa place.

Mais Comment? Il sera donc permis de contrevenir au Droit des gens? non. La conservation de l'interest & du bien public doit avoir le premier lieu, privativement à tout autre. Si l'aîné fait des choses qui y soient contraires, il ne peut succeder, parce qu'il s'oppose à la premiere maxime. Les Princes donc, en excluant l'aîné pour de semblables cas, n'agissent point contre aucune Loy; mais ils en interpretent l'intention; la dispensant en sorte, que la regle generale, establie en faveur des aînés, ne comprenne

pas le cas particulier de celuy, qui devient fou, qui se fait Turc, ou qui devient rebelle, & ennemy du Royaume.

D'où vient que les Docteurs establisent, (comme prouve Azorius) que les Aînés doivent estre preferés, toutes les fois que cela n'apporte point de prejudice au salut Commun, & à la conservation de l'Estat. \*

De plus quand l'Aîné renonce volontairement à ce bien, que les Loix du Royaume ont institué en sa faveur, l'autorité du pouvoir supreme n'est pas necessaire, pour en rendre l'acte valide; parce que ce qui est institué pour son bien, ne doit pas contraindre sa volonté, ny luy causer du dommage. Ainsi que les Aînés s'enferment dans des Cloistres, pour servir Dieu avec plus d'application, cela n'est pas contraire à aucune Loy humaine; mais fort conforme aux Conseils de Christ.

Et il y a mesme raison, en cas que les Filles, ou les Fils, voulussent, à l'impreveu, & pour quelque cause importante, renoncer à la succession des Estats, qui leur appartiennent. Dans lesquelles occurences, ne leur faisant aucun tort, on n'agit pas non plus contre les Loix fondamentales, qui n'obligent personne à succeder par force, & contre

\* Baldus in l. hoc amplius, & alibi. Primogenitus est preferendus, dummodo hoc non sit in perniciem & interitum, sive contra communem salutem & utilitatem Regni. Azori in st. moral. p. 2. lib. 1. c. 1.



tre la volonté , au Gouvernement des Empires. C'est pourquoy les Peres ne doivent pas convoquer les Estats des Provinces pour les abdications de leurs Enfants , parce que cela n'est pas contre les Coustumes du Royaume ; ainsi qu'il pourroit estre necessaire, s'il devoit exclure l'Aîné de la succession Royale , malgré luy , s'il estoit rebelle , ou qu'il eust perdu le sens. Alors quand il est question de se dispenser d'une Loy de l'Estat , qui regarde le Droit des gens, on doit convoquer les peuples ; ce qui s'entend aussi dans l'abdication des Princes, qui après avoir regné quelque temps, veulent quitter leur rang , & se dispenser du serment , par lequel ils se sont obligez de procurer le bien public.

Ayant donc suffisamment estably , que la toute-puissance Royale n'est retenüe par aucun lien , tout ce qui me reste à faire , c'est d'appliquer à nostre affaire le Privilege universel des Princes.

Et premierement , vous ne me nierez point , que Philippe quatriesme n'ait joiüy de toute l'estenduë du pouvoir Souverain , qui reside dans la Majesté Royale. Il dependoit donc de la volonté de s'en servir toutes les fois que l'interest public , & le bien de l'Estat l'y pouvoient induire. Et c'est icy le point de l'affaire. Dans le Contract de Mariage de l'Infante , le Roy Catholique declare luy mesme , comment luy , qui est Roy Souverain , & sans supérieur , men de justes

*causes, & de l'intérêt public, & des Royaumes, que Dieu luy a donné à garder, & de ce bien commun, auquel le bien particulier de l'Infante & de ses Enfants doit céder, veut que la renonciation & exclusion, suivie en vigueur de tel Contract, ait force de Loy, pour estre executée inviolablement, nonobstant Loy, Coustume, ou quelque autre chose au contraire, à laquelle il veut qu'il soit entierement derogé.*

Ce ne fut pas seulement le Roy Catholique; mais le Roy Tres-Chrestien forma aussi un semblable Décret.

*Tout cecy (il dit ailleurs, le Contract voulant marquer les Articles 5. & 6.) a esté résolu d'un commun accord des Roys, & d'une mesme volonté, &c. en consideration de l'Estat public, & de la conservation des Couronnes, &c. lesquelles ils veulent qu'elles ayent force de Loix, établie en faveur de leurs Royaumes, & de l'intérêt public d'iceux, abrogeant toute Loy contraire.*

En vertu donc de cette Loy & Pragmatique sanction, établie par la puissance la plus supreme de leurs Majestés; approuvée, confirmée & jurée par elles, en la presence des plus grands Seigneurs d'Espagne & de France, renduë valide par les grandes acclamations des Provinces & des Royaumes; & par les importantes causes du bien public; pourquoy n'imposera-on pas silence à toutes les autres Loix, qui pourroient contrarier celle-cy, qui est si puissante, si solennelle

nelle & si neceſſaire à l'intereſt de tant de peuples & de Royaumes , auſſi bien qu'au repos & à la tranquillité du Chriſtianisme ?

Tout autre emportement que le voſtre ceſſeroit preſentement. Et neantmoins , demeurant opiniaſtre dans l'averſion, que vous faites profeſſion d'avoir contre l'evidence de la verité, vous paſſez à demander, quelles ſont preciſement les cauſes , pour leſquelles la toute-puiſſance Royale doit aneantir toutes les Couſtumes & les Loix du Royaume qui y ſont contraires.

Premierement, je vous conſeille de retranscher de vos eſcrits ce mot de *Contraire* ; parce que l'on n'agit point contre les Loix du Royaume , quand on a pour unique objet de ſes actions, la conſervation du Royaume. Pour le reſte je laiſſe à voſtre Roy Tres-Chreſtien à vous reſpondre , lequel parle ainſi dans le Contraſt :

*En conſideration du bien commun des Royaumes, où ceux de la Couronne de France ſont également intereſſés, afin que la grandeur & Majesté, qu'ils ſoutiennent & conſervent depuis années, & avec tant de felicité à la gloire de leurs Roys, Catholique & Tres-Chreſtien, qui n'ont jamais eſté diminuées, ne viennent pas à ſe diminuer, ce qui ſuivroit neceſſairement, ſi par le moyen de ce Mariage ils venoient à s'unir, &c.*

Il a donc eſté à propos , pour la conſervation des deux Royaumes , pour la gloire & le bien



bien public , & pour la felicité des ſujets , d'eſtablir cette nouvelle Loy , & d'abroger , tout ce qui auroit pû en empêcher l'Eſſet. Croyez vous à cette heure que deux Roys Souverains , & d'accord , avoient un pouvoir ſuffiſant , pour eſtablir ce Decret ? Leur Souveraineté eſt ſuperieure à toute ſorte de Loix : & leur action n'eſt contraire à aucune Loy ; mais conforme à la raiſon , à la Juſtice , à la bienſeance & à la neceſſité. D'où vous verrez pourquoy le Contract n'eſt pas valable , & quelle injure voſtre plume fait à l'honneur de la France , & à la conduite exacte d'Eſpagne , en devenant l'adverſaire Infame de la verité.

Les impoſtures de vos arguments , multipliant tousjours , comme les teſtes de l'Hydre , laſſent , & rallentiſſent toutes ſortes de defenſes ; parce que de vos fineſſes deſtruites il en renaît auſſi-toſt d'autres. Ainſi pour combattre le fort de la puiſſance Royale , vous mettez ſur les rangs une Couſtume , armée d'autorités & d'exemples.

Mais pour reſpondre aux autorités de Montaluo , de Belluga , Hottoman , Fabry , Balde , Bartole , de Caſtro , & de tout ce qui peut eſtre enregiſtré dans vos citations , je n'ay pas beſoin d'eſprit , & cela ne me coûtera point de peine ; parce que quand meſme je reconnoiſtrois tout ce qu'ils produiſent , comme un Oracle infaillible : Ils ne parlent pas contre nous, ny en voſtre

stre faveur , & encore moins sur l'affaire presente.

Ils concluent , que les Loix, les Statuts, les Coustumes ny l'ordre des successions ne doivent point estre enfreintes par le Prince. Chacun de ses choses pourroit avoir ses exceptions ; mais je veux bien qu'elles passent toutes. Pour tout cela vos Docteurs , ny aucun autre du Monde , ne tient pas , que pour le bien public le Roy ne puisse pas dispenser des Coustumes & des Loix , selon que sa prudence le luy dicte. Et que la Majesté des Souverains n'ait pas le Droit , par sa pleine puissance , de former de nouvelles Loix , dispensant & abrogeant la force des Coustumes , au moins dans les occurences , où il est nécessaire de pourvoir , *ne quid detrimenti Respublica patiatur.*

Et pourtant selon le sentiment des Sçavans *nemine contradicente* , on tient qu'il est permis aux Roys , non seulement de dispenser, d'esclaircir & d'abolir toutes les Coustumes & Loix positives ; mais de se dispenser , en quelques rencontres , mesme du Droit des gens , & de celuy de la Nature , lors que de justes causes le requierent. Ainsi on peut , sans crime , faire mourir des Innocens : dépouïller les justes possesseurs ; inonder les Campagnes de son propre Pays : mettre le feu aux bleds : démolir les Villes ; abattre les Fauxbourgs pour l'amour des pauvres ; tout cela pour la seureté publique , dans les occasions

sions pressantes de la guerre. Et il n'a personne, qui puisse reprocher au Prince, lequel, comme Lieutenant de Dieu, pourvoit au bien commun, *Cur ita facis?*

Il n'est donc pas à propos de faire de la Coustume un Geant, qui pose ses pieds sur le haut du Trosne; parce qu'elle a esté introduite, ou par les peuples, ou par les Princes: si c'est les peuples, ce n'est pas à eux de faire la Loy au Souverain. Si c'est par les Princes, ceux cy peuvent abroger leurs Loix. Que les peuples ne puissent, en façon du Monde, assujettir aux Coustumes Locales, la Souveraineté de leur Prince, outre ce qui a esté rapporté dans le Chapitre précédent, cela se prouve par le Droit de la Majesté & de la puissance, dont Dieu leur a fait part, par le moyen des peuples, qui s'en depouillant entierement, l'ont conferée au Souverain, par le serment & convention de leur obeir en tout. Si bien que ne leur estant pas resté un grain de Souveraineté, ils ne peuvent obliger le Prince par les Coustumes, qu'autant & si peu qu'il luy plaist. Et si le Prince vouloit ne s'y obliger aussi luy mesme il le pourroit, mais en sorte qu'il pourroit s'en desgager en toutes rencontres, comme il a accoustumé de faire de ses Loix.

Qu'en suite il depend du Prince mesme d'abroger, de changer & de renouveler ses Loix, l'experience nous le fait voir tous les jours; non seulement en matiere Civile &

Cri-



Criminelle, pardonnant aux Rebelles, faisant grace aux Criminels, & remettant les biens confisqués; mais encore, dans les choses qui regardent l'Estat; cedant des places, obligeant à des Tributs, & renonçant à des Droits. Comment donc deux Roys d'un commun & amiable consentement, selon le desir des peuples & pour le bien public, ne pourront ils pas establir une Loy? interpreter ou se dispenser d'une Coustume? Oüy certes, ils le peuvent; mesme selon la pratique des Tribunaux, & les sentiments des Sçavants. Et afin que vous ne disiez pas, que je n'agite l'air, qu'avec un ballon remply de vent, lisez les Textes, & observez les Interpretes.

Justinian met le Prince au dessus des Loix, 1. avec l'autorité d'agir sans elles & contre elles. Balde degage le Prince de l'observation des Loix, establies par son predecesseur, & par luy mesme. 2.

Mais vous, confessant que les Princes jouissent de la prerogative de publier & d'abroger les Loix, vous niez que cela s'estende aux Coustumes.

Mais les negatives d'un homme mal informé sont fort peu considerables. En Balde, Oledra-

1. *Supra, contra & præter leges statuit Princeps l. 3. C. de Testam. l. Princeps de Legibus.*

2. *Princeps solutus est legibus, & successor in regno perinde liber est ac qui præcessit, nec si nolit tenetur leges prædecessorum sequi. Bald. Conf. 161. Majestas, ut leges abrogat in toto, ita in casu singulari contra Jus dispensat. Lancelot. in templo Judic. 1. cap. 1.*

drade, Bartole & Aimon, vous respondent, que la Coustume est sujette à l'abrogation du Prince, & que ses Decrets prevalent sur quelque Coustume que ce soit. \*

Mais quand tous les Docteurs ne diroient rien qui nous fust favorable, nostre siecle ne parle il pas suffisamment, & par cent langues, de la Coustume & de ses Tribunaux; puis que l'on ne voit autre chose dans les Chancelleries des Princes, que des continuelles abrogations, contre les Coustumes pratiquées par les peuples, & contre les Loix des Pays & des Royaumes. Qui est le Souverain, quelque foible qu'il soit, qui ne dirige pas les affaires de son Estat par les regles de la seule raison, & avec un pouvoir absolu, sans s'arrester aux Loix, quand le bien public & l'intérest de l'Estat le demande?

O que les Roys de France sont devenus de grands Maistres en cette profession la! La Bretagne, le Poictou, la Guyenne, la Gascogne, la Provence, la Bourgogne & la Champagne, vous semblent elles de petites pieces d'Estat à estre jouées au Trictrac, pour se divertir? Et neantmoins estant tombées entre les mains des

\* *Principes potest derogare statutis Municipalibus, quia dicuntur Jus positivum.* Bald. conf. 177.

*Consuetudo est in potestate Principum, cum sit jus civile tacitum, & ab eo tolli potest.* Bald. Conf. 395. Oldrad. conf. 117.

*Constitutio Principis est fortior consuetudine, ut consuetudo fortior Jure communi* Bartol. in l. viros, C. de divers. off. lib. 12. *Aimo Cravetta l. 1. c. 1.*

des Roys de France , par le moyen des Femmes , ou de quelque stratageme. Le Droit des Coustumes , les Ordonnances Municipales, ny les Loix fondamentales n'ont pas esté un assez puissant Bouclier , pour leur conserver seulement quelque ombre de leurs anciennes prerogatives. Mais ayant esté aussi-tost depouillées , contre le Droit des gens , de leurs Loix fondamentales , & de tous leurs Privileges , elles ont esté enchainées sous le joug de fer de la Couronne de France, devenant de Principautés Souveraines des Provinces serviles , & des esclaves assujetties à la Politique Françoisé ; laquelle ne digerant rien , de tout ce qu'elle devore , convertit , non seulement la substance, mais aussi les excrements, en son propre aliment.

Je vous ay dit cy-devant, au Chapitre XIV. que dans ces Provinces là , l'on n'entendit jamais parler de la Loy Salique ; laquelle , s'il est vray qu'elle fust quelque chose , avoit fort peu d'estenduë hors de Paris. D'où vient que les Femmes , qui faute de Masles , comme en Espagne , succedoient à ces Principautés , s'estant Mariées à vos Roys , ruïnoient aussi tost leur Patrie. Ce qui a fait , que la France n'a plus voulu que les Femmes succedassent ; mais que la memoire de leur liberté , de leur dignité & de leur grandeur demeurast abolie. Que l'on me dise à certe heure , avec quelle Justice la Couronne de France peut abroger, dans la Maison d'autrui, les Coustumes fondamentales.



damentales, deſtruire le bien public, & reduire en ſervitude les Principautés, qu'elle acquiert par le Droit des Femmes.

Cela ſe devoit appeller une Maniſeſte injuſtice, contraire à toutes les Loix de la Nature & de Dieu; & non pas les actions des Monarques d'Eſpagne, qui pour une fois ſeulement ſe diſpensent d'une Couſtume de leur Pays; & cela pour le ſalut des Royaumes, pour la neceſſité de l'Eſtat, & pour le bien public.

Convaincu enfin de tous coſtés, vous vous retirez dans un coin, couvert du Bouclier des exemples de Charles V. de Marguerite de Flandres, de Henry, Roy des Romains, de Mathilde, Comteſſe d'Arras, d'Anne de Bretagne, & de Jeanne de Hainault. Memoires illuſtres, & dignes de reflexion, ſi elles appuyoient, au moins en apparence, vos Soſiſteries mal compaſſées.

Vous dites que Charles V. dérogeant à la Couſtume de pluſieurs Provinces de Flandre, introduiſit, par une pragmatique ſolemnelle, receuë de tous les Eſtats des Païs-bas, le Droit de representation en la famille regnante.

Si je ne me trompe, cêt argument conclut deux choſes contre vous; ſçavoir que les Princes peuvent introduire de nouvelles Loix contre les Couſtumes des Provinces; & que les Droits de representation, regardant toujours les Maſles en premier lieu, l'Infante n'a aucun Droit ſur ces Provinces, où le

le Roy Charles son Frere represente la personne du Pere. Mais passons outre.

Marguerite, Comtesse de Flandres, s'estant Mariée au Comte d'Avennes, après qu'elle eut deux Fils de ce Mariage, ayant sceu qu'il estoit dédié à l'Eglise, par l'ordre sacré du Diaconat, elle rompit le Mariage, & passa à d'autres nopces avec Dampiere, dont elle eut aussi deux Fils. Or vous dites, qu'après plusieurs debats, les deux Bastards, pretendant estre legitimes, obtinrent, en competence des Dampieres, qui estoient du second liét, Valenciennes & Arras; & les Dampieres la Flandre. En quoy est ce que cela nous nuit? Vous pretendez inferer de la, que les Enfants du premier Mariage, quoy que Bastards, precedent les Enfants du second Mariage, quoy que legitimes.

Ainsi au lieu de vous defendre, il me semble, que vous vous faites tort; puis que selon vostre dire les Fils du second Mariage obtinrent la Comté de Flandre, beaucoup plus important que celle d'Arras, qui fut accordée aux Bastards. Outre que ceux cy estant nés d'un Mariage solemnisé en face de l'Eglise, & que la Mere croyoit bon, ils doivent estre admis selon les saints Canons à la condition d'Enfants legitimés. C'est une chose connue, & qui ne reçoit point de doute.

Du Decret de Henry nous en parlerons ailleurs. On ne peut inferer autre chose, de  
la

la succession de Mathilde à la Comté d'Arras; au prejudice du Comte Robert son neveu; si non que c'estoient les personnes les plus proches du defunct, qui devoient succeder à ce fief, & qu'il n'y avoit point de representation en faveur des Masles.

Que Jeanne, Fille du Duc de Bretagne, ait esté heritiere de cét Estat, au prejudice du Comte de Montfort, cela ne conclut autre chose, sinon qu'en Bretagne les Filles representoient le Pere.

Et dequoy importe au Roy d'Espagne, que Jeanne d'Avesnes, s'emparant, après la mort du Comte son Pere, du Hainault, ait pretendu le faire comme heritiere, & non par Droit de representation? On pretend peut estre prouver par de semblables exemples, que le Roy d'Espagne ne peut pas, pour des causes tres importantes, qui regardent le bien public, interrompre le cours ordinaire de Coustumes de Brabant?

Et quoy que l'on ait anciennement pratiqué diverses formes de successions dans les Comtés de Hainault & d'Arras, vous n'en devriez plus parler; puis que Charles V. y a estably le Droit de representation, par lequel toutes les Antiquités sont abrogées. Mais vous y estes si fort attaché, que vous soustiendriez faulxement d'avoir vescu dans ces siecles, où les hommes ne se nourrissoient que de Glande.

Mais posons, que ces exemples concluent en vostre faveur? ne vous apercevez vous point



point de la mauvaise consequence, que l'on en peut tirer ? La France se devoit dépouiller de ses plus belles Provinces; parce que par les Loix & Coustumes fondamentales, les Femmes y succedoient, au lieu qu'à present la cruauté de la Loy Salique a exterminé leur Droit inviolable, par une usurpation, qui est incompatible avec la Justice & les bonnes mœurs.

Pour moy je ne comprends pas, comment un homme, capable de quelque estincelle de raison, a la temerité de bastir un Palais si magnifique, sur des fondements qui tombent en ruine.

O que l'argument qui suit est agreable !  
*Le Duc de Bourgogne fait compiler les Coustumes de Brabant : doncques il reconnoist qu'il y doit obeir.*

Cecy se peut appeller le plus tortu de tous vos Sophismes, & bien plus que le Z, qui est celuy de tous les caracteres, qui est le moins droit.

Après donc avoir exaggeré des raisons qui ne concluent rien, cité des autorités hors de propos, & produit des exemples, qui clochent des deux costés; allez vous vanter si vous voulez (je vous le permets,) que c'est vostre bras, qui a enfermé le pouvoir absolu du Monarque Espagnol dans les ceps de la Coustume, & brisé les Privileges à la Souveraineté de la providence Royale.

CHAP. II.

*Si les Pretensions Pecuniaires de la Reyne Tres-Chrestienne sont legitimes.*

Q Uand vostre haleine ne vous offense pas vivement ; c'est une figure d'Ironie ; & un Prologue de dissimulation : parce que feignant de passer des outrages aux excuses , il se sert de cette retraite , pour reprendre haleine , afin de nous assaillir ensuite par de plus rudes coups.

Mais la pourpre du Conseil d'Espagne ne peut estre tachée par l'huile de vos injures. Et la gloire du feu Roy , par la grandeur & l'innocence de ses vertueuses actions , est déjà en possession de l'Estime de la posterité , & d'une perpetuelle renommée. De sorte que si vous vous connoissez coupable de l'avoir traité , par vostre execrable mesdisance , d'Inique , d'Impie & d'Injuste , jusques à couper les franges de l'autorité de son Manteau Royal , vostre sinderese , Ministre de la Justice de Dieu , vous fait vostre procès.

Laisant pour cette heure la vanité des Compliments , vous venez au point de l'affaire. Et on commence l'inventaire de l'argent que l'on pretend.

En premier lieu l'Infante demande la Dot,  
que

que la Reÿne Isabelle apporta de France ; La  
somme

	<u>m</u>	
Esens d'or au soleil - -	500.	
	<u>m</u>	
Le douaire - - - -	166.	666.
	<u>m</u>	
Les intersts - - - -	150.	
	<u>m</u>	
Les pierreries & joyaux -	130.	
En tout - -	946.	666.

Compte de Marchand , & d'une Oecono-  
mie fort exacte. Mais tout compte demande  
revision , & ne peut estre sans exception ,  
voyons le donc.

Premierement , vous ne niez pas , que le  
feu Prince Balthasar ne soit demeuré heritier  
de la feuë Reÿne Isabelle sa Mere , & par la  
Coustume d'Espagne , le Roy Philippe est de-  
meuré heritier du Prince Balthasar son Fils :  
Et ce seroit une badinerie d'Enfant de vouloir  
nier cela.

Il ne reste donc rien à l'Infante des Droits  
Maternels. Et si vous ne le croyez pas , tous  
les peuples & les Tribunaux d'Espagne vous  
en donneront une assurance entiere.

De plus les pierreries , que l'Infante The-  
rese a emportés de la liberalité de son Pere,  
n'ont peut-estre pas esté en espee les mesmes  
de sa Mere ; mais si vous les adjoustés à l'or ,



à l'argent & aux autres raretés de prix , elles  
les excèdent du triple à bon compte.

Outre cela l'Infante ayant renoncé particu-  
lièrement aux biens Maternels , & à tous les  
Privileges, en vertu desquels elle eust pû pre-  
tendre d'y revenir : la Multiplication de vo-  
stre Arithmetique se reduit à un bon nombre de  
simples 000000.

De l'inventaire de l'argent vous passez au  
Catalogue des Principautés devolues à l'In-  
fante. Je pourrois demeurer ferme dans le  
poste de la renonciation & de l'exclusion , &  
vous laisser perdre haleine. Neantmoins m'e-  
stant resolu de devenir presque un Job , Mo-  
narque de la patience , je me laisseray encore  
entraîner par la chaleur de vos plaintes à me  
donner la peine de les refuter , avec autant de  
repugnance que de chagrin , à cause de la  
perte du temps , que j'y employe inutilement  
à suivre l'opiniastreté de vostre ignorance in-  
corrigible , qui n'est que trop appuyée par une  
beuvee de la fortune.

### C H A P. III.

*Si l'Infante a quelque Droit sur la Duché de  
Brabant , & les Seigneuries qui y sont  
annexées.*

**L**A succession des Principautés ne cheminent  
que sur le pied de la Coustume receüe de tou-  
tes les Provinces , & la Duché de Brabant , avec  
ses annexes , étant par la Coustume de devolu-  
tion

tion, qui laisse les biens Paternels & Maternels aux Enfants du premier Mariage, devolus par la mort du Prince Balchasar à la personne de l'Infante Therese, Fille unique du premier liēt du Roy Philippe, Seigneur de Flandre, le Roy Tres-Chretien demande, pour la Reyne son Epouse le Duché de Brabant, Malines, Anvers, la haute Gueldre, Namur, Limbourg, Cambray, Bourgogne, &c.

Toutes ces petites choses sont de si petite importance, que vous croyez peut-estre qu'il les faut joindre toutes ensemble pour n'en faire qu'à une fois ? Parce que vous accumulez plusieurs Provinces par un seul trait de plume, vous vous persuadez, que c'est une marchandise, qui se debite en gros. Je sçay bien aussi, qu'en jettant le hameçon de l'avidité à la bouche de tant de Provinces, l'extreme desir de faire une si riche acquisition, vous aura fait digerer le plus doucement du Monde les espines de la tromperie & de l'iniquité, que vous avalez avec plaisir ; parce que l'on ne se degoust point en France de la puanteur de l'injustice, quand elle apporte de l'utilité.

Toutes les lignes de vostre Compas regardant la moitié de ces Provinces, s'esloignent pourtant bien de la vertu, qui consiste dans le milieu : mais pourquoy parler de vertu à qui ne connoist que les extremités d'usurpation & de violence ?

Est-il donc vray, & mesme hors de conte-

ste , que ces Provinces soyent l'heredité de l'Infante , & qu'il soit au pouvoir de la France de s'en mettre en possession ?

La Devolution est donc une Loy sainte , prononcée sur la Montagne de Sina ; en sorte qu'elle ne peut souffrir aucune sorte d'interpretation ny de dispense ?

Il n'est donc pas permis à un Pere de mettre des Enfants au Monde , sans se voir ravir immédiatement après de la propriété de ses biens ; Et il n'y a pas moyen de passer à un second Mariage , à moins que de vouloir créer une race , laquelle , non obstant les richesses Paternelles , sera desheritée & Mendiante.

Les Femmes du premier Mariage triompheront donc à leur aise des richesses Paternelles , & les Masles du second liêt periront peut estre de faim miserablement ?

Les Peres ne pourront donc pas pourvoir à la seureté de leur juridiction , au bien estre des Enfants d'un second Mariage , & à la conservation de la Race Masculine.

Il est ainsi dit la France : & il n'est pas besoin de vous rompre la teste pour cela ; parce que c'est une Coustume , qui ne souffre point de remede , ny de temperament.

Le Brabant , mieux instruit que vous de ses affaires domestiques , dit que cela n'est pas. Mais comme on ne doit pas donner creance legerement aux Autheurs François , il est necessaire de peser once à once , cette eau trouble



ble de la Devolution, & de faire voir que vous n'y peschez pour nous que des Escrivains.

Et parce que pour bien connoistre les fins, il faut necessairement sçavoir les principes, voyons quels ont esté ceux de la Devolution. La Nature de cette Coustume Locale n'a pas asseurement eu son origine de celle des fiefs, parce que ceux cy excluent les Femmes avec toute sorte de rigueur. Elle procede encore moins des Princes, parce qu'ils ne l'ont jamais approuvée en aucun lieu de la Duché, & toute sorte d'approbation a esté premierement demandée par les peuples. Elle n'est pas venue non plus sur l'exemple de la succession de la famille Regnante, parce que celle cy ne regardoit que les Masles; seulement quand ils vinrent à manquer, & par un Privilege particulier elle fut dispensée par un Empereur de l'exclusion des Femmes. Il faut donc demeurer d'accord, que les rencontres particulieres ont introduit cette Coustume, qui n'est pas uniforme, mais admise inégalement, & point du tout receüe en certains lieux.

L'origine en demeurant donc entre les particuliers, on doit observer, que comme c'est un desir naturel aux gens mariés de se vouloir eterniser eux mesmes, par la generation des Enfants, le Mary & la Femme demeuroient d'accord entr'eux, par une convention tacite, comme d'une affaire domestique, que les biens de l'un & de l'autre ap-

partiendoient à la future lignée de leur liét commun , & non à d'autres. Par cét accord es biens devenoient inalienables , comme estant désja hipotheques aux Enfants , & cela appertoit des difficultés , en cas de veufvage , pour les secondes nopces , qui d'ordinaire sont condamnées du Monde , comme estant une marque d'incontinence. Ce sentiment est tellement enraciné dans l'ame des Marys mourans , par la jalousie , qu'ordinairement ils ont accoustumé de faire des donations conditionnées à leurs Femmes , pourveu qu'elles ne passent point à un autre engagement , lors qu'elles seront deliées du premier.

Estant passés depuis des conventions tacites aux expresses , & de celles cy à des formalités , dans les Contracés de Mariage , il s'en est fait une habitude , qui a passé en Costume , à laquelle les Souverains ayant donné une approbation conditionnée , cela autorisa en Brabant le Droit , que l'on appelle Devolution. En vertu duquel , aussi tost qu'une des parties meurt , les biens Immeubles sont devolus aux Enfants , & comme tels ne peuvent pas estre alienés par celuy qui demeure vivant. Ainsi lors qu'ils passent à de secondes nopces , les Enfants , qui en proviennent , demeurent exclus des biens Paternels , qui sont désja hipotequés aux Fils & aux Filles du premier liét.

Cette Loy , qui excède en rigueur , en dépouillant un Masle des biens , pour les donner

nér à une Femme , à quelque chose de crüel ; la sagesse des Legislateurs Romains ne l'a jamais crüe praticable , parce qu'elle donne de l'aversion pour l'incontinence , & pour la pluralité des Mariages.

De sorte que si l'Espagne l'alleguoit jamais , contre quelque Pretentions de France , nous verrions cheoir toutes les estoilles du Firmament , à cause des blasphemes , que l'on vomiroir contre le Ciel.

Il est bien vray , que cette Constitution n'estant pas establie par la prevoyance des Princes , elle n'a pas la mesme force par tout le Brabant ; ny elle ne s'estend pas esgalement par toutes les Provinces de Flandre ; mesme elle ne se pratique pas par les familles illustres.

On se gouverne pour les biens devolus à peu près , comme ceux qui sont substitués : non seulement l'Administration en demeure au Pere absolument , avec l'usufruit entier & hereditaire , mais aussi le Domaine & la propriété mesme , bien qu'imparfaite & comme endormie ; laquelle se reveille & se perfectionne , quand il survit à ses Enfants. Cependant il n'appartient autre chose aux Enfants , à qui les biens sont devolus , qu'une propriété nue , simple & civile : c'est à dire une esperance infailible d'obtenir ces biens-là , pourveu qu'ils survivent au Pere , sans pourtant jouir de l'administration , ny de l'usufruit , ny d'aucune autre juridiction ou avantage imaginable.



La Devolution n'estant donc autre chose, qu'un moyen que l'on a trouvé, pour conserver toute entiere aux Enfants du premier liét la succession legitime, est differente & autre, que la succession mesme; bien qu'à cause du rapport qu'il y a dans leurs significations, les noms ayent esté souvent confondus par les Compilateurs des Coustumes, & par les Legistes peu exacts.

Personne ne peut succeder à son Pere vivant, parce que le successeur represente la personne du defunct, à qui il succede. Celuy qui succede obtient aussi tost l'heredité entiere; il peut aliener, & il est obligé aux debtes du Pere. Toutes choses qui ne conviennent point, & qui ne sont pas propres à la Devolution; parce que celle-cy se fait pendant la vie du Pere en faveur du Fils: tousjours conditionnée; sans pouvoir, sans administration, sans usufruit ou propriété, & sans estre obligé aux charges, ou debtes contractées par le Pere; & ainsi c'est une chose decidée, par tous les Docteurs, Tribunaux & ordres de Brabant, que la Devolution n'est pas succession, & que le Pere retient tousjours le gouvernement, & la propriété des biens devolus. \*

Plusieurs personnes de bons sens, se connoissant capables de disposer de leurs biens, sans prejudicier à leurs Enfants, n'ont point voulu se soumettre à la rigueur de ces Cou-  
stu-

\* *Jo. Wamefius Professeur de Louvain, le President Everard, Feckins, Kinscot & Stockmans,*

stumes , & s'en sont dispensées par deux moyens ; ou en inserant dans le Contract de Mariage une clause , par laquelle ils dérogeoient à ce Droit, en se reservant la libre disposition de tous leurs biens , ou bien après la conclusion & la consommation du Mariage, en demeurant d'accord avec la Femme , de se laisser l'un à l'autre la liberté de pouvoir librement aliener les biens immeubles, lors que la mort viendrait à dissoudre leur Mariage. D'où vient qu'il n'y a point de Notaire si ignorant en Brabant , qui ne sçache , que dans les Testaments , qui se font tous les jours , la Coustume ordinaire des Femmes mourantes est , de remettre à la volonté du Mary le pouvoir d'aliener les biens , nonobstant la condition des Enfants , auxquels ils devroient estre devolus , puis que l'on sçait assez, que les Peres n'ont rien plus à cœur , que le bonheur de leurs Enfants. Et cette sorte de renonciation, vient à estre comme une convention inserée dans le Testament , laquelle est non seulement admise , sans aucune difficulté , par tous les Juris-consultes ; mais aussi rendue valable par l'usage, & le consentement de tous les Practiciens , sans aucun scrupule. Ce sont toutes verités connues , mesme par les Grefes des Tribunaux , & qui ne sont pas rendus moins autentiques par ce qui se pratique tous les jours , que par les declarations du sçavant Peckius, & du President Everard. \*

\* *Peckius de Testam. conjug. l. I. c. 43. Everard. Conf. 10.*

De plus , comme il arrivoit tantost , qu'en vertu de la Devolution , les Filles du premier Mariage emportoient de la Maison Paternelle quelque fois une portion , qui excedoit une Dot raisonnable , au prejudice des Masles , & quelque fois mesme qu'une Fille unique du premier liët , laissant sans legitime & sans aliments les Masles du second , destruisoit , ou au moins avillissoit la race Paternelle , à la ruine des familles , on trouva un temperament pour moderer la rigueur de la Coustume : dont le remede fut de ne point Marier les Filles , si contentes d'une Dot convenable , elles ne renonçoient à tous les biens Paternels & Maternels , nonobstant les Loix Romaines , qui defendent des telles renonciations ; puisque les nouvelles raisons des temps , l'utilité de la Republique , & l'importance de conserver les Illustres familles , exemptoit le Brabant d'obligation à se regler sur les Ordonnances des siecles passés , & les Pragmatiques estrange-res.

Peckius, Groenevegue & le President Evcrard , mieux informés que personne de ces fortes d'affaires , en donnent des assurances indubitables. Et le Conseil de Brabant mesme prononce ordinairement en faveur des renonciations , que font les Filles ; comme le prouve par une infinité de raisons le President que je viens de nommer , & toutes les assertions , que nous avons produittes , dans les premiers Chapitres de la premiere partie ser-  
vent



vent à appuyer cette Coustume ; puis que nous y avons traité de la validité des renonciations, lesquelles à l'exception des Loix anciennes, & afin d'asseurer la conservation des grandes familles, ont esté receües, par l'espace de quatre cent ans, de toutes les Nations de l'Europe.

Mais continuant dans la mesme matiere, on doit observer qu'il n'y a nulle consideration, qui puisse lier la volonté des Peres, en sorte qu'il ne soit pas en leur pouvoir de disposer librement des biens, quoy que devalus aux Masles ; s'ils veulent les aliener, ou les distribuer aux Enfants du second liêt, la seule legitime reservée à ceux du premier. Tout cela est permis, pourveu que les Enfants en estant contents, renoncent à tous les avantages de la Devolution, introduits en leur faveur. Et cette affaire se remettant à la disposition de la volonté des Enfants, on ne doit pas dire qu'il y ait de la fraude : la Nature nous enseignant, & toute sorte de Loix permettant ordinairement, que la conservation, ou la dissipation de nos biens depend de nostre volonté. D'où vient que tous les Docteurs d'un commun accord remettent en la liberté des Enfants, de renoncer, non seulement à tous les acquests hereditaires ; mais aussi à la legitime.

Cette cruelle Coustume du Brabant, que l'on appelle Devolution, n'est donc pas inalterable, comme les destinées. Les Contrastes de

de Mariage, le consentement des Mariés, la deliberation des Testateurs, & finalement les renonciations des Enfants maintiennent le Pere dans la Juridiction que la Nature luy a accordé, de disposer librement de la propriété de ses biens, & de pourvoir aussi au bien estre des Enfants du second liét, non moins qu'à la conservation de sa famille. \*

Mais quand la verité, qui se produit telle qu'elle est, ne seroit que des mensonges; vous n'en pourriez tirer aucune sorte d'avantage, à l'égard de vos plaintes mal fondées.

La renonciation & l'exclusion de l'Infante, dont elle est convenüe, avec une liberté entiere, qui ont esté reconfirmées & jurées par elle mesme, par son Pere & par son Mary, subsistent tousjours dans la mesme assiette, puis que pour la Devolution, il n'est pas necessaire d'en parler. Que la Devolution triomphe tant qu'il luy plaira, parmy le peuple, il n'est pas vray, ny mesme vray-semblable, que les Principautés des Provinces de Flandre ayent jamais admis cette Coustume, peu considerable dans les successions de la famille Souveraine. Ainsi la Reyne Tres-Chrestienne, ne peut pas alleguer d'autres raisons d'heredité acquise sur la Duché de Brabant, que sur le Throsne de Castille; sur lequel est assis l'heritier du Roy Philippe, comme veritable Monarque, sans aucun soupçon de Devolution.

Tou

\* Decius Conf. 687. Alciat, conf. 479. Merlin de l'Esma lib. 3. tit. 2. qua. 7. Covar, p. 3. §. 3.

Toutes les impertinences , que vostre plume a esbauchées jusques à cette heure , n'estans que la simple terme de vostre toile , en comparaison des choses , que nous traittons presentement , je suis obligé de decouvrir, avec une exactitude, qui responde, a sujet à la fausseté des arguments , & la vanité des Pretensions , par lesquelles la France pretend establir ses Droits sur les Provinces Catholiques.

#### C H A P. I V.

*Si la Duché de Brabant , & les autres Principautés , qui y sont jointes , sont sujettes au Droit de Devolution. Et si les Filles du premier Mariage peuvent exclurre du Throsne les Masles du second.*

**L**E petit Escrivain François, non seulement l'asseure , presque comme un Article de Foy; mais aussi il le defend par des raisons, des autorités & des exemples , comme avec trois lances de Diamant ; quoy qu'elles ne vaillent pas trois fuzeaux de verre : Mais parlons de la preuve.

Pour determiner , sans preoccupation , de la validité & condition des Loix , sur lesquelles on peut faire fonds en Brabant , comme principale Duché & Chef des Provinces de Flandres , on doit remarquer qu'elle est en partie fief de l'Empire Romain , & en partie absolument Souveraine en elle. Il n'y a rien de



si certain ; & cela se voit aussi par les Investitures, & par la Transaction d'Augsbourg, passée entre la Flandre & l'Empire en l'an 1549. si bien qu'en ce qui depend de l'Empire, elle ne peut pas estre soumise à de plus grandes charges & sujettions, que ce qui est prescrit par les termes de ses Investitures. Quant à ce qui regarde la Souveraineté pleine & absolue, il depend d'elle seule d'establir des Loix, & d'autoriser par sa puissance les Coustumes des Vassaux.

De plus, il est indubitable, que les Loix de l'Estat, qui regardent la succession, n'ont jamais anciennement admis les Femmes au gouvernement, & c'est seulement la dispense de Henry Roy des Romains, qui a introduit, que faute de Males les Femmes pourroient succeder ; ce qui fait voir, que par la premiere Loy elles n'avoient nul Droit, ny entrée au gouvernement ; & mesme depuis cela elles n'ont jamais esté preferées à aucun Male. Le Droit de Devolution ne s'estend donc pas jusques à la Souveraineté de l'Estat ; mais demeure renfermé parmy le peuple.

Pour vous, ayant des Loix feodales & des Docteurs en main, vous argumentez, que supposant que les fiefs & les Terrés compris au Duché de Brabant, & aux Estats y annexes sont sujettes à la Devolution ; il s'en suit par une consequence necessaire que la principauté mesme & la famille Regnante succombent à ce Droit ;

parce

parce que les Princes Flamans se servent en la conduite de leurs Maisons des mesmes Loix & Coustumes, selon lesquelles leurs sujets vivent. Et tant s'en faut qu'ils pretendent d'en estre dispenses à cause de la Souveraineté, qu'à leur advenement à la Principauté, ils jurent devant les Estats des Provinces l'observation des Statuts communs. Or c'est en vertu de ceux-cy que la Devolution est establie : doncques les Princes n'en sont point exemts.

Davan age les fiefs dependants & le fief dominant marchent sous une mesme regle, & quand il naist quelque different de fief à l'égard de la Principauté, on le decide selon la Coustume des fiefs subalternes de la Province. Que la Cour de Paris l'a ainsi jugé, comme dit du Moulin. \* C'est ainsi que le Brabant en decidé, & c'est là l'opinion commune des praticiens. Or la Devolution regne dans les fiefs subalternes, & par consequent aussi en la Principauté.

En verité vous estes dans les fineses un autre Tibere ; qui croyoit connoistre seul ses artifices. Mais quoy que vos arguments soyent faits en forme, ils sont pourtant mal informés, & encore moins raisonnables. Parce que se cachant, comme la seiche, dans les tenebres de leur ancre, au lieu de tromper, ils se trompent. Mais il faut faire connoistre l'evidence de la verité.

Les fiefs de Brabant, ( non pas tous ) admettent la Devolution, mais non pas la  
Du.

\* Moulin. in tit. Fendor. 12. qua. 20. & 86.

Duché de Brabant , qui n'est pas fief , si non en partie , comme incorporée , à certaines conditions , dans le Cercle de l'Empire.

Voyons le premierement par le sens des Loix mesmes , qui ont esté faites en faveur du premier Mariage , pour l'avantage duquel elles s'opposent à l'incontinence des seconds nopces. Mais cela ne peut convenir aux Princes , dont les seconds Mariages méritent l'applaudissement de tout le Monde , parce qu'ils donnent par ce moyen des Princes Masles à l'Estat , qui sont quelque-fois fort necessaires pour sa conservation. Combien de fois le Brabant seroit il tombé sous des dominations estrangeres , si ses Ducs n'avoient point passé à de seconds Mariages ? Quand donc cette Coustume seroit louable parmy les particuliers , elle seroit condamnable entre les Souverains , qui ne se marient pas plusieurs fois par incontinence , ou par mespris du premier liét , mais pour l'utilité & necessité des Estats , & pour l'interest du bien public.

Secondement les formes , dans lesquelles sont concëus les Articles de ces Coustumes , ne peuvent pas s'estendre jusques à la famille Regnante.

Ils traittent tousjours de fonds , ou de fiefs qui reconnoissent la Cour tutelaire , qui est maintenüe par le Prince ; des clauses d'Investitures & d'hommages ; de serments de fidelité , que les Vassaux doivent prester.

Des



Des reconnoissance deües au Prince, & des alienations, Donations & permutacions qui se doivent faire devant les Pairs de la Cour; de l'indult que l'on peut obtenir du Prince, pour disposer des dernieres volontés des Testateurs. Que voulez vous davantage? *si un Homme, ou une Femme, ou des Enfants* (ce sont les termes des Articles de la Coustume) En fin il n'est pas possible de faire convenir de semblables formes, avec la dignité du Souverain. Mesme plusieurs Autheurs declarent, que les Princes, en approuvant ces Coustumes de Devolution, *protestent, qu'ils se reservent le Droit de les changer & de les innover*; & specialement dans la Coustume de Louvain, on y a adjousté un clause specifique, qui dit, *sans prejudice du Droit & Souveraineté du Roy*. De plus dans les Coustumes de Brabant & des autres Provinces, approuvées par le Roy, il est reservé ordinairement cecy, en termes expres; *sans prejudice de nostre Droit & autorité*.

On y donne aussi des Preceptes, qui regardent le partage des fiefs, que le Pere veut accorder à ses Enfants pendant sa vie; chose qui ne peut pas entrer dans l'imagination, & qui est tout a fait absurde à l'égard de la Principauté. On accorde un Tiers de l'heredité à l'aisné, & les deux autres tiers se partagent également entre tous les autres Enfants selon l'ordre de l'Article 21. des Coustumes de Brabant. Mais qui est l'homme, que-

quelque connoissance qu'il ait des Histoires de Flandres , qui se puisse vanter de me pouvoir monstrier par un seul exemple , que les Ducs de Brabant ayent jamais partagé l'Estat, ou que l'ainé en ait donné le tiers en partage à ses Freres & à ses Sœurs ? Un Fils a tous-jours esté seul heritier de la Principauté , sans jamais la diviser , ny en partager la possession avec ses Freres & ses Sœurs , mais leur assignant un appanage mediocre , il est tousjours demeuré le Souverain absolu.

J'espere que vous ne m'alleguez pas l'unique exemple, de l'action de Jean de Boheme, parce qu'encore qu'il ait envahy le Brabant par les armes, Dieu & la raison l'en excluient pourtant. \*

De Marguerite Fille de Jean Premier Duc de Brabant , & de l'Empereur Henry , naquît Jean Roy de Boheme , lequel environ l'an 1236. se presenta à l'assemblée de Bruxelles , demandant au Duc Jean troisieme , une portion du Brabant proportionné au Droit de  
la

\* *Joannes , Bohemia Rex , qui Henrico Imperatore à Margarita, Filia Joannis primi Ducis Brabantiae predictae , Bruxellam venit; ubi in Concilium Ducis admissus, partem sibi Ducatus Brabantiae deberi palam asseruit. Cui per Rogerium à Lisdalia, Cancellarium responsum est. Iniquam Duci proceribusque videri Regis postulationem. cum id ab omni pæne memoria inter Brabantios observatum sit, ne masculo superstite, sexmina in Ducatu, successione subdetur. Porro offerre Ducem, ut procerum Brabantiae, ac Juris prudentum sententia ea de re mos geratur, &c. Divus Rer. Brabant. lib. 14.*

sa Mere. Mais le Chancelier luy respondit par une harengue grave. Que la demande paroïssoit fort injuste , puis que par Coustume immemoriable , les Femmes n'avoient aucun Droit sur cette Duché , tant qu'il y avoit des Masles. Que neanmoins le Duc estoit prest d'en faire examiner les Droits , par les Etats de la Province. Dequoy le Bohemien , n'estant pas moins irrité que confus , connoissant qu'il avoit plus de force que de Droit , il eut recours à la violence des armes ; delolant le Brabant avec la meime Barbarie , qu'au lieu d'abhorrer , l'on imite aujourd'huy , avec trop de succès.

Que l'on vueille donc obliger la Principauté à suivre la Coustume des fiefs , qui en dependent , & la Loy vulgaire approuvée seulement pour l'avantage des Vassaux , c'est une injustice Manifeste ; les Coustumes des sujets ne devant pas servir aux Princes d'un pedant Tiran. Et quoy la Devolution , qui n'a point de lieu à Bruxelles , à Anvers , à Nivelles , dans le Pays d'outre Meuse , & dans le territoire de Tournay ; pour ne point parler de plusieurs autres lieux ; parce qu'elle n'est pas d'une telle force , qu'elle puisse assujettir toute la Province , pourra obliger la Souveraineté à la reconnoistre sans le consentement du Prince ?

Qui voudra establir pour Loy publique & fondamentale une Coustume , qui n'oblige pas mesme tous les Vassaux , qui n'est pas égale



le par tout où elle est observée , & qui étant attachée aux circonstances Locales des Terres & de la Campagne , n'est pas établie comme Loy de Prince ?

Si nous voulons considerer le but de la Devolution , qui est l'ame & la cause de toutes sortes de Loys , comme aussi la fin de la succession dans les Estats ; nous trouverons que ce sont des differents esgards , qui n'ont aucune sorte de rapport entr'eux. La Devolution pretend favoriser le premier Mariage , à dessein d'empescher le second , duquel elle est la peine , pour punir l'incontinence des Peres , & mettre à couvert de la malignité de la belle Mere les Enfants du premier Mariage , & leur fortune. Toutes choses contraires au bien public , & à la succession des Principautés , dont la fin & la cause principale est une raison d'Estat fort essentielle , qui regarde la conservation de la famille Regnante , afin que pour l'utilité du bien public , & le salut des peuples l'ordre de la Souveraineté se conserve dans la mesme race , aussi longtemps que le peut permettre l'inconstance de la condition humaine ; à quoy la pluralité des Mariages contribue beaucoup , comme la force de la Devolution s'y oppose directement ; laquelle en preferant les Filles du premier liét , porteroit l'Estat dans des mains estrangeres , par une honteuse exclusion des Masles du second Mariage. Chose qui rempliroit les Provinces de guerres

res Civiles, & qui troubleroit le repos des peuples.

Qui voudroit, nonobstant tout cela, pretendre d'assujettir les Souverains à la Tiranie de cette Coustume, devroit prouver devant toutes choses, qu'il n'y a jamais eu aucune Loy imposée dans l'Estat, à l'égard de la succession, ny par la supreme Constitution Imperiale, ny par la Souveraineté & Coustume de la famille Regnante. C'est une regle certaine, raisonnable, receuë de tout le Monde, & particulièrement approuvée par vostre du Moulin. Si pourtant vous aviez la hardiesse d'avancer, que le Brabant n'observe point de Loy dans les successions, je pourrois bien vous faire voir, qu'il n'appartient pas aux peuples de le gouverner par des petites Coustumes populaires, mais que c'est au Roy d'Espagne à le faire par les Loix de la Couronne.

Mais il n'est pas necessaire de s'en donner la peine, puis que les Empereurs & les Princes Souverains de Brabant, avec le consentement des peuples, ont estably l'ordre de la succession dans les Provinces de Flandres; si bien que ceux qui disent le contraire, ne meritent presque pas d'estre escoutés. Mais parce que la satire, quoy qu'incroyable, ne laisse pas de trouver quelque creance, osons le voile à la verité, qui presque, comme la teste de Meduse, changera vos mensonges en un rocher insensible de confusion.

En

En l'an 1204. dans la celebre assemblée des Princes , qui se tint à Coblens , Philippe Roy des Romains , établit en faveur des Ducs de Brabant, la Constitution suivante.

*Insuper Regiâ nostrâ autoritate statuimus, & memorato Duci concedimus, ut Filie sue, si masculinum heredem non habuerit, in feudis suis liberè ei Filia, tanquam masculi succedant.*

Les Ducs ne se gouvernoient donc point devant ce temps là par d'autre Loy , que par celle des Principautés les plus severes , qui excluent entierement les Femmes. D'où vient, qu'ayant recours à l'autorité Imperiale , pour la temperer , ils obtinrent que les Femmes pouvoient succeder à cette Souveraineté; mais seulement en cas que les Princes Masles vinssent à manquer. Ainsi quoy que ce Privilege appelle les Femmes à la succession sous condition , il ne prejudicie point à l'ancienne Loy , qui admettoit seulement la condition des Masles. Dites moy à cette heure , quelle figure faisoit la Devolution dans ce temps-là ? Elle admettoit peut-estre les Femmes à la succession Souveraine , mesmes à l'exclusion des Masles ?

S'il vous prenoit fantaisie de soustenir, que la Devolution ne regnoit pas dans ce siecle-là , mais qu'ayant depuis acquis de la force & du credit , les Ducs ont este obligés de la reconnoistre , je vous repliquerois franchement, que les Principautés des Provinces de Flandres , ayant une Loy propre , en matiere de suc-



succession, comme l'on a fait voir, qu'en cas de differends on doit y avoir recours, & non pas aux petites Coustumes du vulgaire.

Ce seroit agir contre l'ordre de la Nature, que de souffrir que dans les successions des Etats & des Royaumes la Femme fust preferée à l'homme, & la Sœur au Frere; puis que du consentement universel, & selon le Droit des gens, l'homme naist pour l'Empire, & avec le Privilege de commander au sexe le plus foible, lequel ayant reçu de la Nature une complexion moins propre, & qui a l'impuissance en partage, semble estre destinée pour l'ordinaire à la gloire d'obeir.

Ainsi que la Fille soit l'ainée, & du premier lit, vous ne sçauriez la faire entrer en competence avec les Masles pour la dignité du gouvernement; parce que l'Ordre de la Nature, le Droit des gens, les anciennes Loix de l'Estat, les Constitutions des Empereurs, & la Coustume tousjours pratiquée par la famille Regnante, ont estably, que le Masle, quand il seroit du cinquiesme Mariage, exclud les Femmes du premier, les reculant d'un degré, sans leur faire aucune sorte d'injure.

Mais dit la France, la Devolution regne en Brabant, & celle-cy prefere les Filles aînées aux Masles des autres Mariages. J'accorde tout cela: mais c'est dans les successions particulieres desquelles il n'est pas permis de tirer des arguments pour les publiques; y

*II. Partie.*

Cc

ayant

ayant moins de rapport entr'elles, qu'entré une Fourmy & un Elephant. Et si vous en agréez un essay, Arniseus vous en pourra donaer une leçon. \*

La difference qu'il y a entre le Politique & l'œconomique, & entre le public & le particulier, n'est pas de petite importance. Lors qu'une petite Damoiselle, en excluant le Masle du second Mariage, administre premierement & gouverne, puis en suite transfere une Terre ou un Village d'une famille à une autre, cela n'apporte d'alteration qu'à quelques interets particuliers. Au lieu qu'il est fort malseant & ruinenx, que dans la succession des Principautés Souveraines une Fille prenant entre ses foibles mains le gouvernement de la Republique, en exclue un homme, & prive par ce moyen le public d'un Directeur capable d'acquérir de la reputation, l'utilité, la gloire, & le salut de l'Estat & des peuples; aussi bien que de maintenir vigoureusement la Paix & la guerre? Enfin une Femme en se mariant, la souveraineté est aussi-tost transferée à un sang étranger, avec tous ses changements de Coustume,

\* *Fœmina, etiam major natu, in successione indivisibili excluditur à masculo, & existente masculo, redigitur ad instar secundi gradus. Et licet in privatis hereditatibus aliud jus obtineat, & æquales portiones famellæ cum masculis auferre patiamur, an inde licet progredi ad successionem in rebus politicis? Et publica exigere ad leges privatorum? &c. H. Arniseus de jure Majestatis c. 2. §. 12.*

stume, & de Loix, & autres circonstances, qui reüssissent au dommage des peuples, & à la confusion du bien public : comme l'observe fort sagement Magerus 1.

C'est pourquoy Arnisaus 2. établit, du consentement universel de tous les Sçavants, qu'il est du Droit des gens, que les Femmes, quelque Droit qu'elles puissent avoir à la succession, en demeurent exclües à l'avantage des Masles.

Les Femmes ont esté exclües anciennement de la Souveraineté, par les Loix Divines 3. & humaines, Dieu & ses Lieutenants les ayant assujetties à la volonté de l'homme. Ny jamais aucune Coustume, ny Loy, ne leur a permis de succeder aux Principautés de leurs Peres, pendant qu'il y a des Masles vivants. Ainsi de quelle foiblesse ne pourroit-on pas condamner les Ducs de Brabant, s'ils

C c 2

avo-

1. *Ne alienis ac Peregrinis dominis Clientes & subditi subjiciantur, maxime Reip. interest, sit enim mutatis dominis ex diversarum gentium commixtione corruptis morum, & mutatio legum, quo nihil periculosius Civitatibus. Quid, quod lugubre est & deplorandum, non ipsis modo subitis, sed & dominis, videre homines suos, eorumque bona, ac prædia in potestatem transire externam.* Martin. Magerus cap. 15. n. 45.

2. *Jus in omnibus gentibus inde usque à primordiis regnorum invaluit, ut quantumvis successionis jure utantur, ad Filias tamen Reip. gubernacula non devoluantur, quamdiu mares supersunt.* H. Arnif. de Jure Major. cap. 2. §. 4.

3. *Sub viri potestate eris, & ipse dominabitur tibi.* Gen. cap. 3. l. semine de Reg. l. Cum prælors, l. 1. de potest.



avoyent souffert , que leur puissance Souveraine eust esté assujettie par les Coustumes incommodes de leurs Vassaux ?

Mais enfin je perds patience , lors que je considere , que puis que les particuliers ont accoustumé de convenir avec leurs Femmes, par les Contrac̃ts de Mariage , par des actes domestiques , & enfin par des Testaments , de la derogation à la Coustume , qui rend leurs biens communs devolus à leurs Enfants ; seroit il possible que les Princes , s'ils avoient esté sujets à la Devolution , ne s'en fussent jamais mis à couvert , par l'exception accoustumée , pour le salut de l'Estat , & pour asseurer leur importante succession aux Mafles, de quelque Mariage qu'ils pussent naistre ? Comment pourroit on jamais s'imaginer , que les Souverains , qui sont si jaloux de la conservation de l'Estat dans la race des Mafles , voulussent negliger les moyens propres pour leur asseurer à l'exclusion des Femmes , la succession recommandée par l'intérest Politique ?

Nulle indignité n'a jamais paru plus facheuse au Senat Romain , que la presence de la Mere d'Heliogabale au Senat , bien qu'elle n'y fust pas , pour y donner les iussrages , mais seulement pour observer tout par une curiosité de Femme. D'où vient qu'entre les brutalités de cét homme effeminé , rien ne parut jamais plus scandaleux , que de voir une Femme sur les bancs des Senateurs , Que seroit

roit ce donc si l'on en preferoit une , pour le gouvernement des affaires , à son propre Frere , qu'elle mettoit sous les pieds ?

Dieu avoit ordonné , mais seulement entre les particuliers , & faute de Masles , que les Femmes heriteroient , avec cette obligation neantmoins , de se marier dans leur Tribu , & à leur plus proche parent. Cette Loy, ( selon le sentiment de Demosthene 1. a esté imitée par les Grecs , entre lesquels les Femmes , qui heritoient , estoient obligées de se marier dans la Patrie , & avec le parent le moins esloigné.

C'est donc avec beaucoup de raison , que l'on a tousjours refusé dans les Provinces de Flandres n'admettre les Femmes au gouvernement , pendant la vie des Masles , soit Freres ou neveux. Et cela selon l'ancienne Loy fondamentale de l'Estat ; selon le Decret de Philippe Roy des Romains , & selon la Coutume de la Principauté ; qui non seulement ne se peut pas partager , ny destruire par le Droit des gens , mais ne souffre pas mesmes la division des plus illustres fiefs , que l'on appelle dignités de Regale ; ce qui passe en decision de Loy constante par la Pragmatique de Frederic Empereur , qui dit. 2.

*Ducatus, Marchia, Comitatus de cetero non*  
Cc 3 *divi-*

1. *Demosth. contra Boetum.*
2. *Inserta in Cap. un. §. præterea, de prohibenda fendi alienatione.*

*dividuntur. Aliud autem scendum, si Consortes  
voverint, dividatur.*

A l'autorité de l'ancienne Loy de Flandres, & aux Coustumes de Philippe & de Frederic, s'en joint encore une autre de l'Empereur Charles Quint, qui est seule capable d'enter-  
rer tous les arguments de vostre Libelle.

Cet Auguste Monarque, qui estoit Flamand de naissance, avoit eu la pensée de reduire toutes dix-sept Provinces en un Royaume pour l'interest de l'Estat, & pour la grande inclination qu'il avoit pour sa Patrie; mais voulant mettre la chose en execution, il y trouva des difficultés si fascheuses, qu'il abandonna ce dessein, à cause de la diversité des Privileges & Coustumes, qui sont quelquefois opposés dans les Provinces mesmes; lesquelles composant une seule Couronne, devoient asseurement souffrir une trop grande alteration, en s'unissant sous une mesme forme de police & de Loix.

Mais il est bien vray, que Charles se resolut, par sa prudence, de satisfaire en quelque sorte aux desirs de ces Provinces, en les unissant en un seul corps inseparable, & en y établissant le Droit de representation, & la Coustume de transmettre la succession aux Filles, mais seulement faute de Males. D'où vient qu'en l'an 1549. ayant convoqué tous les Estats, il établit, à l'instance priere qu'ils luy en firent, une Loy de Pragmatique sanction, qui fut publiquement applaudie par  
les



les Estats , & approuvée & souscrite par tous les Ordres. Nous en rapporterons seulement icy ce qui touche nostre affaire.

Il dit donc , que les Femmes peuvent succeder , mais seulement faute de Masles.

*Autoritate nostrâ , & de plenitudine Potestatis decernimus & declaramus , hoc nostro Casareo Edicto perpetuo , quod in nostro Ducatu Geldria & Zutphania Comitatu , ut in ceteris nostris Provinciis Patrimonialibus & Hereditarijs , deinceps omni & quocunque tempore , femina , non extantibus Masculis Heredibus , succedere possint , & debeant.*

Mais si la Devolution , plus puissante que l'autorité Imperiale , dispoit de ces Provinces en faveur des Femmes ; quelle légèreté estoit celle des Estats du Pays , & quelle simplicité a ce sage Empereur ? Mais bien plus : quelle injustice n'y avoit il pas d'exclurre les Femmes par cette condition , *non extantibus Masculis* , si les Femmes du premier Mariage devoient monter sur le Throsne au prejudice des Masles du second ?

Charles a donc uny ces Provinces , quoy que séparées de Loix & de Coustumes , en un seul corps ; qui ne se peut plus separer , sans pourtant alterer , en façon du Monde , l'ancien estat d'aucune d'elles. C'est pourquoy il s'explique ainsi dans la Pragmatique : *Desirant sur toutes choses pourvoir au bien , repos & tranquillité de nos Pays de desà , & les conser-*

*ver en une seule Masse, & qu'ils soient inseparablement possédés par un seul Prince.*

Pour vous, qui en mordant la verité avec les dents d'Elephant, vous vous couvrez le visage de la peau d'un Agneau, vous voudriez bien destruire cette Pragmatique de Charles, sans la combattre : ainsi luy portant un coup, comme les Parthes, vous dites seulement en passant : *Que cét Empereur avoit taché de reduire les Provinces en une Masse, mais que les Estats s'y étant opposés, ce dessein s'estoit esvanoui. Depuis dans la Pragmatique, établie pour le Droit de representation, il ne se trouve pas un seul mot de l'Union des Provinces : comme raconte Grotius.*

Ny vous, ny Grotius, ny aucun homme du Monde ne peut soustenir le contraire de ce que les Monarques ont estably du consentement, & selon le desir des Provinces. Comme aussi Grotius ne touche point à cette matiere, parlant seulement du changement de gouvernement, & des Estats, dont Charles Quint faisoit dessein de composer un Royaume. Ainsi vous estes un insigne imposteur ; mais non pas pourtant tout à fait indigne de pardon, parce que vous estes tellement aveuglé par vostre passion, que vous protestez mesmes contre les propres paroles de la Pragmatique, qui vous convainquent d'estre meschant.

*Que veulent donc dire ces paroles ; Desirant les conserver en une seule Masse, afin qu'il*

*qu'elles soyent inseparables ?* Desirant , ne se prend point icy en un sens imparfait. Non asseurement , il signifie la resolution de Charles, & indique d'où elle procedoit , sçavoir de la passion qu'il avoit pour le bien public ; & pourtant il ne prie pas , ny ne fait pas instance , pour que l'on condescende à ses desirs, mais il resout & determine en faveur des supplications de ses sujets. Cette clause , estant donc la cause , & le fondement de tous les autres decrets importants de cette Pragmatique , laquelle doit conserver inseparablement les Provinces sous un seul Prince, (qui est l'unique object des peuples & du Prince) on establit en suite comme un effect de l'Union, que le Fils doit tousjours représenter le Pere , & que seulement faute de Masles, les Filles le peuvent représenter. Il poursuit donc. *Lesdits Estats nous ayant fait instance, à ce que nous voulussions introduire ladite Loy, (sçavoir la cause & le fondement des effects qui suivent;) Nous deliberons & ordonnons, qu'en tous nosdits Pays representation aura lieu, pour ce qui regarde les Princes & Princesses qui sont capables de succeder. C'est à dire faute de Masles, comme il a esté remarqué un peu auparavant.*

Or si vous m'accordez l'effect , pourquoy me niez vous la cause ? Si les Provinces ne sont pas jointes en un seul corps , & inseparablement unies , comment pourroit regner sur eux un seul Prince , qui representast le

C c 5

Pere,



Pere , pendant que dans quelques unes des Provinces , les Femmes les plus proches en ligne droite succederoient à l'exclusion des Masles de la ligne Collaterale ? Le Frere du Prince mort auroit donc succedé en Brabant, & ailleurs la Fille du mesme Prince.

Si cela eust esté ainsi , on n'auroit pas pu mettre en pratique le Droit , qui avoit esté introduit. Qu'en suite il ait esté constamment reçu par les peuples , & autorisé par les Souverains , il suffit , pour en estre assuré , de lire le Contract de Donation , par lequel Philippe Second , en investissant sa Fille Isabelle des Pays-bas , s'oblige par une Loy inviolable , à maintenir la Pragmatique sanction de Charles V. son Pere , à l'égard de l'Unité inseparable des Provinces , rassemblées en un seul corps.

De plus encore une autre Constitution de Charles , de l'an 1549. y adjouste.

*Eadem Provincia nostra in una Massa Beneficio representationis , servantur , nec amplius ab invicem separentur , &c.* Et en suite : *Id quod jam antea à Statibus Geldrie petitum.*

Croyez vous aussi , que les Estats de tout le Pays , rassemblés sous un Empereur , aussi vigoureux que Charles , ne sceussent pas , que le Droit de representation pour les Masles regnant en quelques unes des Provinces & non en d'autres ; l'Union en un seul corps inseparable , estoit necessaire , comme estant la cause des effects , qu'ils desiroient ?

ent? Si ce n'est que dans la Phisique Francoise il se trouve des effets sans leurs causes.

Et de plus si les Provinces estoient sujettes à la Devolution, mesmes à l'égard du Chef de la Maison Regnante en Brabant, elles ne l'estoient pas en Hainault; elles l'estoient à Namur, non dans le Luxembourg; en Geldre, non en Flandres: il est donc certain, que dans le mesme temps la Fille du premier Mariage auroit regné en Brabant, en Geldres, à Namur & semblables Principautés, par Droit de Devolution, & le Masle du second list auroit succédé au Pere dans le Hainault, Luxembourg, dans la Flandre & ailleurs, par Droit de representation.

De sorte que l'on auroit veu en un mesme jour deux Souverains, de sexe different presider sur ces Provinces.

Mais n'ayant jamais esté parlé de Devolution dans le Cabinet des Princes, & toutes sortes de Coustumes ayant moins de force, que la Pragmatique de Charles, qui a esté establie du commun consentement des peuples, & qui est conforme à la dispense de Philippe, Roy des Romains, en admettant les Femmes au Gouvernement, mais seulement en cas qu'il n'y eut point de Masles: les Provinces sont donc unies en un corps inseparable, & sous un seul Prince. Et voicy par Terre le Colosse des Pretentions de ceux qui

s'imaginent avoir Droit de se rendre Maistre des Pays-bas , qui par la Loy d'heredité ne sont sujets qu'au petit Nepveu de Charles Quint , c'est à dire à Charles second Roy des Espagne.

La lumiere de ces verités donne d'autant plus dans la veüe , qu'elle est opposée à l'obscurité de vos Sofismes. Demeurant pourtant opiniastre , quoy que vaincu , j'aperçoy que sans parler , vous me monstrez du doigt dans la marge de vostre livre , ou libelle , si vous voulez , l'autorité de quelques Auteurs Flamands , lesquels en gros Caracteres semblent prester l'espaule à la subsistance de la Devolution destruite. Mais je vous expedie en deux mots ; parce que pas un de ceux cy ne parle de ce que vous pretendez. Quinscot, Buckens , Christinaüs , Sande & les autres, ne traittent point icy de la Devolution , mais de la conservation des Privileges des Provinces ; afin que leur condition n'empire point sous un nouveau Prince. Mais que quelqu'un asseure , que cette Coustume Locale a du estre observée par la famille Souveraine , comme vous le supposez faullement , ce sont vos assertions qui sont obligées de le prouver ; & je vous donne du temps pour cela jusques au jour du jugement ; vous ayant suffisamment soustenu le contraire par des verités invincibles. Comment donc les Estats pouvoient ils protester , en faveur de la Devolution , si elle n'a jamais eu lieu pour la succession de l'Etat !



stat ? Mais je vous entens crier. Aux exemples, aux exemples, qui sont des autorités convaincantes. Me voicy, je vous entends, & vous attends.

Que dès les temps tres anciens jusques à present la Devolution a esté en usage dans les Principautés des Pays-bas, importance, que les Empereurs ont plusieurs fois jugée, & suffisamment confirmée & par Charles V. & par les deux Philippes second & quatriesme.

Combien de desmentis vous donneroit icy un homme moins considéré, & moins soigneux de demeurer dans les regles de la bien-seance ?

Dites moy de grace, où vous apprenez l'art d'asseurer des menteries si grossieres ? je vous tiens. Burkens est l'ancre sacrée, qui vous defend du prochain Naufrage ; parce qu'il a enregistré dans les Trofées de Brabant un decret de Henry Roy des Romains, en date de l'année 1230. qui parle ainsi : La Mere de Henry Fils du Duc de Lorraine, estant decedée, les Princes de nostre Cour ont jugé, que si le mesme Duc vouloit aliéner quelques uns des biens qu'il possède, ledit Henry le peut empescher, & se mettre librement en possession desdits biens. \*

Pre.

\* Henricus Dei gratia Romanorum Rex, semper Augustus, omnibus ad quos scriptum pervenerit, gratiam suam & omne bonum. Notum facimus, quod cum Henricus, major Filius illustris Principis Ducis Lotharingie, matrem habuerit, & illa sit mortua, per sententiam Prin-

Premièrement, à la veüe de la dispense, que donna Philippe Roy des Romains, des anciennes Loix de Brabant, en l'an 1204. c'est à dire vingt six ans devant la presente response de Henry, je ne sçay pas comment vous pretendez, que cette Devolution ait esté introduitte entre les Princes, laquelle exclud mesme les Masles; puis qu'on avoit à peine obtenu dans ce temps-là la grace; que seulement faute de Masles les Femmes pussent succeder. Faites y un peu de reflexion, parce qu'en accordant les temps, vous feriez discorder ce que vous escrivez.

En suite la foy de cette sentence est incertaine, & communement on la tient pour Apocriphe, parce qu'elle ne se trouve point dans aucuns Archives, ny Auteurs. N'estant point vray-semblable, que cêt Empereur donnast permission à un Fils d'armer contre son Pere, & de le dépouïller de ses biens; à moins qu'il ne pretendist, qu'une telle Barbarie, qui n'a jamanis esté pratiquée mesme parmy les Turcs, fut permise entre les Chrestiens. Ainsi c'est à vous à produire des preuves de la legitime autorité. Mais je vous donne cela; parce que le contenu de la Constitution supposée ne m'empêche pas d'aller à rien tout.

Le

*capum in Curia nostra est judicatum, quod si idem Dux de bonis, quæ possidet quid alienaret, vel in manus vellet transferre alienas, dictus Henricus se de iisdem bonis intrromittere possit & occupare licenter ad usus suos, & tenere. Datum Fribergæ Anno gratiæ 1230. Bntk. in troph. Brab. fol. 71.*

Le Duc de Lorraine vouloit aliener quelques biens, qui appartenoint à Henry son Fils, comme heritier de feuë la Mere. Henry n'y consentant pas, eut recours à l'Empereur, qui jugea l'affaire à son avantage. Ces paroles signifient cela, & rien davantage, *Cum Matrem habuorit, & illa sit mortua*, autrement il n'estoit pas au pouvoir du Duc d'aliener les biens dependants de la dignité Ducale, soit que la Femme fust morte ou vivante; le Droit public ne permettant pas de telles alienations, sans le contentement des Estats; comme l'assurent avec tous les autres, Belluga Espagnol, & Chopin François. \*

De plus par cette façon de parler, *si idem Dux de bonis que possidet, aliquid alienaret*, on ne peut pas entendre la Principauté, ou partie du Domaine; & quelque Torture qu'on luy donne, on ne peut pas l'estendre jusques à y trouver ce sens là. D'où vient, que quand mesme cette clause n'y seroit pas, *cum Mater sit mortua*, qui explique clairement, que le differend estoit pour les biens de la Mere morte, qui regardoient le Fils aîné, nulle regle de bon discours ne permettoit d'inferer, que l'on defende icy de rien distraire de la Principauté, dont le Fils auroit esté heritier, par la Loy de Devolution: Mais seulement, que l'on parle des biens,

\* Belluga Specul. pr. rubr. 9. Chopin de dominio Gallia lib. 2.



biens , qui se peuvent aliener , comme sont d'ordinaire les biens Patrimoniaux, destachés de la dignité publique , que les Princes possèdent par un Droit particulier.

Outre cela , j'accorde , quoy que cela soit impossible , qu'il estoit question icy des fiefs & biens annexés à la Duché ; & que les Loix de ces temps-là , parce que le Mariage estoit rompu , defendoient au Duc vef toute sorte d'alienation au prejudice de son Fils , quel avantage en peut tirer la cause de France ? Autre chose , sinon qu'en Lorraine les Princes vefs ne pouvoient pas disposer , contre la volonté de leurs Enfants , des biens qu'ils possedoient.

Mais auriez vous bien assez de temerité & d'insolence , pour tirer de là cette ridicule consequence , qu'en ce temps-là regnoit cette enorme Coustume , dont la rigueur , faisoit succeder la Fille à la Duché , & à l'exclusion des Masles , qui venoient du second Mariage ?

Remarquez donc , comme vous precipitez , sans ressource , dans l'Enfer d'une injustice Manifeste , cette Pretension , que vous allez preschant , comme sainte.

Mais d'un Roy des Romains , passons à un autre : de Henry , à Charles. Vous exagerez , que la conscience de Charles se trouvant chargée , parce que par la mort de sa Femme les Païs-bas estoient devolus à son Fils Philippe , il luy en resigna bien-tost la Seigneurie.

Cecy

Cecy pourtant , en bon langage est , un argument semblable à l'amphisbène , qui vous mord de la teste & de la queue. Il est vray que Charles V. renonça à la Flandre , en faveur de son Fils. C'est peu de chose que la Flandre : Mais aussi aux Espagnes , bien tost après. Il est donc permis d'argumenter , que ce bon vieillard avoit aussi reconnu la Devolution dans ses Royaumes d'Aragon & de Castille.

Voulez vous toucher des yeux , & voir des mains , que cét Auguste Empereur n'a jamais pensé , que le Droit de la Devolution privée deust avoir aucun lieu , à l'égard des Principautés de Flandre ; ou qu'il fust au moins fait quelque mention de l'exclurre , dans les Pragmatiques des Cabinets des Ducs ; Ayez un peu d'attention.

Par la mort d'Isabelle de Portugal , Mere de Philippe second , ( selon vostre dire ) la Flandre demeure devolüe à Philippe , Fils unique de l'Empereur Charles. Mais Philippe s'estant marié à Marie de Portugal , qui mourut incontinent après luy avoir donné le Prince Charles ; il perdit incontinent les Pays-bas , comme estant désja devolus au Prince Charles son Fils. Le Prince Charles avoit donc succédé à ces Provinces , & personne ne les pouvoit aliener. Escoutez à cette heure , comme l'on dresse l'acte de l'alienation , qui destruit entierement la force de cette Devolution supposée.

L'Em-

L'Empereur Charles , ayant marié le mesme Philippe son Fils à Marie , Reyne d'Angleterre , en faisant ce Mariage , il investit de tous les Pays-bas , par un Contract public , les Enfants , qui en pourroient provenir. Mais comment cela ? si les Pays-bas estoient désja devolus ? & si le Prince Charles en estoit l'heritier legitime ? les Enfants du second Mariage pouvoient ils exclurre ceux du premier ? Apprenez le. Un Charles V. & un Philippe second , Monarques non moins sages que justes , enseignent aux opiniastres defenseurs de la Devolution , qu'elle se souffre entre les particuliers ; mais qu'elle ne s'admet point dans la succession des Souverains.

Pour s'y conduire avec methode , & pour solemniser les obseques de vos Pretensions agonisantes , passons du Pere au Fils ; c'est à dire de Charles à Philippe. *Du souvenir de nostre siecle* vous dites par le tesmoignage de l'Historien Meteren , *Philippe II. Roy d'Espagnes ayant resolu de donner la jouissance des Provinces des Pays-bas à l'Infante Isabelle* , les peuples avec de fortes oppositions. *protestèrent* , qu'ils ne consentiroient jamais , qu'ils fussent livrés comme des esclaves , mis à prix , & distracts au caprice du Prince.

En suite vous adjoustez , par les paroles expresses qui suivent. *Que pour verifier dans la Maison Regnante le Droit de la Devolution* , se peut voir ce que Meteren en dit , en son Histoire  
des



des Pays-bas en l'an 1598. Comment Philippe second, ayant du premier liēt Isabelle & Catherine, & du second Philippe, qui luy succeda en ses Royaumes, Et ayant pour de certaines raisons, destiné les Pays-bas à Isabelle, & ayant envoyé l'acte de donation aux Estats, pour le faire enregistrer dans les actes publics, les Brabançons, jaloux de la conservation de leurs Privileges, & voulant tesmoigner la fidelité & l'obeissance qu'ils ont pour leurs Souverains, soupçonnerent que l'on ne crût que l'Infante Isabelle, à qui ces Estats appartenoient par Devolution, n'y fust receuë par donation, de laquelle seule il s'y faisoit mention. C'est pourquoy ils protesterent, & de bouche & par escrit, que cette donation ne pourroit pas prejudicier aux Privileges du Duché. Et en mesme temps presque tous les Juris-consultes du Pays s'exciterent à establir le Droit de la Devolution, à l'envy les uns des autres, avec des raisons & des exemples, à l'avantage de l'Infante, pour faire connoistre qu'elle estoit leur Princeesse, en vertu des Costumes du Pays, & non en consideration de la liberalité du Pere.

Or pour vous convaincre de menterie infame, sciemment & frauduleusement avancée, au grand prejudice de la bonne foy, & de la verité, mesme qu'Emanüel Meteren a fait imprimer dans ses Histoires de Flandres l'an 1613. à la Haye, où il dit clairement dans le livre 12. pag. 412. tout le contraire de ce que  
vous

vous avancez ; je vous remets à la fin du présent Traitté , où il y aura un extrait essentiel & exact du mesme Meteren, duquel pour eviter la longueur , je toucheray à cette heure seulement les points necessaires à la decision de nos differents.

Il assure , Que le Conseiller Richardot , ayant déclaré la résolution du Roy au Conseil d'Estat, & en suite au Conseil de Brabant, & depuis à toutes les autres Provinces , elles escrivirent au Roy ce qui s'ensuit. Qu'ils avoient entendu la resolution du Roy , de donner l'Infante sa Fille en Mariage à l'Archiduc Albert, & pour Dot les Pays-bas & la Comté de Bourgogne, avec le consentement du Prince son Fils. Ce qu'en premier lieu ils trouverent fort estrange , pource qu'ils avoient maintenant vescu tant d'années sous le juste & equitable gouvernement d'un si bon Roy , & que se ressouvénant de tant de faveurs , que les Pays avoient receus de luy , de ses predecesseurs & de leurs gouverneurs , ils estimoient qu'il n'estoit pas possible de les destourner de son obeissance, sans un continuel remors de conscience , si le changement venoit à estre autre, qu'on ne leur avoit donné à entendre. Car qu'ils reconnoissoient , que ce leur estoit une grande consolation de leur donner pour Princeesse sa tres-chere Fille , & des vertus de laquelle ils avoient tant oüy parler, & en outre de luy adjoindre un Mary , qui estoit un des plus vertueux Princes du Monde , qui meritoit beaucoup pour sa sagesse , singuliere bon-

bonté, & cordiale affection, qu'il portoit à ces Pays, &c. tellement qu'ils ne se pouvoient pas assez consoler, resjoûir & remercier le bon Dieu, d'avoir mis au cœur de sa Majesté une si bonne resolution, par laquelle ils ne pretendoient pas changer de Seigneur, puis que ce nouveau Prince estoit le sang, la chair, le cœur, & l'image de sa Majesté. Outre l'esperance qu'ils avoyent, que cela se feroit à l'avancement de la gloire de Dieu, au contentement de sa Majesté, & au bien de ses sujets, & de ses humbles serviteurs tels qu'ils estoient, ainsi que sa Majesté disoit en ses Lettres.

Doncques les peuples reconnoissoient le Roy pour véritable Seigneur propriétaire des Pays. Autrement ils ne pouvoient pas craindre le remors de la sinderese, pour passer sous la domination hereditaire de la Souveraine legitime par Droit de Devolution: ainsi qu'ils n'auroient jamais fait ces expressions, si le Fils de Philippe fust venu se mettre en la possession de ces Provinces, comme heritier legitime.

En consideration des

qualités de l'Infante & de son Mary, ils se consolent de la douleur, que leur causeoit ce changement. Et en se réjoûissant de ce que le Roy leur donne l'Infante pour Souveraine, ils confessent qu'elle ne l'estoit pas auparavant, mais seulement en vertu de la donation du Roy. C'est pourquoy ce n'est pas le Droit de Devolution, mais la liberté de la volonté du Roy, qui établissent l'Infante en ces Principautés.

Et partant se conformans à sa volonté, & obeissans à ses commandemens, ils declaroient & protestoient, pourveu que sa Majesté le leur commandast, qu'ils serviroient l'Infante sa Fille,



Fille, & Monseigneur l'Archiduc son futur Mary, avec tel zele qu'ils avoient servy sa Majesté, & qu'ils leur monstrentoient toute obeïssance & fidelité.

Cecy auroit esté une espece d'impertinence : comme s'auroit esté une extravagance accomplie siles peuples, en jurant fidelité à son Fils Masle & legitime heritier, croyent faire une action fort meritoire obeïssent en cela à la volonté du Pere. L'on voit donc icy,

que les Estats n'avoient point d'égard à la Devolution, parce que les Provinces devoluës eussent déjà esté sujettes à l'Infante. Cette sage & sainte resolution estoit donc une chose extraordinaire, & non une action d'obligation & necessaire.

Et ainsi baïsant les pieds & les mains de sa Majesté, ils prioient Dieu le Createur de luy vouloir donner en santé longue & heureuse vie, avec une joye telle qu'il attendoit de cette sienne sainte & sage resolution. De Bruxelles c<sup>e</sup> 11. de Decembre 1597.

Vous semble-it que ce soit là le langage d'un peuple qui resiste aux Decrets de Philippe : où sont les exclamations du Brabant ? où sont les protestations des ordres de l'Estat ? où sont les plaintes de la Devolution vulgaire ? où sont avec les refus d'obeïssance, les libelles injurieux contre le Souverain ? ce que je produis est une lettre de tous les ordres, & Conseils d'Estat, de guerre & des Finances. Et c'est l'Histoire de Emanuel Meteren. Ainsi que peut respondre à cela vostre conscience.

Mais passons au Contract, par lequel le Roy Philippe & le Prince son Fils, cedent les

les Pays-bas , & en foit Don à l'Infante : il l'explique ainsi :

Nous avons resolu de ceder en don à nostre dite Fille , en aide & faveur dudit Mariage , nos dite Pays-bas , & tout ce qui en depend , en la forme & maniere , comme sera dit & specifié cy-dessous, &c

Le Roy ne pouvoit pas donner les Provinces , si elles n'estoient pas à luy, & n'avoit que faire de se met-

tre en peine du consentement de son Fils , s'ils ne luy appartenoient pas.

Item à condition , & non autrement , qu'en cas, ce que Dieu ne vueille , qu'il n'y eust ny Fils ny Fille de ce Mariage , ou qu'ils fussent morts après la mort de l'un desdits Archiduc Albert , & de nostre Fille Infante , venans de ce present Mariage , ladite donation , concession & transport sera nul & de nulle valeur.

Il n'estoit pas permis au Roy de lier à aucune condition imaginable ou de diminuer , contre les Loix particulieres de Brabant , la liberté & les Droits de l'héritiere devolutive de ces Provinces , comme en estant Souveraine , & en cela égale au Pere , si elle estoit munie de la force de la Devolution, & non gratifiée de la donation volontaire du Pere.

En quel cas , si nostre dite Fille l'Infante demouroit vefue , sa portion legitime du costé Paternel , & sa donation du costé Maternel , telle qu'elle luy peut competer & appartenir , la suivra , par-dessus ce que nous , ou nostre Fils le Prince ferons , pour la bonne affection que nous leur portons. Et si ledit Archiduc Albert , nostre bon

bon Cousin, survivoit ladite Infante, il demeurera Gouverneur desdits Pays-bas, pour & au nom du Prince propriétaire, auquel ils seront devolus.

Que l'on considere icy, si point eu. Aussi après la les peuples & l'Infante au- mort du Mary l'Infante ne roient consenti de perdre les joüit point d'aucun Droit Droits de Souveraineté, de Souveraineté absolüe, mesmes pendant sa vie, en estant seulement demeuré cas qu'il n'eust point d'En- Gouvernante des Pays-bas, fans, comme il n'y en a au nom du Roy, son Frere.

Que ladite Infante, ny nuls autres, appellés à ladite possession, ne pourra pour nulle cause quelconque partir, ny diviser lesdits Pays, ny donner, ny eschanger, sans nostre consentement, & de ceux qui seront nos heritiers, & successeurs en ces Royaumes.

Il faut remarquer l'au- le Roy se reservoit en ces torité, & le pouvoir, que Provinces.

Item à condition, & non autrement, que la mesme qui sera Princesse ou Dame desdits Pays-bas, se Mariera avec le Roy d'Espagne, ou avec le Prince son Fils. Et si cela estoit impossible, ne pourra en tel cas une telle Dame prendre Mary, ny s'immiscer en aucune donation, ny en nulle partie d'icelle, sans nostre advis & consentement, & de nos heritiers. Et en cas de contravention, tout ce qui aura esté donné & octroyé leur retournera, comme si cette donation, cession & transport, n'eust jamais esté fait.

Et

Comment peut-on croire, des conditions si dures de quel l'Infante auroit accepté celui, qui en cas de Devolution,



lution, n'y avoit aucun pou-  
voir.

C'est ainsi que les Mo-  
narques s'exprimēt, quand

ils veulent que le Contract  
se dissolvē & s'annulle,  
faute d'accomplir les condi-  
tions.

Et pour autant que nostre intention & volon-  
té est, que lesdites conditions ayent leur plein &  
entier effect, sous & par le moyen d'iceux. Nous  
donnons, cedons, quittons, transportons, renonçons  
& accordons en don de fief & d'arriere fief, &c.  
En la meilleure maniere & forme, &c. sans que  
l'incompatibilité puisse prejudicier à ce qui est com-  
patible, nécessaire ou avantageux à ladite Infan-  
te, &c. Tous nos Pays-bas, & chacune Province  
d'iceux, & la Comté de Bourgogne & celle de Cha-  
rolois, &c.

Icy la validité du Con- | plissement des conditions.  
tract depend de l'accom-

A la charge neantmoins qu'on observera in-  
violablement toutes & chacunes les conditions  
cy-dessus spécifiées, & la pragmatique par feu  
l'Empereur mon Pere au mois de Novembre  
1549. touchant l'union desdits Pays-bas; sans  
consentir ny accorder aucune separation, ny divi-  
sion en iceux, pour quelque cause ou occasion que  
ce soit.

Que celui qui nie PU- | Pays-bas, prenne garde à  
mon en une masse établie | cette clause de Philippe.  
par Charles V. dans les

Et par ainsi nous faisons, établissons & de-  
nommons par ces presentes, nostre dite Fille l'Infan-  
te,  
II. Partie. D d te,

te, Princeſſe & Dame des dits Pays-bas, & Comté de Bourgogne & Charolois.

Si le Roy l'a crée Prin- | Pays-bas, elle ne l'eſt  
ceſſe & Souveraine des | donc pas auparavant.

Absolvant pour cét effect nos Vaſſaux & ſujets du ſerment de fidelité, promeſſes & obligations, &c.

Et avons de noſtre pleine puiſſance & autorité Royale derogé, & derogeons à toutes & chacune les Loix, Conſtitutions & Couſtumes qui pourroient contrarier & contravenir à ces preſentes, &c. Donné à Madrid le 6. May 1558.

Philippes.

N'eſtes vous point encore perſuadé, que le Droit de Devolution ne convient point du tout aux Souverains des Pays-bas? Vous ſemble il encore que vos aſſertions ne ſoient pas ſuffiſamment condamnées pour fauſſes, par Philippe Roy des Romains, par Charles V. Empereur, par Philippe II. Roy d'Eſpagne? Et meſme Philippe III. ne nous manque pas. Celuy-cy eſtant legitime & unique heritier de tous les biens & Eſtats Paternels, pour rendre la Donation du Pere valide, cede les Pays-bas à l'Infante. Mais comment cela? ſi les Pays-bas eſtoient déjà devolus à l'Infante: Qui dit cela? l'Auteur François. Ce n'eſt pas ſa premiere menterie. Qu'il aille à l'eſcole.

Philippe, par la grace de Dieu, Prince, Fils & unique heritier des Royaumes, Pays & Seig-

neff.

neuries du Roy Philippe II. du nom Monseigneur  
 & Pere, &c.

Donques l'Infante n'e- | Pays-bas.  
 ftoit point heritiere des

Consentons & sommes contents, que les dits  
 Pays-bas, & Comté de Bourgogne soient cedés, trans-  
 portés & donnés à nostre bonne Sœur l'Infante,  
 comme mondit Seigneur & Pere l'a fait.

Cette renonciation du | Justice & subsistance des  
 Prince Philippe enseigne à | renonciations, exclusions  
 l'Auther François un peu | & cessions des Fils, non  
 de modestie contre la Verité, | sans l'auorité du Pere.

Et afin que tant mieux il puisse subsister, & pour  
 plus grande assurance & fermeté, nous disposons  
 & ordonnons, de nostre propre & franche volonté,  
 sans qu'il soit sur ce intervenu aucune extorsion,  
 contrainte, tromperie, fausseté, ny aucun respect,  
 ny reverence Paternelle, ny craintes, ny par aucun  
 abus ou persuasion, nostre intention & volonté  
 estant, que lesdits Pais soient donnés à ladite In-  
 fante & ses successeurs, &c. renonçans en faveur  
 de nostre Sœur, pour nous & nos successeurs, à tous  
 benefices, quoy que ce fut par le Droit de restitution  
 in integrum. Madrid 1598. &c.

Ces deux actes sont sellés d'un mesme sceau, en  
 cire rouge & lacs d'or.

Ayant falsifié l'Historien Meteren, par  
 quel serment pretendez vous acquerir à l'a-  
 venir de la creance à vos assertions, afin que  
 l'on y adjouste foy, sans crainte d'estre  
 trompé?



Monstrez moy un peu dans les Annales de Flandre , ou dans les Archives des Provinces, la moindre protestation des Estats contre cette *Donation* du Roy Philippe , libre à son esgard , mais fort conditionnée à celuy de l'Infante ? vous estes asseurement convaincu par Meteren. Et Cristinaeus & Butkenus ne concluent point en vostre faveur par la Clause : *Scripto Ordinibus caveat duodecimum Cessionis articulum , Belgicarum Provinciarum libertati , & Privilegijs nihil derogatum , aut detrimento fore.*

Cette autorité ne destruit pas la Donation, & ne parle d'aucune protestation contre le Contract ; mais comme l'on voit clairement, elle touche la conservation des Privileges, avec lesquels on accepte la Cession icy spécialement nommée : au lieu que si les Estats eussent entendu sauver le Droit de la Devolution ; non seulement ils n'auroient pas nommé & accepté la Cession , qui luy est directement opposée , & qui la destruit ; mais ils auroient dit , que le *Don* du Roy renverseroit, dès la racine une de leurs vieilles *Costumes*, autorisée par l'usage des siècles , & par la pratique de la Maison Souveraine. Et neantmoins il n'y est fait mention d'aucune Coustume, mais simplement de liberté , d'immunité , & des Privileges de la Patrie ; parce que la Devolution n'estant autre chose , ( comme vous l'asseurez vous même ) qu'une espece de peine, introduitte en haine des secondes nocces , il est cer-

certain qu'une restriction de peine ne se pou-  
voit comprendre sous le nom de *liberté* & de  
*Privilege*; d'autant plus que les peuples font  
tous ies jours ce qu'ils peuvent, pour éviter  
cette peine, en se munissant de protestations  
contre elle, dans leurs Contrats de Mariage,  
& dans les Testaments.

Parlant donc sincerement, on ne peut re-  
cueillir autre chose de cette seureté, que vous  
produisez, sinon que les peuples, en accep-  
tant la cession librement & sans contradi-  
ction, pretendoient d'estre maintenus dans le  
mesme Estat où ils estoient, afin que leur  
condition ne fust pas pire sous l'Infante &  
sous l'Archiduc, qu'elle avoit esté par le pas-  
sé sous le Roy Philippe; c'est pourquoy on y  
insinue, que le Prince futur ne puisse les  
traitter selon d'autres que celles qui ont esté  
pratiquées à leur égard par les Princes pre-  
cedents, selon la condition de l'immunité &  
des Privileges des Provinces. Mais voulez  
vous estre pleinement esclaircy, que les peu-  
ples de Flandre n'ont jamais eu dans l'esprit,  
que ces Provinces appartenissent à l'Infante,  
par Droit de Devolution, & qu'elle n'a ja-  
mais esté comprise parmy les Privileges, où  
ils desiroient que l'on ne touchast point?  
Observez le par l'action des peuples mesmes,  
lesquels voyant que l'Infante n'avoit point  
d'Enfants, se porterent volontiers, quoy-  
qu'elle fust vivante, & son Mary aussi à ju-  
rer fidelité au Roy Philippe troisieme, & à se

contenter, après la mort de l'Archiduc Albert, d'estre gouvernés par l'Infante Isabelle, comme Regente, pour son Frere. C'est une chose qui ne souffre point d'opposition, & qui fait voir plus clairement, que cent Actes ne pourroient faire, que l'on n'a jamais pretendu, que les Pays-bas fussent devolus à la Fille aînée du premier liêt d'Espagne, comme vous l'argumentez impertinemment.

Et quand mesme Emanuel Meteren, Chrestien, & cent mille Docteurs, ou Historiens, conviendroient de ce que vous dites, jusques à la moindre virgule, quel avantage en pourriez vous tirer? On n'en peut pas inferer d'autre consequence plus favorable à vostre cause; sinon que les Ordres des Provinces, en acceptant la Donation du Roy Philippe second, ont pretendu estre conservés dans leurs anciens Droits, & dans les formes accoustumées du gouvernement. Mais peut-estre qu'entre leurs Droits ils pouvoient conter ceux qui imposent des commandements à leurs Souverains? Peut-estre que leurs Privileges leur donnoient l'autorité de regler, ou plustost de mettre en confusion les Loix de l'Estat, & specialement celles de Charles Quint, pour la succession de leurs Princes, & d'eslever les Femmes sur le Throsne, à l'exclusion des Princes Masles?

Ostez cette Chimere de vostre esprit, puis que cent siecles ne vous suffiront pas, pour  
la



la réduire à une existence réelle. La Devotion n'entra jamais dans la Maison des Princes ; Charles V. & les trois Philippes , ses successeurs ne l'y ont jamais connue ; & à peine l'ont approuvée , quand ils en ont parlé dans les affaires de leurs sujets ; autrement leurs actions ont tousjours détruit ces sortes de Coustumes à l'égard des personnes Souveraines ; comme on a veu en Charles V. qui destina les Pays-bas aux futurs Enfants du second Mariage de Philippe , bien qu'il y en eust un vivant du premier. Depuis en Philippe second , qui donna ces Provinces à Isabelle , avec certaines limitations & réserves. En Philippe trois qui en fit une ample renonciation , & depuis en priva sa Soeur , se faisant reconnoistre Souverain par les Brabançons , pendant qu'elle vivoit encore. Et en Philippe I V. qui en exclut l'Infante Therese ; & tout cela sans que dans toutes ces différentes dispositions des Pays-bas il ait jamais esté dit un seul mot de cette Coustume Feodale , dont les Pretensions de France font tant de bruit.

De plus , combien de fonds , de tiltres , de Jurisdicctions & de Seigneuries de Brabant & des autres Provinces , annexés à la dignité Ducale , ont esté alienés par Charles V. Philippe second , & mesme par Philippe I V. pendant la vie du Prince Balhasar , auquel elles auroient esté devoluës ; toutes sortes de personnes les acheptant , sans que l'on ait en-

tendu un seul mot de reclame , ou de plaintes des peuples ; mais mesme avec le plein consentement des Ordres de l'Estat , & de tous ceux qui pouvoient avoir Droit de s'y opposer ! Parce que le sentiment commun du peuple est , que la Devolution vulgaire n'a point lieu dans la Maison des Princes, qui se gouvernent par d'autres Loix , sur d'autres fondemens, & qui ont d'autres fins.

Que vostre insolent caquet cesse donc maintenant , ou qu'il aille publier à des peuples moins avisés, que *Brabantia Principes ab hac consuetudine nunquam recesserunt.*

Cependant si les actions publiques de ces Monarques , en execution des Loix prononcées, ne peuvent pas establir, contre la pretendüe Devolution, un Droit public, qui se peut observer inviolable, regulier & constant : enseignez moy , car je ne le sçay pas , en quelle autre Loy d'Estat le Monde peut trouver de la fermeté.

Il est tousjours fort constant , que ma patience est à bout , & que je me lasse d'estre tousjours aux prises avec un homme , qui s'est obligé par vœu solennel de ne s'approcher jamais de ce qui est raisonnable , ou vray-semblable; je me haste donc de conclurre, que si la Devolution avoit eu lieu dans la Principauté de Brabant, les Pays-bas seroient devolus non pas à la France , mais à la Savoye : escoutez comment.

Vous m'avez appris , que du Mariage d'I-  
la-

Isabelle de France avec Philippe second naquirent Isabelle & Catherine. Que depuis le Roy Philippe estant passé à un second Mariage, il eut d'Anne d'Autriche Philippe trois son successeur.

Si donc l'Infante Isabelle possedoit les Pays-bas par la Loy de Devolution; en vertu de la mesme Loy, après la mort d'Isabelle, qui ne laissa point d'Enfants, Catherine sa Sœur devoit succeder à ces Principautés, comme estant du premier liêt; à l'exclusion de Philippe troisieme, qui estoit né du second. Cela estant Philippe quatrieme a injustement usurpé ces Provinces, qui estoient désja devolües à Catherine, & à ses Enfants, dont les heritiers, qui regnent aujourd'huy en Savoye, seroyent legitimes Souverains des Pays-bas par Devolution, à l'exclusion de Philippe quatrieme & de ses Enfants; & par ce moyen (si vous l'agreez) de l'Infante Therese aussi. De sorte que si les François, voulant deployer la banniere de la Devolution, n'entrent dans les Pays-bas, comme Commissaires du petit Fils de l'Infante Catherine Emanüel Duc de Savoye; ils y entrent comme usurpateurs avec une injustice manifeste.

Mais en donnant du front contre cette piece de Marbre, comme si vous aviez rencontré un bien de paille, vous ne laissez pas de poursuivre, sans vous déconcerter, dans le mauvais chemin de vos noirs desseins, vous



contentant d'effleurer seulement la matiere, comme si elle ne meritoit presque pas, que l'on y fist reflexion. Fuiant donc, comme les chiens, qui vont boire dans le Nil, vous laissez eschapper de vostre bouche : *Que Philippe IV. exclut avec justice Catherine de Savoye, parce qu'aux successions des Femmes aux fiefs, le Frere est preferé à la Sœur.*

Selon vostre dire, la personne, à qui les biens sont devolus, venant à mourir, sa Sœur, née d'un mesme Mariage, ne doit donc pas luy succeder, mais le Frere né du second liêt. *Que peut-on demander davantage ? Ex ore tuo te judico.*

Le Prince Balthasar estant donc mort, à qui, selon vostre sentiment, les Pays-bas estoient devolus, sa propre Sœur Therese ne doit pas luy succeder, quoy que née d'un mesme liêt ; mais son Frere Charles, bien que du second Mariage. Parce qu'en la succession des fiefs, dites vous, le Frere du sang est preferé à la Sœur germaine du Devolutaire defunct.

Voyez un peu, à quelles extremités vostre ignorance vous reduit, à confesser, en consequence de ce que vous avez avancé, que les Pays sont devolus, ou au Duc de Savoye, ou à Charles Roy d'Espagne.

Un menteur sans memoire est un malheureux Architecte. Vous avez estably par vingt exagerations fortifiées par des Articles de la Coustume, & par le sentiment des plus.

plus celebres Docteurs de Brabant, que tous les biens stables, Paternels & Maternels, sont devoirs aux Enfants du premier liét, soit Fils ou Filles, après la mort du Pere ou de la Mere, mesme à l'exclusion des Masles du second Mariage? & que ceux la succedant les uns après les autres, ne laissent pas seulement une ombre d'esperance à la miserable condition de ceux cy, comme estant exclus à perpetuité. \* Il faut donc necessairement conclurre de vostre argument; que les Masles du second Mariage sont exclus par les Filles du premier, & qu'ils ne le sont pas: qu'ils peuvent succeder, & ne peuvent pas succeder.

En verité j'avois cru jusques à cette heure indubitable, que pour rencontrer juste, & vous refuter, sans faire de mesprise, j'estois necessairement obligé d'affirmer le contraire de tout ce que vous avancez; mais sur cela vous m'avez mis hors de garde.

Peut estre que vostre conscience s'estant apperceüe, qu'elle affirme tousjours faux, a voulu, pour une fois seulement, surprendre quiconque la condamne de mentir en tous les Articles; & ainsi en soutenant deux Con-

D d 6

tra-

\* *Utriusque sexûs liberi, ex eodem connubio nati, sibi mutuo succedant. Consuet. Brab. Art. 3.*

*En quo efficitur liberos ex prioribus nuptiis procreatos sibi invicem succedere, ac posterioris connubii soboles devolutionis jure, aut feudorum dominio penitus excludi-  
tur. Ex autore Gallico in tract. de Brab. pro Regina Christi-  
anissima.*

traditions, vous estes assuré au moins, que l'une d'elles contient la verité.

Et en effect, quoy que vous ayez tort, pour cette fois vous avez raison; estant tres-vray, que les Femmes du premier Mariage excluent tousjours les Masles du second, selon l'Ordre de la Coustume de Brabant: le Sçavant Stockmans disant que, *si contingat unicam superesse Filiam ex primo Thoro, & Masculum ex secundo; Filia Masculum omnino excludat à Bonis Devolutis*. C'est vous, qui produisez nostre Docteur, & qui approuvez cette assertion. Donc si la Devolution regne dans les Principautés de Flandres, Catherine exclut certainement Philippe; & par consequent Emanüel exclus Therese.

Ainsi la France ne seroit que l'Advocat de Savoye, laquelle a bien renoncée, par les Pretensions de ses predecesseurs, qu'après la mort de l'Infante Isabelle, il ne luy est demeuré aucun Droit sur la Flandre, en vertu de la Devolution, qui n'a jamais passé en Coustume à l'égard des successions Souveraines.

Mais je me trouve icy tellement scandalisé de vostre inique procedé, que je ne me puis pas empescher de vous en parler. Pierre Stockmans, ce grand Juris-consulte, auquel vous applaudissez vous mesme, condamne vostre livre, devant qu'il fust en estre, par un Traité qu'il a fait de la Devolution. Vous l'avez leu, & vous estes trouvé convaincu par cette lecture. Vous n'avez pas pû trouver une seule



le response valable , qui peut estre opposée à la force de ses arguments , auxquels il n'y a rien à dire. Et neantmoins , estant amoureux de vos productions , comme Narcisse de luy mesme , vous mettez sous la presse des Droits , qui ont désja este refutés par Stockmans ; & sans dire un seul mot contre ses fortes Assertions , qui vous ensevelissoient désja tout vivant , vous en alleguez seulement un passage en vostre faveur : si au moins vous n'aviez point fait mention de luy , on auroit pu croire , qu'il vous estoit inconnu. Mais après l'avoir leu , publier des impertinences si solempnelles en matiere de Devolution , qui est visiblement precipitée aux pieds des Trofnes , par les fortes raisons , contenües dans ce livre , qui merite d'estre conservé pour l'avantage de la posterité , j'en ay de la confusion pour vous , & je m'estonne que la France ne vous condamne pas à l'Elebore. Ainsi ne scachant comment faire , pour supporter vostre effronterie ; le moins que je me puisse persuader , c'est qu'il vous est arrivé , à l'égard de la Doctrine de Stockmans , qui est belle & pourtant fort claire , la mesme chose qu'à Midas , lequel parce qu'il avoit des oreilles d'Asne à la teste , croyoit que mesme l'harmonie de la Lire d'Apolon , rendist un son incommode & desagreable.

## C H A P. V.

*Si le fondement de la Devolution estant abbatu, il reste encore à l'Infante quelque Droit de Pretension sur les autres Provinces, qui ne sont pas sujettes à cette Coustume.*

C E Tourbillon estant disparu, qui par son horrible confusion aveugloit le Monde, en ramassant ensemble des raisons, des autorités & des exemples, pour establir, que le Droit de Devolution estant receu, mesme dans les successions Souveraines, avoit porté en France une grande partie des Pays-bas, c'est à nous maintenant à examiner, quelles Provinces sont sur le mesme pied du Brabant, & quelles sont celles, que l'on pretend par d'autres Droits?

Que Malines, le Marquisat d'Anvers, la haute Gueldre, Namur & Limbourg, admettent la Coustume de Brabant, & qu'ainsi estant pretendus par Droit de Devolution, ils sont defendus par les mesmes raisons, que l'on alleguez pour le Brabant: je ne pretens pas le mettre en dispute, quoy qu'il y ait à l'ordinaire plusieurs faux postes dans vos comptes, à l'esgard de ces Provinces.

Mais la revision des Comptes n'allant pas loing, je vous passe la partie pour deüe.

Je voudrois seulement bien sçavoir, comment le Hainault, l'Artois, le Luxembourg & la Bourgogne y entrent? *Le Hainault, que*

ce soit un fief, ou un franc alev, dites vous, appartient à l'Infante, parce que la Coustume de la Province veut, que les Femmes succèdent à l'exclusion des parents masculins. Et ainsi il décide encore, que telle Principauté est deuë aux Enfants du Mariage, dans lequel le Prince l'a acquise. Or Philippe IV. ayant acquis cette Province, en vertu de donation, après la mort d'Isabelle, dans le temps qu'il estoit Mary de la Mere de Therese, c'est à celle-cy qu'appartient absolument la Seigneurie & propriété du Hainault.

Je m'imaginois d'estre arrivé à la fin; mais je trouve à la fin, que vous y avez caché le venin, comme le Scorpion dans la queue.

Je ne vous nie pas cependant, que les Filles n'ayent succédé au fief de cette Province; bien que l'Histoire de la Princesse Jacobe, qui succéda à l'exclusion de son Oncle, ne vous apporte aucun avantage, & n'ait rien de commun avec nostre affaire. Ce que vous devriez prouver, mais que je vous nie, & qui est absolument insoutenable, c'est que les Filles du premier liët, par les Loix de Hainault, doivent exclurre les Masles du second. C'est là, (mon Docteur) le point de l'affaire. C'est à cela qu'il falloit vous appliquer; parce qu'encore que les Filles, au défaut de Masles, dans la mesme lignée, succèdent au gouvernement, elles n'y ont pourtant jamais succédé, à l'exclusion des Masles du second.



cond Mariage. Et si prenant en main le livre du temps, vous voulez feuiller les siècles, vous trouverez, que cette Coustume Barbare n'a jamais esté pratiquée en aucun Estat du Monde. Au contraire dans le Chapitre 31. à l'Article 6. & 7. des Coustumes de cette Province, non seulement l'on detertmine, que le Masle du second liét exclut la Fille du premier, mais on establit le moyen de pourvoir au bien estre des Filles. devant que le Masle ait tout occupé. Pour ce que vous pretendez en suite, que les biens acquis pendant le Mariage, appartiennent aux Enfants, qui en proviennent, par la rigueur de la Loy; je dis que ces Loix sont sujettes à de grandes exceptions. Premièrement le Roy Philippe, en recouvrant les Pays-bas par la mort de l'Infante Isabelle, n'a pas fait une nouvelle acquisition; parce qu'ils retournerent à l'Espagne, en vertu de l'acte de Donation, en qualité de Patrimoine.

De plus, quelque bien que ce soit, lequel estant sorty pour cause de Mariage, de naissance, de convention, ou succession, lors que selon les conditions, auxquelles il avoit esté aliéné par les predecesseurs, il revient dans la Maison, ne peut pas estre appellé acquest, parce qu'autrefois c'estoit un propre de la famille.

Vostre fameux Argentré, President de Bretagne, assure que ce sentiment là est celuy des plus Scavans Juris-consultes de France

ce, & qu'il est si evident, qu'il n'a pas mesme besoin de Commentaire. \*

Enfin si le Hainault estoit un bien allodial, le Roy Philippe IV. en vertu de la Loy, au Chapitre 10. Artic. 6. pouvoit en disposer par Testament, selon sa volonté, & si c'estoit un fief, en vertu de la Constitution de Charles V. Il appartenoit désja au Roy Charles, aujourd'huy heritier du Philippe. Si bien que de quelque costé que vous vous tourniez, vostre dilemme cornu vous blesse de sa pointe.

Dans l'*Arthois*, vous n'y ferez pas non plus grande fortune, si vous ne produisez autre chose, que des Articles mal appliqués, & plus mal entendus. Parce que le 28. parle seulement des biens, qui dependent du Territoire d'Arras, ne touchant point la Province en general. Le 176. ne traite point des Enfants du premier Mariage, d'autant plus que le 94. attribue tous les fiefs à l'aisné. Et puis en vertu dequoy, vous hasarderez vous d'arracher le Diadème de la teste du Souverain des Provinces par une Coustume Locale, d'une ou de deux d'entr'elles, qui repugnant aux autres, & au Droit du bien public, voudroient resister aux Pragmatiques des Empereurs?

\* *Argent. Commentar. de consuetud. Provinciar. supra Art. 412.*

## C H A P. VI.

*De la Bourgogne & du Luxembourg.*

**I**L n'y a point de difference en Bourgogne, pour le partage des biens entre les Masles & les Filles, les premieres & les secondes nopces, les fiefs & les rotures : tout y est égal. Le Pere n'a pas plus que la Sœur en quelque espece de biens que ce soit. De sorte que le Roy Catholique ayant laissé trois Enfants, la Reyne a son tiers dans le Comté, & le Roy d'Espagne avec l'Infante sa Sœur du second lit y ont les autres tiers.

Par la Coustume du Duché de Luxembourg, le Masle y ayant le double de la Fille, le Roy Catholique doit avoir une moitié luy seul, & les deux Filles chacun un quart seulement.

Je cederois volontiers tout le merite de ma patience, à qui voudroit verifiers un seul supposé de tout ce qui est contenu dans ces men-songes.

Partager la Principauté ? En quel Cabinet avez vous appris ces maximes absurdes ? C'est peut-estre de la Couronne de France, qui forme de tous ses Estats un composé indivisible.

Vous sçavez bien, qu'une fois les quatre Fils du Roy Clouis, c'est à dire, Theodoric, Clodemir, Childebit & Clotaire, partagerent le Royaume de France en quatre ; & que depuis la Monarchie s'estant derechef reünie sous Clotaire, elle fut encore divisée en-

ira



tre ses quatre fils , Cheribert , Contrant , Chilperic, & Sigibert.

Mais hors de ces siecles grossiers, ces exemples sont plus rares que le Phœnix ; car on a reconnu par experience , que la Souveraineté est un autre caillou de scire , qui estant entier nage , & se soustient ; mais dès qu'il est divisé, il summerge, & va à fonds.

Mais comme vous estes souvent different de vous mesme , j'ay appris de vous , que les siefs Souverains sont inalienables & indivisibles. Avec quel front pouvez vous donc pretendre , que les deux Principautés de Bourgogne & de Luxembourg soyent partagées ? Eh ! je vous entends: vous estes encore tombé dans un petit peché de Contradiction.

Je vous avoüe , que mon petit esprit ne peut pas comprendre ces deux Provinces , estant de leur nature incapables d'estre divisées , comment , d'un costé par une escriture authentique vous demeurez d'accord , que la Souveraineté ne se peut partager , & puis qu'en vertu de la Coustume Locale , qui ne regarde que les Bourgeois, vous voulez la diviser en trois parties ?

Fücillez tous les vieux registres des Archives , & examinez tous les Histoires du Monde , depuis Charles-Magne jusques à Charles le Hardy , vous ne trouverez jamais , que la Coustume de partager des Principautés de Luxembourg ou de Bourgogne entre les Enfants , ait esté receüe. Et neantmoins plu-

plusieurs Ducs de Bourgogne ont laissé plusieurs Enfants en mourant ; comme aussi si nous voulons passer seulement les yeux sur la Race Austrichienne , depuis que Maximilian premier acquit ces Provinces , par le moyen de Marie, Duchesse heritiere de Bourgogne , jusques à la mort de Philippe quatriesme , nous trouverons , qu'il y a tousjours eu , soit Fils ou Filles , plusieurs heritiers en mesme temps ; & pourtant ces Principautés n'ont point esté demembrées , estant tousjours demeurées unies sous la domination entiere & absolüe d'un Souverain.

Et quoy que l'on souffre la Coustume de partager esgalement l'heredité Paternelle entre les Enfants des prticuliers ; ne sçauriez vous comprendre , qu'elle causeroit une ruine Manifeste , si on l'introduisoit dans la succession de l'Estat ? les affaires importantes de l'Estat ne se gouvernent jamais par la Coustume des peuples , non plus que les grands desseins des Souverains. Ainsi toutes les fois que vous faites de semblables bronchades , vous donnez fort mauvaise opinion de vous aux honnestes gens , puis que c'est une effronterie , qui va jusques à l'impudence , de vouloir enchaîsner la Souveraineté des Roys par la force indiscrete des peuples.

Mais que vous imaginez vous ? vous croyez peut-estre , que la Loy populaire, qui ordonne le partage esgal des biens Paternels entre les Enfants , soit un precepte de la Nature ; ou  
de

de Dieu , & qu'ainsi il ne souffre aucune exception. Elle donne tous les jours tant de liberté aux Peres , qu'ils peuvent laisser leurs biens à leurs Enfants , de la maniere qui leur agrée le plus ; en sorte qu'ils en disposent , ou en les substituant , ou en faisant des Droits d'aisnesse , en sorte que presque tous les fiefs appartiennent aux seuls aisnés. L'heredité se doit donc diviser en parties esgales entre les Fils & les Filles , ou de quelque autre façon semblable , quand le Pere n'en a point autrement ordonné. C'est une verité indubitable, & qui s'est renduë familiere, parce qu'on le pratique tous les jours dans le Luxembourg, & en Bourgogne.

Les Principautés sont donc , ou alienables, pouvant estre divisées par le Possesseur , ou elles ne le sont pas. Si elles peuvent estre alienées ou partagées par le Souverain ; les voilà déjà destinées par le Testament de Philippe à son unique heritier Charles second à l'exclusion de Therese. Si aussi ils ne sont pas alienables , ny divisibles , la France ne peut en aucune façon y pretendre *le Tiers ou le Quart.*

Et vous ne serez pas assez incivil , en obligeant le Roy d'Espagne à la Coustume Locale , pour ne luy pas accorder le pouvoir, que cette mesme Loy ne refuse pas aux particuliers , qui est de disposer de ses biens à sa volonté par son Testament, sans l'obliger à avoir d'autre consideration pour  
les



les Filles , que de leur donner leur seule legitime.

Et si vous me respondes , qu'il y a une supreme Loy d'Estat , à laquelle les Testaments ne peuvent point prejudicier en matiere de Principautés ; je vous convaincray par cette mesme Loy , qui soustient , contre les Pretensions de France , que ces Provinces sont inalienables & indivisibles ; comme elles le sont effectivement par toutes les Constitutions de Philippe Roy des Romains , de l'Empereur Frederic , & de Charles V. comme il a esté evidemment estably cy-dessus. Ainsi vous voyez , comme vous vous estes embarassé dans vos propres filets.

#### C H A P. VII.

*Si le Roy Catholique peut deroguer aux Loix de son Royaume, & aux Coustumes des Provinces; comme il a pretendu faire par le Contract de Mariage de l'Infante.*

**A**Yant pris pour le cher object de vostre ambition capricieuse , la gloire d'envoyer promener la puissance Royale ; vous montez sur la Tribune , après avoir fait grande provision de sentences , & vous erigeant en Censeur de Princes , je vous entens prononcer des Decrets , & establir des Pragmatiques contre la Souveraineté des Monarques.

Et ainsi vous croyant fort asseuré d'avoir bien

bien estably , par la Loy de Devolution , & les autres Coustumes Feodales , que les Pays-bas appartiennent à l'Infante ; vous vous efforcez maintenant de soustenir , que le Roy d'Espagne n'a pas pû déroger , en quelque façon que ce soit , à ces Coustumes , qui sont comme les sacrés & inviolables Statuts des peuples.

Si vous voulez assujettir le Roy d'Espagne aux Loix Naturelles de Castille , & aux Coustumes des Pays-bas , avec des limites raisonnables , & dans une forme convenable à la Souveraineté , je n'y repugne pas.

Mais si vous pretendez lier les mains de la Majesté des Monarques , en sorte que s'y trouvant obligés par de justes causes , ils n'aient pas la liberté de se dispenser , ou de déroger aux paroles de la Loy dans les occurences , où il sera nécessaire de le faire , afin de pourvoir par ce temperament à l'intérêt de l'Estat , & au bien de la Republique ; je vous considereray comme un miserable , qui est bien capable d'enfler une Musette , mais non pas de sonner de la Trompette en la présence des Roys.

En suite la foiblesse de vostre esprit , qui semblable à celle de ceux du Pays de Tyr , fait des armes de tout ce qu'elle trouve , en me mettant en teste un Escadron de Docteurs , meriteroit quelque indulgence , si elle n'estoit pas jointe à la Malice , qui vous sert tousjours d'avantgarde , pour embarrasser les moins entendus.

Mon-

Montaluo, Vasquez, Belluga, & Covarruvias, vos Advocats, bien que tous Espagnols de naissance, que concluent-ils ? Rien autre chose, sinon que le Prince doit observer ses Loix. *Que* pour faire les choses regulierement, lors que l'on abolit les Statuts publics, le consentement des peuples y est requis, ou l'utilité evidente, & semblables chansons, qui sont sçeües mesme de ceux, qui à peine ont mis le pied sur les premiers degrés de Justinian. Enfin vous me mettez en avant le Molina, avec quatre de ses suivans, lequel determine par un decret fatal, *Que le Prince* ne peut pas sans sujet alterer la succession des aînés, en la transferant au second Fils.

Toutes choses, qui ne viennent point à nostre discours, mais qui pourroient apporter quelque petit avantage à vostre cause, si le Roy d'Espagne, sans un besoin evident ; sans necessité de pourvoir au bien public, de conserver la Monarchie, & de procurer l'utilité, la gloire & le repos de ses peuples, & de toute l'Europe, avoit fait, contre les Loix du Royaume, & les Coustumes fondamentales de l'Estat, ( je ne parle point des Coustumes Locales des Provinces, qui ne peuvent pas regler la conduite des Souverains ) quelque action nuisible, ou qui ne fust pas convenable au bien public.

Mais en effect le Roy Catholique, en derogant à toutes les Loix, Coustumes, usages &



& Privilèges, qui pouvoient empescher l'effect de la renonciation; ayant agy avec raison, & pour une cause juste, & necessaire au salut & au bien public de ses Royaumes, il n'a offensé aucun Loy, mais en a seulement interpreté le sens; establisant par une Loy Pragmatique, qu'un tel cas n'estoit, ny ne s'entendoit point estre compris dans l'intention des autres. Ainsi quand mesme les Coustumes des Pays-bas assujettiroient les Souverains, le Roy Philippe pouvoit neantmoins s'en dispenser en cette occasion, où il y s'agissoit du salut public, n'estant pas possible, qu'aucune Loy soit contraire au bien public, qui est le fondement & la derniere fin des Estats & des Royaumes. Cela estant, puis que l'on a prouvé dans la premiere partie, \* que la renonciation & l'exclusion de l'Infante, de tous les Estats Paternels estoit non seulement utile, mais necessaire aussi à la conservation de la Monarchie, & au bien public, aussi bien des Espagnes, que de la France: il s'ensuit qu'aucune Constitution des Provinces ne peut en empescher l'effect.

Vous ne me contesterez pas, que les Loix humaines, & des Princes, & des gens n'ayent pour but l'utilité & le benefice, & non pas le dommage & la destruction. Si donc cela est vray, comme il est certainement tres constant, je vous prouve, que le Roy Catho-

I. I. Partie.

E e

que

\* Voyez le Chap. 9. & suivants, & particulierement le 18,

que devoit exclurre l'Infante des Principautés des Pays-bas ; quand mesme elles auroient toutes esté devolües & deües à la mesme Infante , comme vous pretendez. Et en cette occasion il n'auroit pas agy contre les Coustumes des Pays , mais au-dessus d'elles , & à leur benefice.

Nous avons dit cy-dessus , en plusieurs endroits , comme les Politiques de France , estendant la vertu de la Loy Salique , jusques à convertir en membres de la Couronne , toutes les acquisitions , que le Roy peut faire , & toutes les Provinces , qui tombent au pouvoir des François , demeurent rüinées. Si bien que si par le Droit de l'Infante , ils avoient acquis l'heredité des Pays-bas , il leur seroit arrivé , comme à tous les autres Estats , & ils auroient eu le mesme destin que la Bourgogne & la Bretagne , qui ont esté autrefois des Duchés florissantes , où les Femmes succedoient par les Loix du Pays , & aujourd'huy qu'elles ont esté usurpées par la France , & dépouillées de toutes leurs Loix fondamentales & Privileges , ils rampent dans la servitude , comme des membres mutilés de cette Couronne. Le Roy Catholique estoit donc engagé , par une obligation indispensable de sa Souveraineté , de pourvoir à la conservation de tant d'Estats ; afin qu'ils n'allassent point s'unir avec l'Infante à la Couronne de France. Et pourtant , s'ils eussent appartenu à sa Fille par Devolution hereditaire , le Roy pou-

pouvoit & devoit se dispenser de cette Loy, parce qu'aucune Loy n'a lieu, quand il s'agit de contrevénir au bien public & de desoler l'Estat.

De plus, dans cette action le Roy Catholique n'a point fait de tort à sa Fille; parce qu'elle acqueroit un Royaume, non plus qu'au Roy Tres-Chrestien, parce qu'il a concouru volontairement avec sa Femme à la renonciation; estant content des places que le Roy Philippe luy avoit relaschées, & de la Dot, qu'il luy assignoit. Enfin si ce qui se fait sur des exemples illustres, n'est pas privé de raison, nostre Monarque a imité les fameux exemples de son Bis-ayeul, de son Ayeul & de son Pere, en se resolvant de faire ce qui convenoit le mieux à l'Estat & au salut des Royaumes, dont la providence Divine luy avoit commis le soin.

De plus, qu'il soit necessaire, lors qu'il s'agit d'heredités de Provinces & de Royaumes, de bien prendre ses mesures, & ses securities contre l'humeur de la Nation Françoisse, l'affaire de la Reyne Blanche le tesmoigne assez, & donne encore aujourd'huy des avertissements efficaces à l'Espagne sur ce sujet.

Alfonse huitiesme Roy de Castille, estant privé de ses Fils, passant de cette vie à une meilleure, en l'an 1214. laissa quatre Filles. L'aînée nommée Berengere: la seconde Vraque Mariée en Portugal, en l'an 1206. La troisieme Blanche Mariée à Louis



huitiesme Roy de France, en l'an 1200. La quatriesme Leonor, qui espousa le Roy Jaques d'Aragon en l'an 1221.

Berengere espousa en l'an 1197. Alfonse neufliesme Roy de Leon : & trois ans après la mort du Pere, sçavoir en l'an 1217. comme l'aisnée, elle fut declarée Reyne de Castille, & ceda la Couronne à son Mary, de qui descend le Roy Charles second, qui vit aujourd'huy.

Que Berengere fut l'aisnée, & que du consentement des peuples, après la mort du Pere, qui ne laissa point d'Enfants Mâles, le Royaume de Castille luy fut deferé, & qu'elle le ceda à son Mary, les pierres de ce siecle en parlent encore. Roderique Ximenes, contemporain de cette Princeesse, eslevé dans sa Cour, & Archevesque de Toledé : l'Evesque Luc de Tudela, aussi de ce temps là; toutes les autres Histoires & Chroniques, escrites dans ces années là, & quelques unes escrites depuis : les Actes publics, les Archives & les declarations du Pere mesme de Berengere, rendent un tesmoignage indubitable de cette verité.

Neantmoins après un grand nombre d'années, les François, sortant de leur embuscade, & corrompant quelques Autheurs des siecles suivans, (entre lesquels le Molina a esté leur Pensionnaire) ils rapportent des memoires Apocrifés, & introduisent, je ne sçay comment contre tous les monuments de

de l'Antiquité , que Blanche , & non pas Berengere, estoit l'Aînée, & par consequent l'héritiere legitime du Roy Alfonse huitiesme, & qu'ainsi par Droit hereditaire les Royaumes de Castille appartiennent aux Enfants de la Reyne Blanche , & par ceux-cy au Roy Louïs quatorziesme , aujourd'huy Regnant , les Monarques Austrichiens n'estant que les usurpateurs de ces Couronnes.

Que les Castillans apprennent donc à marcher avec toute sorte de circonspection , quand ils marient leurs Filles aux François , afin de se munir de toutes les reserves necessaires , pour se garantir des embusches à venir , & des violences presentes.

Oüy , cela est vray. On le preuent , & on y pourveut. Mais il faut autre chose que des raisons , avec ceux qui ne les placent qu'à la pointe de l'Espée.

Me trouvant neantmoins en humeur de parler , je vous replique , que les Princes doivent s'assujettir à leurs Loix , & à celles de leur Royaume ; mais non pas à toutes , ny tousjours. Et pour conclurre assurément , quand & comment les Souverains sont exempts d'observation de cette Loy-là , ou de celle-cy , il faut avoir recours , non pas aux Juris-consultes communs , qui ne touchent à cette matiere que du bout du doigt ; mais à ceux qui entendent l'art de gouverner les Estats , & qui s'y donnent tout à fait. Ceux-cy dans les affaires importantes de la conser-

vation des Royaumes, de l'intérêt de l'Estat, & du bien public, accordent au Roy une pleine puissance, que l'on nomme Extraordinaire, & proprement Architectorique, (comme le marque Besolde) 1. parce qu'il dispose absolument de toutes les puissances inferieures par son autorité directe. A peu près comme l'Architecte, qui commande avec un empire absolu à ceux qui travaillent à sa Machine, sans s'assujettir à aucune de leurs Loix; le gouvernant entierement selon la regle de la raison universelle de son dessein, qui ne depend que de luy mesme.

De là vient, qu'Aristote mesme dit par un advertissement precis, que dans les affaires importantes, qui regardent l'intérêt public, passant par-dessus les Loix, on doit se gouverner par les seules regles de la raison. 2. Parce que (comme adjouste le mesme Besolde) il n'est pas possible de prescrire des Loix, qui embrassent toutes les occurrences, publiques & particulieres. Et qu'ainsi il est necessaire, qu'il preside dans les Royaumes une puissance, capable de decider les cas, qui n'ont pas esté preveus, & d'agir mesme au delà des Loix, en quelques occasions importantes, pour le benefice public; agissant, defendant, ou permettant des choses, qui  
hors

1. *Princeps aliquando pro bono publico operatur de plenitudine potestatis, quæ potestas proprie Architectonica dicitur, & nullis subijcitur legibus.* Besold. de Magistr. cap. 5.

2. *Aristot. de Rep. lib. 3. cap. 7.*



hors d'un tel cas, feroient illicites & injustes. 1.

De sorte que les paroles de la Loy ne nous doivent pas tousjours servir de Tramontane, mais bien son intention, qui en est l'ame, & qui regarde tousjours le bien public. Et pourtant quoy que l'on tienne pour nulles les actions, qui sont contre la Loy, *Quæ fiunt contra legem, pro infectis habentur*; 2. Cela se doit entendre, quand elles sont opposées à la fin de la Loy, & qu'elles la fraudulent; ( les Interpretes adjoustant ) & quand il n'y a point d'autre Loy, ou de raison manifeste, qui en ordonne autrement, que le cas qui se presente, n'est point compris dans les paroles generales de la Loy, alors l'action n'est pas contre, mais outre la Loy. 3. Et mesme selon le sentiment de vostre Bodin, le Prince, en vertu de sa pleine & absolue puissance, peut deroguer aux Loix Municipales, & specialement si l'equité le requiert. 4.

## E e 4

Et

1. *Nullæ Leges ita scribi possunt, ut omnes casus, qui quandoque tam ad publicum, quam ad privatum jus spectantes inciderint, comprehendantur* l. 10. d. 12. ideoque plane est necessarium, ut aliqua in Rep. sit potestas, quæ vel jure non decisos casus discernat, vel contra legem tenorem, propter aliquam communem utilitatem, occasione ita ferente, aliquid faciat, vetet, aut permittat. Besold. de Majestat. cap. 7.

2. *L. non dub. Cod. de Legib. & alibi.*

3. *Verum est, absolute loquendo, quæ fiunt contra Legem esse irrita, nisi quando aliâ Lege, jure, ratione manifesta constet, id ratum esse & firmum, Azar. instit. Moral. l. 5. cap. 16.*

4. *Princeps Legibus Municipalibus, minime obligatur,*  
quo

Et en effect le Prince en telles rencontres est souvent obligé , pour obtenir la fin de la Loy , de contrevenir à la Loy , à laquelle dans la rigueur il n'est point tenu , sinon en tant qu'elle s'accorde avec l'équité naturelle , & avec la conservation du bien public.

Ces choses mises à part , le Prince demeure desgagé de toutes les Loix positives , dont il avoit juré l'observation ; parce que , ( comme dit Arnisaus ) les serments , que les Princes prestent , pour la manutention des statuts du Royaume , ne se peuvent jamais expliquer , en sorte qu'ils puissent valoir , mesmes contre la conservation du Royaume ; mais au contraire on doit entendre , qu'ils ont autant de force , que le requiert la condition , l'utilité & le salut de la Republique. \*

Enfin le mesme Auteur conclut , que par le Droit de la Majesté Souveraine , le Prince n'est point assujetty aux Decrets de son predecesseur , ny aux statuts du Royaume , sinon en tant qu'ils sont avantageux & convenables à l'Estat present , & à l'interest de l'Estat. Ainsi la seule regle des Princes , pour changer , ou deroguer des Loix , c'est la justice , ou l'evidente utilité commune. Quand ces deux choses

*quo minus ijs derogare suo jure , si velit , possit : idque maxime , si æquitas ipsa id postulare videatur. Bodin. Rep. lib. 5. c. 8.*

\* *In juramentis Principum , de observatione legum Imperij sui , non aliter audiendi sunt , quam prænt conditio Reip. patitur , & publica utilitas suadet. Arnif. l. 2. cap. 7.*

y concourent , alors sans attendre les suffrages des peuples , ny considerer son serment , il doit se porter à les abroger ; parce que c'est là le soin necessaire de la pleine puissance des Souverains. \*

On doit donc considerer, avec Cæcilius Sextus , les Loix entre les mains du Prince , comme en celles du Pilote le gouvernail & les voiles ; qui seroient non seulement inutiles , mais nuisibles à la conservation du Vaisseau , s'il n'estoit pas au pouvoir du Gouverneur de les desployer au vent , de les tourner , au Levant ou au Couchant , de les desployer pendant le calme , de les amener dans les tempestes , selon le changement de l'air , de la situation & du lieu où il vogue , ou de la rapidité du courant. Ce seroit donc une impertinence insupportable de pretendre que le Gouverneur expérimenté , lors qu'il prevoit des tempestes , ou qu'il se voit près de perir ou de se briser contre des escueils prochains , ne puisse pas disposer des rameurs , & des outils du Navire , sinon dans la forme accoustumée , pendant le calme , ou dans le Port , &

E c 5

sans

\* *Princeps , qui Majestatem habet , antecessoris sui decretis , quo ad Jura Majestatis , & statum Imperij non teneri , nisi quatenus utilitas , & Divina natura que Jura exigunt ibid. l. 1. c. 7. Unica mutandorum legum norma Principis Justitia esse debet , aut evidens utilitas l. 2. §. de Const. Princ. & tunc nec erogationem populi expectare , nec jurisjurandi conservandi gratiam , eas abrogare debet ; sed quia officium Reges ita facere jubet , l. 6. cap. 3.*



sans demander l'avis & le consentement des passagers ignorants.

Ainsi la supreme dignité du Prince , tenant le premier rang dans le Vaisseau de l'Estat , ne doit pas servir aux Loix , mais se doit servir des Loix , & specialement dans les bourasques de l'Estat , dans les tempestes de la guerre , ou dans la crainte des escueils cachés ; l'unique regle , pour gouverner le Timon , les rameurs & les voiles , doit dependre de sa raison , & de sa prudence & prevoyance , pour maintenir en bon Estat , & conduire au port le Vaisseau de ses Royaumes , avec la vie , l'honneur & les biens des passagers ses sujets. \*

Telle est la pratique de la Politique ancienne & moderne , je veux dire de cette raison d'Estat , qui est la regle & le guide des Souverains ; auxquels cette pleine & absoluë puissance de dominer & de pourvoir , n'a esté conférée de Dieu & des peuples pour autre chose ; sinon parce que dans la communauté du Monde on ne peut pas esperer , d'obtenir une felicité publique , si les affaires importantes ne sont remises à la direction supreme d'un chef , dégagé de toutes les dependences des considerations ordinaires.

Il

\* *Leges in Principis arbitrio perinde esse debent , ut in potestate gubernatoris navigii ipsa gubernacula , quæ essent inutilia , nisi ad omnem cæli faciem , & opportunitatem moveri ac converti possent : Ne ipsa navis , cum gubernatore prius naufragium patiatur , quam victores consuli possent , Sext. Cæcil.*

Il demeure donc estably, qu'encore que les Princes Catholiques ne soient pas exempts de l'observation de toutes les Loix du Monde, neantmoins pour les affaires importantes de l'Estat, & ce qui regarde le bien public, ils sont au-dessus de toutes les considerations positives.

C H A P. VIII.

Si la Derogation generale peut destruire la vigueur d'une Loy particuliere.

**Q**uand mesmes le Roy d'Espagne auroit pû agir contre les Coustumes tres-saintes des Provinces des Pays-bas, la derogation generale d'icelles, apposee au Contract de Mariage de l'Infante, n'est d'aucune valeur, parce que le Droit de Devolution n'y est pas specialement dénommé, lequel on y vouloit abroger.

Il faut donc traiter avec vous en Chicanneur; puis que pour un simple mot obmis dans le Contract du Mariage Royal, vous avez la hardiesse d'en destruire la subsistence. Je voy bien, comme chez vous la tromperie mesme, quand elle est heureuse, s'appelle vertu. Il se faut pourtant oster cela de l'esprit; parce que là, où il n'y a point de verité, il n'y a point de vertu; & ainsi vos Pretensions ne sont jamais droites. La mesure de la justice n'est pas conservée dans les fournaises de la violence, ou dans le puits de la fraude, mais seulement dans le Temple de la Vertu.

Ec 6

C'est

C'est donc en vain que vous allez pointillant, par des chicanes indecentes sur une parole oubliée, lors que l'on est obligé de rendre hommage à la verité. Il est vray, Monsieur, qu'il n'a point esté fait mention de la Devolution dans le Contract. Il est donc nul. O la belle consequence ? Bartole, Balde, Felinus, & mesme l'Empereur Justinian, sont pour vous. Oüy ! mais que fait cela ; si pour vostre malheur, nous ne pouvons jamais trouver un seul des Autheurs que vous produisez, qui raisonne juste, & à propos de nostre affaire ? Il faut donc plier bagage, & vous retirer. Quand la Devolution seroit un terme essentiel, qui devoit estre nommé, neantmoins son obmission ne prejudicieroit point ; parce que le Roy Catholique, en vertu de sa preséance Royale, *que supplet omnes solemnitates legis*, ( comme nous avons prouvé ) pouvoit suppléer au mot negligé. \* De plus, dans les Contracés de bonne foy, & particulièrement entre les Princes, qui ont de grandes prerogatives, l'on considere l'intention des Contractans, selon l'équité, & ce qui est convenable ; les petites bagatelles d'un mot n'estant de nulle importance, pour l'essentiel des grandes affaires ; principalement

\* *Regem non obstringi legibus procedit in ijs, que levioribus sunt præjudicijs : qualia censentur ea, qua pertinent ad solemnia Judiciorum & Contractuum. Non sic quoad pactioinum observantiam, siue illa expressæ sint, siue tacite, siue privata, siue universales. Fern. Vassq. controvers. illustr. l. 1. c. 1.*



ment lors que la volonté des Souverains est connue, comme elle l'estoit par la conclusion de la Paix, causée par le Mariage, moyennant la renonciation.

Mais quand tout cela ne feroit rien en ma faveur; je ne croy pas pourtant, que la France voulust attribuer plus d'autorité à la Clause d'un Notaire, qu'à l'expression d'un Monarque.

Vous ne me trouverez point de Docteur, qui condamne les Contrats Royaux de nullité par le manquement d'une virgule. Ceux que vous alleguez sont fort esloignez de l'affaire; parce qu'ils ne parlent pas d'un Prince qui établit une Pragmatique sanction, avec toute l'estendue de son pouvoir; voulant expressement qu'elle ait lieu, & qu'elle subsiste, nonobstant quelque Contrariété que ce soit, contre laquelle s'arme directement la puissance du Souverain, avec toutes ses forces, comme estant nécessaire au salut public, & au salut de ses Royaumes, que cette Loy ait son entier effect; & que pour cela on doit renverser toutes les oppositions, quelles qu'elles soyent, qui pourroient l'empescher,

Enfin le Roy Catholique, (Le Roy Tres-Christien approuvant le tout; par une semblable protestation & derogation) a coupé le pied à vostre subterfuge, bas & impertinent, lors qu'il dit *Que de son propre mouvement, certaine science, pleine & absolue puis-*

puissance, & comme Roy & Seigneur, qui ne reconnoit point de supérieur dans le temporel, elle suppléoit, & vouloit que l'on tînst pour supplées, par sa Royale autorité, quelconques défauts ou omissions de fait, ou de Droit, de substance ou de qualité, de stile ou de Coustume, qu'il y pourroit avoir en cét acte, qu'elle vouloit, & commandoit qu'il auroit vigueur & force de Loy, & de sanction pragmatique, & que comme tel il seroit receu, & se garderoit, observeroit, & executeroit en tous ses Royaumes, sans prendre égard aux Loix, Ordonnances, usages & Coustumes qu'il y auroit, ou pourroit avoir au contraire : AUX QUELLES ELLE DEROGEOIT, ET VEUT QUE POUR CETTE FOIS ELLES SOYENT TENUES POUR ABROGEES, ET DEROGES, ENCORE QU'ELLES SEROIENT TELLES, ET DE TELLE QUALITE', QUE POUR LEUR DEROGATION SEROIT REQUISSE ET NECESSAIRE UNE AUTRE PLUS EXPRESSSE ET SPECIALLE MENTION.

Est-il possible, qu'ayant tousjours ce Contract Royal entre les mains, pendant de si longues considerations, vous n'ayez jamais daigné faire la moindre reflexion sur ces paroles ? Mais les ayant examinées avec beaucoup d'exaëtitude, est-il possible que vous ne soyez pas demeuré convaincu, ou au moins assez estonné, pour ne plus pretendre de trou-

trouver des raisons obscures dans l'ancre du Contract, sur le defaut d'une parole, qui ne seroit qu'une blüette, en comparaison du Soleil de cette Declaration Royale.

Quand vous n'aurez point commis d'autre faute, contre les regles du sens commun, cette seule opposition suffiroit, pour nommer un cahos de confusion brutale l'ame qui forme des raisonnemens si irreguliers.

Je descouvre neantmoins déjà le fonds de vos malices. La France, retrenchée dans les lignes de ses Pretensions, n'observe pas le fort de la Justice d'Espagne avec une esquadre, simplement pour l'examiner; mais avec des escadrons, & d'un œil de Canonier, elle en prend les mesures, seulement pour l'abattre.

Si pourtant vous desirez sçavoir, pourquoy il n'a point esté parlé de la Devolution dans les Traittés, il suffit de lire les actes, qui luy sont directement opposés, de Charles V. & de Philippe troisieme, qui ne meslerent jamais dans les interets des Contracés Royaux, entre les clauses derogatoires, le nom de cette sottise du vulgaire, parce que, (comme nous l'avons prouvé à l'Article quatrieme de cette seconde partie) la Devolution est bannie des affaires des Princes, dautant qu'absolument elle n'a jamais eu aucun lieu imaginable dans la Maison Souveraine, toute son autorité ne s'estendant pas plus loin, que la circonference du peuple; n'obligeant  
mes,



mesme que ceux , qui la veulent bien recevoir chez eux.

Ainsi il demeure determiné , que le Roy Catholique , comme par Droit de Souveraineté, il ne s'assujettissoit point aux Coustumes des Provinces ; de mesme quand il y auroit esté assujetty, il pouvoit y deroguer & s'en dispenser. Et que la derogation universelle, exprimée dans le Contract , avec une seurété particuliere , bien que l'on n'y ait pas nommé precisement la Devolution , ou de semblables Coustumes , est valide , tres-efficace & subsistente.

#### C H A P. I X .

*Si le Contract de Renonciation & d'Exclusion , stipulé entre l'Infante Therese & le Roy Tres-Chrestien Loüis XIV. est de semblable teneur & valeur, que celui de la Reyne Mere Anne d'Autriche , stipulé avec le Roy Tres-Chrestien Loüis XIII.*

**A** Prés avoir refuté l'une après l'autre, toutes les vanités de vos Pretensions sur les Pays-bas, par le Droit des Coustumes feodales, & après avoir prouvé, au Chapitre douzième de la premiere partie , qu'aucuns biens Maternels n'appartenoient à l'Infante, à la reserve de la Dot non encore payée ; mais que d'ailleurs sa personne estoit en toutes choses semblable & esgale à celle de l'Infante Anne d'Autriche , dans le temps qu'elle

se maria au Roy Tres-Chrestien Louïs XIII. Presentement il n'est pas hors de propos de comparer leurs Contrac̃ts de renonciation, parce que s'ils se trouvoient aussi semblables & pareils, il seroit necessaire, qu'ils eussent aussi du rapport dans leur subsistance, de sorte que si celuy d'Anne a esté valide, celuy de Therese devroit avoir le même destin, au moins s'il plaisoit ainsi à la conscience de France.

L'Infante Therese n'ayant donc pas d'autres biens, à quoy renoncer, que ceux auxquels l'Infante Anne renonça, & les Contrac̃ts estant conçeus dans les mesmes termes, & de plus ayant esté résolu, que le nostre se rapporteroit à la validité & condition du premier dans toutes les clauses, & choses importantes, où ils se pourroient accorder; je ne puis pas comprendre par quelle raison l'ancien doit subsister, & le moderne s'en aller en fumée.

La renonciation d'Anne fut stipulée devant qu'elle eust atteint sa douzième année, & pourtant elle ne fut pas contre les Loix de la Nature, des Romains, ou d'Espagne, ny invalide, ou inique.

Elle renonça aux biens Paternels & Maternels, & à la succession de la Monarchie, qu'elle pouvoit esperer, puis qu'elle n'estoit pourveuë que d'un seul Masle, & elle n'eût

en Dot que la promesse de 500. escus. Et pourtant il n'y eut point de Lésion.

Elle

Elle renonça devant douze ans , & se maria qu'elle n'en avoit pas quinze , & neantmoins on ne soupçonna point, que cela se fust fait par menaces , craintes , considerations ny violences , ny on ne pretendit point, par le defect de minorité, que la renonciation deust estre aneantie.

On ne fit point de mention particuliere des biens auxquels l'Infante renonça, mais par une clause universelle, de *biens connus ou non connus*, la Periode fut fermée. Et toutes-fois on n'opposa point d'invalidité à la renonciation, pour cause de biens inconnus, lesquels on ne peut pas ceder.

Il fut dit par les Ambassadeurs, qu'en vertu du Contract la renonciation se tenoit faite & stipulée, encore que l'Infante ne la fist pas. Et neantmoins on ne pretendit pas, que la cession, que l'Infante fit en suite, fust involontaire.

Le fondement de l'exclusion de tous les Enfants futurs de l'Infante, fut le bien public, le salut & le repos, la seureté de l'amitié, de bonne correspondance, & les avantages de la France; mais alors les François ne s'écrierent point, que l'on tirannisoit l'Infante, par une injustice inouïe.

Alors les Ambassadeurs de France n'eurent point dans leurs pouvoirs une commission specifique de stipuler la renonciation : mais seulement de conclurre le Contract de Mariage dans les termes d'un pouvoir general,



selon la Coustume ; & neantmoins on ne demanda point la nullité du Contract , parce que l'autorité des Ambassadeurs n'estoit pas suffisante.

Alors le Roy Tres-Chrestien ne donna point de permission à la fiancée de stipuler la renonciation ; & avec tout cela la renonciation fut valable.

Alors les Principautés , les Royaumes , qui pouvoient appartenir à l'Infante , en quelque temps que ce fust, furent resignés ; & cela ne se tint pas pour une action condamnée , par les cavillations de France.

Alors le Roy Tres-Chrestien pût rendre le Contract valide , bien que sans son pouvoir special, on y eust inseré la renonciation & l'exclusion ; seulement par son approbation, & ratification , & cela n'estoit pas impossible , ny contre toutes les raisons formelles des Contracts.

Alors la renonciation & l'exclusion , quoy que l'on n'eust pas accoustumé de les mettre en pratique , ne parurent pas des Monstres d'Afrique , dignes de blasphemés & d'exécutions.

Alors on ne consideroit pas, comme une impiété sacrilege , que quand mesme les Masles viendroient à manquer dans la Maison Royale d'Espagne, les Enfans de l'Infante ne laisseroient pas d'estre eternellement exclus de l'esperance de ces Royaumes.

Alors les Coustumes fondamentales d'Espagne,

pagne , qui faute de Masles admettent les Femmes à la succession , n'estoient pas indispensables , ny inviolables dans l'exclusion de l'Infante & de ses Enfants.

Alors le Roy Philippe troisieme pouvoit, sans tyranniser sa Fille , dans un âge fort tendre , & sans rompre la sacrée & inalterable condition des Loix de la Patrie , disposer de la succession Royale , à l'exclusion d'une personne , qui y estoit appelée par la Loy du sang , & par le Droit hereditaire : tout cela estoit permis , & esloigné de tout crime pour le benefice de l'interest public.

Alors la derogation generale à toutes les Loix , qui pourroient empescher l'effect du Contract , estoit suffisante ; & il ne fut pas necessaire , pour le rendre valide , de nommer precisement les Loix , auxquelles on entendoit deroger.

Un Roy , quoy que Pere & Tuteur , pût donc legitimement , & sans injustice , induire sa Fille , je ne sçay pas de quelle façon , à la renonciation & à l'exclusion de tant de Principautés & Royaumes , pour la promesse d'une Dot mediocre. La Fille Mineure pût , n'estant pas apparemment fort bien informée de ses vastes droits , renoncer & s'exclurre elle mesme & ses Enfants : à moins qu'elle demeurast vefve , & sans lignée.

Le Roy Tres-Chrestien Louïs XIII. pût consentir , approuver & confirmer le Contract fait par son espouse , sans son Autorité , &

& par ses Ambassadeurs , sans la commission expresse. Et le tout finalement se pût exécuter , sans offenser les Loix Royales d'Espagne , sans prejudicier aux Droits de France , sans faire tort aux formalités du Palais & des Tribunaux. Enfin le tout estant approuvé par les contractans , & applaudy par les peuples , les plaintes de la France ne s'y sont jamais opposées par des protestations de nullité , ou d'aucune sorte d'injustice.

Et aujourd'huy le mesme Contract de renonciation & d'exclusion , fait par l'Infante Therese , qui estoit Majeure de vingt ans , avec toutes les mesmes circonstances & conditions ; ( en exceptant la pretendue heredité de la Mere , le retardement du paiement de la Dot ; & la pretendue Devolution des Pays-bas ; toutes choses qui ont esté refutées & annullées ) est injuste , invalide , plein de Lésion & d'iniquité ; contraire à tous les Loix , à tous les Docteurs , à toutes les sacrées Coustumes fondamentales des Royaumes & des Provinces : illicite par Nature ; pechant contre les formes : faux dans la matiere : l'approbation Royale y estant inutile , & incapable enfin d'estre rendu valable , non pas mesmes par le serment du Roy Tres-Christien.

Les clauses ne sont vaines , les exceptions sans efficace , les abrogations insuffisantes , & tout le contenu de nulle valeur ; ainsi comme un Monstre d'impieré , il demeure condam-



damné par la Justice, par l'honnesteté & par le Droit des États, des peuples, des Princes, de la Nature & de Dieu.

Et pourquoy deux Contrac̃ts tout pareils ont-ils une destinée si dissemblable? Parce que la bizarrerie de France le veut ainsi.

## C H A P. X.

*Si le Droit des successions Royales est indispensable.*

**L**E Droit de succession dans les Principautés est une Loy fatale, & d'une trempe inalterable, à laquelle les Princes ne peuvent non plus résister, que les Dieux de l'antiquité pouvoient troubler la connexion indissoluble des destins.

Je vous rends graces de ce que vous ne nous obligez pas à reverer la Loy de succession, comme un des commandements indispensables de Dieu, contenus dans le Decalogue, & escrits dans le cœur humain. Je confidere que vous mettez en doute, qu'Esaü pût vendre son Droit d'aisnesse à son Frere Jacob, & si le Patriarche Jacob, en preferant Juda, son quatriesme Fils, à Ruben son aisné, en luy donnant cette benediction Prophetique : *Non auferetur Sceptrum de Juda, & Dux de femore ejus, donec veniat qui mittendus est*; sçavoir Christ, ne fit pas une action sacrilege. Que David en mettant Salomon sur le Throsne Royal, à l'exclusion de l'aisné, desobeit aux Commandements de Dieu.

Et

Et si Salomon le Pacifique , Type du Redempteur, n'estoit pas un Roy, mais un Tiran usurpateur. Si vous disiez ces choses aussi clairement, comme elles se peuvent deduire de vos maximes, cela vous exposerait non seulement à l'execration des fideles; mais aussi vous mettroit en danger d'estre lapidé par les Juifs mesmes.

Ceux donc qui ont Droit sur quelque Principauté, ne doivent jamais penser à y renoncer, bien qu'ils se voulussent jeter dans un Cloistre ou Hermitage par un vœu de Pauvreté. Et neantmoins tous les Canonistes, avec Balde, determinent en faveur des Conseils de Christ, que le Fils aîné d'un Roy dédié à la Religion, ne peut succeder au Royaume, ny le Royaume estre deferé au Monastere; mais qu'il est devolu au second Frere, ou au plus proche Parent. \*

Le Monde est rempli d'exemples suffisants à convaincre d'impertinence vos assertions, & je pourrois, sans sortir de la Maison, vous faire toucher au doigt, que l'ordre de la succession peut estre alteré selon le besoin des Estats, & par la disposition de ceux, à qui il appartient de retenir ou de se dépouiller du Droit institué en leur faveur, par la Loy des gens.

\* *Primogenitum, vel alium Religiosum, nec in Regno succedere, neque Regnum ad Monasterium transire, sed ad Fratrem natu secundum; vel si Frater nullus exstet, ad alium quemlibet sanguine proximiorum &c. Baldus in l. Deo nobis. §. hoc etiam. C. de Episc. & Cler. id glossa & omnes Canonistae tuerentur.*

gens. \* Conformement à ce que dit la sapience Legale.

Dans le premier Chapitre de cette seconde partie, je vous ay fait voir, comme, pour plusieurs considerations, l'Aîné pouvoit estre desherité du Royaume par force; s'il s'en rendoit incapable, ou par malheur, en perdant le sens, ou par sa faute en reniant la foy, en se rebellant contre la Patrie, ou en devenant un Tiran incorrigible. En suite que l'exheredation des Princes incapables ait esté mise en pratique, pour ne point parler de plusieurs Roys & Empereurs, qui ont esté déposées par les Papes, je vous renvoye à Childeric troisieme, qui fut contraint de changer sa Cour Royale en un Cloistre, & la Couronne d'or en une autre, que l'on luy fit sur la teste avec une paire de ciseaux. Jean Comnenus prefera pour l'Empire Emanuel à Isaac l'Aîné. Xerxes, Fils de Darius, exclut Artamenes son Aîné du Royaume Paternel, par une convention pacifique.

Robert fut Roy de Naples, du consentement de Clement cinquieme, à l'exclusion du Fils legitime de Charles Martel, devenu Roy d'Hongrie, qui estoit l'Aîné & heritier du Royaume de Naples. Et entre les Fils du Roy des Abissins, on choisit le plus capable, pour le faire succeder au Pere.

De

\* *Potest quilibet resilire ab eo Jure, quod pro se introductum est, favorisque suorenuuciare. Le penult. C. de Pact.*



De ceux qui ont volontairement renoncé à leurs Royaumes , pour servir Dieu, Nicefore, Sigonius & Platon en nomment plusieurs. Theodose troisieme , Michel Passagonien , Michel Curopalates , & Lothaire Empereurs, ( pour ne point parler de nostre Charles V. ) ayant renoncé au Diademe , finirent leur vie entre les Moines.

Vous sçavez assez ce qui arriva à Charlo-man , & à Imbert , dernier Seigneur de Dauphiné , qui après avoir vendu sa Principauté à Philippe sixiesme , Roy de France , distribua l'argent aux pauvres , & entra dans l'Ordre des Predicateurs.

Sainte Brigide , & saint Guillaume Duc d'Aquitaine , sortirent de leurs Estats , pour aller trouver Dieu.

Henry , Roy de Chipre , se jetta dans un convent de Cordeliers , & Jean Roy d'Armenie , qui commandoit à vingt quatre Roys, portant Couronne, fit la mesme chose. Pierre, Fils du Roy d'Aragon , mesprisant le Royaume , vescu vingt ans dans une Cellule. Mais pour laisser les anciens exemples , n'avons nous pas devant les yeux celui de CHRISTIEN de Suede , qui pour se donner au veritable culte de Christ , a renoncé à la Couronne Paternelle ?

Tous ces exemples font voir , qu'il est permis au Prince de resigner le Royaume au plus proche heritier. Et en Flandres , un Duc de Brabant vous le tesmoigne bien ; puis

II. Partie.

ff

qu'en

qu'en l'an 1227. Henry, Fils aîné de Henry III. Duc de Brabant, ceda la Couronne Ducale à son Frere Jean; sans que le peuple s'y opposast par vostre pretendue Loy inviolable des destinées, qui establisent, en caracteres indelebiles, la conduite de la succession des Estats. \*

Charles V. promet par Contract les Paysbas aux Enfants, qui pourroient proceder du Mariage de la Reyne Marie d'Angleterre avec Philippe second, en depossedant le Prince Charles, qui en estoit le legitime heritier, par Droit de succession ordinaire. Philippe second, estant prest de mourir, donna la Flandre à sa Fille Isabelle, la retranchant des Droits de Philippe troisieme, qui ceda ces mesmes Provinces, qui luy appartenoient, à sa propre Sœur. Quelle nouveauté y a il donc, que l'Infante Therese renonce aujourd'huy à des esperances fort esloignées, en faveur de sa Sœur, & de ses autres Parents?

Mais combien d'exemples l'Espagne seule vous pouvoit elle produire contre vostre pretendue succession de destin? Le dernier Henry, Roy de Castille, mourant sans laisser des Enfants Masles, dit de bouche à son Confesseur, que sa Fille Jeanne devoit Luy suc-

\* *Henricus primogenitus P. Henrici, quondam Ducis Brabantie, jus habebat, & sibi competeat in Ducatum Brabantia cedit, &c. Joanni Fratri suo post ipsum genito, & libere & spontanee donavit, nihil juris sibi reservans, &c. Ex instrum. donat.*

succéder , conformément aux Loix du Royaume ; & néanmoins Isabelle , Sœur de ce Roy , & Femme de Ferdinand , Roy d'Aragon , obtint sans difficulté la Castille , contre la Coustume , & les anciennes Loix du Pays ; parce que dans cette conjoncture cela estoit convenable à l'intérêt public , & au salut du Royaume , comme le rapporte l'Historien Mariana . \*

De plus , le dernier des Ferdinands , le Catholique , Roy des Espagnes , estant demeuré , par la mort de son Prince D. Jean , sans heritiers Mâles , avec deux seules Filles , Marie , mariée à Emanüel , Roy de Portugal , & Jeanne l'aînée , Femme de l'Archiduc Philippe , il consigna le Royaume d'Aragon à l'Archiduc Philippe , en vertu du Droit de sa Femme , quoy que les Loix fondamentales de ce Royaume repugnassent à la succession des Femmes. Ainsi ces peuples apprirent , pour la premiere fois , à reconnoître une Femme pour leur Souverain , & pour la premiere fois aussi ils jurent fidélité à la mesme Princesse , comme Fille & heritiere de leur Roy Ferdinand ; le reconnoissant par cette action supérieur à leurs Loix municipales , en consideration du bien public , qui estoit le but de ses pensées Royales. Et néanmoins Jeanne estoit Femme d'un étranger inconnu , & Marie l'estoit d'un homme de la mesme Nation & Parent. L'autorité

*Ff 2*

\* *Hist. d'Espagne Tom. 2. lib. 24. cap. 5.*



torité de la puissance Souveraine, qui résidoit en Ferdinand, surmonta effectivement tous les obstacles des Coustumes & des Loix inviolables & fatales du Royaume d'Aragon, qui non seulement les alleguoit, mais se preparoit à les deffendre, si convaincu par la force des raisons pacifiques, il ne se fust disposé à se laisser conduire par le Droit de la Majesté, qui résidoit dans son Souverain, à un haut degré, comme le raconte le mesme Mariana.

Combien de reflexions pourroit-on faire à l'esgard du Roy Emanuel & de la Reyne Jeanne? Premièrement Marie sa Femme, troisieme Fille de Ferdinand, estoit née d'Isabelle, heritiere de Castille & des richesses Paternelles. Marie pouvoit donc pretendre beaucoup de cette vaste heredité Maternelle. De plus Emanuel passa à un autre Mariage, avec Eleonor, Fille aînée de Philippe premier & de Jeanne, celle qui apporta la Monarchie d'Espagne à la Maison d'Autriche, & neantmoins, se contentant seulement de 200000. escus de Dot, il ne voulut point chercher des moyens, pour chicaner contre l'honnesteté publique, & contre les reproches particuliers de la conscience, qui oblige tout le Monde, à ne point enfreindre les Traittés.

De plus la succession d'Aragon n'estoit point deuë, par aucune convention, à l'Infante Jeanne, qui en estoit excluë par toutes les Loix.

\* *Hist. d'Espagne* Tom. 2. l. 27. c. 4. & 14.

Loix. Et neantmoins Jeanne l'obtint, seulement parce que le Pere le voulut; au lieu que Marie ne pût point obtenir de part à aucune Principauté, & cependant Emanüel ne dit rien. François premier, Roy de France, ne se plaignit point aussi, quoy qu'il eust espousé la mesme Eleonor, Fille de Jeanne, heritiere de tant de Royaumes, mais se contenta de 200000. escus de Dot, & en vertu de la renonciation faite par Eleonor au profit de Charles V. il ne pretendit aucun supplement, bien qu'en consideration de la Lésion, il auroit pû rompre toute sorte de renonciation, selon les Droits que la France soustient.

Comment donc, avec toute vostre audace, pourrez vous affirmer, que les successions sont de Droit inviolable & fatal, puis que mesmes en Espagne les exemples nous enseignent evidemment, qu'il n'y a aucune reigle qui puisse lier les mains de la prevoyance Royale? Les successions dependent de la raison d'Estat, & de la Souveraineté de celui qui gouverne, toutes les fois que le bien public demande l'alteration des choses les plus importantes, pour sa propre conservation, qui est la derniere fin & l'object, à quoy tendent tous les soins de la puissance & de la prudence Souveraine. Et si un Monarque (selon vous) ne peut, en quelque occasion que se soit, pourvoir au salut public, contre l'ordre inviolable de la succession: comment est

ce que la France a pû renverser toutes les Loix fondamentales des successions en Bretagne, en Bourgogne & ailleurs, détruisant la Police essentielle, & les Droits du bien public de ces Provinces, ou usurpées, par de mauvais moyens, ou héritées par les Femmes.

La Provence, ravie au Duc de Calabre & de Bar : La Duché de Bourgogne, arrachée pendant une profonde Paix, des mains d'une Pupille. La Duché de Bar, à la Souveraineté de l'Empire, & finalement la Duché de Lorraine, é partie demembrée & tout embarrassée & assiégée par les stratagemes des François, afin d'en dépouiller le legitime Prince, & l'unique & veritable successeur, ne sont elles pas des Provinces opposées, qui comme les sanglots des Martirs crient vengeance sous l'autel de la toute puissance Divine ?

Helas ! tout ce qui est utile & convenable se canonise, comme juste & honneste, dans le temple de la justice de France.

Le pourrez vous nier ? oüy : mais dequoy sert-il de dorer l'amertume de ces pillules, par la negative des paroles ; pendant que la coloquinte paroist par les effects.

Les intentions de France ont besoin d'autres couleurs, que de celles de la Rethorique, pour les faire paroistre saintes, pendant que l'on verra, qu'ils ne cherchent que l'occasion d'envahir les Estats de leurs voisins.

Tout le Monde sçait avec combien de fin-

nel.



nesses & de stratagemes, l'on a persecuté le Duc de Lorraine, & le Prince Charles, son neveu & son heritier, Prince d'un merite extraordinaire, & d'eminente valeur, pour les obliger de donner à la Couronne de France leurs Estats Souverains, qui sont si considerables pour l'interest de la conservation de l'Europe.

Mais de quelle recompense vouloit on couvrir l'enorme injustice de cette spoliation? Par le titre de Prince du sang Royal, qui vaudroit moins qu'un Evesché *in Partibus*.

O sainte & sacrée Equité! Le Monde a donc si fort oublié la pratique des bonnes mœurs, que l'on puisse ainsi destruire une Maison, qui a tant mérité du Christianisme, dont Jerusalem mesme est tesmoin: un seminaire de Princes, glorieux defenseurs de la foy Catholique: une image de l'ancienne valeur: un illustre reste des gloires, qui ont esté ravies par les siecles: & tout cela sans autre motif, que la consideration de la bien seance, & de la cupidité de la France.

Mais en cecy comment seroit allée l'affaire de la succession, inalterable, & plus inviolable que les chaisnes indissolubles de la destinée? En cette importante rencontre il falloit appliquer le dernier de vos exorcismes, inventé pour avilir la puissance des Lieutenants de Dieu, en chassant du corps de leur Majesté, l'Esprit de Prevoyance, par lequel ils doivent veiller à la conservation de la

félicité publique , & au salut de leurs fujets & de leurs Royaumes.

Le Droit de la fuccellion , en quelques occurences de l'Eftat , peut & doit eftre alteré : quelquefois par incapacité naturelle, quelquefois à caufe des mœurs du fuccellieur ; lequel ne doit pas eftre exclus , ou rendu inhabile , fans de grandes caufes , & fans le confentement des Eftats , mais luy eftant defgagé de toute neceffité , il eft libre de fe rendre inhabile , ou de l'exclurre ; foit pour le bien commun , ou pour fon propre intereft.

Le Droit des fuccellions Royales n'eft donc pas un nœud du Ciel , & une Loy du deftin ; fi ce n'eft que vofre bouche ait le fecret de l'herbe de Glauque , qui avoit la vertu de Deifier les chofes. Je conclus donc cependant , que le Droit des fuccellions peut eftre alteré ; mais feulement par celuy qui les poffede , & par celuy qui y prefide. Par les efprits Directeurs ; non ufurpateurs. Un Prince , bien que Souverain dans fa Maifon ; eft eſtranger dans la Maifon d'autrui ; il ne peut pas y commander , encore moins y entrer. Et pourtant je confens , que la Loy de fuccellion foit contre ceux là une Loy du deftin , à laquelle les hommes ne puiſſent reſiſter , quand meſmes ils feroient , par la participation de la toute-puiſſance , ſemblables aux Dieux.

## C H A P. XI.

*Epilogue des Propositions establies dans le present  
Traité, contre l'Autheur François.*

**V**Oicy cependant l'injuste Pretension de France, mise au jour, & l'Autheur, qui en debite les Arguments, amplement refuté. Et voicy la jurisdiction de la VBRITB' defendue, par grand nombre de raisons, d'autorités & d'exemples; la Justice & la validité de la renonciation ayant esté suffisamment prouvée, à laquelle la Serenissime Infante Therese se porta d'une prompte volonté, & avec une entiere liberté; estant bien informée de ses Droits, sans crainte, sans violence, ou Lesion, estant tres-capable de se conduire, & Majesté d'âge.

Cette renonciation, permise par les Loix, pratiquée par plusieurs Infantes d'Espagne, & par les Princesses d'Italie, & de France, est soutenüe par la Coustume universelle de l'Europe, & par les constantes decisions sur de semblables matieres.

Les Traittés furent stipulés du consentement prealable du Roy Catholique, du Roy Tres-Chrestien & de l'Infante; & par eux approuvés & confirmés de vive voix & par eserit. Et tout ce qui avoit esté conclu de bonne foy, fut rendu autentique par le serment, & a este affermy par la consommation du Mariage, cause & gage de la Paix, & de la tranquillité du Christianisme.



La cause de la renonciation fut le bien public ; l'utilité des deux Couronnes , & la conservation de la Monarchie d'Espagne & de la famille Regnante. Tous fondemens essentiels, necessaires & indispensables. La renonciation fut cause du Mariage , & le Mariage de la Paix. Trois choses importantes, mais conjointes en une seule , & inseparablement establies.

La Dot fut constituée & assignée , mais non pas consignée dans le temps , par la faute de la France, qui n'envoya pas à l'Espagne les assurances necessaires, & accordées pour la subsistence de la renonciation.

La Dot promise ne fut point cause , ny une condition de la renonciation , & il est toujours temps de la payer.

Le Roy Catholique , qui pour la necessité du bien public , pouvoit se dispenser de toutes les Loix, par sa presence Royale, & par la Pragmatique sanction, a supplée à toutes les obmissions du Contract, & par sa supreme puissance, conjointement avec le Roy Tres-Chrestien, a derogé à toutes les Loix & Coustumes , qui eussent pû en empêcher l'effect.

Le tout a esté estably , après en avoir fait voir les causes legitimes , à l'exemple des Roys precedens , & dans l'esperance d'en obtenir de tres-bons effects de la precise volonté du Roy Tres-Chrestien , & avec l'approbation des Grands de l'un & de l'autre Royaume.

La

La renonciation de l'Infante , ayaut esté dressée sur le modelle de celle de la Reyne Mere , luy est entierement semblable , dans toutes les principales circonstances , & doit avoir le mesme effect.

Les Pays-bas n'appartiennent en façon quelconque à l'Infante. Le Droit de Devolution n'a jamais esté reçu des Estats ny des Princes , mais parmy le peuple ; & les Filles y peuvent renoncer, quand il leur plaist.

Les Filles du premier liét ne succedent point aux Principautés, à l'exclusion des Masles du second. Seulement par l'indulgence de Philippe, Roy des Romains, & de Charles V. les Femmes sont admises à la succession de la Duché de Brabant , en cas que tous les Masles viennent à manquer.

Les Provinces Beligiques ont esté unies par la sanction de Charles V. en un Corps, & Masse indivisible & inalienable.

Quatre Monarques , successivement Seigneurs de ces Provinces , ont estably un Droit , directement opposé à celuy de Devolution , sans un seul mot de plainte , au contraire avec le plein consentement des peuples.

Les Princes sont au-dessus des Loix , & à celles , auxquels ils sont assujettis , ils ne le sont pas tousjours. Les Coustumes & les Statuts des Royaumes , quoy que jurés par les Souverains , ne les obligent pas en toutes les occasions ; & ils peuvent s'en dispenser toutes

tes les fois que des causes justes le requièrent, & specialement le bien public, & la conservation des Royaumes & des peuples.

L'ordre des successions Royales n'est pas indispensable, mais depend de la volonté des Aînés, ou des autres, à qui il appartient d'y renoncer; & de plus peut estre alteré par les Princes dans leur Maison, selon le besoin & la necessité de l'interest public, qui est la seule Tramontane des bons Princes.

Les exemples de plusieurs Princes, qui sont entrés en Religion; & de ceux d'Espagne, qui ont alteré l'ordre des successions, outre ceux des quatre Monarques Austrichiens, Seigneurs des Pays-bas, dont nous avons déjà parlé, en font foy pleinement & indubitablement.

Ne se trouvant donc point de Loy humaine, qui puisse interdire aux Monarques le Droit de Souveraineté, & le soin de pourvoir au salut public, & le Roy Catholique ayant estably, par une Loy expresse, de sa pleine puissance, la validité de renonciation de sa Fille, qui est de sa nature, & par ses circonstances, licite, utile, honneste & necessaire, & ayant esté desirée, approuvée & confirmée par le Roy Tres-Chrestien, & par l'Infante, on est indispensablement obligé de conclurre, quelle est valide, stable & subsistente; & que les Pretensions de la France sont des pretextes d'une fausse Politique, & d'une injuste cupidité de dominer.

C H A P.



## C H A P. XII.

*Consideration sur les fins contenues dans la Conclusion de l' Auteur François.*

**A** Prés avoir achevé le Catalogue & la discussion de vos Pretensions , faisant couler plusieurs periodes , remplies d'arguments eloquents , vous venez aux exhortations : mais parce que vostre lire n'est pas celle de Mercure , qui insinuoit l'aveuglement par les aureilles , vous avez recours à intimor , les foudres à la main , comme Jupiter , la ruine & les menaces ; si les peuples , sujets jurés du Roy Catholique , devant rebelles à leur Prince & à Dieu , ne sous mettent le col au joug de fer de France.

A qui l'entend bien c'est là le sens de vos paroles , aussi Metaphoriques , que les promesses & les manieres des François , d'asseurer en suite , tout d'une haleine , que la France ne rompt pas la Paix : qu'elle va seulement se mettre en possession de l'heredité devolüe à la Reyne ; & qu'ainsi , si les Flamands luy refusent l'obeïssance & l'hommage , ils encourent le crime de rebellion ; c'est un procede si bizarre & si extraordinaire , qu'il donne du degoust & du scandale , mesme aux Serviteurs de sa Majesté Tres-Chrestienne , qui sont les moins passionnés.

Avez vous des Pretensions , ou quelque Droit acquis sur les Pays-bas ? Oüy, Cela ne  
suf.

pas. Peut-estre que l'interest vous aveugle. L'Espagne y en a plus que vous, & jouit d'une legitime possession depuis deux cens ans. Il n'importe. Un Livret mis en lumiere, a prononcé en faveur de la France, que presque toute la Flandre luy appartient. Tout beau : si cela suffit pour vous donner Droit sur les Pays d'autrui, vous pouvez aller prendre l'Empire, la Castille, l'Aragon & la moitié de l'Italie : puis que quatre gros livres François, de Pierre du Puy, d'Arojus, d'Aubery & de Cassan, vous font legitimes heritiers de toute l'Europe. Qui a-il donc à faire ? escoutez les. Il faut pourl suivre une affaire Civile par les voyes ordinaires & Civiles. Et si l'Espagne la refuse, & en fait voir l'injustice ? Il ne faut plus rien dire. Et si la France ne s'en veut pas tenir à ce que l'Espagne produit pour sa defense ? Il faut compromettre les decisions du Droit à l'indifference d'un Tiers. O ! les Souverains n'ont point de superieurs. Vous vous trompez. Il y a la raison : il y a Dieu ; & même dans le Monde il y a un Tribunal, lequel s'il ne punit pas en cette vie, condamne à une infamie eternelle la memoire des Princes injustes.

Sçavez vous pourquoy on a introduit dans la Republique du Monde les Administrateurs de la justice, comme on pourroit dire, les Magistrats & le Prince ? afin qu'ils remédient, par l'autorité de la raison, aux desordres qui naissent entre les sujets, & que la  
seule

seule force ne soit pas l'arbitre des differends.

Ainsi lors qu'il vient à naistre des differends Civils entre les Princes, ils ne doivent pas avoir recours à la force, pour les decider; mais à la voye raisonnable des traittés; parce que dans les matieres Civiles les Princes se doivent considerer comme particuliers; estant tels veritablement, quand il ne s'agit point de la Souveraineté, ou de quelque point d'Estat; comme dans le present differend.

Au lieu de s'imaginer, que l'on a Droit mesme sur tous les Mondes qui pourroient estre, & de courrir, la Lance en arrest, pour les usurper, cela me paroist un excés, lequel quoy qu'on le raconte d'un Alexandre idolatre, on ne peut pas croire, qu'un Prince Chrestien le voulust imiter.

L'Espagne ne vous a point donné de sujet, de motifs, ny mesme aucun pretexte, de rompre la Paix. Elle vous a bien donné une Reyne, qui est au dessus de toute loüange, & assez de Pays & de places, pour satisfaire toute ambition capable de recevoir des bornées. Si la France repute cela pour un crime, on fait vanité de le confesser; si elle le considere comme un benifice, on en parle avec modestie.

Sçavez vous bien comment la France, estant montée, par l'eschelle de cette Paix, au Ciel de la felicité, y a rangé les astres dans un aspect favorable pour elle, redressant en  
mes-



mesme temps toutes les irregularités de son destin. Mais pourquoy veut elle à cette heure, abuser des benedictions de Dieu au malheur de ceux, qui luy en ont facilité l'acquisition ?

Veut-on donc que tout le Monde die, que la France garde la foy, seulement jusques à ce qu'elle trouve une occasion commode de la rompre ? & que son serment de Paix n'a esté autre chose, qu'un tres subtil stratageme de guerre ?

L'observation des promesses & des serments de la Loy de Nature, à laquelle vostre Loy Salique ne peut faire d'exception : La foy engagée dans les Traittés, doit estre observée par les Princes, d'obligation naturelle, & en consideration de la Souveraineté, quand mesmes cela apporteroit quelque prejudice ; estant fort important, que les vengeurs de la foy violée ne commettent point de perfidie. \*

Vous estes demeuré d'accord, que le Roy Tres-Chrestien a volontairement approuvé, confirmé & juré les Contracés de renonciation & de Paix ; si donc il n'y a pas esté forcé, &

\* *In Principe duplex reperitur obligatio, &c. Altera naturalis. Quid enim tam consentaneum naturæ, quam promissa servare ? Altera propter Principis dignitatem, quæ agitur in fide servanda, etiam cum sui detrimento, cum violata fidei omnibus ultor ac vindex esse debeat, nec à Principe gravius crimen admitti potest. Innocent. C. Apostolicam de re judic. Alexan. Conf. 97. lib. 3.*

& s'il a consenty une-fois de bon cœur à ces Traittés, renonçant à toutes les Loix, comment recourrez-vous à cette heure aux Loix, pour l'exempter de l'observation indispensable & arrestée ?

Ainsi ne voyant aucun motif raisonnable, pour rompre les serments des Pirenées ( si ce n'est qu'avec Euripide, 1. on eut juré seulement des levres, pour tromper sous le manteau des serments ) il faut croire que la France, trop heureuse, ne craint plus les maledictions de ce Dieu, qui advertit, qu'il les fera reposer sur la Maison des perjures ? 2.

Je ne veux pas croire, que vous soyiez de la Religion du Talmud, selon lequel, pour se redimer des serments de toute l'année, il suffit de protester le dernier jour, qu'ils sont nuls. 3. Mais je croy, que la Tirannie de l'interest est le Pole de vostre Conseil d'Estat, ou la Politique, cachée sous le manteau de la Justice, tient en main sur la porte un petit escriteau, contenant ces paroles : *In summa fortuna id aequius quod validius.* 4.

J'entens le son des saintes paroles, qui témoignent du respect pour le nom de la raison & de la Justice ; mais je voy en mesme temps des actions d'une fausse Politique contraires à toute Justice. Eh ! c'est que le Politique

1. *Juravilinguâ, mentem injuratam gero.*

2. *Maledictio commorabitur in domo jurantis in nomine meo mendaciter.* Zuchar. cap. 5.

3. *En la trois partie du Talmud, au Traitté des vœux.*

4. *Tac. An. lib. 15.*

que & le Juste peuvent bien estre Freres, selon la chair, mais non pas selon l'Esprit; estant dissemblables, jusques dans leur ressemblance mesme. Celuy-cy orne ses chambres d'un St. Laurens sur les charbons, & d'un Apostre escorché. Celuy-là d'un Hercule dans les Flammes, & d'un Marsias sans peau.

L'Espagne a eu trop bonne opinion du Conseil Royal de France; & c'est par là qu'elle est demeurée trompée. Il ne sembloit pas raisonnable de soupçonner, qu'un Roy Enfant deust recevoir des insultes, avec des excès sans exemple, de la bonté de son Frere & de son Cousin; ainsi estant endormy dans la Paix, & ayant la foy de la parole Royale, si souvent confirmée par le Roy Tres-Chrestien, il croyoit avoir dans ses mains un Privilege inviolable: Cét Innocent Roy ne sçachant pas, qu'il faut agir avec vous en Chiromantien, c'est à dire regarder tousjours aux mains, pour pouvoir juger du cœur, sans se tromper.

La soif du fer François, qui trouve tousjours je ne sçay quoy de plus doux dans le sang de ses alliés, n'attendoit autre chose, qu'une occasion favorable, de prendre en main la faucille, pour recueillir en Flandre la moisson de sa fortune; comme si ce n'estoit pas la France, mais son interest seulement, qui eust juré la Paix. Ce qui autorise ce que disent les plus Sages; que si la fortune de Fran-

ce



ce s'eslevoit à proportion de sa cupidité , le Ciel demeureroit au-dessous d'elle.

En un mesme moment on prepare les plumes , & on fourbit les espées. On forme les procès, & l'on assemble les armées : Les Livres volent par la poste , & les boulets de Canon par l'air ; le Livre aussi bien que l'armée est divisé en deux parties ; l'on tire du foureau les Pretensions & les espées en mesme temps. Et en verité je ne scaurois vous blasmer , d'avoir fait sortir ensemble de la Machine un Manifeste sans raison , & des armes sans Justice ; parce qu'un crime n'évite point la peine , qu'en se mettant à couvert par un autre.

On voit donc les armées Françoises inonder les Provinces , rompre la Paix , fouler aux pieds les bonnes mœurs , se joüir de la foy , & ne mettre en aucune consideration le devoir d'un Prince Chrestien. Cela est suivy d'heureux succès , vous avez grande abondance d'or , de fer , d'alliances , d'esprit & de puissance. Il vous manque seulement un peu de l'Ire de Dieu. Il semble désja , que toute l'Europe prenne party avec vostre fortune. Oüy il semble : mais quand mesmes cela seroit , vous avez pourtant un Ennemy invincible. Un Ennemy, qui se rit de vos Canons, de vos stratagemes , de vos tromperies , & de vos violences. Et qui est-ce ? L'injustice de vostre cause.

L'impiété peut s'eslever , mesmes sur les Cedres du Liban , mais non pas s'y establi-  
que

que pour des moments. \* Jupiter n'a pas prêté sa toute-puissance à vostre fortune. Vos Lys se peuvent eslever ; mais enfin quelques hautes qu'ils deviennent , ce sont des fleurs perissables. Les desseins de la France , qui ont les jambes plus longues que celles de l'Iris , qui d'un seul pas mesure tout l'Emisphere, ne demeureront pas tousjours cachés aux Princes d'Allemagne ; auxquels, en coupant un membre si considerable , on ne declare que trop, que l'on en veut à leur vie. Ils connoistront enfin , que le fer , destructeur de la Flandre, est une chaisne , qui attache une des jambes de l'Empire.

Les peuples des Provinces envahies se souviendront de leur devoir ; & verseront avec leur sang plutôt l'ame , que le courage , afin d'éviter la Tirannie de la Loy Salique.

Quand vostre armée seroit plus nombreuse que celles de Xerxes , & que vos guerriers seroient des Geans en grandeur , & des Hercules en force , vous n'estes pas assurez pour cela , d'avoir pour vous le Dieu des armées. Au contraire , la valeur , qui est excitée par la raison , par la gloire , par le juste ressentiment , & par la necessité, se doit compter pour plusieurs Legions. Le desespoir ouvre les yeux , lors que l'Esperance les ferme. Un petit limaçon est suffisant , pour retarder un

\* *Vidi impium superexaltatum & elevatum sicut Cedros Libani, transivi, & ecce non erat. Psal. 36.*

un Vaisseau qui vole; & un petit caillou, pour renverser la statuë de Nabucodonosor.

Vous souvient il, comme en Cathalogne, le sepulcre de St. Jacynthe fit combattre un essain de Mouches contre l'impieré d'un nombre infiny de François, plus dangereusement, que des Dragons & des Basilics. Enfin Dieu peut faire distiller des foudres mesme de la Rosée.

Il semble que la Couronne de France ne puisse pas supporter sa felicité; & le voyant au haut de la Roüe, elle ne veut pas croire, que *ultra summum non datur ultra*. 1

Toutes les spheres ont leurs circonferences limitées: & *etiam aliquis magnitudinis est modus*. La France trouveroit tout autre precepte facile à observer, que celui-cy, *ne quid nimis*; & peut estre cét autre: *Quod tibi non vis fieri alteri ne feceris*. Elle ne compte, que sur les biens avenir; & son unique & l'ancien sujet de faire la guerre, (comme Saluste nous le dit des Romains) n'est autre chose qu'une insatiable cupidité de s'enrichir & de commander. 2. Ainsi que le Principal de ses desseins soit celui de la Monarchie universelle, quand mesme les estranges s'en tairoient, ses actions le disent, & ses Autheurs le publient. Cassan  
Au-

1. Seneca.

2. *Romanis cum nationibus, populis, Regibus cunctis unam & veterem causam bellandi fuisse, imperij cupidinem profundam & divitiarum. Salust. Hist.*



Aubery & du Puy prouvent , que l'Espagne l'Italie & l'Empire sont de l'heredité de la France , aussi bien que les Pays-bas. Que voulez vous davantage ? Les exagerations du mesme Antagoniste , \* que les Couronnes d'Espagne peuvent fort bien estre régies par un François , & ces peuples aisément gouvernés par l'Empire des Gaules , ne sont pas des enigmes , qui ne puissent estre demêlées , que par la Sfinx. Cela se connoist d'abord. Et les Pays-bas estant subjugués , il n'y a personne qui ne voye , que le reste de l'Allemagne ne fera qu'une dependance de la puissance renforcée du Vainqueur ; a peu près comme les Romains firent de l'Angleterre , après qu'ils eurent assujetty les Gaules. Le Deluge noya premierement les vers , & ensuite les Aigles : Il commença par des gouttes , & se termina en un Ocean. Rome employa cinq cens ans à se rendre Maistresse de l'Italie ; & puis en deux cens ans elle conquist le reste du Monde. Par le passé les François ne possédoient point d'autres terres en Allemagne , que ce qu'il en falloit pour leur servir de Cimetiére , & presentement par un bon nombre de places ils y eslevent des trophées de tous costés. Ainsi il semble que les membres de cette fameuse & invincible Province soyent emportés , peu à peu , par je ne sçay quelle farce inconnüe , à se rendre , comme des fourmis dans la gueule du crapaut François ,

\* *Affertor Gallicus , mihi pag. 106.*

çois, qui la tient ouverte, pour engloutir toutes les puissances, qui ont le malheur de confiner avec la sienne.

Escoute moy, ô France. Entre les biens, qui se peuvent ravir, Dieu se presente aussi. Et cependant ton ambition desire tout, mais non pas luy, qui est le tout. Il te voit neantmoins. Et l'innocence, outragée par la force, se plaint hautement aux oreilles de son cœur. Quand la fortune auroit attaché ses cheveux à ton Sceptre; neantmoins quoy que Dieu se serve bien quelquefois du Sceptre des injustes Potentats, comme de la verge de sa fureur, sa main le met incontinent en pieces.

Cette bouche, qui dit à tous les Princes legitimes, *per me Reges regnant*; 1. dit aussi à celui de France: *Nunquid super terram solus habitabis?* 2.

La langue du Brabant (envahy d'une maniere fort esloignée de toute sorte de Droit, Divin & humain) ne voudroit pas manquer à sa sincerité Naturelle, en presumant des choses peu convenables à la bonté du Roy Tres-Chrestien. Et bien que nous ayons perdu la foy, que nous ayons à ses promesses Royales, & à ses serments, nous ne perdrons jamais le respect, qui est deu à son rang. Ainsi on prie sa magnanime Clemence, de vouloir considerer la clarté de nos raisons d'un œil serain, & la Justice de nostre desfense, sans ressentiment. Puis qu'il ne seroit pas

con-

1. *Proverb. cap. 8.*

2. *Esaiæ cap. 5.*

convenable , que possédant toutes les grâces infinies , dont le Ciel luy a esté si liberal, il ne respondiſt pas aux vœux de l'Europe , qui luy demande , pour la conservation du repos public , le reſtaſſement de la Paix , qui eſt ſi neceſſaire à la ſociété Civile.

F I N.

ACTE



A C T E  
D E  
RENONCIATION

Fait le 2. de Juin de l'an 1660.  
à Fontarabie.

P A R  
M A D A M E  
MARIE THERESE

*Infante d'Espagne, promise au Roy Tres-  
Chrestien, tant de ce qui luy pour-  
roit toucher de sa legitime.*

Comme de toute  
L'Hoirie du Roy Catholique son Pere.

**M** Adame Marie Therese Infante des  
Espagnes, & par la grace de Dieu  
Reyne future de France, Fille aî-  
née du tres-Hault, tres-Excel-  
lent, & tres-Puissant Prince, Don Philippe  
quatriesme, par la mesme grace, Roy Catho-  
lique des Espagnes Monseigneur, & de la tres-  
Haulte, tres-Excellente & tres-Puissante  
Princesse Madame Isabelle Reyne Catholi-  
que, qui soit en gloire; Par cét instrument,  
& acte de renonciation, & du surplus qui y  
sera contenu, soit notoire & manifeste à ceux  
qui en auront connoissance, en quelconque  
II. Partie. G g façon

façon què ce soit , que par les Articles 2. & 4. du Traitté de mon Mariage , promis avec le tres-Hault , tres-Excellent , & tres-Puissant Prince , Louïs quatorzieme , Roy Tres-Chrestien de France , conclu dans l'Isle nommée des Faïsans dans la Riviere Vidafoa , du ressort de la Province de Guipuzcoa , & confin de ces Royaumes avec celuy de France , le 7. de Novembre de l'année passée 1659. il a esté resolu & arresté , que le Roy Monseigneur ( à cause , & au regard de ce Mariage , & afin que j'y porterois mon Dot & mes biens propres ( a promis qu'il me donneroit cinq cent mille escus d'or au Soleil , qui se payeroient & delivreroient au lieu , & aux termes spécifiés dans ledit Article au Roy Tres-Chrestien , ou à la personne qui auroit son pouvoir , & qu'avec iceux je me devois contenter , & tenir pour contente de tous , & quelconques Droits , & aétions qui m'appartiennent , ou pourroient appartenir à present ou à l'avenir , sur les biens & Hoirie de la Serenissime Reyne Madame Isabelle ma Mere , & sur la future succession du Roy Monseigneur ( que Dieu ait en sa garde ) & sur tout ce qui me pourroit competer , & appartenir comm' à Filie , & heritiere de leurs Majestés Catholiques , & pour leur Droit , & Chef , & pour quelconque autre titre pensé , ou non pensé , sçeu , ou ignoré , tant pour la ligne Paternelle , que Maternelle , droite , ou transversale , mediatement & immediate-

ment,

ment, & que devant de celebrer le Mariage par paroles, de present j'aurois à ceder, & renoncer tous mes Droits, & actions au Roy Monseigneur, & aux personnes qui auront la sienne, & que sa Majesté voudra, & aura agreable, ainsi qu'il est stipulé & déclaré plus particulièrement par lesdits Articles 2. & 4. que j'ay leu, & ouy lire plusieurs-fois devant que de consentir à ce que l'on formeroit cét acte, lesquels je veux qu'ils y soient inserés & mis de lettre à autre, & de mot à autre, dont la teneur est la suivante.

## I I.

Que sa Majesté Catholique promet, & demeure obligée de donner, & qu'elle donnera à la Serenissime Infante Madame Marie Theresse, en Dot & Mariage avec le Roy Tres-Chrestien de France, & payera à sa Majesté Tres-Chrestienne, ou à qui aura son pouvoir & commission, cinq cent mille escus d'or au soleil, ou leur juste valeur dans la Cité de Paris, & cette somme se payera en la façon suivante, le tiers au temps de la consommation du Mariage, l'autre tiers à la fin de l'année après ladite consommation, & le dernier tiers six mois après; de sorte que l'entier payement de ladite somme de 500. mille escus d'or au soleil, se fera dans dix-huict mois, aux termes & portions qui sont spécifiées.



## I V.

Que moyennant le payement effectif fait à sa Majesté Tres-Chrestienne , ou à la personne qui le devra recevoir par son ordre , desdits 500. cent escus d'or au soleil, ou leur juste valeur dans les termes susmentionnés , la Serenissime Infante Madame Marie Therese aura à se contenter , & se contente avec ledit Dot , sans qu'il luy reste aucun recours , action , ny Droit , pour demander , ou pretendre qu'il luy appartiendroient , ou pourroient appartenir d'autres biens , ou Droits sur les Hoiries de leurs Majestés Catholiques ses Parents soit au regard de leurs personnes , soit en quelconque autre façon , ou quelque autre titre , sçeu ou ignoré , parce qu'elle doit demeurer *exclue de tous , de quelconque condition , nature , ou qualité qu'ils soyent* & devant d'effectuer les fiançailles , elle en fera renonciation en forme avec toutes les assurances , fermetes & solemnités qui sont requises , & necessaires , ce qu'elle fera avant de se Marier par paroles de present , & après elle l'approuvera , & ratifiera conjointement avec le Roy Tres-Chrestien , aussi-tost qu'elle aura célébré son Mariage , avec les mesmes assurances , & solemnités , avec lesquelles elle aura fait *la premiere renonciation* , & celles qui sembleront plus convenables & necessaires , à quoy doivent demeurer , & demeurent obligés dès à present pour lors sa Majesté Tres-Chre-

Chrestienne, & son Altesse, & qu'en cas qu'ila ne fassent pas ladite renonciation & ratification, elles se tiennent pour faites, & expédiées dès maintenant pour lors, seulement en vertu de ce Traitté : lesquelles devront estre en la forme la plus efficace & convenable que faire se pourra pour leur validité, & fermeté avec toutes les clauses, derogations, & abrogations de toutes quelconques Loix, usages, & Coustumes, arrests, & constitutions y contraires, ou qui l'empeschent en tout, ou en partie, auxquelles à cét effect leurs Majestés, Catholique & Tres-Chrestienne doivent déroger, & que l'on entendra demeurer derogées dès à present pour lors par l'approbation qu'elles feront de ce Traitté.

Et comme par la grace de Dieu je me trouve en âge majeure de plus de vingt ans, & que dans peu de jours, s'il plaist à Dieu, nostre Mariage se doit effectuer par paroles de present, & que je suis certaine, advertie, & informée à mon entière satisfaction de la substance, & effect desdits Articles, & reconnais, & ay reconnu que de la future succession du Roy Monseigneur, & de l'Hoirie de la Serenissime Reyne ma Mere, il ne me pourroit competer, ny appartenir en rigueur, pour heritage & legitime ladite somme de 500. mille escus d'or au Soleil, & que quand mesmes elle me pourroit appartenir, c'est un Dot fort competent, & le plus grand que l'on ayt donné jusques à present à aucune In-

fante d'Espagne, & que le Roy Monseigneur s'est incliné & porté à me le donner si grand pour me gratifier, & en consideration, & contemplation de la personne du Roy Tres-Chrestien, afin que par le moyen de ce Mariage, l'on obtiendrait les effects mentionnés dans ledit Traitté de Mariage, lesquels sont si importants au bien public de la Chrestienté, & au contentement & satisfaction de ces Royaumes-cy. Partant de ma certaine science, & sçavoir, & d'agreable & spontanée volonté, j'approuve & veux, que l'on observe, & accomplisse ce qui a esté resolu, & arresté par lesdits deux Articles, & que l'on entende, que ce Mariage se devra conclure & effectuer sous les conditions y contenuës, & declarées, & que sans icelles conditions il n'auroit pas parvenu à l'Estat, où il est cejourdhuy, & dès maintenant je me tiens pour contente, & pour payée entierement, & absolument, & satisfaite de tout ce qui m'appartient, ou pourroit appartenir, à present ou à l'avenir, par quelconque Droit, sçeu ou ignoré, de la future succession & Hoirie de leurs Majestés Catholiques mes Parents, & à cause de la legitime, Paternelle & Maternelle, ou pour leur supplement, ou à cause des aliments, ou de Dot, tant des biens libres comme de ceux de la Couronne de leurs Royaumes, Estats, & Seigneuries, sans qu'il me reste à moy, ou aux miens, aucune action ou recours contre sa Majesté, ou  
ses



ses Successeurs, pour demander ou pretendre que je devrois avoir une plus grande somme, ou portion de plus grande valeur, & importance que lesdits 500. mille escus, & je veux que cette renonciation s'entende aussi de quelconques autres Droits, ou actions, qui me pourroient competer, ou appartenir par Hoirie, ou Succession de quelque Droit, ou Parent de lignée droite ou transversale par teste, ou par personnes, comme à Fille de leurs Majestés, & que je les abandonne & quitte tous les uns & les autres, de quelconque condition, nature, qualité, valeur, & Importance qu'ils soyent, & les cede, renonce, & transporte au Roy Monseigneur & à ses heritiers, & Successeurs universels & singuliers, lesquels auroient son Droit, & afin qu'il en puisse disposer, comm' il luy plaira, & que bon luy semblera, tant par donation entre Vifs, comme par Testament, & dernière Volonté, sans que sa Majesté soit obligée de m'instituer, ou laisser son heritiere, ou legataire, ou de faire mention de moy, parce que pour lesdits effets je me declare, & dois estre tenuë & réputée pour estrangere, & comm'à telle il ne m'y doit demeurer aucun recours, afin de pouvoir reclamer, ou proposer quelque complainte, nonobstant que l'Hoirie que lairra la Majesté de mon Pere, soit tres-opulente, & de si grande valeur, & importance que d'icelle, & comm'à un de ses Enfants, que nous sommes à present, ou

ferons à l'avenir, il m'en pourroit appartenir une somme plus grande, & plus haute que celle desdits 500. mille escus, pour grande & extraordinaire que soit l'exces; & encor que le cas arriveroit (ce que Dieu ne permette pas) qu'au temps de sa mort je demeurerois, & viendrois à estre sa fille unique, à cause que mes Freres, & les autres Siens descendants legitimes seroient morts auparavant, afin qu'en nul cas, ny pour aucun evenement l'on ne puisse demander, ny pretendre pour moy ou en mon nom, ny sur le Droit de ma personne, aucune autre portion plus grande de legitime des biens, & Hoirie du Roy Monseigneur, je promets qu'en nul temps, ny pour aucune raison, sous quelconque pretexte que ce soit, je ne consentiray ny permettray, que l'on agisse contre cette mienne renonciation, & la desistence que je fais de mesdits Droits, Actions, ou Pretentions, & je desiste conjointement, & renonce à toutes & quelconques remedes ordinaires, & extraordinaires, qui m'appartiennent, ou pourroient appartenir par Droit commun, & Loix de ces Royaumes, ou par special Privilege, & particulierement à celuy de la restitution in Integrum, fondée sur le manquement de mon âge, ou sur la Lesion enorme, ou tres-enorme, ou sur dire que le Dot auroit esté cause de ce Contract, ou sur l'incertitude de ce que je renonce, afin que nul desdits remedes, & recours susmentionnés me serve, ou puissent

sent servir en voye de Justice , ou en contestation , ny que par iceux moy , & mes Enfants & heritiers puissions y estre ouïs , & admis , & que l'on nous en desnie , & ferme l'accès , pour les pouvoir deduire & proposer judiciairement , ou extrajudiciairement , ny par voye de Grief , ou de recours , ou de simple complainte , ains que tousjours , & en tout temps l'on observe & accomplisse ce qui est disposé par lesdits Articles susmentionnés , & ce que j'ay promis par cét acte touchant leur confirmation & approbation , & promets en foy de ma parole Royale , qu'il sera maintenu , accomply , & observé en tous temps inviolablement , sous l'obligation que je fais de mes biens , & rentes que j'ay , & auray , & je donne pouvoir au Conseil de sa Majesté Catholique , & aux Seigneurs Roys ses successeurs , & aux personnes auxquelles ils enchargeront l'execution de cét acte , à ce qu'ils le fassent observer & executer , & pour plus grande validité , je jure par les Saints Evangiles contenus dans ce Missal ( sur lequel je mets ma main droite ) qu'en tout temps , & autant qu'il pourra dependre de moy , je l'observeray , & accompliray , sans dire , ny alleguer que pour le faire , & accorder , j'ay esté induitte , attirée , ou persuadée par le respect , ou veneration que je dois , & porte au Roy Monseigneur , lequel m'a tenu , & me tient encore sous sa puissancé Paternelle ; d'autant que je declare que sa Majesté

G g 5

s'est



s'est tousjours remise à mon francq arbitre, & volonté, & que je l'ay eu libre, & nullement respective en tout ce qui a touché à ce Contract, & je promets de ne point demander dispense de ce serment à nostre tres-sainct Pere & au Sainct Siege Apostolique, ny à son Nonce, & Legat à latere, ny à autre personne qui aye pouvoir ou faculté de me l'octroyer, & que si elle venoit à estre demandée à mon instance, ou de quelque personne Tierce, ou à estre octroyée *motu proprio*, je n'en useray point, ny ne m'en prevaudray, encor que ce ne seroit seulement que pour entrer en Justice, sans toucher à la force, & substance desdits deux Articles de Mariage, ny à celle de cét acte que je fais pour les confirmer, nonobstant que ce soit avec quelconques clauses derogatoires de ce serment. Et en cas que l'on me l'accorde, une ou plusieurs fois, je fais de nouveau d'autres serments, & tant qu'il y en demeure tousjours un sur toutes lesdits dispenses, & sur le mesme, je declare, & promets que je n'ay fait, ny feray aucune protestation, ny reclamation en public, ou en secret contraire à cette mienne promesse & obligation, pour l'affoiblir, ou diminuer sa force, & que si je venois à la faire, encor que ce fut avec un autre serment contraire à celuy-cy, qu'elle ne me puisse point servir, ny estre d'aucun avantage; & je promets, & m'oblige, qu'aussi-tost que l'on m'aura me-

née,

née, & que je seray en compagnie du Roy Tres-Chrestien, ensuitte desdits Articles, je seray conjointement avec sa Majesté un autre acte, avec toutes les clauses, serments, & obligations necessaires, avec insertion & ratification de celuy-cy, qui a esté fait en cette Cité de Fontarabie, où se trouve à present le Roy Monseigneur avec sa Cour, & Palais, le 2. jour du mois de Juin de cette année 1660. en presence du Roy nostre Maistre, lequel en continuation de l'oétroy susmentionné dit, que sa Majesté Catholique suppleoit avec sa Royale autorité, & vouloit que l'on tint pour supplées quelconques defauts, & omissions de fait, ou de Droit, de substance, ou de qualité, de style, ou de Coustume, qu'il y pourroit avoir dans la formation de cét acte de renonciation, des legitimes, & futures successions qu'a fait, & accordé la Serenissime Infante Reyne promise de France, sa tres-chere & tres-aymée Fille, & que de sa pleine & absoluë puissance comme Roy, qui ne reconnoissoit aucun supérieur dans le temporel, elle la confirmoit, & approuvoit, & la confirma, & approuva avec derogation pour cette fois de quelconques Loix, Ordonnances, Usages, & Coustumes qu'il y auroit au contraire, lesquels pourroient empescher son effect & execution, & pour plus grande assenurance commanda que l'on le scelleroit avec le scel Royal, estant tesmoins à ce appellés, & requis Don Louïs

Mendez de Haro , Marquis del Carpio, Comte Duc d'Olivares. Don Ramiro Nunéz de Guzman Duc de Medina de las Torres , Don Gaspar de Haro , Marquis de Eliche ; Don Jean Dominicq de Guzman Comte de Monterez ; Don Diego de Aragon , Duc de Terranova ; Don Guillen Ramon de Montcada , Marquis de Aytona ; Don Pedro Puerto Carrero , Comte de Medellin ; Don Pedro Colon de Portugal , Duc de Veraguas ; Don Antonio de Peralta Hurtado de Mendoza , Marquis de Mondejar ; Don Alonso Perez de Guzman Patriarche des Indes ; Don Alonso Perez de Vivero , Comte de Fuenfaldagne du Conseil d'Estat ; Don Jean de Caravajal , & Sandi du Conseil , & Chambre ; Don Diego de Tejada Evesque de Pampelune , & plusieurs autres Seigneurs & Cavaliers qui se trouverent presents. Estoit signé Je le Roy. Marie Therese.

Je Don Fernando de Fonseca Ruiz de Contreras , Marquis de la Lapilla , Chevalier de l'ordre de Saint Jacques, des conseils de guerre, des Indes, & Chambre d'icelles de sa Majesté Catholique , Secrétaire d'Estat , & de la depesche Universelle , & Notaire dans ses Royaumes & Seigneuries , qui ay esté present au serment , octroy , & à tout le surplus cy dessus contenu , en fais soy , & que lesdits Articles 2. & 4. du Mariage ainsi qu'ils sont cy dessus mentionnés , ont esté tirés fidèlement, & collationnés avec l'Original qui est en

mon



mon pouvoir. En tesmoignage de verité je l'ay signé & souscript de mon nom. Don Fernando de Fonseca Ruiz de Contreras.

Le Roy Catholique Monseigneur, ayant esté servy de m'ordonner à moy Don Blasco de Loyola, Commandeur de Villarubia de Ocava, de l'Ordre & Chevalerie de Saint Jaques, de son Conseil, & son Secretaire d'Estat, que je ferois faire la copie cy dessus escritte de la renonciation, que la Dame Infante Madame Marie Therese sa Fille cejourd'huy Reyne de France fit, & octroya devant le Sieur Don Fernando de Fonseca Ruiz de Contreras, Marquis de la Lapilla, Chevalier de l'Ordre de Saint Jaques, des Conseils de guerre des Indes, & Chambre d'icelles de sa Majesté Catholique, Secretaire d'Estat, & de la Depesche Universelle, & Notaire en ses Royaumes & Seigneuries, des legitimes Paternelle & Maternelle, pour envoyer au Seigneur Don Estevan de Gamarra son Ambassadeur aux Estats Generaux des Pays-bas, & l'ayant ainsi executé, je certifie que cette copie accorde avec l'Instrument original, qui demeure en mon pouvoir avec lequel elle a esté collationnée; & afin qu'il en couste je la signe de mon nom, & elle va scellée avec le seel Royal secret, lequel est aussi en mon pouvoir. A Madrid le 16. de Juillet 1663. estoit signé Don Blasco de Loyola. Et au costé le Seel de sa Majesté sur une hostie rouge.

Ma-

**M** Adame Marie Therese Infante des Espagnes , & par la grace de Dieu Reyne future de France , Fille aînée du tres-Hault, tres-Excellent & tres-Puissant Prince, Don Philippe quatriesme, par la mesme grace Roy Catholique des Espagnes Monseigneur ( que Dieu ayt en sa garde , & prospere tres-heureusement ) & de la tres-Haulte , tres-Excellente, & tres-Puissante Princeesse Madame Isabelle Reyne Catholique , de glorieuse memoire , ma Mere & Dame ( qui est au Ciel ) par la relation & notice de cét instrument , & Acte d'approbation , confirmation & ratification , & du surplus qui s'y contient, & afin qu'il demeure en eternelle memoire. Je fais notoire & manifeste aux Roys , Princes , Potentats , Republicques , Communautés & personnes particulieres , qui sont ou seront aux siecles à venir , que dautant que le tres-Hault , tres-Excellent & tres-Puissant Prince , Louïs quatorziesme Roy Tres-Chrestien de France , mon Cousin Germain , & en son nom , & avec Ambassade particuliere le Mareschal Duc de Grammont , demanda & proposa mes Fiançailles & Mariage pour ledit Roy Tres-Chrestien mon Cousin au Roy Catholique Monseigneur , & que sa Majesté Catholique faisant une juste estime de cét office & proposition , & ayant les esgards deus aux sujets de decence , esgalité & convenances publiques , qui concourent en ce

Ma-

Mariage, l'accorda & y consentit, ayant de  
preceder la dispense de sa Saincteté pour le  
Parentage & consanguinité que j'ay avec le  
Roy Tres-Chrestien mon Cousin; & que par  
après en suite de cét octroy & accord, &  
avec pouvoir des deux Majestés, Catholique,  
& Tres-Chrestienne l'on a arresté, & signé  
nostre Traitté de Mariage le 7. de Nov. de  
l'année passée 1659. dans l'Isle nommée des  
Faïsans, située sur la riviere Vidafoa du res-  
fort de la Province de Guipuzcoa, & confin  
de ces Royaumes avec celuy de France, &  
que dans les Articles 5. & 6. dudit Traitté il  
a esté resolu, & arresté de commun accord, &  
de mesme volonté, & comme une chose  
tres-convenable, après l'avoir considerée at-  
tentivement, & avec meure deliberation, que  
moy, & les Enfants & Descendants, que Dieu  
nous donnera de ce Mariage, soyons, & de-  
meurons inhabiles & incapables, & absolu-  
ment exclus du Droit & espoir de succeder à  
aucun des Royaumes, Estats & Seigneuries,  
dont se compose cette Couronne, & Monar-  
chie d'Espagne, & à ceux qui s'y pourroient  
aggreger par sa Majesté Catholique, &  
( après ses longs, & heureux jours ) par les  
Roys ses Successeurs; & quoy que pour  
s'estre reduict à paction conventionelle, par  
des Princes & Roys Souverains ( lesquels  
dans le temporel ne recognoissent aucun su-  
perieur ) par grace, & en faveur de la cause  
publique des deux Royaumes, & en condes-  
cen-



cendant à cecy avec le desir , & souhait commun de leurs sujets , Vassaux , & Naturels, qui veüillent , qu'il ayt la force , & vigueur de Loy , & Sanction Pragmatique ; & qu'elle soit receüe & observée comme telle , & pour ce sujet il sembloit , que pour sa fermeté il ne seroit pas besoin d'aucune autre solemnité , mais toutefois leurs Majestés voulurent , que si mon approbation pouvoit estre convenable pour quelque consideration. Je l'aurois à faire incontinent , que le cas arriveroit , que le Mariage accordé se devoit celebrer , & contracter par paroles de present , & que mon approbation fut avec toutes les clauses & solemnités necessaires , selon , & comme il est stipulé & déclaré plus particulierement par l'Acte de dix Articles, dont la teneur du 5. & 6. tirée de son Original est inserée icy de mot à autre , & est la suivante.

## V I.

Que d'autant que leurs Majestés Catholique & Tres-Chrestienne ont consenti , & consentent à ce Mariage , afin de rendre perpetuelle par ce lien , & assurer davantage la Paix publique de la Chrestienté , & l'amour , & fraternité qui se souhaite entre leurs Majestés , & en consideration des justes causes, qui font connoistre , & persuadent les convenances dudit Mariage , moyennant lequel & avec la faveur & grace de Dieu , on peut

espér-

esperer des heureux succès , au grand bien & accroissement de la Foy & Religion Chrestienne , & au benefice commun des Royaumes , sujets , & vassaux des deux Couronnes ; eu esgard à ce qu'il importe à l'Estat public , & à leur conservation , qu'estant si grandes , elles ne viennent pas à se joindre , & que l'on previenne les occasions qu'il y pourroit avoir de les joindre , & en consideration de l'esgalité , & autres justes raisons , l'on arresta par accord conventionel , que leurs Majestés veulent , qu'il ayt force & vigueur de Loy establee en faveur de leurs Royaumes , & de l'interest public d'iceux , que la Serenissime Infante Madame Marie Theresse , & les Enfants qu'elle aura , Masles ou Femelles , & leurs Descendants tant Fils aînés , comme 2. 3. & 4. & delà en avant en quelconque degré qu'ils se trouvent , pour tousjours , & à jamais ne puissent succeder , ny succedent aux Royaumes , Estats & Seigneuries de sa Majesté Catholique , spécifiés dans ce Traitté , ny aucun de tous les autres Royaumes , Estats & Seigneuries , Provinces , Isles adjacentes , Fiefs , . . . . & Frontieres , que sa Majesté Catholique a , & possede à present , & qui luy appartiennent , ou puissent appartenir , tant en Espagne que hors d'icelle , & qu'à l'avenir sa Majesté Catholique , & ses Successeurs auront , possederont , & qui leur appartiendront , ny à tous ceux y compris ,  
inclus,

inclus, & agregés à iceux, ny à tout ce qui s'acquerra en quelconque temps que ce soit, & s'accroistra auxdits Royaumes, Estats, & Seigneuries, & qui se recouvrera ou y sera devolu, pour quelconque tiltre ou cause ce que soit ou puisse estre, encor que pendant la vie de la Serenissime Infante Madame Marie Therese, ou après pendant celles de quelconques Siens Descendants, Aînés 2. ou autres, arriveroit & escherroit le cas, & les Cas, auxquels par Droit, Loix, ou Coustumes desdits Royaumes, Estats, & Seigneuries & par les dispositions, & tiltres par lesquels on succede, & pretendroit y succeder, la succession leur devoit appartenir, parce que l'on declare dès maintenant que ladite Serenissime Infante Marie Therese demeure excluse d'icelle, & du Droit, & de l'esper de pouvoir succeder à ces Royaumes, Estats, & Seigneuries & à chacun d'iceux, & tous ses Enfants, & Descendants, Masles & Femelles, nonobstant qu'ils diroient, ou pourroient dire, ou pretendre qu'en leurs personnes ne concouroient, & ne se pourroient considerer les raisons de la cause publique, ny autres sur lesquelles se pourroit fonder cette exclusion, & qu'ils voudroient alleguer que la succession de sa Majesté Catholique, & des Serenissimes Princes, & Infantes, & des autres Enfants qu'il a, & aura, & de tous les legitimes Successeurs (ce que Dieu ne veuille, ny permette) seroit venue à manquer, dautant que



ce nonobstant ils ne devront pas succeder ,  
ny pretendre de succeder en aucun cas ,  
temps , ny accident , ny evenement , elle  
ny ses Enfants , ny Descendants , sans avoir  
esgard auxdites Loix , Coustumes , Ordon-  
nances & dispositions , en vertu desquelles  
l'on a succédé , & se succede à tous lesdits  
Royaumes , Estats & Seigneuries , & à quel-  
conques Loix , & Coustumes de la Couronne  
de France , lesquelles empeschent cette exclu-  
sion au prejudice des Successeurs d'icelle, tant  
pour le present , comm' aux temps & cas  
que la succession se differeroit , à toutes les-  
quelles , & à chacune d'icelles leurs Maje-  
stés devront deroger , & abroger en tout ce  
qu'elles seront contraires , & empeschent  
le contenu en cêt Article , & son accomplisse-  
ment , & execution , & que l'on entende,  
que par l'approbation de ce Traitté elles y  
derogent , & les tiennent pour derogées , &  
que le mesme soit , & s'entende , que Ma-  
dame l'Infante & ses Descendants demeu-  
rent excluse & exclus de pouvoir succeder  
en aucun temps , ny cas aux Estats , & Pays-  
bas de Flandres , & Comté de Bourgogne &  
de Charolois, avec tout ce qui y est adjacent &  
leur appartient : mais aussi on declare expre-  
sément , que s'il arrivoit ( ce que Dieu ne  
veuille , ny permette ) que la Serenissime In-  
fante viendroit à estre Vefve , sans avoir En-  
fants de ce Mariage , qu'en ce cas elle de-  
meurera libre de l'exclusion susmentionnée,  
&

& pourra jouir des Droits de succeder à tout ce qui luy pourroit appartenir en deux cas. L'un, si elle s'en retournoit en Espagne, estant Vefve de ce Mariage, & sans Enfants; L'autre, si pour convenance du bien public, & pour justes considerations elle se marioit du consentement du Roy Catholique son Pere, & du Prince d'Espagne son Frere; auxquels cas elle demeurera capable, & habilitée à pouvoir heriter, & succeder.

## V I.

Que la Serenissime Infante Madame Marie Therese aura à faire depescher un acte, avant de celebrer & contracter le Mariage par paroles de present; s'obligeant pour soy, & ses Successeurs à l'accomplissement, & observance de ce que dessus, & de son exclusion, & de ses Descendants; approuvant le tout selon, & comm' il est contenu en ce Traitté avec les clauses necessaires, & serments, & à ce qu'inscrant ce Traitté, & l'acte d'obligation & approbation, que son Altesse aura fait faire, elle en fera un autre semblable conjointement avec le Roy Tres-Chrestien, aussi-tost qu'elle sera mariée avec sa Majesté, lequel devra estre enregistre, & passé par le Parlement de Paris en la forme, & avec les clauses accoustumées, & sa Majesté Catholique devra approuver ladite renonciation & ratification en la forme, & avec les clauses accoustumées, & autres necessaires

la

la faisant aussi passer & enregistrer par le conseil d'Etat, & lesdites renonciation & approbation estant faites, ou obmises de faire, dès à present en vertu de ce Traitté, & du Mariage, qui s'ensuivra en vertu d'icelluy, on les tient pour faites, & expédiées, & pour passées, & enregistrées par le Parlement de Paris par la publication de la Paix en ce Royaume-là.

Et d'autant qu'après le Traitté susmentionné nostre tres Saint Pere Alexandre VII. a dispensé pour les degrés de Parentage, qu'il y a entre ledit Roy Tres-Chrestien & moy, & approuvé par son autorité & benediction Apostolique nostre Traitté de Mariage, & ses Articles, & que le cas & temps est venu, que le Mariage se doit celebrer, & contracter avec la benediction de Dieu, & à ce que l'on doit esperer pour sa gloire & service, exaltation de sa Sainte Foy & tranquillité de la Republique Chrestienne; moyennant quoy le cas, & temps est aussi arrivé, que je doibs accomplir pour ce qui me touche (avant mes espousailles & Mariage) le contenu aux Articles 5. & 6. qui sont inserés en cét acte, & qu'il est ainsi que je me trouve en âge majeure de 20. ans, & que dans icelle il a plu à nostre Seigneur de me donner capacité & discretion, pour entendre, & comprendre la substance & l'effect desdits Articles, dont je suis certaine & advertie, d'autant que je m'en suis souvant informé, & de leur convenance pendant le temps de six mois, qu'il y

a



a que l'on les a arresté & publié, & qu'ils ont esté resoulz & arrestés, & qu'il suffisoit, afin que j'aurois la satisfaction que je dois, de leur justification de sçavoir que c'a esté une affaire examinée & accordée par le Roy Monseigneur, lequel souhaite & procure mon contentement, & mon bien, avec tant d'amour, & de soing, prenant conjointement esgard au public & commun des Royaumes que Dieu luy a enchargé, lesquels & ceux de la Couronne de France sont esgalement interessés, à ce que la grandeur & Majesté qu'ils soustiennent, & conservent en eux mesmes depuis tant d'années, avec tant de bon-heur, & du gloire du nom de leurs Roys Catholiques & Tres-Chrestiens, ne soit point diminuée, & ne descheoit point, comme necessairement elle se diminueroit & descherroit, si par le moyen, & à cause de ce Mariage ils se viendroient à unir, & conjoindre dans quelque'un des Enfants & Descendants, dont le succès causeroit aux sujets & Vassaux le mescontentement & affliction, qui se peut considerer, & dont justement on pourroit craindre qu'il resulteroient les dommages & inconveniens qui se remontrent & se reconnoissent plus facilement avant qu'ils arrivent, qu'ils ne se repareroient & remedieroyent, après qu'ils seroient arrivés, & que l'on les auroit expérimenté, & partant il a convenu prevenir les remedes, à ce qu'ils n'arriveroient pas, &

& que ce Mariage soit cause d'effets contraires à ceux que l'on se promet, & que l'on doit esperer, que l'on obtiendra par icelluy ; outre qu'avec cét exemple, & à son imitation on facilitera dorenavant les Mariages reciproques entre mes Enfants, & Descendants, & ceux du Roy Monseigneur ; ce qui m'est une consideration de particuliere consideration, & contentement, d'autant que ce sera le moyen d'estroissir, & renouveler plusieurs fois le lien du sang, & du Parentage, & d'asseurer, & affermir plus fortement & efficacement les Alliances, Amitié, & bonne correspondance, lesquelles ont esté liées par de si heureux principes, & contractées entre ces deux Royaumes, & se continueront à la gloire de Dieu, & demeureront glorieusement entre iceux ; & les Roys Catholiques & Tres-Chrestiens, ce qui estant le bien public & commun, se doit par bonne raison preferer au mien particulier, & à celuy de mes Enfants & Descendants ; lequel dans l'Estat present doit estre tenu en peu de consideration ; d'autant qu'il est fort esloigné, ainsi qu'il se reconnoit ; A quoy il concourt pour ma plus grande satisfaction, & justification de cette renonciation, & Acte, que je me conforme & suis, en l'accordant, l'exemple de celuy qu'octroya pour son Mariage, & avant icelluy, la tres-Haute, tres-Excellente, & tres-Puissante Princesse Madame Anne Infante d'Es-

d'Espagne , & aujourd'huy Reyne Tres-Chrestienne de France & ma tres-aimée , & reverée Tante , & Dame , & qu'outre les considerations & causes publiques susmentionnées , & celle de conserver & assurer la Paix entre les deux Couronnes ( lesquelles concourrurent aussi , & s'alleguerent dans ledit Traitté , & renonciation ) il a concurre dans l'Estat present , & a esté considéré comme cause publique , la plus principale , & la plus grande , pour la renonciation accordée dans mon Traitté de Mariage , que l'accord de mon Mariage auroit esté notoirement le moyen , & cause plus principale de la pacification d'une guerre de vingt cinq ans entre les deux Couronnes , Catholique & Tres-Chrestienne ( dans laquelle s'estoient interessés , par Alliance ou dependance , les plus grands Potentats de la Chrestienté ) & son bien Universel & la cause publique , & supreme de la Religion Catholique ; le tout ayant paty notablement par la guerre , & ne s'y pouvant remedier que par la Paix accordée par le moyen , & à cause de ce Mariage , lequel ne s'accorderoit point , & le Roy Monseigneur ny consentiroit point sans la renonciation accordée , ainsi qu'il a esté considéré dans l'Article premier de mon Mariage , & dans le 33. de la Paix des deux Couronnes , lequel en cette consideration se refere au Traitté particulier fait sur les conditions de mon Mariage , & tous deux



deux ont esté signés en mesme jour & date, & dans ledit Article 33. de la Paix, l'on a déclaré que ledit Traitté, fait sur les conditions de mon Mariage, nonobstant qu'il fût separé, auroit la mesme force, & vigueur que celuy de la Paix; comme en estant la partie plus principale, & les Arrhes plus précieuses pour sa plus grande seurété, & durée. Partant de mon propre mouvement, libre, spontanée, & agreable volonté, & ayant certaine science, & connoissance de l'acte que je fais, & de ce qu'il importe, & peut importer mon consentement, j'approuve, confirme, & ratifie en la voye, & forme que mieux je puis, & dois, ledit accord, selon & de la façon qu'il est contenu plus particulierement dans ledit Article 5. & en cas qu'il sembleroit necessaire, & convenable, je donne mon pouvoir absolu & suffisant au Roy Monseigneur, & au Tres-Chrestien, à ce qu'ils le puissent arrester, & accorder de nouveau. Quoy qu'en vertu, & accomplissement dudit Article, je me declare & tiens pour excluse, & esloignée, & les Enfants, & Descendants de ce Mariage, pour exclus, & inhabilités absolument, & sans limitation, difference, ou distinction des personnes, degrés, sexes & temps de l'action & Droit de succeder aux Royaumes, Estats, Provinces, Terres & Seigneuries de cette Couronne d'Espagne exprimés, & déclarés par iceluy, & que je veux, & consens pour moy, & pour lesdits miens Des-

cendants, que dès-maintenant comme, pour  
lors l'on les tienne comme cedés, & transferés  
à celui qui se trouvera le plus proche en degré  
( à cause que moy, & ceux sommes exclus,  
inhabiles & incapables ) & immediat au Roy  
par la mort duquel il vaquera, & se devra  
regler, & deferer la succession desdits Roy-  
aumes, & afin qu'il les tienne & possede com-  
me legitime, & vray successeur de mesme  
façon que si moy, & mes descendants ne  
fussions pas nés, ny estions au Monde, parce-  
que nous devons estre tenus, & reputés pour  
tels, afin qu'en ma personne, & en la leur,  
l'on ne puisse considerer, ny faire fondement  
de representation active, ou passive, principe,  
ou continuation de lignée effective, ou con-  
tentive de substance, de sang, ou de qualité,  
ny tirer la Descendance, & computation des  
degrés de celle du Roy Monseigneur, ny de  
celle des glorieux Roys ses Predecesseurs, ny  
pour aucun autre effect, afin d'entrer en la  
succession, ou preoccuper le degré de proxi-  
mité, & d'en exclurre la personne qui se  
trouvera ( comme dit est ) proche en degré,  
& je promets, & m'oblige en foy & parole  
Royale, qu'en tout ce qui dependra de moy,  
& de mesdits Enfants, & Descendants, l'on  
procurera tousjours & en tout temps, que  
l'observance, & accomplissement dudit Ar-  
ticle, & de ce mien acte, que je fais pour son  
approbation, & confirmation, soit inviola-  
ble, sans permettre, ny consentir que l'on ail-  
le,

le, ou agisse au contraire, directement, ou indirectement, en tout, ou en partie, & je desiste, & cede tous, & quelconques remedes sçeus, ou ignorés, ordinaires, ou extraordinaires, & qui nous pourroient appartenir par Droit commun, ou Privilege special à moy ou à mesdits Enfants & Descendants pour reclamer, dire, & alleguer contre ce que dessus, & je renonce à tous, & specialement à celui de la restitution *in integrum*, fondée sur l'ignorance, ou inadvertence de ma minorité, ou sur la Lésion evidente, enorme & tres-enorme que l'on pourroit considerer, estre intervenüe dans la desistencce, & renonciation du Droit de pouvoir succeder en aucun temps à tant, & à de si grands Royaumes, Estats, & Seigneuries, & je veux que nul desdits remedes, ny aucuns autres de quelconque nom, caractere, importance, & qualité qu'ils soyent, nous servent, ou nous puissent servir judiciairement, ou extrajudicialement, & que si nous les intentons, ou taschons de les deduire en voye de Justice & contestation, l'on nous desnie, & ferme toute sorte d'audience, & si de fait ou sous quelconque couleur mal pretendüe, désiant de la Justice (parce que nous devons tousjours reconnoistre, & confesser, que nous n'en avons aucune pour succeder auxdits Royaumes) nous les voulussions occuper par force d'armes, faisant, ou mouvant guerre offensive, que dès maintenant comme pour lors, l'on la



tienne , juge & declare pour illicite , injuste , & mal attentée , & pour violence , invasion , & usurpation tyrannique , & faite contre raison , & conscience , & qu'au contraire on juge , & qualifie pour juste , licite , & permise celle qui se viendrait à faire , ou mouvoir par celuy qui y devroit succeder , à mon exclusion , & de mesdits Enfants , & Descendants ; lequel ses sujets & habitans devront recevoir , & obeir , luy faire , & prester serment , & l'hommage de fidelité , & le servir comme à leur Roy & Seigneur legitime , & j'affirme & certifie , que pour octroyer cét acte , je n'ay esté induite , attirée , ny persuadée par le respect , & veneration que je dois , & ay pour le Roy Monseigneur , comme à Prince si puissant , & comme à Pere qui m'aime tant , & que j'aime , & qui me tient , & m'a tenuë sous sa puissance Paternelle , parce que veritablement en tout ce qui se passe , & s'est passé au regard de la conclusion , & effect de ce Mariage , touchant ledit accord , & Article de mon exclusion , & de celle de mes Descendants , j'ay eu toute la liberté que j'ay pû souhaiter pour dire , & declarer ma volonté , sans que de sa part , ou d'aucune autre personne l'on m'ayt fait aucune peur ny menace , pour m'y induire , ou attirer à faire aucune chose contre elle , & que pour plus grande validité , & assurance de ce qui est dit , & promis de ma part , je jure solem-  
nel-

nellement par les Evangiles contenus en ce Missal ( sur lequel je mets la main droite ) que je le garderay , maintiendray , & accompliray en tout , & par tout , & que je ne demanderay point de dispense de ce serment à nostre tres-saint Pere , ny au Saint Siege Apostolique , ny à son Legat , ou à aucune dignité qui auroit faculté de me la pouvoir octroyer , & que si l'on me l'octroyeroit à mon instance , ou de quelconque Université , ou personne particuliere , ou *motu proprio* , encore que ce seroit seulement afin de pouvoir entrer en jugement sans toucher à la substance desdits remedes , & de la force de cét acte , & du Traitté , que j'approuve par iceluy , je ne me prevaudray point , ny m'en serviray , au contraire , en cas que l'on me l'octroyeroit , je fais un autre semblable serment , afin qu'il en aye , & demeure tousjours un sur toutes les dispenses , qui me seront octroyées ; & sous le mesme je dis , & promets que je ne fais , ny feray aucune protestation , ou reclamation en public , ou en secret , qui puisse empêcher , ou diminuer la force du contenu en cét acte , & que si je la fais ( encor qu'elle soit sous serment ) qu'elle ne sera d'aucune valeur , & ne puisse avoir aucune force , ny effect , & je supplie sa Sainteté , que puisque ce Mariage , & son Traitté a esté conclu , & accordé avec sa Sainte & Apostolique approbation , & se doit effectuer , & ce-

lebrer avec sa benediction , elle soit servie d'accroistre la force du lien , & religion de ce mien serment par l'autorité de sa confirmation Apostolique ; & je promets , & m'oblige qu'en conformité , & accomplissement de l'Article 6. susmentionné , aussi-tost que j'arriveray au lieu, où le Roy Tres-Chrestien me doit recevoir , je feray & feray faire avec son intervention , & autorité , & conjointement avec sa Majesté Tres-Chrestienne , & avec toutes les clauses , serments , & conditions nécessaires , & convenables , un autre semblable acte de confirmation , & ratification de celuy qui a esté fait , & depesché dans cette Cité de Fontarabie , où se trouve à present le Roy Catholique Monseigneur avec sa Cour , & Palais , le second jour de Juin de cette année mille six cent & soixante , en presence du Roy nostre Maistre. Et pour plus grande solemnité , autorité , & validité de cét acte , sa Majesté Catholique a dit , pour l'accomplissement des Articles 5. & 6. y inserés , que pour ce qui regarde la cause publique , & le bien commun de ses Royaumes , Sujets , & Vassaux d'iceux , elle confirmoit , & a confirmé cét acte selon & en la forme que l'a fait , & fait depescher la Serenissime Infante Madame Marie Therese , Reyne promise , & future de France , sa tres-chere & tres-aimée Fille , & que de son propre mouvement , certaine science , pleine , & absolue Puissance , & comme Roy & Seigneur



gneur, qui ne reconnoit point de superieur dans le temporel, elle suppleoit, & vouloit que l'on tint pour supplées par sa Royale autorité quelconques deffauts, ou omissions de fait, ou de Droit, de substance, ou de qualité, de stile, ou de Coustume, qu'il y pourroit avoir en cét Acte, & qu'elle confirmoit, & approuvoit spécialement & particulièrement ledit Article 5. & ce qui est resolu, & arresté par iceluy entre sa Majesté Catholique, & Tres-Chrestienne de France, & qu'elle vouloit, & commandoit qu'il auroit force, & vigueur de Loy, & de sanction pragmatique, & que comme tel il seroit receu, & se garderoit, observeroit & executeroit dans tous ses Royaumes, Estats, & Seigneuries, sans prendre esgard aux Loix, Ordonnances, Usages, & Coustumes qu'il y auroit, ou pourroit avoir au contraire, aux-quelles elle derogeoit, & veut que pour cette fois elles soyent tenues pour abrogées, & derogées, encore qu'elles seroyent telles, & de telle qualité, que pour leur derogation seroit requise, & necessaire une autre plus expresse, & speciale mention, & commanda que l'on le scelleroit avec son scel Royal & qu'il seroit enregistré, & publié en son Conseil de chambre, & dans les autres, aux quels il appartiendra; De tout quoy ont esté tesmoins à ce appellés, & requis, Don Loüis Mendes de Haro, Comte, Duc d'Olivares, Don Ramiro Nuñez de

Guzman, Duc de Medina de las Torres, Don Gaspar de Haro, Marquis de Eliche, Don Juan Domingo de Guzman, Comte de Monterrey, Don Diego d'Arragon, Duc de Terranova, Don Gillen Ramon de Menca-da, Marquis de Aytona, Don Pedro Portocarrero, Comte de Medellin, Don Pedro Colon de Portugal, Duc de Verraguas, Don Antonio de Peralta Hurtado de Mendoza, Marquis de Mondejar, Don Alonço Perés de Guzman, Patriarche des Indes, Don Alonço Perés de Vivero, Comte de Fuensaldagne du Conseil d'Estat, Don Juan de Caravajal & Sandi, du Conseil, & Chambre, Don Diego de Jesada Evesque de Pamplune, & plusieurs autres Seigneurs, & Cavaliers, & Domestiques de sa Majesté, qui se trouverent presents. Signé

*Le Roy. Je Marie Therese.*

Je Don Fernando de Fonseca Ruyz de Contreras, Marquis de la Lapilla, Chevalier de l'Ordre de Saint Jaques, des Conseils de guerre, Indes, & Chambre d'icelles, Secrétaire d'Estat, & de la depesche Universelle, & Notaire dans ses Royaumes, & Seigneuries, qui ay esté present au serment, octroy, & à tout le surplus cy-dessus contenu, en fais foy, & que lesdits Articles 5. & 6. de Mariage, ainsi qu'ils sont cy-dessus escrits, ont esté copiés fidèlement, & collationnés

AYCC

avec l'original, qui est en mon pouvoir. En  
tesmoignage de verité je l'ay signé, & sous-  
cript de mon nom

*Don Fernando de Fonseca de Ruyz  
de Contreras.*

Le Roy Catholique, Monseigneur, ayant  
esté servy de m'ordonner à moy Don Blasco  
de Loyola, Commandeur de Villarubia, d'O-  
caña, de l'Ordre & Chevalerie de Saint Ja-  
ques, de son Conseil, & son Secretaire d'Estat,  
que je feray faire la copie cy-dessus écrite,  
de la renonciation que la Dame Infante Ma-  
dame Marie Therese sa Fille, ce-jourd'huy  
Reyne de France, fit, & octroya, devant le  
Sieur Don Fernando de Fonseca Ruyz de  
Contreras, Marquis de la Lapilla, Chevalier de  
l'Ordre de Saint Jaques, des Conseils de guer-  
re & des Indes, & Chambre d'icelles de sa Ma-  
jesté Catholique, Secretaire d'Estat, & de  
la depesche Universelle, & Notaire en ses  
Royaumes & Seigneuries des Royaumes,  
Estats, & Seigneuries, dont est composée la  
Couronne, & Monarchie d'Espagne, & de  
ceux qui s'y incorporeront, pour envoyer  
au Seigneur Don Estevan de Gamarra, son  
Ambassadeur aux Estats Generaux des Pays-  
bas, & l'ayant executé ainsi, je certifie que  
cette copie accorde avec l'Instrument origi-  
nal qui demeure en mon pouvoir, avec le-  
quel elle a esté collationnée, & afin qu'il en

H h 5

con-



178 *Acte de Renonciat. de Sere. Infante.*  
conste je la signe de mon nom, & elle va scél-  
lée avec le scél Royal secret, lequel est aussi  
en mon pouvoir. A Madrid le jour 16. du mois  
de Juillet de l'an 1663. estoit signé Don Blasco  
de Loyola. Et au costé le scél secret de sa Ma-  
jesté sur une hostie rouge.

F I N.

CON

CONTRACT  
DE  
MARIAGE  
DU  
ROY TRES-CHRESTIEN  
ET

*De la Serenissime Infante, Fille aî-  
née du Roy Catholique.*

*Le septième Novembre 1659.*

**L**OUIS, par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre : A tous ceux qui ces presentes Lettres ver-  
ront, SALUT. Comme ainsi soit que le Traitté de Mariage d'entre Nous, & la Se-  
renissime Infante d'Espagne, Doña MARIA  
THERESA, Fille aînée de nostre tres-cher  
& tres-aymé Frere & Oncle, le Roy des Espa-  
gnes, Don PHILIPPE IV. de ce Nom,  
ait esté conclu, arresté & signé par nostre tres-  
cher & tres-aymé Cousin le Cardinal Maza-  
rini, de nostre part : Et le Seigneur Don  
Louiis Mendez de Haro, de la part dudit Roy  
d'Espagne, le septiesme jour de Novembre  
dans l'Isle dite des Faisans, dans la Riviere  
de Bidasoa, aux confins des deux Royaumes  
de France & d'Espagne, en vertu de leurs  
pouvoirs & commissions : Par le dernier Ar-  
ticle duquel Traitté, nostre dit Cousin le

Hh 6

Car-

Cardinal Mazarini ayant promis & stipulé, en nostre nom, de faire fournir nos Lettres de Ratification, en la forme & maniere accoustumée, & de la faire delivrer dans trente jours, avec les dérogations à quelconques Loix, Coustumes, & dispositions qui seroient au contraire dudit Traitté, duquell la teneur ensuit.

**A** U nom de la TRES-S<sup>te</sup>. TRINITE, P<sup>ere</sup>, FILS, & S<sup>es</sup>. ESPRIT. Trois Personnes en un seul Dieu veritable, à son honneur & gloire, & au bien de ces Royaumes; Soit notoire à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, & cét accord de Mariage: Que comme en l'Isle appellée des Faisans, située dans la Riviere de Bidassoa, à demy lieuë du Bourg d'Andaye, Province de Guyenne, & autant de la Ville d'Irun, en la Province de Guipuscoa, & dans la Maison qui a esté cette année bastie en ladite Isle, pour y traiter de Paix, entre leurs Majestez, Tres-Chrestienne & Catholique, ce jourd'huy septiesme du mois de Novembre, de l'année que l'on compte, depuis la naissance de J<sup>es</sup>us-CHRIST, nostre Seigneur & Redempteur, mil six cent cinquante-neuf, Par devant moy Pedro Coloma, Chevalier de l'Ordre de Saint Jaques, Seigneur des Villes de Chozas, de Cavales, & de Yunchilers, du Conseil des Indes, Secretaire d'Estat, Escrivain & Notaire de la Catholique



que Royale Majesté ; ont comparu , tres-  
eminent Seigneur Messire Jules Mazarini ,  
Cardinal de la Ste. Eglise Romaine , Duc de  
Mayene , Chef de tous les Conseils du tres-  
excellent , & tres-puissant Prince LOUIS  
XIV. par la grace de Dieu Roy Tres-Chre-  
stien de France & de Navarre , en vertu du  
pouvoir qu'il a de sa Majesté Tres-Chrestien-  
ne , escrit en Langue Françoisse ; signé de sa  
Royale main , & scellé de son seau Royal ,  
contresigné par son Secrétaire d'Estat , le  
Sieur de Lomenie ; donné à Paris le vingt &  
uniesme jour de Juin 1659. lequel pouvoir  
est demeuré en mes mains , & dont la copie  
sera inserée à la fin des presentes , d'une part :  
Et de l'autre , tres-excellent Seigneur Don  
Louis Mendez de Haro & Gusman , Mar-  
quis de Carpio, Comte Duc d'Olivarez, Gou-  
verneur perpetuel des Palais Royaux & Ar-  
senal de Seville , grand Chancelier perpetuel  
des Indes , du Conseil d'Estat de sa Majesté  
Catholique , grand Commandeur de l'Or-  
dre d'Alcantara , Gentil-homme de la Cham-  
bre de Sadite Majesté , & son grand Escuyer.  
Et au nom de tres-haut , tres-excellent , &  
tres-puissant Prince, PHILIPPE IV. aus-  
si par la grace de Dieu Roy de Castille, Leon,  
Arragon, des deux Siciles , de Jerusalem , de  
Portugal , de Navarre , & des Indes , &c.  
Archiduc d'Austriche , Duc de Bourgogne,  
de Brabant, & de Milan, Comte de Hasbourg,  
de Flandres , & de Tirol , &c. Et en vertu  
du

du Pouvoir qu'il a de sa Majesté Catholique, par Acte signé de sa main Royale, scellé de son sceau Royal, & contresigné par Don Ferdinand de Fonseca Ruyz de Contreras, son Secrétaire d'Etat; fait à Madrid le cinquiesme jour de Juillet de la presente année.

Comme le Roy, Pere & legitime Administrateur de la Serenissime Infante Dame **MARIE THERESSE**, sa Fille aînée, & de la Majesté de la feüe Reyne Elisabeth, sa legitime Espouse: Et ledit Seigneur Cardinal Mazarini, au nom de sa Majesté Tres-Chrestienne: Et ledit Marquis Comte d'Olivarez, au nom de sa Majesté Catholique, usans de leurs Pouvoirs susdits, ont dit & déclaré, que leurs Maistres, comme Roys Tres-Chrestien & Catholique, qui ont fort à cœur le bien de leurs Royaumes, & d'affermir la Paix, qui s'establit aujourd'huy entre les deux Couronnes; desirans que la durée de cette Paix ne s'estende pas seulement à celle de la vie de leurs Majestez, mais passe avec la mesme fermeté à leurs Successeurs & descendans; & jugeant que le plus efficace moyen pour parvenir à cette sainte fin, est de renouer estroitement leurs Alliances par le bien d'un Mariage: Leurs Majestez, avec la grace de Dieu, & à son service, ont Traitté & accordé les Espousailles & Mariage de sa Majesté le Roy Tres-Chrestien, avec la Serenissima Infante Dame **MARIE THERESSE**, Fille aînée de sa Majesté le Roy Catholique; afin  
de

de confirmer davantage , par ce nouveau  
noeud , l'amour , l'amitié , & l'union qui  
est , & que l'on desire conserver entre leurs  
dites Majestez. Et pour cét effet , lesdits  
Seigneurs Plenipotentiaires , aux noms sus-  
dits , ont traité & accordé les Articles qui  
ensuivent.

Qu'avec la grace & benediction de Dieu,  
prealablement obtenüe , dispense de sa Sain-  
cteté , à raison de la proximité & consanguini-  
té , qui est entre le Roy Tres-Chrestien , &  
la Serenissime Infante ; ils fassent celebrer  
leurs Espousailles & Mariage , par parole de  
present , selon la forme & solemnité prescrite  
par les sacrez Canons , & Constitutions de  
l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine.  
Et se feront lesdites Espousailles & Mariage  
en la Cour de sa Majesté Catholique, où elle se-  
ra, avec la Serenissime Infante Dame MARIE  
THERESE ; & ce en vertu du pouvoir &  
commission du Roy Tres-Chrestien, qui le ra-  
tifera & accomplira en personne , quand la  
Serenissime Infante Dame MARIE THÉ-  
RESE sera amenée & arrivée en France ; sa  
Majesté se joignant avec son Altesse , & rece-  
vant les benedictions de l'Eglise ; Et la con-  
clusion & ratification dudit Mariage , soit par  
pouvoir special, ou en presence, se fera quand  
& dans le temps accordé & concerté entre  
leurs Majestez.

Que sa Majesté Catholique promet &  
demerue obligée de donner , & donnera à la

Sere-



Serenissime Infante Dame **MARIE THERESE**, en Dot & en faveur de Mariage, avec le Roy Tres-Chrestien de France, & payera à sa Majesté Tres-Chrestienne, ou à celui qui aura pouvoir & commission d'elle, la somme de cinq cent mille escus d'or sol, ou leur juste valeur, en la Ville de Paris. Et ladite somme sera payée en la maniere suivante: Le tiers, au temps de la consommation du Mariage; l'autre tiers, à la fin de l'année, depuis ladite consommation; & la dernière & troisieme partie, six mois après: En sorte que l'entier paiement de ladite somme de cinq cent mille escus d'or sol, ou leur juste valeur, sera faite en dix-huit mois de temps, aux termes & portions, qui viennent d'estre spécifiées.

Que sa Majesté Tres-Chrestienne s'oblige d'asseurer, & assurera le Dot de la Serenissime Infante Dame **MARIE THERESE**, sur rentes bonnes & bien assurées, & sur fonds & assignations valables, au contentement de sa Majesté Catholique, ou des personnes qu'il nommera pour cet effet, à mesure & à proportion de ce que sadite Majesté aura reçu des cinq cent mille escus d'or sol, ou leur juste valeur, dans les termes cy-dessus dits; & enverra aussi-tost à sa Majesté Catholique les actes de ladite assignation & consignation de rentes: Et en cas de dissolution du Mariage, & que de Droit la restitution du Dot ait lieu, il sera rendu à la Serenissime

nissime Infante, ou à celuy qui aura charge ou Droit de son Altesse; & pendant le temps, qui courra, qu'on ne luy rendra point son-dit Dot, son Altesse, ou ses heritiers & suc-cesseurs jouiront des revenus, à quoy se mon-teront lesdites cinq cent mille escus d'or sol, à raison du denier vingt, qui seront payez en vertu desdites assignations.

Que moyennant le payement effectif fait à sa Majesté Tres-Chrestienne desdits cinq cent mille escus d'or sol, ou leur juste valeur, aux termes qu'il a esté cy-devant dit, ladite Serenissime Infante se tiendra pour contente, & se contentera du susdit Dot, sans que par cy-aprés elle puisse alleguer aucun sien autre Droit, ny intenter aucune autre action, ou demandes, pretendan qu'il luy appartienne, ou puisse appartenir autres plus grands biens, Droits, raisons & actions, pour cause des he-ritages & plus grandes successions de leurs Majestez Catholique ses Pere & Mere; ny pour contestation de leurs personnes en quel-que autre maniere, ou pour quelque cause & titre que ce soit, soit qu'elle le sceust, ou qu'elle l'ignorast; attendu que de quelque qualité & condition que lesdites actions & choses cy-dessus soient, elle en doit demeu-rer excluse; & avant l'effectuation de ses Espousailles, elle en fera la renonciation en bonne & deuë forme, & avec toutes les as-surances, formes & solemnitez qui y sont requises & necessaires: Laquelle dite renon-  
cia-

ciation, elle fera avant que d'estre mariée, par parole de present; qu'elle, aussi-tost après la celebration du Mariage, approuvera & ratifiera conjointement avec le Roy Tres-Chrestien, avec les mesmes formes & solemnitez qu'elle aura fait à la susdite premiere renonciation, voire avec les clauses qu'ils verront estre les plus convenables & necessaires: A l'effet & accomplissement de laquelle renonciation, sa Majesté Tres-Chrestienne & son Altesse, demeureront & demeurent dès à present, comme pour lors obligez; & au cas qu'elles ne fassent ladite renonciation & ratification, en vertu du present Contrat, par capitulation; Iceux susdits Traitez, renonciation & ratification, seront tenus & censez dès à present, comme pour lors, pour bien & deuëment faits, passez & octroyez. Ce qui se fera en la forme la plus autentique & efficace que faire se pourra, pour estre bonnes & valides; ensemble avec toutes les clauses derogatoires de quelconque Loy, Jurisdiction, Coustume, Droits, & Constitutions, à ce contraires, ou qui empeschassent du tout, ou en partie, lesdites renonciations & ratifications: Ausquelles, à l'effet & validité que dessus, leurs Majestés Tres-Chrestienne & Catholique derogent, & dès à present elles y derogent entierement: Et par l'approbation & ratification qu'elles feront de ce present Contrat & Capitulation, dès à present com-



comme dès lors, elles entendront & entendent avoir dérogé à toutes exceptions cy-dessus.

Que d'autant que leurs Majestez Tres-Chrestienne & Catholique sont venues & viennent à faire le Mariage, afin de tant plus perpetuer & asseurer par ce nœud & lien la Paix publique de la Chrestienté, & entre leurs Majestez, l'amour & la fraternité, que chacun espere entre elles; & en contemplation aussi des justes & legitimes causes, qui montrent & persuadent l'égalité & convenance dudit Mariage, par le moyen duquel, & moyennant la faveur & grace de Dieu, chacun en peut esperer de tres-heureux succès, au grand bien & augmentation de la foy & Religion Chrestienne, au bien & benefice commun des Royaumes, Sujets & Vassaux des deux Couronnes; comme aussi pour ce qui touche & importe au bien de la chose publique, & conservation desdites Couronnes; lesquelles estant si grandes & puissantes, ne puissent estre réunies en une seule, & que dès à present on previenne les occasions d'une pareille jonction: Doncques, attendu la qualité des susdites, & autres justes raisons, & notamment celle de l'égalité qui se doit conserver. Leurs Majestez accordent & arrestent, par Contract & pacte conventionnel entre elles, qui sortira & aura lieu, force & vigueur de Loy ferme & stable à tout jamais, en faveur de leurs Royaumes, & de toute

la chose publique d'iceux ; Que la Serenissime Infante d'Espagne , Dame M A R I E T H E R E S E , & les Enfants procréés d'elle , soient Mâles ou Femelles & leurs descendants , premiers , ou seconds , trois ou quatre nés cy-après , en quelque degré qu'ils se puissent trouver , voire à tout jamais , ne puissent succeder , ny succedent és Royaumes , Estats , Seigneuries , & Dominations qui appartiennent & appartiendront à sa Majesté Catholique , & qui sont compris au dessous des Titres & qualitez mentionnés en cette presente Capitulation , ny en aucun de ses autres Royaumes , Estats , Seigneuries , Provinces , Isles adjacentes , Fiefs , Capitaineries , ny és Frontieres que sa Majesté Catholique possède dès present , ou qui luy appartiennent , ou pourront appartenir , tant dedans , que dehors le Royaume d'Espagne ; & qu'à l'avenir sadite Majesté Catholique , ou ses successeurs , auront , posséderont , & leur appartiendront , ny en tous ceux qui sont compris en iceux , ou dependent d'iceux , ny mesmes en tous ceux qui par cy-après , en quelque temps que ce soit , elle pourroit acquerir , ou accroistre , & adjoûter aux susdits siens Royaumes , Estats & Dominations , ou qu'elle pourroit retirer , ou qui luy pourroit escheoir par devolution ou par quelques autres Titres , Droits , ou raisons que ce puisse estre , encor que ce fust durant la vie de ladite Serenissime Infante

Da-

Dame MARIE THERÈSE, ou après sa mort, en celle de qui que ce soit de ses descendans, premiers, seconds, troisièmes, nez ou ulterieurs, que le cas, ou les cas, par lesquels, ou de Droit, ou par les Loix & Coustumes desdits Royaumes, Estats, & Dominations, soit par dispositions de Titres, par lesquels ils puissent succeder, ou pretendre pouvoir succeder esdits Royaumes, Estats, ou Dominations, leur deust appartenir la succession, en tous lesquels susdits cas, dès à present ladite Dame MARIE THERÈSE Infante, dit & declare estre & demeurer bien & deuëment excluse, ensemble tous ses Enfans & Descendans Males, ou Femelles, encor qu'ils se voulussent, ou peussent dire & pretendre, qu'en leurs personnes ne courent, ny ne se peuvent & doivent considerer lesdites raisons de la chose publique, ny autres esquelles ladite exclusion se pourroit fonder, ou qu'ils voulussent alleguer (ce qu'à Dieu ne plaise) que la succession du Roy Catholique, ou de ses Serenissimes Princes & Infantes, & l'abondant des Males qu'il a & pourra avoir pour ses legitimes successeurs, eut manqué & defaillly; parce que comme il a esté dit en aucun cas, ny en aucun temps, ny en quelque maniere qui peut advenir, ny elle, ny eux, ses hoirs & ses descendans n'ont à succeder, ny pretendre pouvoir succeder; nonobstant toutes Loix, Coustumes, Ordonnances, & Dispositions,

en



en vertu desquelles on a succédé en tous lesdits Royaumes, Estats & Seigneuries : Et nonobstant aussi toutes les Loix & Coustumes de la Couronne de France, qui au prejudice des successeurs en icelle, s'opposent à cette susdite exclusion, aussi bien à present, comme aux temps à venir, & aux cas qui auroient long-temps differé lesdites successions ; à toutes lesquelles considerations, ensemble, & à chacune en particulier d'icelles, leursdites Majestez dérogent, en ce qu'elles contrarient ou empeschent le contenu en ce Contrat, ou l'accomplissement & execution d'iceluy : & que pour l'approbation & ratification de cette presente Capitulation, elles y dérogent, & les tiennent pour dérogées : veulent & entendent, que la Serenissime Infante, & les descendants d'icelle, demeurent à l'advenir & pour jamais exclus de pouvoir succéder en aucun temps, ny en aucun cas, és Estats du Pais de Flandres, Comté de Bourgogne & de Charolois, leurs appartenances & dependances. Pareillement aussi ils déclarent tres-expressement, qu'en cas que la Serenissime Infante demeurast vefve ( ce qu'à Dieu ne plaise ) sans Enfants de ce Mariage, qu'elle demeurera libre & franche de ladite exclusion ; & partant déclarée personne capable de ses Droits, & pouvoir de succéder en tout ce qui luy pourra appartenir, ou escheoir en deux cas seulement : L'un, si elle demeurant vefve de ce

Ma-

Mariage, sans Enfans, venoit en Espagne; l'autre, si par raison d'Estat, pour le bien public, & pour justes considerations, elle se remariait, par la volonté du Roy Catholique son Pere, ou du Prince son Frere: Esquels deux cas elle demeurera capable & habile à pouvoir succeder & heriter.

Que la Serenissime Infante Dame M A R I E T H E R E S E, avant que celebrer le Mariage, par paroles de present, donnera, promettra, & octroyera son Escrit, par lequel elle s'obligera, tant pour elle, que pour ses successeurs heritiers, à l'accomplissement & observation de tout ce que dessus, & de son exclusion, & de celle de ses descendants; aprouvera le tout selon comme il est contenu en cette presente Capitulation avec les clauses & juremens necessaires & requis. Et en inserant la susdite obligation & ratification, que son Altesse aura donnée & faite à la presente Capitulation, elle en fera une autre pareille & semblable conjointement avec le Roy Tres-Chrestien, si-tost qu'elle sera Espousée & Mariée, laquelle sera enregistrée au Parlement de Paris, selon la forme accoustumée, avec les autres clauses necessaires. Comme aussi de la part de sa Majesté Catholique, elle fera approuver & ratifier la renonciation & ratification en la forme & force accoustumée avec les autres clauses necessaires; la fera aussi enregistrer en son Conseil d'Estat. Et soit que lesdites renon-

cia-

ciations , ratifications & approbations soient faites , ou non faites ; dès à present , en vertu de cette presente Capitulation & du Mariage qui s'ensuivra , & en contemplation de toutes les susdites choses , elles seront tenues & censées pour bien & deuëment faites & octroyées , & pour passées & registrées dans le Parlement de Paris , par la publication de la Paix dans le Royaume de France.

Que sa Majesté Tres-Chrestienne donnera à la Serenissime Infante Dame M A R I E T H E R E S E , pour ses Bagues & Joyaux , la valeur de cinquante mille escus d'or sol , lesquelles , & toutes autres qu'elle portera avec soy , luy appartiendront sans difficulté , comme estans biens de son patrimoine , propres à son Altesse , & à ses heritiers & successeurs , ou à ceux qui auront son Droit & cause.

Que sa Majesté Tres-Chrestienne , suivant l'ancienne & loüable Coustume de la Maison de France , assignera & constituera à la Serenissime Infante Dame M A R I E T H E R E S E , pour son douaire , vingt mille escus d'or sol , chacun an , qui seront assignez sur revenus & Terres , où il y aura Justice , dont le principal lieu aura titre de Duché , & consecutivement jusques à la concurrence de ladite somme vingt mille escus d'or sol , chacun an : lesquels lieux & terres ainsi données & assignées , ladite Serenissime Infante

jouir



jouira par ses mains, & de son autorité, & de celles de ses Commissaires & Officiers, & aura la justice, comme il a esté tousjours pratiqué. Davantage à elle appartiendra la provision de tous les Offices vaquans, comme ont accoustumé d'avoir les Reynes de France, bien entendu neantmoins, que lesdits Offices, ne pourront estre donnés qu'à naturels François, comme aussi l'administration & les fermes desdites Terres, conformément aux Loix & Coustumes du Royaume de France. De laquelle susdite Assignation ladite Serenissime Infante Dame **M A R I E T H E R E S E** entrera en possession & jouissance si-tost que douaire aura lieu, pour en jouir toute sa vie, soit qu'elle demeure en France, ou qu'elle se retirast ailleurs hors de France.

Que sa Majesté Tres-Chrestienne donnera & assignera à la Serenissime Infante Dame **M A R I E T H E R E S E**, pour la dépense de sa Chambre, & entretenement de son Estat, & de sa Maison, somme convenable, telle qu'appartient à Femme & Fille de si grands & si puissants Roys; la luy assignant en la forme & maniere qu'on a accoustumé en France de donner assignations pour tels entretenements.

Que le Roy Tres-Chrestien & la Serenissime Infante Dame **M A R I E T H E R E S E**, s'épouseront & marieront par Procureur, qu'envoyera le Roy Tres-Chrestien à le Se-

renissime Infante par parole de present. Cē qu'estant fait, sa Majesté Catholique la fera mener à ses frais & dépens jusques à la Frontiere du Royaume de France, avec la dignité & appareil qui appartient à Femme & Fille de si grands Roys : & avec le mesme appareil elle sera receüe par le Roy Tres-Chrestien.

Qu'en cas que le Mariage se dissolve entre sa Majesté Tres-Chrestienne & la Serenissime Infante Dame **MARIE THERESSE**, & que son Altesse survive sa Majesté Tres-Chrestienne: En ce cas elle s'en pourra retourner librement, & sans autre empeschement quelconque, au Royaume d'Espagne, & aux lieux & endroits qu'elle choisira plus convenables hors de France, toutesfois & quantes que bon luy semblera, avec tous ses biens, Dot & Douaire, Bagues, Joyaux, & Vestemens, Vaisselle d'Argent, & tous autres Meubles quelconques, avec ses Officiers & Serviteurs de sa Maison; sans que pour aucune chose que ce soit, ou seroit survenuë, on luy puisse donner aucun empeschement quelconque, ny arrester son départ directement, ny indirectement, empescher la jouissance & recouvrement de seldits Dot, & Douaire, ny autres Assignations qu'on luy auroit données, ou deü donner. Et pour cēt effet sa Majesté Tres-Chrestienne donnera à sa Majesté Catholique pour ladite Serenissime Infante Dame **MARIE THERESSE**, sa Fille,

Fille, telles Lettres de seureté, qui seront nécessaires, signees de sa propre main, & seellées de son seel; & dès à present, comme dès lors, sa Majesté Tres-Chrestienne le leur assure, & promettra, pour foy & pour ses successeurs Roys, en foy & parole de Roy.

Ce Traitté & concert de Mariage a esté fait, avec dessein de suplier Nostre Saint Pere le Pape, comme dès à present leurs Majestez l'en supplient, qu'il ait agreable de l'approuver, & luy donner sa Benediction Apostolique; comme aussi d'en approuver les Capitulations & les Ratifications qu'en auront faites leurs Majestez à son Altesse, & les Escritures & jurémens qui se feront & octroyeront pour son accomplissement, les inserant en ses Lettres d'approbation & Benediction: Que leurs Majestez Tres-Chrestienne, & Catholique, approuveront & ratifieront cette presente Capitulation, & tout ce qu'elle contient; prometttront & s'obligeront sur leur foy & parole Royale, de la garder & accomplir inviolablement, delivreront à cét effet leurs Brevets, ou Lettres, en la forme accoustumée, avec les derogatoires de quelconques Loix, Justices & Coustumes qui seroient à ce contraires, & auxquelles il convient deroguer: Lesquels susdits Brevets ou Lettres de Ratification de la presente Escriture, il se delivreront l'un à l'autre respectivement dans trente jours, à compter du

1 i 2

jour



296      *Contrat de Mariage du Roy,*  
 jour & date de la presente, par le moyen des  
 Ambassadeurs ou Ministres qui resideront  
 dans les Cours de leurs Majestés Tres-Chre-  
 stienne, & Catholique; avec l'obligation &  
 lieu de leur foy & parole Royale, qu'ils l'ef-  
 fectueront & garderont, commanderont  
 qu'ils soit observé & accomply entierement,  
 sans qu'en tout, ou en partie, il y manque  
 chose quelconque, & qu'ils n'iront, ny  
 viendront, ny consentiront aller ny venir au  
 contraire, directement ny indirectement,  
 ny en autre façon, ny maniere aucune; car  
 ainsi l'ont promis & stipulé lesdits Seigneurs  
 Plenipotentiaires, en vertu des pouvoirs  
 qu'ils ont de leurs Majestés. A quoy furent  
 presens, de la part de la France, Messieurs  
 le Duc de Guise, Comte d'Harcourt, grand  
 Escuyer de France, & Gouverneur d'Alsace &  
 de Philisbourg; le Mareschal de Clerembaud,  
 Gouverneur de Berry; le Duc de Crequy, Pre-  
 mier Gentil-homme de la Chambre dudit  
 Seigneur Roy Tres Chrestien; le Bailly de  
 Souvré, le Comte d'Olonne; le Marquis de  
 Vardes, Capitaines des cent Suisses de la Gar-  
 de de sadite Majesté; le Marquis de Soye-  
 court, Maistre de la Garderobe de sadite Ma-  
 jesté; De Lyonne Ministre d'Estat; Courtin  
 l'un des Maistres des Requestes de l'Hostel de  
 sadite Majesté, Davaux aussi Maistre des Re-  
 questes dudit Hostel; & plusieurs autres  
 Seigneurs & Cavaliers. Et de la part d'Espa-  
 gne, Messieurs le Marquis de Mondejar  
 Gen-

Gentil-homme de la Chambre dudit Seigneur Roy Catholique ; le Duc de Naxara & de Maqueda ; le Marquis de los Balbazez, Capitaine general des Gensdarmes de l'Estat de Milan ; Le Licentié Don Joseph Gonzalez, du Conseil & Chambre de sadite Majesté, & President de ses Finances ; Le Licentie Don Francisco Ramos de Monçano, du Conseil de sadite Majesté, dans le Souverain de Castille ; Le Baron de Vateville, du Conseil de guerre de sadite Majesté, & son Capitaine general dans la Province de Guipuscoa ; Don Rodrigo de Moxica, du Conseil de guerre de sadite Majesté, & Maistre de Camp general del'Armée d'Estremadura, & plusieurs autres Seigneurs & Cavaliers. Et lesdits Seigneurs contractans l'ont signé de leurs mains & noms, & me requierent que de toute cette Capitulation je leur en baillasse copie, & de toutes celles qui seront traduites & traduites, qui leur seront necessaires. Signé, Le CARDINAL MAZARINI, & Don LOUIS MENDEZ. Fait & passé pardevant moy Secretaire cy-dessusdit, Ecrivain & Notaire public, les an & jour susdits. Signé, PEDRO COLOMA, pour témoignage de verité, Pedro Coloma, avec Paraphe.

*S'ensuit la teneur du Pouvoir dudit Seigneur*  
**CARDINAL MAZARINI**, à l'effect cy-dessus.

**L** O U I S , par la grace de Dieu , Roy de France & de Navarre , à nostre tres-cher & tres-aymé Cousin le Cardinal Mazarini, Salut. Comme par le Traitté de Paix fait entre Nous & nostre tres-cher & tres-aymé bon Frere & Oncle , le Roy des Espagnes , Don **PHILIPPE IV.** & signé par nos Plenipotentiaires , le quatriéme du present mois de Juin , ait esté convenu & accordé , que Vous , nostre dit Cousin , comme nostre premier & principal Ministre ; & le premier & principal Ministre de nostre bon Frere & Oncle , vous transporteriez tous deux incessamment aux frontieres des deux Royaumes , munis de Pouvoirs suffisans , pour y convenir ensemble ; entr'autres choses , des conditions reciproques de nostre Mariage avec la Serenissime Infante d'Espagne Doña **MARIA THÉRÈSE** , Fille aînée de nostre dit bon Frere & Oncle , que nous avons par le susdit Traitté de Paix , déclaré vouloir pour nostre Espouse , pour l'estime singuliere que nous faisons de sa personne , & des rares & excellentes qualités d'une si grande Princesse ; & que nostre-dit Frere & Oncle a aussi déclaré dans le mesme Traitté , par son Plenipotentiaire , estre son intention de nous l'accorder ; se trouvant d'ailleurs ledit Mariage



riage estre le moyen le plus seur, pour affer-  
mir la durée de ladite Paix, & rendre nostre  
amitié & liaison, avec nostre-dit Frere & On-  
cle, plus indissoluble, au bien & avantage  
de la Chrestienté, & au repos commun de  
nos sujets. A C E S C A U S E S, à plein con-  
fians de la suffisance de Vous nostre-dit Cousin  
le Cardinal Mazarini, & de vostre loyauté,  
preud'homie, experience & diligence, dont  
vous nous donnez des preuves si importantes  
& signalées en tous rencontres; Nous vous  
avons commis, ordonné & député, com-  
mettons, ordonnons & deputons, par ces  
presentes, signées de nostre main, pour con-  
venir & accorder, soit avec ledit premier &  
principal Ministre de nostre tres-cher Frere &  
Oncle le Roy des Espagnes, ou autres ses Mi-  
nistres & Deputez, ayant les Lettres de pou-  
voir expediees en bonne & deüie forme, des  
Pactes, Articles & Conditions dudit Mariage  
d'entre Nous & ladite Serenissime Infante,  
Doña M A R I A T H E R E S A, Fille aînée  
dudit Seigneur Roy Catholique; du temps,  
& du lieu, où il devra estre celebré, soit par  
parole de present, ou autrement, pour l'ac-  
complir & parfaire, suivant les saints De-  
crets & Canons de l'Eglise Catholique, Apo-  
stolique & Romaine: d'accorder le Dot,  
Douaire & Assignats d'iceux, de convenir  
des termes & payement dudit Dot, & de don-  
ner & accepter de part & d'autre les seuretez,  
promesses & obligations, qui seront necessai-

res pour l'accomplissement & execution de tout ce qui aura esté convenu & accordé par vous ; & promettre en nostre nom , que nous ratifierons & aurons agreable tout ce qui par vous sera fait , dit , & convenu au fait dudit Mariage ; & generalement en tout ce que dessus , circonstances & dependances , faire , stipuler , procurer , demander , negocier , conclure & signer , tout ainsi que nous ferons , ou faire pourrions , si present en personne y estions ; jaoit que le cas requis Mandement plus special qu'il n'est contenu en celsdites presentes : Promettant en bonne foy & parole de Roy , par ces presentes signées de nostre main , avoit agreable & tenir ferme & stable à tousjours , ratifier , accomplir & executer ce que par vous sera fait , dit , & stipulé , procuré , demandé , negocié , conclu , promis , accordé , & signé au fait dudit Mariage , & de tout ce qui en depend , sans jamais aller ny venir directement , ny indirectement , au contraire. De ce faire vous avons donné & donnons plein pouvoir , puissance & autorité , commission & Mandement special : **CAR** tel est nostre plaisir. **D O N N E'** à Paris le vingt-unième jour de Juin , l'an de grace mil six cens cinquante neuf , & de nostre Regne le dix-septième, Signé **L O U I S .** & plus bas Par le Roy , **D E L O M B N I E .**

S'ensuit la terrear du pouvoir dudit Seigneur

Don LOUIS DE HARO, au

mesme effet que dessus.

**D**ON PHELIPE por la gracia de Dios Rey de Castilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jerusalem, de Portugal, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordoña, de Corcega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algezira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales y Occidentales, Islas y Tierra Firme del Mar Oceano, Archiduque de Austria, Duque de Borgoña, de Bravante y Milan, Conde de Asburg, de Flandes, de Tirol, y Barcelona, Señor de Viscaya, y de Malina, &c. Por quanto de comun acuerdo entro mi y el Rey de Francia mi muy caro y muy amado hermano y sobrino, se ha dispuesto que vayan Don LUIS DE HARO y GUZMAN, y el Cardinal JULIO MAZARINI al confin de ambos Reynos con poderes suficientes para perfeccionar y concluir el Tratado de Paz, siendo tan conbeniente que este tan gran servicio de Nuestro Señor, y bien de la Christiandad, quede no solo establecido, sino asiançado con vinculos de nuevo parentesco, alianza y union entre ambas Couronas, para lo qual me han sido agradables las intenciones que el dicho Rey mi hermano y sobrino ha manifestado tiene, en desear contraer matrimonio con la Serenissima



Infanta Doña MARIA THERESA mi muy cara y muy amada Hija mayor, segun y como la Santa Madre Iglesia Romana lo dispone y ordena, y baviendo de venir el dho Cardenal JULIO MAZARINI à la Frontera à tratar de ello entre otras cosas, de reciproca conveniencia de los subditos de una y otra parte, siendo como es tan necessario capitular y assentar lo que à tal effecto combenga. Por tanto he querido dar mis bezes y poder al dho Don LUIS DE HARO y GUZMAN, Marques del Carpio, Conde Duque de Olivares, Alcaydo perpetuo de los Reales Alcaçares y Atarçanas de la Ciudad de Seville, Gran Canciller perpetuo de las Indias, Commendador mayor de la Orden de Alcantara, de mi Consejo de Estado, Gentil-hombre de mi Camara, y mi Cavallerizo mayor: Como en virtud de la presente se le doy con tan cumplida y vastante Commission como se requirre, de cierta sciencia y deliberada voluntad para que por mi, y en mi nombre, representando mi propria persona, como yo mismo la podria hazer presente siendo, trate, capitulo, combenga, asiente y conclua lo tocante à los capitulos matrimoniales, y effecto del dho matrimonio con el dho Cardenal JULIO MAZARINI, en virtud del Poder que assi mismo traera del dho Rey Christianissimo, y que admita las condiciones, clausulas patos, obligaciones, y firmeças que le pareciere y bien visto le fuere, para lo qual hago, erio y constituyo al dho Don LUIS per mi alter

man-

mandatario, y Comissario, con libre y general facultad, para que haga y pueda hazer en razon de lo referido, todo lo que yo mismo pudiera, aunque sean tales las cosas, que requieran especialissima comission mia, que de se hubiesse de hazer especial y espressiva mencion, prometiendo (como prometo) que tendré por grato y firme, y approvaré y tendré por bueno; lo que el dho Don LUIS DE HARO y GUZMAN, en virtud deste Poder, tratare, asentare, prometiére y concluyere, y que no irá ni vendré, ny consentire, yr ni venir contra alguna cosa, ni parte de ello, sino antes bien lo loaré, aprovaré, y ratificaré solennemente, con las solennidades que fueren necessarias dentro del termino que se señalaré; en fe de lo qual mandé despachar la presente firmada de mi mano, y sellada con mi Sello secreto. Dada en Madrid à cinco de Julio mil seiscientos y cinquenta y nueve años. YO EL REY. Don FERNANDO DE FONSECA RUYS DE CONTRERAS. Sellido con el Sello Secreto de Su Magestad.

RATIFICATION

De sa Majesté

TRES-CHRESTIENNE.

Nous, de l'avis de la Reyne, nostre tres-honorée Dame & Mere, de nostre tres-cher & tres-aymé Frere unique le Duc d'Anjou, plusieurs Princes, Ducs, Pairs &

Officiers de nostre Couronne, & autres grands  
& notables Personnages de nostre Conseil :  
Après Nous estre fait lire de mot à autre le-  
dit Traitté, avons iceluy, en tous & cha-  
cuns ses Points & Articles, agréé, approuvé &  
ratifié, agréons, approuvons & ratifions par  
ces presentes, signées de nostre main : Pro-  
mettant en bonne foy & parole de Roy, de  
l'accomplir, faire, garder, & entretenir in-  
violablement, sans jamais aller ny venir au  
contraire, directement ny indirectement, en  
quelque sorte & maniere que ce soit, déro-  
geant à cette fin, comme nous dérogeons, à  
toutes Loix, Coustumes, & dispositions au  
contraire. C A R tel est nostre plaisir. En tes-  
moin dequoy nous avons fait mettre nostre  
Seel à cesp dites Presentes. DONNE' à Thou-  
louze le vingt-quatrième jour de Novem-  
bre l'an de grace mil six cens cinquante neuf ;  
Et de nostre Regne le dix-septième, Signé,  
LOUYS ; & plus bas Par le Roy, D E  
L O M B E R T.

## R A T I F I C A C I O N

de sa

## M A J E S T A D C A T H O L I C A.

**D** O N P H E L I P P e por la gracia de  
Dios Rey de Castilla, de Leon, de Aragon, de  
las dos Sicilias, de Jerusalem, de Portugal, de  
Navarra, de Granada, de Toledo, de Valen-  
cia



cia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de  
Cerdeña, de Cordoña, de Corcega, de Murcia,  
de Jaen, de los Algarves, de Algezira, de Gi-  
braltar, de las Islas de Canaria, de las Indias  
Orientales y Occidentales, Islas y Tierra Firme  
del Mar Oceano; Archiduque de Austria;  
Duque de Borgoña, de Bravante y Milan;  
Conde de Assburg, de Flandes, de Tirol, y Bar-  
celona, Señor de Viscaya, y de Malina, &c. Por  
quanto Don LUIS DE HARO y GUZ-  
MAN con Poderes mios, y el Cardenal JU-  
LIO MAZARINI con los del Rey Chri-  
stianissimo mi muy caro y muy amado hermano  
y sobrino se abocaron en los confines de los Reynos  
de España y Francia para ajustar y concluir  
(como lo hizieron) la Paz entre las dos Coronas,  
y sus Aliados aviendose firmado en siete de No-  
viembre deste presente año, y pedido seme en Ca-  
samiento de parte del dho Rey Christianissimo a  
la Serenissima Infanta, Doña MARIA THRE-  
RESA mi Hija, a que yo condescendi por los justos  
fines, que en ello se han tenido, y siendo Nuestro  
Señor servido, que junto con el dho Tratado de Paz,  
se aya tambien llegado a ajustar el dho Casamiento,  
en virtud de los Poderes especiales que para ello  
tuvieron, concluyendo y firmando el mismo dia sie-  
te de Noviembre las Capitulaciones, el cuyo tenor  
es como se sigue.

*En nombre de la Santissima  
Trinidad, &c.*

**P**OR tanto despues de haver visto el Tratado referido, que de suso va escripto y inserto, y examinado maduramente todo su contenido en mi Consejo, y en conformidad de lo que en el Capitulo treze de la dicha Escriptura se declara, yo por mi y mis successores la he aprobado y ratificado, y en virtud de la presente le ratifico y apruebo, y prometo en fe y palabra de Rey, de executarle, y hazerle executar, sin disminucion alguna, segun su forma y tenor, sin ninguna excepcion, para cuya firmeza me obligo por mi Real persona, y por mis successores, Reynos y Estados, renunciando qualesquier Leyes y Costumbres, y todas otras cosas contrarias à ello: En Testimonio de lo qual mandé despachar la presente firmada de mi mano, sellada con mi Sello secreto, y refrendada de mi Secretario de Estado. Dada en Madrid à diez de Diciembre mil seiscientos y cinquenta nueve años. YO EL REY. DON FERNANDO DE FONSECA RUYZ DE CONTRERAS. Con el Sello Secreto.

**F I N.**

**Exi**

EXTRACT  
DE  
L'HISTOIRE

D'EMANVEL METEREN,

*Traduite du Flamand en François,*

*& imprimée à la Haye en*

*l'an 1618.*

*Liv. 19. fol. 412.*

**L**E Roy d'Espagne fit entendre, qu'estant maintenant vieux & caduc, il estoit resolu, pour procurer la Paix en sa Maison, de donner sa Fille Isabelle Claire Eugene en Mariage à l'Archiduc Albert; & pour son Dot de Mariage, les Pays-bas & la Comté de Bourgogne, & ce avec l'agregation, & le consentement du Prince Don Philippe d'Espagne son Fils. Il en voya à cette fin ses lettres es Pays-bas, datées du dixiesme de Septembre, afin d'y publier cette resolution, tachant par ce moyen de monstrier qu'il affectionnoit ces Pais, & qu'il ne les vouloit point laisser perdre, puis qu'il les donnoit en Mariage à sa bonne, & bien-aimée Fille, pour laquelle il devoit avoir soing, pour luy estre si proche.

Le Conseiller Richardot declara le troisieme de Decembre, en la Ville de Bruxelles, cette resolution du Roy au Conseil d'Estats, & à celuy des Finances; & après midy au Conseil de Brabant, puis à toutes les autres Provinces.



vinces. Surquoy le Conseil d'État, l'onzième de Decembre, ceux de Brabant le troizième, avec les autres Provinces, escriquirent au Roy, & remontrèrent à l'Archiduc ce qui s'ensuit :

A sçavoir, qu'ils avoient entendu la resolution de sa Majesté, de donner l'Infante, sa Fille aisnée, en Mariage à l'Archiduc Albert, & pour Dot de Mariage les Pays-bas, & la Comté de Bourgogne, avec le consentement du Prince son Fils : ce qu'en premier lieu ils trouvoient fort estrange, pource qu'ils avoient maintenant vescu tant d'années sous le juste, & equitable gouvernement d'un si bon Roy : & que se ressouvenans de tant de faveurs, que les Pais avoient recuës de luy, de ses predecesseurs, & de leurs Gouverneurs, ils estimoient, qu'il n'estoit pas bien possible de les pouvoir destourner de son obeissance, sans un continuel remors de conscience, si le changement venoit à estre autre, qu'on ne leur avoit donné à entendre ; quoy qu'ils recognoissent que ce leur estoit une grande consolation, de leur donner pour Princesse sa treschere Fille, de la bonté, & des vertus de laquelle ils avoient tant oüy parler ; & en outre de luy adjoindre un Mary, qui estoit l'un des plus vertueux Princes du Monde, qui meritoit beaucoup pour sa sagesse, singuliere bonté, & cordiale affection, qu'il portoit à ces Pais, estant issu d'une Maison, de laquelle eux, & leurs Predecesseurs avoient fait grand estat,

estat, tellement qu'ils ne se pouvoient pas assez consoler, rejoyr & remercier le bon Dieu, d'avoir mis au cœur de sa Majesté une si bonne resolution, par laquelle ils ne pretendoient pas de changer de Seigneur, puisque ce nouveau Prince estoit le sang, la chair, le cœur, & l'image de sa Majesté. Outre l'esperance qu'ils avoient, que cela se feroit à l'avancement de la gloire de Dieu, au contentement de sa Majesté, & au bien de ses sujets, & de ses humbles serviteurs tels qu'ils estoient, ainsi que sa Majesté disoit en ses Lettres. Et partant se conformans à sa volonté, & obeissans à ses commandemens, ils declaroient & protestoient, pourveu que sa Majesté le leur commandast, qu'ils serviroient l'Infante sa Fille, & Monseigneur l'Archiduc son futur Mary, avec tel zele qu'ils avoient servy sa Majesté, & qu'ils leur montreroient toute l'obeissance, & fidelité qu'ils doivent, qu'ils auroient aussi soing de leur bien, & d'avancer leurs affaires. Un point sur tout vouloient ils bien représenter à sa Majesté, combien qu'il en estoit assez informé d'ailleurs, & d'eux mesmes, à sçavoir le miserable Estat de ces Provinces, lesquelles, par cette longue, cruelle & malheureuse guerre, tant dedans, que dehors, estoient reduites à toute extremité, tellement qu'il ne falloit pas penser qu'on en peut tirer quelques moyens, ou qu'elles peussent subsister d'elles mesmes, n'est que sa Majesté (durant

rant cette misere ) en print encore le soing ,  
comme il avoit fait jusques à maintenant , en  
les aidant , & assistant des mesmes moyens ,  
de la mesme liberalité qu'auparavant , autre-  
ment , qu'au lieu d'aider , & de favoriser sa  
tres-chere Fille , & son bon Neveu , qu'ils se  
trouveroient reduits sous les plus pauvres &  
miserables Princes de la Chrestienté. Et par-  
tant prioient sa Majesté d'y vouloir avoir  
égard , & de peur qu'ils ne vinssent à se perdre  
les uns avec les autres , comme cela leur ad-  
viendroit indubitablement , si sa Majesté ne  
continuoit à leur tendre la bonne main , jus-  
ques à ce que les Pays pourroient estre en  
meilleur Estat. Il avoit monstré sa liberalité  
par un zele à la Religion en des Royaumes  
estrangers , & à ceux qui ne luy en sçavoient  
pas de gré. Icy estoit reconnu le mesme Dieu ,  
la mesme Religion , le mesme Roy , & avec  
mesme zele. Il n'estoit pas question icy de  
quelques estrangers , ou incognus , mais du  
mal , ou du bien , de la ruine , ou de la con-  
servation de la meilleure , & plus obeissante  
Fille qui fust oncques , & d'un Nepveu , qui  
par les merites , & faits louïables , estoit tenu  
au nombre des Enfans , & des bons & fideles  
sujets , qui estoient siens par legitime Paren-  
tage , & lesquels sa Majesté avoit tousjours  
aimés , & tenus comme ses Enfans , ce qui  
leur faisoit croire , qu'il ne les abandonneroit  
point. Et que mesme il imprimeroit cette  
affectionnée & bonne volonté au cœur de  
Mon-



Monseigneur le Prince, son Fils. Et partant ils le prioient derechef fort humblement, d'y vouloir avoir égard : & que quand à eux, qu'ils protestoient autant serieusement qu'il estoit possible, de demeurer à jamais audit Sieur Prince, les tres-humbles & tres-obeissans Serviteurs, & de luy porter tousjours le mesme honneur, respect & reverence qu'au paravant. Au reste, puis que tout delay leur estoit fort prejudiciable, ils prioient qu'il luy pleust hastier, & avancer le Mariage, & qu'il leur voulut envoyer au plustost celle que Dieu, & sa Majesté leur avoit destiné pour Princesse, afin qu'ils peussent voir près d'elle, & en elle, leur bon Roy, l'honorer, reverer & servir, comme les bons sujets & serviteurs. Et ainsi en baissant les pieds, & les mains de sa Majesté, ils prioient Dieu le Createur, de luy vouloir donner en santé, longue & heureuse vie, avec une joye telle qu'ils attendoient de cette sienne sainte, & sage resolution. De Bruxelles le 11. de Decembre, l'an 1597.

Ex.

## E X T R A I C T

D E

## L'HISTOIRE

D'EMANÜEL METEREN.

Fol. 425.

**N**ous avons dit cy-devant , que le Roy d'Espagne s'estoit resolu de donner sa Fille en Mariage à l'Archiduc Albert , & de luy transporter les Pays-bas , avec le Comté de Bourgogne. Ce que plusieurs trouvoient fort étrange , que sa Fille aînée seroit donnée en Mariage à un Prince , qui estoit pourveu de beaucoup d'Estats Ecclesiastiques; car il estoit Cardinal , & Archevesque de Toledo , qui est un fort riche Archevesché , & de le preferer aux Freres aînés , comme estoient l'Empereur , les Archiducs Matthias & Maximilian; qui devoient estre les premiers , qui devoient heriter les Royaumes de Hongrie & de Boheme , & les Pays d'Austriche. Tellement qu'on fit divers discours là-dessus , & on donna beaucoup d'arriere pensée. Cette resolution fut mise par escrit , sur un Mercredi sixiesme jour de May , en la Ville de Madrid, où comparurent en la presence du vieux & debile Roy Philippe deuxiesme , le Prince Philippe , son Fils unique , âgé d'environ vingt ans , l'Infante Isabelle Claire Eugene, âgée

E âgé d'environ trente ans , accompagnés de Don Gomes d'Avila Marquis de Velada , Gouverneur & grand Maistre d'Hostel du Prince susdit ; Don Christophle de Moura , Comte de Castel Rodrigo , Grand Commandeur d'Alcantara ; Don Jean d'Idiaques , Grand Commandeur de Leon , tous trois du Conseil d'Etat , & Messire Nicolas d'Amant , Chevalier , Conseiller , President , & Chancelier de Brabant , avec la Loo , Secrétaire des affaires du Pays-bas , sans autres. Les écrits estoient en François , & furent alors leus , soubsignés & scellés. Le transport estoit tel que s'ensuit :

Philippe par la grace de Dieu, Roy, &c. A tous presens & advenir qui ces presentes lettres verront , ou lire orront , Salut. D'autant que nous avons trouvé convenable , tant pour le bien general de la Chrestienté , que de nos Pays bas , de ne differer plus long-temps le Mariage de nostre tres-chere & bien aymée Fille aînée l'Infante Isabelle Claire Eugene. Mesme y estant enclin tant pour la conservation de nostre Maison , que pour certains autres bons respects , en consideration aussi de la bonne affection que nous portons à nostre tres-cher & bien aymé Frere , Cousin & Neveu , l'Archiduc Albert , de nostre part Gouverneur & Capitaine General de nos Pays-bas , & de Bourgogne , ayant aussi jetté l'œil sur sa personne , & l'eslisant pour futur Mary de nostre Fille aînée , tant du consentement



tement de nostre saint Pere le Pape , qui sur ce en a octroyé sa dispense requise , comme en ayant communiqué avec tres-hault , tres-excellent & tres-puissant Prince , nostre tres-cher & bien-aymé Frere , Cousin & Neveu Rodolph deuxiesme , Empereur des Romains , comme aussi avec nostre tres-chere & bien aymée bonne Sœur l'Imperatrice sa Mere.

Quoy consideré , & afin que nostre-dite Fille puisse (comme de raison) avoir moyen, selon ses graces , vertus & merites ; mesme pour de nostre costé faire paroistre la grande amour & affection qu'avons tousjours porté, & portons encores à nos-dits Pays-bas , & de Bourgogne : Nous avons resolu de ceder en Don à nostre-dite Fille , en aide & faveur dudit Mariage , nosdits Pays-bas & tout ce qui en depend , en la forme & maniere , comme sera dit & specifié cy-dessous. Et ce par le moyen & intervention , vouloir & consentement de nostre tres-cher & tres-aymé bon Fils le Prince Philippe , nostre Fils unique & heritier , suivant les advertences , qui par nous & nostre-dit Fils en ont esté faites aux Chefs , Seigneurs & Chevaliers de nostre Ordre , Conseils & Estats de nosdits Pays-bas, estans sous nostre obeissance , ensemble à ceux de nostre Pays & Comté de Bourgogne ; lesquels ont demonstré , & tesmoigné par leur response , la grande joye , & le contentement qu'ils ont eu de cette nostre debonnaire

naire resolution, qu'ils cognoissent & confessent estre tant necessaire au bien de nosdits Pays-bas: & que c'est le vray moyen pour parvenir à une bonne Paix & Union: pour estre deschargés de cette penible guerre, dont ils ont esté travaillés par tant d'années, laquelle Paix & repos nous leur avons tousjours désiré. Considerant aussi ( ce qui est notoire à tout le Monde ) que le plus grand heur qui puisse advenir à un Pays, est de se voir gouverner par l'œil & presence de son Prince, & Seigneur naturel.

Dieu nous est tesmoing du soing, & de la peine, que souvent nous avons eu, que nous n'y avons peu faire en personne ce que de vray nous eussions bien désiré, si les affaires de grande importance de nos Royaumes d'Espagne ne nous eussent pas obligés à nous y tenir, & continuer nostre residence, sans nous en absenter, comme nous y sommes encore obligés pour l'heure. Et combien que par l'âge du Prince nostre Fils, il semble que cela viendroit mieux à propos maintenant, qu'à nostre premier voyage. Neanmoins la volonté du bon Dieu a esté telle, nous ayant donné tant de Royaumes & Provinces, es-quelles ne defaillent jamais affaires de grande importance, à cause desquelles sa presence est icy aussi bien requise.

A raison dequoy nous avons trouvé expedient de prendre cette bonne resolution, pour ne point laisser nos Pays-bas aux inconveniens

niens esquels ils ont esté par cy devant , joint les raisons du partage que devons faire à nostre Fille l'Infante , selon ses merites , & grandeur de sa naissance. En particulier les luy transferant , veu qu'après nostre dit Fils le Prince ( que Dieu conserve longues années, le faisant prosperer à son service ) nostre-dite Fille aînée est la premiere & plus prochaine : & que du consentement de nostre-dit Fils , elle peut dès maintenant y estre admise. Ayans choisi par ce moyen , sous espoir que par iceluy nosdits Pays-bas reviendront en leur premiere fleur & prosperité , dont ils souloient jouir.

Faisons partant sçavoir, que desirans maintenant mettre en effect selon son deu , ce que par nous a esté si meurement resolu & arresté : entendant le consentement volontaire , que nostre dit Fils le Prince y a si liberalement interposé de son costé , sçachant les submissions avec lesquelles nosdits Pays auront à se conformer suivant nostre intention : Avons resolu de ceder, & transporter à nostre-dite Fille Infante, à l'avancement dudit Mariage, tous nosdits Pays-bas, & de Bourgogne, en la forme & maniere , aux pourparlers , & conditions cy après mentionnées.

I. La premiere condition est & non autrement. Que ladite Infante nostre Fille, se joindra par le Mariage avec l'Archiduc Albert , suivant la dispense qu'en a octroyé nostre dit S. Pere le Pape à ces fins. Et que  
par



par voye de donation, ou comme par don, elle reçoive nosdits Pays-bas & Comté de Bourgogne. Et au cas que ledit Mariage fust empesché pour quelque occasion que ce pourroit estre, cette presente donation sera nulle, & ne sortira aucun effect, comme en ce cas dès maintenant nous la revoquons, & mettons à neant.

I I. Item à condition, & non autrement. Que les Enfants & Successeurs de ce mesme Mariage, soient Masles ou Femelles, legitime-ment procrés, & non illegitimes: encore que ce fust par Mariage subsequent, l'aîné precedant le puisné, & le Masle la Femelle, seront de main en main heritiers en mesme degré de toutes lesdites Provinces unanimement, sans rien en pouvoir repartir, ny eclisser. Declarant que le Fils ou la Fille aînée, tres-passé du vivant de son Pere, sera preferé aux Oncles, & à chacune autre de ligne collaterale.

I I I. Item à condition, & non autrement. Qu'en cas ( ce que Dieu ne vueille ) qu'il n'y eût ny Fils, ne Fille de ce Mariage, ou qu'ils fussent morts après la mort de l'un desdits Archiduc Albert, & de nostre Fille l'Infante, venans de ce present Mariage, ladite donation, concession & transports, sera nul & de nulle valeur. Auquel cas, si nostre-dite Fille Infante demeueroit vefve, sa portion legitime du costé Paternel, & sa donation du costé Maternel, telle qu'elle luy peut competer &

appartenir , la suivra par-dessus ce que nous , ou nostre Fils le Prince ferons pour la bonne affection que nous leur portons. Et si ledit Archiduc Albert , nostre bon Cousin , survivoit ladite Infante , il demeurera Gouverneur desdits Pays-bas , pour & au nom du Prince hereditaire , auquel ils seront devolus.

IV. Item à condition & non autrement. Qu'avenant que tous les descendans vinssent à faillir Masles & Femelles procréés de ce Mariage , tellement qu'il n'y restast personne de tous ceux qui sont appellés à ces biens icy. En tel cas ils auront à retourner tous ensemble au Roy d'Espagne, qui sera descendu de nous. Et suivant cette donation & concession, en tel cas nous le faisons dès maintenant donataire, comme luy estans donnés.

V. Item à condition & non autrement : Que nostre-dite Fille Infante , ny nuls autres appellés à ladite succession , ne pourra , pour nulle cause quelconque , partir , ny diviser lesdits Pays , ny les donner , ny eschanger sans nostre consentement , & de ceux qui seront nos heritiers , & successeurs en ces Royaumes.

VI. Item à condition & non autrement : Que la mesme , qui sera Princesse ou Dame desdits Pays-bas , se mariera avec le Roy d'Espagne , ou avec le Prince son Fils , qui alors sera en vie , avec prealable dispense entant qu'il sera de besoing. Et si alors elles  
n'a-

n'avoient pas volonté, ny la puissance de faire tel Mariage pour elle mesme, ne pourra en tel cas une telle Dame prendre aucun mary, ny s'immiscer en nulle donation ny en nulle partie d'icelle, sans nostre advis & consentement, & de nos heritiers, & successeurs en nosdits Royaumes d'Espagne, qui seront issus de nous: Et en cas de contravention, tout ce qui aura esté donné & octroyé leur retournera, comme si cette donation, cession & transport ne fut jamais esté faite.

V II. Item à condition, & non autrement: Que tout & chacun Prince & Seigneur desdits Pays-bas, seront tenus de marier leurs Fils & Filles, par nostre advis & consentement, & de ceux qui seront nos heritiers & successeurs Roys d'Espagne.

V III. Item à condition, & non autrement: Que nostre-dite Fille Infante, & son mary, ny nuls de leurs successeurs, auxquels lesdits Pays escherront, ne pourront en façon quelconque negotier, trafiquer, ou contracter és Indes Orientales & Occidentales, & n'y enverront nulles sortes de Navires, sous quelque tiltre, regrés, ou pretexte que ce soit, à peine que lesdits Pays, au cas de contravention, seront devolus. Et que si aucuns sujets desdits Pays s'advançassent d'y aller contre les defenses, les Seigneurs desdits Pays auront à les chastier par confiscation de biens, & autres plus griefves peines, voire de la mort.



IX. Item à condition , & non autrement :  
 Que si ledit Archiduc Albert nostre bon Cousin , survivoit nostre ladite Fille l'Infante , laissant Fils ou Fille , qu'il aura le gouvernement de tel Fils ou Fille , heritier ou heritiere , avec le maniment de tous leurs biens , comme si nostre dite Fille l'Infante estoit encore en vie. Et par dessus ce sera nostre dit Cousin l'Archiduc en tel cas jouissant , & usufructuaire , sa vie durant , de tous lesdits Pays , entretenant lesdits Enfans selon leur qualité , en donnant au Fils ou Fille aînée le Pays & Duché de Luxembourg , & la Comté de Chiny , qui leur appartiendront , pour le posséder , & en jouir durant la vie du Pere , après les trespas duquel tel Enfant aura tout , comme heritier universel. Estant icy expressement déclaré , que cette clause d'usufruit se doit seulement entendre en faveur de nostre-dit bon Cousin l'Archiduc Albert , sans pouvoir estre tirée en autre consequence , afin que nul de ses successeurs n'en puisse alleguer aucun exemple , ny pretendre droit en aucun cas semblable.

X. Item à condition , & non autrement. Comme estant la principale & plus grande obligation par dessus toutes autres. Que tous les Enfans & descendans dudit Mariage , suivent la Sainte Religion , qui reluit presentement en eux , & ayent à vivre , & mourir en nostre Sainte foy Catholique , comme la Sainte Eglise Romaine l'enseigne , & l'observe.

ve. Et que devant que prendre possession desdits Pays-bas, ils feront le serment, en la forme qu'il se trouve couché en l'Article suivant.

En cas ( ce que Dieu ne vueille ) qu'aucuns desdits descendans declinassent de ladite Religion, & tombassent en heresie, après que nostre Saint Pere le Pape les aura déclaré pour tels, ils seront privés de l'administration, possession, & propriété desdites Provinces: & que les Vassaulx & sujets ne leur obeiront plus. Mais ils admettront & recevront le plus proche Catholique de la mesme descende, lequel devoit succeder à un tel desvoyé de la foy. Et un tel heretique sera réputé, comme s'il estoit vrayement mort, de mort naturelle.

*Ego juro ad Sancta Dei Evangelia, quod ad extremum vite mee Spiritum Sacro-Sanctam Fidem Catholicam, quam tenet, docet & predicat Sancta Catholica & Apostolica Ecclesia Romana ( omnium Ecclesiarum Mater & Magistra ) constanter profitebor, & fideliter firmiterque credam, & veraciter tenebo: Atque eam à meis subditis teneri, doceri & predicari ( quantum in me erit ) curabo. Sic me Deus adjuvet & hac Sancta Dei Evangelia. C'est à dire: Je jure par le Saint Evangile de Dieu, que je feray tousjours jusques au dernier soupir de ma vie, constante confession, & que je croiray fidelement & fermement, & entretiendray vrayement, la Sainte & Catholique Foy que la Sainte Eglise Catholique, Apostolique & Romaine ( comme Mere & Maistresse*

de toutes les Eglises ) tient , enseigné & presche : & que je porteray soing ( entant qu'en moy sera ) qu'elle soit tenuë , enseignée & preschée de mes sujets. Ainsi m'aide Dieu, & son Saint Evangile.

X I. Item à condition & autrement point : Que pour plus grande assurance , & confirmation de la Paix , de l'amour & correspondance , qu'il y doit avoir entre le Roy , & ses Royaumes Nos descendans & successeurs , & les Princes & Seigneurs de par delà , aussi nos successeurs & descendans, chacun de ceux qui au temps avenir parviendront à la possession, & Seigneurie desdits Pays-bas & de Bourgogne, auront à advoüer, approuver & ratifier de surcroist ce qui est contenu en cest Article.

X I I. Et pour autant que nostre intention & volonté est , que lesdites conditions aient leur plein & entier effect sous & par le moyen d'iceux , Nous donnons , cedons , quittons , transportons , renouons & accordons, en don de Fief & Arriere Fief , & par la meilleure forme , voye & maniere qu'on peut faire de droit , & qui peut estre valable , sans que l'incompatibilité puisse prejudicier à ce qui est compatible , nécessaire , ou avantageux à ladite Infante Isabelle Claire Eugene, nostre treschere & bien aimée Fille aînée, tous nos Pays-bas , & chacune Province d'iceux , avec le Pays , & la Comté de Bourgogne , y compris celuy de Charolois , les Duchés , Principautés , Marquisats , & For-

te-



teresses, qui sont en nos Pays-bas, & en Bourgogne, ensemble toutes les Regales, Fiefs, Hommages, droits de Patronat, Rentes, Revenus, Domaines, Confiscations, & amandes, avec toutes sortes de Jurisdiccions, droits & actions, que nous pouvons pretendre, à cause de nos Pays-bas, & de Bourgogne, comme aussi toutes prééminences, prerogatives, Privileges, exemptions, gardes, advoüeries, districts, haulteurs, ressorts, & toute autre sorte de Souveraineté, comme & en telle forme qu'elles sont, & pour quelque raison, & d'où qu'elles puissent estre nôtres, & nous appartenir, soit en patrimoine, ou autrement, à quel tiltre comme ce soit, on puisse estre, pour en avoir pleine jouissance, & possession, comme nous les avons eu, & possédé sans aucune exception : à la charge neantmoins qu'on observera inviolablement toutes & chacune les conditions cy-dessus spécifiées, & la Pragmatique faite par feu, d'immortelle memoire, l'Empereur mon Seigneur & Pere, qui est en gloire, au mois de Novembre l'an 1549. touchant l'union desdits Pays-bas, sans consentir ny accorder aucune separation, ny division en iceux, pour quelque cause, ny en aucune maniere que ce soit.

XIII. Et est nostre intention, comme nous declarons, & ordonnons expressement par cette ; Que moyennant cette donation, concession & transport, nostre dite Fille Infante, & son futur mary l'Archiduc Albert,

seront enchargés , tenus & obligés de payer & acquitter toutes & chacune les debtes , obligations , ou contracts faits par nous , ou en nostre nom par sa defuncte Majesté Imperiale sur nos Patrimoines & Domaines desdits Pays-bas , & de la Comté de Bourgogne. Et seront pareillement tenus , & obligés de payer toutes & chacune les rentes, pensions à vie, & toutes autres donations quelconques , mercedes & recompenses , que sadite Majesté Imperiale , nous & nos predecesseurs ont faits , donnés , assignés , & accordés , à toutes personnes quelles qu'elles soient. Et par ainsi nous faisons , establissons & denommons par ces presentes nostre-dite Fille Infante , Princesse & Dame desdits Pays-bas , & Comté de Bourgogne , & de Charolois.

Oütroysons aussi à nostre-dite Fille , que par dessus les tiltres particuliers de chacune desdites Provinces du Pays-bas & le Comté de Bourgogne , elle se puisse escrire , intituler & nommer Duchesse de Bourgogne , avec tous les Droits qui nous y peuvent competer , conjointement à la hauteſſe & Souveraineté de nostre ordre de la Toyſon d'or, dont nous en retenons la faculté d'en pouvoir disposer en temps à venir, comme pour le mieux nous le trouverons convenir. Si consentons & accordons & promettons à nostre dite Fille l'Infante , luy donnans puissance absolüe & irrevocable , de par son autorité privée , sans autre requisition de consentement , par elle,

elle, ou par ses deputés vers sondit mary futur, de prendre & apprehender la pleine & entiere possession de tous lesdits Pays-bas, Comté de Bourgogne, & de Charolois, & à ces fins de faire assembler les Estats Generaux desdits Pays, ou les Estats particuliers en chacun Province, ou bien d'observer telle autre maniere que par raison se trouvera plus convenable, pour notifier cette donation, cession & transport, & de faire prester le serment aux Estats, & sujets desdits Pays, de requerir l'investiture & adheritance de chacune piece & Seigneurie, ou que le cas le requerra. Comme aussi de recevoir d'eux le serment convenable pour s'obliger en tout à ce à quoy par les sermens precedens ils estoient tenus & reciproquement obligez. Et en attendant que nostre-dite Fille aura pris, ou fait prendre en son nom la possession réelle desdits Pays-bas, & Comté de Bourgogne & de Charolois, en la forme & maniere qu'il est contenu en ces Patentes; Nous nous mettons, & constituons possesseur d'iceux, au nom, & de la part de ladite Fille.

En tesmoignage dequoy, nous ordonnons, & voulons que les mesmes lettres Patentes luy soient delivrées: Consentans, & accordans à nostre Fille l'Infante, de retenir, admettre, & establir esdits Pays bas & Bourgogne, des Gouverneurs, Juges, & Justiciers, tant pour la conservation & defense d'iceux, que pour l'administration de la Justice &



Police, & receptions des Domaines, ou autrement. Et par dessus ce, de faire tout ce qu'une vraye Princesse, Dame naturelle & proprietaire desdits Pays, peut & doit faire de droit, & selon les Coustumes, comme aussi nous avons fait, & eussions encore peu faire, observant tousjours neantmoins les conditions cy dessus inserées. Auquel effect nous avons quitté, absolu & dechargé, quittons, absolvons, & deschargeons, par cette, tous Evêques, Abbez, Prelats, & autres gens d'Eglise, Ducs, Princes, Marquis, Comtes, Barons, Gouverneurs, Chefs & Capitaines de Pays, Villes, Cours, Presidens, Gens de nos Conseils, Chanceliers, ceux de nos Finances, & des Comptes & autres Justiciers, Capitaines, gens de guerre & Soldats des Forteresses & Chasteaux, leurs Lieutenants, Chevaliers, Escuyers, & Vassaulx, Magistrats, Bourgeois, manans, & habitans des bonnes Villes, Bourgades, Franchises & Villages, & tous & chacun les sujets de nosdits Pays-bas & Comté de Bourgogne & de Charolois. & chacun d'eux respectivement, du serment de fidelité & hommage, promesse & obligation, qu'ils nous ont porté comme à leur Prince legitime, & Seigneur Souverain. Voulons, ordonnons, & expressement leur commandons, qu'ils ayent à jurer, & à accepter ladite Infante, nostre Fille, pour leur vraye Princesse & Dame. Et de luy faire & donner leur serment requis de

de fermeté, foy & hommage, promesse & obligation de la maniere accoustumée, selon la Nature du Pays, places, Fiefs, Seigneuries, & outre ce qu'ils ayent à luy monstrier, & à son futur Mary, tout honneur, reverence, affection, obeissance, fidelité, & service, comme bons & loyaux sujets doivent, & sont tenus vers leur Prince legitime & Seigneur naturel, comme jusques à ce jour ils nous ont fait & demonstrier. Et avec satisfaction de tous & un chacun les defauts & obmissions, tant Juridiques que defait, lesquelles pourroient entrevenir en cette nostre presente donation, concession & transport. Et partant de nostre propre mouvement, entiere connoissance, & de nostre pleine & absolue puissance Royale, de laquelle nous voulons user, & usons en cecy, avons derogé, & derogeons à toutes & chacune les Loix, constitutions & Coustumes, qui pourroient contrarier & contrevenir à ces presentes. Car tel est nostre bon plaisir. Et afin que tout ce que dessus soit à jamais ferme & stable. Nous avons soubigné la presente de nostre nom, & y fait pendre nostre grand seau. Voulant & ordonnant qu'il soit enregistré, pour estre tenu de Valeur en tous & un chacun de nos Conseils privé, & Chambre de Comptes. Donné en nostre Ville de Madrid, au Royaume de Castille, le sixiesme jour de May l'an 1598. De nos Regnes de Naples & de Jerusalem le 45. de Castille, d'Arragon,

de Sicile , & d'autres le 44. & de Portugal le 19. Estoit paraphé D. N. V. soubigné Philippe. Et plus bas par le Roy, signé de la Loo.

Après que le Roy eut fait passer ce transport, le Prince Philippe en ratifia l'agreation, & approbation par lettres patentes, & par serment, comme s'ensuit.

Philippe, par la grace de Dieu, Prince, Fils & unique heritier des Royaumes, Pays & Seigneuries du Roy Philippe second du nom, Monseigneur & Pere. A tous presens & à venir salut. Comme ainsi soit que mondit Seigneur & Pere ait prins resolution de marier Madame l'Infante Isabelle Claire Eugene, nostre treschere & bien aimée bonne Sœur, à l'Archiduc Albert, nostre bon Oncle & Cousin; & que suivant ce sa Majesté Catholique a déterminé, sur nostre communication & de nostre consentement, y estant induit, pour certaines grandes raisons, & respects du bien commun, mesme pour le repos en general de la Chrestienté & en particulier de la Paix, & repos du Pays-bas, & afin que nostre-dite bonne Sœur soit pourvue selon sa qualité, & grands merites, de faire don à nostre-dite Sœur desdits Pays-bas & de la Comté de Bourgogne, en la forme & maniere qui en a esté faite & passée; comme appert par les lettres patentes, que mondit Seigneur & Pere en a fait dépecher, signées de sa main, & selées du grand sceau, dont la teneur s'ensuit de mot à mot.

Philippe, &c. Le tout cy-dessus inséré, qu'il n'est besoing de repeter. Sça-



Sçavoir faisons : Qu'après avoir bien particulièrement entendu ce que dessus , & chacun point y mentionné. Consideré le bien public , qui de là en pourra revenir à la Chrestienté , mesmes à cause de l'amour singulier que nous sommes tenus de porter , & que portons à nostre bonne Sœur l'Infante , pour ses graces & grands merites , louions , approuvons , agreons , & par ces presentes tenons pour bon , non-obstant quelconque prejudice que de ce à nous , ou à nos successeurs en temps à venir nous en pourroit sourdre. Et pour les mesmes raisons , consentons , & sommes contents par ces presentes , que lesdits Pays-bas , Comté de Bourgogne & de Charolois , soient cedez , transportez & donnez à nostre bonne Sœur l'Infante , comme mondit Seigneur & Pere l'a fait. Et afin que tant mieux puisse subsister , & pour plus grande assurance , corroboration & fermeté de ce que sa Majesté en a disposé , & ordonné en faveur , & à l'avantage de nostre bonne Sœur , nous disposons & ordonnons , si avant que besoing soit par cette , en faveur d'icelle , en la mesme forme & maniere en tout & sur tout , de nostre propre & franche volonté. sans qu'il nous soit sur ce intervenu aucune extorsion , contrainte , tromperie , fausseté , ny aucun respect , ny reverence Paternelle , ny crainte , ny par aucun abus ou persuasion quelconque , nostre volonté & intention estant que lesdits Pays soyent donnez & appar-

tenans à nostre bonne Sœur l'Infante Isabelle Clare Eugene, & à ses Successeurs, en conformité de la disposition du Roy, Monseigneur & Pere. Et afin que cela puisse avoir, & sortir son plein & entier effect, & demeurer à jamais ferme & stable, avons renoncé & renonçons par ces presentes, en faveur de nostre Sœur, pour nous, & nos successeurs, à tous benefices, qui pourroient eschoir de droit à nous, ou à eux, pour contracter ou contrevénir à ces presentes, ou que ce fust par le Droit de restitutione in integrum, auquel nous avons renoncé & renonçons encore par cette. Car nostre resoluë & déterminée volonté est, que chose quelconque ne puisse avoir aucune force, ny vigueur à l'encontre de cette donation, cession & transport, lequel a esté fait desdits Pays-bas, en la forme & maniere que dessus.

Surquoy nous avons fait & donné nostre foy & serment sur les Saints Evangiles, que nous avons touché de la main, de tenir, observer, maintenir, & accomplir, comme nous ferons tenir, observer, maintenir & accomplir ponctuellement tout ce qui a esté dit, sans y apporter nulles excuses, ny exceptions, ny permettre qu'aucun des nostres les y apporte. Ce que nous affermons & promettons en parole de Prince, & que nous employerons nostre pouvoir, & l'assistance requise à l'entier effect, & accomplissement de tout ce que dessus, pour estre (comme nous avons déjà

de

declaré ) nostre sincere , & déterminée volonté. En telmoignage dequoy , nous avons fait faire ces presentes lettres patentes , que nous avons signé de nostre propre main , & fait signer par le Secretaire d'État du Roy , Monseigneur & Pere es affaires des Pays-bas , & de Bourgogne : & fait sceller du grand Seel des armoiries de sa Majesté y appendant en lais d'or. A ces presentes se sont trouvés , comme tesmoins à ce appellés , Don Gomes d'Avila , Marquis de Velada , nostre Gouverneur , & Grand Maistre d'Hostel. Don L. H. T. A. P. de Moura Comte de Castel-Roderigo Grand Commandeur d'Alcantára , Gentilhomme de la Chambre de sa Majesté , & nostre Somelier de corps. Don Juan d'Idiaques Grand Commandeur de Leon ; tous trois du Conseil d'État ; & Messire Nicolas d'Amant Chevalier , aussi Conseiller d'État , & garde des Seaux de sa Majesté esdites affaires des Pays-bas & de Bourgogne , Chancelier de sa Duché de Brabant. Donné en la Ville de Madrid au Royaume de Castille , le quatriesme de May , l'an de grace 1598. Paraphé M. E. R. T. signé PHILIPPE. Et plus bas : Par ordonnance de Monseigneur le Prince A. de la Loo. Ces deux iettres patentes de resignation du Roy , & agreation du Prince estoient toutes deux seellées d'un mesme seau , en cire vermeille , à lais d'or.

F I N.

CON.



## C O N T R A C T

D B

## M A R I A G E,

*Entre le Roy Tres-Chrestien Loüis XIII. &**l'Infante Anne d'Autriche, Fille**aisnée de Philippe III.**Roy d'Espagne.**En presence de, &c.*

**Q**ue moyennant la grace & benediction de Dieu, & la dispense obtenüe de sa Sainteté, à cause de l'estroit parentage, qui est entre le Roy Tres-Chrestien & la Serenissime Infante Anne, aussi-tost qu'elle aura douze ans accomplis, les ceremonies de leur Mariage se feront par paroles de present, selon la forme prescrite, par les sacrés Canons, & les constitutions de l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine, dans le Palais de sa Majesté, où la Serenissime Infante demenre; & cela en vertu du pouvoir & commissions donnés par le Roy Tres-Chrestien, lequel le ratifiera aussi-tost, & l'accomplira entierement, incontinent que son Altesse, avec laquelle il se doit unir, sera arrivée en France.

Que sa Majesté promet & s'oblige de donner à la Serenissime Infante, en don & faveur de Mariage 500000. escus d'or au soleil, qui seront payés à sa Majesté Tres-Chrestienne, ou à celuy qui aura charge de sa part, dans la ville de Paris, le jour precedent celuy dudit Mariage,

*Que*

Que la Serenissime Infante Anne se tiendra satisfaite, & se contentera de cette Dot, sans qu'elle puisse après cela alleguer aucun autre Droit, ny intenter aucune autre action, ou demande, pretendant qu'il luy appartinst, ou püst appartenir d'autres plus grands biens, Droits, actions, & raisons, pour clause d'hoiries & successions de leurs Majestés Catholiques, ses Pere & Mere, ny en consideration d'icelles leurs personnes considerées en quelque maniere que ce soit, cause ou tiltre, sçeu ou non sçeu, veu que de quelque qualité que les actions & choses mentionnées soyent, la renonciation ne se laissera pas de faire en bonne & deuë forme, avec toutes les seuretés & solemnités requises & necessaires. Laquelle renonciation elle fera devant que de se marier par paroles de present, ainsi qu'elle la confirmera & ratifiera incontinent après qu'elle sera mariée, conjointement avec le Roy Tres-Chrestien, en la mesme maniere & solemnité de la premiere renonciation, & avec les clauses, que l'on trouvera plus propres & necessaires à l'effect & accomplissement, à laquelle renonciation leurs Majestés s'obligent, & seront obligées maintenant comme pour lors. Et en cas qu'elles ne fissent point ladite renonciation & ratification du susdit Traitté, elles seront dès à present tenuës pour faites, passées & autorisées en la meilleure forme qui se doit. Tout s'accomplira en la forme la plus efficace & authentique que faire se pourra, afin qu'elle soit bon-

bonne & valide, avec toutes les clauses derogatoires de quelconque Loy, Jurisdiction, Coustume, Droit & Constitution contraire, qui puissent emscher, en tout ou en partie, ladue renonciation & ratification, à la force desquelles choses, afin qu'elles n'ayent point d'effect, les Majestés Tres-Chrestienne & Catholique derogent, comme elles y derogent à present. Et par l'approbation & ratification qu'elles feront du present Contrat, elles entendent dès mainienant comme pour lors avoir derogé à toutes les susdites exceptions.

Que partant leurs Majestés Tres Chrestienne & Catholique sont venuës, & viennent à conclurre ce Mariage, afin d'autant plus assseurer & perpetuer, par un si fort lien, la Paix publique de la Chrestienté, & entre leurs Majestés & la fraternité que chacune d'elle y desire, ainsi qu'en consideration des justes & legitimes causes, qui monstrent & persuadent l'égalité & convenience dudit Mariage, par le moyen duquel, & moyennant la faveur & la grace de Dieu, chacun peut esperer de tres-heureux succès, au grand bien & accroissement de la Foy & Religion Chrestienne, & au benefice commun des Royaumes, & des Vassaux sujets des deux Couronnes; comme aussi par ce qui appartient au bien de la cause publique. Considerations de telle importance, qu'il y auroit lieu de craindre, que les occasions qui se presentent de tel Mariage, ne fussent ostées ou prevenuës. Attendu doncques la qualité d'icelles, & autres justes



justes raisons, que l'on pourroit dire Et alleguer, leurs Majestés accordent, Et decernent par instrument Et pact conventionel entre eux, qui aura lieu, force Et vigueur de Loy, ferme Et stable à tous-jours, en faveur de leurs Royaumes, Et de toutes les affaires publiques d'iceux.

Que la Serenissime Infante d'Espagne, Anne d'Austriche, & les Enfants qui naistront d'elles, soit Masles ou Femelles, & leurs descendants, premier, second, troisieme ou quatriesme né, & ainsi ensuitte, en quelque degré qu'ils se puissent trouver, en aucune maniere ou temps ne pourront succeder aux Royaumes, Estats, Seigneuries, Domaines, qui appartiennent ou appartiendront au Roy Catholique, Et qui sont compris sous les tiltres Et qualités mentionnés en la presente capitulation, ny en aucun de ses grands Royaumes, Estats, Seigneuries, Provinces, Isles adjacentes, Fiefs, Capitainies & Frontieres, que sa Majesté possede à present, ou luy pourroient appartenir, tant dedans que hors le Royaume d'Espagne, qui ayent jamais appartenu à leurs Majestés Catholiques, ou leurs predecesseurs, compris ou dependants d'iceux, ou qu'ils pourroient cy-aprés acquerir, ou accroistre auxdits Royaumes & Domaines, auxquels ils pourroient escheoir par quelconque tiltre, droit ou raison, soit durant la vie de la Serenissime Infante Anne, ou après sa mort, ou en qui que ce soit de ses descendants, premier, second ou troisieme, qui  
par

par quelque cas, Droit, Loy ou Coustume, ou disposition legitime de tiltres, pourroient pretendre de succeder auxdits Royaumes, Estats & Domaines. *En tous lesquels cas à present ladite Infante Anne dit, & declare estre exclue avec tous ses descendants, Masles & Femelles*; encore qu'ils voulussent dire & pretendre, qu'elles ne concourent point en leurs personnes, & que l'on n'y peut pas considerer telles raisons, comme estans de nulle valeur en la cause publique, ou pour d'autres chefs, sur lesquels on pourroit fonder ladite exclusion, ou qu'ils voulussent alleguer, ce qu'à Dieu ne plaise, que la succession du Roy Catholique vinst à faillir & manquer en ses Serenissimes Enfants, Masles & Femelles, qu'il a à present, ou qu'il pourra avoir à l'avenir, comme ses legitimes successeurs, elle ne puisse en aucun temps, cas, ou maniere, ny ses descendants, succeder, ny pretendre de succeder, sans prejudicier aux susdites Loix, Ordres, Coustumes & dispositions des Royaumes d'Espagne, comme aussi de la Couronne de France, laquelle met des obstacles au prejudice des successeurs estrangers, & empesche toute execution de succeder, tant au temps present qu'à l'avenir. A toutes lesquelles considerations conjointement, & à chacune d'elles en particulier, leurs Majestés derogent à tout ce qui seroit contraire, ou pourroit empescher le contenu, l'accomplissement & l'execution du present contrat,

pour

pour l'approbation & ratification duquel ils ont derogé & derogent , veulent & entendent , que la Serenissime Infante, & ses descendants s'yent à l'ávenir pour tousjours exclus de pouvoir succeder en aucun temps , ou cas aux Estats & Pays de Flandres, Comté de Bourgogne & Charolois , leurs appartenances & dependances , lesquels Pays & Estats furent donnés par sa Majesté Catholique à la Serenissime Infante Isabelle , & doivent retourner à sa Majesté Catholique , & à ses successeurs.

Declarent encore expressement , qu'en cas que la Serenissime Infante demeurast vefue , ce qu'à Dieu ne plaise , & sans Enfants de tel Mariage, elle sera libre & destiée de ladite exclusion , & partant declarée personne capable de ses droits , & de pouvoir succeder en tout ce qui luy pourra appartenir & escheoir. Et ce en deux cas seulement. Si elle demeurant vefve, & sans Enfants de tel Mariage , retornast en Espagne : & si pour raison d'Estat , & pour le bien public , & pour de justes consideration elle se remarioit, du consentement du Roy Catholique son Pere, ou du Prince son Frere : esquels deux cas elle demeurera capable & habile à pouvoir succeder & heriter.

Incontinent après que la Serenissime Infante aura accompli ses douze ans , & devant que de celebrer son Mariage par paroles de present , elle formera & autorisera un escrit, par lequel elle s'obligera pour soy & pour ses successeurs , d'accomplir & d'observer tout ce  
qui



qui a esté accordé cy-dessus touchant son exclusion & de ses descendants , approuvant tout , ainsi qu'il est contenu au present Contrat & Capitulation , avec les clauses & serment necessaire & requis : *Furant en passant la susdite obligation & ratification , qu'elle en fera une autre semblable avec le Roy Tres-Chrestien , dès qu'elle sera mariée avec luy & espousée : laquelle sera enregistrée au Parlement de Paris , selon la forme & la Coustume.* Comme aussi alors sa Majesté Catholique fera approuver & ratifier ladite renonciation & ratification en la maniere accoustumée , & la fera aussi enregistrer en son Conseil d'Etat. *Et bien que lesdites renonciations , approbation & ratification faites ou non faites , à present en vertu de cette Capitulation & Contrat & du Mariage qui s'en ensuivra , & en consideration de toutes les choses susdites , se tiendront & entendront avoir esté véritablement faites ; & legitiment passées & autorisées.*

Que leurs Majestés Tres-Chrestiennes donneront à la Serenissime Infante pour cinquante mille escus d'or au soleil de joyaux, lesquels avec tous les autres qu'elle emportera avec elle comme biens patrimoniaux , appartiendront sans difficulté à son Altesse , ses heritiers & successeurs , & à ceux qui auront ses droits. Que leurs Majestés Tres-Chrestiennes, suivant l'ancienne & loüable coustume de la Maison Royale de France , assigneront & constitueront à la Serenissime Infante D. Anne

né pour sa donation nuptiale vingt mille escus d'or au soleil de rente annuelle , qui seront assignés sur des terres & lieux , en tiltre de Duché , dont elle jouïra avec autorité par ses mains, ou de celles de ses Commissaires , avec l'usage de la justice , & pouvoir de disposer des offices vacants , ainsi que l'on a accoustumé d'en user à l'égard des Reynes de France : à condition , que ces offices ne pourront estre conferés qu'à des François naturels , comme aussi l'administration desdites terres , suivant les Loix & Coustumes de France. Et ladite Serenissime Infante entrera en la possession & jouïssance de ladite assignation , incontinent après qu'elle sera demeurée vefve , pour en jouïr tout le temps de sa vie : soit qu'elle demeure en France , ou qu'elle se retire hors du Royaume.

Que sa Majesté Tres-Chrestienne donnera & assignera à la Serenissime Infante Anne, pour la despense de sa Chambre , & entretenement de sa Maison , une somme convenable , à la Fille d'un si grand & si puissant Roy, la luy assignant en la forme & maniere , qui se pratique d'ordinaire en France.

Que la Serenissime Infante , ses douze ans accomplis, se mariera avec le Roy Tres-Chrestien , par le Procureur , qu'il envoyera , par paroles de present.

Ce qui estant fait , sa Majesté Catholique la fera conduire à ses despens jusques sur les frontieres de France , en la maniere , & avec  
une

une magnificence convenable, où elle sera receuë par le Roy Tres-Chrestien en la mesme forme & appareil.

Qu'en cas que ce Mariage entre sa Majesté Tres-Chrestienne & la Serenissime Infante Anne, vint à se rompre, & qu'elle survécust à sa Majesté Tres Chrestienne, elle pourra retourner librement, & sans aucun empeschement, en Espagne, ou en tel lieu, qui luy sera plus commode, hors de France, toutes les fois qu'il luy plaira, avec tous ses biens susdits, Dot, Don, joyaux, meubles, habillements, argenteries, & tous autres biens meubles, comme aussi ses officiers & domestiques, sans que pour quelque cause que ce soit, on puisse mettre empeschement, ou arrest à son partement, ny luy empeschier directement, ou indirectement, le recouvrement, & jouissance de la susdite Dote, donation & assignation, à elle deuë. Et pour cét effect le Roy Tres Chrestien donnera à sa Majesté Catholique, & à la Serenissime Infante Anne sa Fille, les actes & lettres de seureté nécessaires, signées de sa main, & de la Reyne Tres-Chrestienne, sa Mere Tutrice & Regente, & scellées de leur seau, & à present, comme pour alors, leurs Majestés Tres Chrestiennes l'asseyrent, & le promettent, pour eux, & leurs successeurs, en foy & parole de Roy.

Qu'attendu, que le present Traitté de Mariage, a esté desiré, & depuis concerté & avan-



avancé par Nostre Saint Pere, & conduit par  
sa Mediation, en l'estat où il se trouve; il est  
convenable de prier sa Sainteté, comme dès  
cette heure leurs Majestés la supplient, de  
l'agréer, leur donnant sa benediction, & l'in-  
tervention de son autorité Apostolique à ce  
Contract, de le vouloir approuver & inserer  
dans ses Bulles, avec l'approbation qu'en au-  
ront faite leurs Majestés & son Altesse, avec  
les escrits & serments, faits & solemnisés; &  
avec tout ce qui s'est passé, pour l'accomplis-  
sement & seureté du mesme Contract.

*Que leurs Majestés Catholique & Tres-Chre-  
stienne approuveront & ratifieront cette presente  
convention, promettant, en foy & parole de Roy,  
de l'observer & accomplir inviolablement, formant  
à cet effect leurs escrits, dans la forme accoustu-  
mée, & derogant à toutes Loix, Ordonnance, &  
Coustume, qui sont, ou seront contraires à cet ac-  
cord. Et lesdits actes de ratification, pour le  
present escrits, se consigneront respectivement  
l'un à l'autre, comme de raison, dans deux  
mois, à compter du jour de la presente date;  
& cela, par le moyen de leurs Ambassadeurs  
ordinaires.*

De tout ce que les Sieurs Commissaires sus-  
nommés, ont promis & accordé, selon le con-  
tenu de la presente Capitulation, leurs Ma-  
jestés Catholique & Tres-Chrestienne, se sont  
obligés avec son Altesse, en foy & parole de  
Roy, de l'effectuer, observer, & commander  
qu'il soit entierement observé & accompli.

242 *Contr. de Mar. du Roy, & de la S. Inf. Anne.*  
sans qu'en tout, ou en partie, il y manque  
chose aucune; ne le contrediront jamais, ny  
consentiront directement, ou indirectement,  
qu'il y soit contredit, en quelque façon ou ma-  
nière qui se puisse imaginer, lesdits Commis-  
saires l'ayant ainsi promis, en vertu des pleins  
pouvoirs, qu'ils ont de leurs Majestés. A quoy  
ont esté présents les susdits Seigneurs, nom-  
més au commencement du Contract, lesquels  
promettent & autorisent tout ce que dessus,  
qu'ils ont souscrit de leur propre main & de  
leurs noms; m'ayant requis, que je leur don-  
nasse copie de toute cette Capitulation, &c.

LE DUC DE LERME, *Marquis de*  
*Denia.*

HENRY DE LORENE.

BRULLARD.

ANDRE' DE COCHERILET.

Dressé par moy Secrétaire, & Notaire sus-  
dit. *A Madrid le 20. Aoust 1612.*

ANTONIO ARESTIGNE.



# T A B L E DES CH A P I T R E S

## DE LA II. PARTIE.

- CHAP. I. **S**I dans les successions des Estats les Princes doivent necessairement proceder selon les Coustumes des Lieux. Pag. 3
- II. Si les Pretensions Pecuniaires de la Reyne Tres-Chrestienne sont legitimes. 26
- III. Si l'Infante a quelque Droit sur la Duché de Brabant, & les Seigneuries qui y sont annexées. 28
- IV. Si la Duché de Brabant, & les autres Principautés, qui y sont jointes, sont sujettes au Droit de Devolutiō. Et si les Eilles du premier Mariage peuvent exclurre du Throsne les Masles du second. 39
- V. Si le fondement de la Devolution estant abbatu, il reste encore à l'Infante quelque Droit de Pretension sur les autres Provinces, qui ne sont pas sujettes à cette Coustume. 86
- VI. De la Bourgogne & du Luxembourg. 90
- VII. Si le Roy Catholique peut derogar aux Loix de son Royaume, & aux Coustumes des Provinces; comme il a pretendu faire par le Contract de Mariage de l'Infante. 94
- VIII. Si la Derogation generale peut destruire la vigueur d'une particuliere. 107
- IX. Si le Contract de Renonciation & d'Exclusion, stipulé entre l'Infante Therese & le Roy Tres-Chrestien Louis XIV. est de semblable teneur & valeur, que celui de la Reyne Mere Anne d'Autriche.
- L I 2 firi.



TABLE des CHAPITRES.

*Arche, stipulé avec le Roy Tres-Chrestien Louis XIII.*

112

X. Si le Droit des successions Royales est indispensable.

118

XI. Epilogue des Propositions establies dans le present Traitté, contre l'Autheur François.

129

XII. Considerations sur les fins contenues dans la Conclusion de l'Autheur François.

133

Il y a dans l'Addition, deux Actes de Renonciation, tirés des Archives, & d'autres autorités, extraites de l'Historien Meteren.

L'Acte de Renonciation de la Serenissime Infante Therese, dans la forme precise, dont il fut convenu aux Pirenées, & tel qu'il fut depuis publié à Fontarabie, le jour qui preceda celuy de son Mariage avec le Roy Tres-Chrestien Louis XIV. en l'an 1660.

Contrat de Mariage de Louis XIV. Roy de France, & de l'Infante Marie Therese d'Espagne, en l'an 1659.

Une Lettre des Provinces de Flandres escriptte à Philippe II. par laquelle elles consentent d'estre données en Souveraineté à l'Infante Isabelle & à l'Archiduc Albert.

L'Acte de Philippe II. par lequel il donne les Paysbas à l'Infante Isabelle Claire sa Fille.

L'Acte de Philippe III. par lequel il cede les Paysbas à l'Infante Isabelle Claire, sa Sœur.

L'Acte de Renonciation de la Serenissime Infanta Anne, lors qu'elle fut promise en Mariage, au Roy Tres-Chrestien Louis XIII. dressé à Madrid, l'an 1612.

F I N.

111  
12  
18  
re-  
29  
s la  
33  
on,  
it-  
ne  
na  
it-  
ge  
an  
ce,  
an  
i-  
-  
A  
s-  
s-  
18  
11  
-

1200027378

521m

Ayuntamiento de Madrid

42

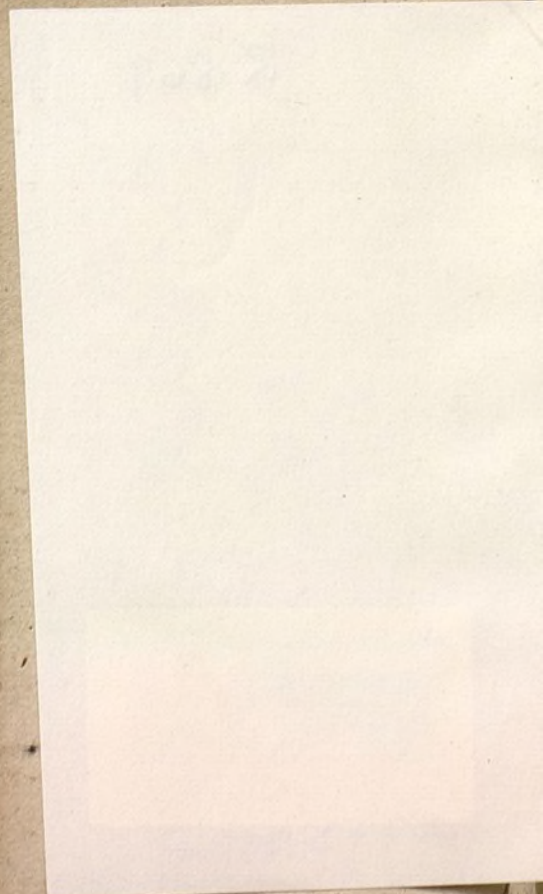


12  
R 869

BIBLIOTECA HISTORICA MUNICIPAL



1200027378



521-2

Ayuntamiento de Madrid

78

$\frac{n}{a}$



